



11.4.156

A

7-4-150 B1

HISTOIRE IMPARTIALE DU PROCÈS DE LOUIS XVI, CIDEVANT ROI DES FRANÇAIS;

O U

RECUEIL COMPLET ET AUTHENTIQUE

De tous les Rapports faits à la Convention Nationale , concernant le Procès du ci-devant Roi , des différentes Opinions des Représentans du Peuple ou des Particuliers , prononcées à la Tribune nationale , ou publiées par la voie de l'impression ; enfin , de toutes les Pièces qui entreront dans l'instruction de ce grand Procès , jusqu'au Jugement définitif inclusivement.

Par L. F. JAUFFRET , homme de Loi , Auteur de la Gazette des Tribunaux et Mémorial des Corps Administratifs et Municipaux.

TOME SECOND.



A PARIS,

Au Bureau du Journal de PERLET , maison de Château-
vieux , rue Saint-André-des-Arcs.

1793.

L'AN 2^d. DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le troisième volume de cette Collection est sous presse , et paraîtra sous très-peu de jours. Le Public est prévenu que tous les Exemplaires de l'Ouvrage porteront la griffe du citoyen PERLET ; on a cru cette précaution nécessaire , pour échapper à la piraterie des contrefacteurs.

Perlet

11.4.156

A V E R T I S S E M E N T

D E L' É D I T E U R.

Ce second Volume est entièrement consacré, comme le premier, à la discussion de la première Question du Procès de Louis : Le ci-devant roi peut-il être mis en cause? Forcés de suivre la marche des délibérations de la Convention nationale, avant d'arriver aux résultats qu'elles ont produit, nous n'avons pu parler encore, ni du premier interrogatoire de Louis à la barre de la Convention nationale, ni de sa Défense, prononcée le 26 décembre par Desèze. Cependant nous sentons qu'il faut nous borner. Les opinions qui ont paru, soit sur la première Question, soit sur les dernières, sont en si grand nombre, que si nous voulions les transcrire toutes, nous tomberions dans des redites continuelles ; et notre recueil, qui n'aurait pas moins de quinze ou vingt volumes, ne serait plus à la portée de toutes les fortunes. Ainsi, au lieu de remplir le troisième Volume de toutes les Opinions concernant la première Question, qui sont bien loin d'être encore épuisées, nous en

présenterons simplement une analyse très-exacte. Nous analyserons aussi tous les Pamphlets qui ont paru depuis deux mois, concernant la même Question. Ces deux objets, pouvant alors être contenus dans un demi-volume, nous pourrons passer de suite à l'interrogatoire de Louis, à sa Défense, aux Mémoires justificatifs qu'on a publiés en sa faveur, et à la discussion de ces importantes questions: La Convention prononcera-t-elle sur le sort de Louis sans appel? Décrètera-t-elle le renvoi du jugement aux Assemblées primaires?

CHAPITRE XXI.

Suite de l'opinion du Citoyen ROUZET, Député de Haute-Garonne, concernant le jugement de Louis XVI, remise sur le bureau, le premier décembre 1782, en exécution du Décret de la veille ; imprimée par ordre de la Convention nationale.

LORSQUE la discussion fut engagée dans cette cause à jamais célèbre, les représentans de la Nation française s'étaient d'abord persuadés qu'ils pourraient librement la traiter en publicistes, et donner à l'Univers un grand exemple.

Mais bientôt la manie des dissertations, et peut-être l'habitude des spéculations ont précipité dans le labyrinthe des formes ces mêmes mandataires auxquels on se croyait en droit de tout *demandar* ; et l'impatience d'un dénouement annoncé de tant de manières, ne laisse plus aujourd'hui qu'à resserrer dans des bornes très-étroites ces heureux mouvemens, qui, dans d'autres circonstances auraient été au moins aussi favorisés qu'ils se trouvent aujourd'hui contrainsts.

Enfin, puisqu'il est vrai qu'après plusieurs annonces bien formelles qui laissaient aux

mandataires du Peuple la liberté de la réflexion sur d'aussi grands intérêts, il faut que ce soit dans l'intervalle d'une séance levée à six heures, au lendemain-matin à dix, que les envoyés des départemens, après avoir passé une partie de la nuit dans les comités, remettent sur le bureau, pour être livré à l'impression, ce que leur conscience peut leur inspirer dans une position si difficile; puisqu'il est vrai qu'il a été un instant où la Convention aurait pu être entraînée à déclarer qu'elle n'avait ni à juger ni à condamner, mais seulement à punir..... à frapper..... quelles que soient les préparations de ce qu'on a appelé les savans dont les flambeaux devaient nous éclairer, analysons sans prétention comme sans passion, les principes d'après lesquels nous devons nous conduire.

Si je n'avais pas suffisamment prouvé dans ma première action, qu'il n'était pas de l'intérêt de la Nation française de juger Louis XVI, et moins encore de sa justice de lui faire subir de nouveaux supplices, les agitations qu'on a cherché à renouveler depuis, de tant de manières, me fourniraient des preuves bien plus convaincantes encore des vérités que je n'ai dû d'abord qu'indiquer.

Mais les agitateurs étant beaucoup trop habitués à faire entendre que les mouvemens qu'ils occasionnent et qu'ils propagent, sont les produits des causes contraires dont ils redoutent les effets; je me bornerai à rechercher aujourd'hui en droit, s'il est possible, qu'après avoir établi en fait, qu'il n'était pas de votre intérêt de juger ni de votre justice de

punir Louis XVI, la Convention nationale le juge ou le punisse sans se couvrir d'infamie aux yeux de la génération présente et de la postérité.

Quelque tourmentés que nous dussions être des soupçons que pourraient nous donner les branches et les rejets des races royales après les meurtres de tous les rois..... dussions-nous être encore plus en garde contre tous les genres de domination que l'habitude ou la méditation d'une tyrannie quelconque pourraient substituer à la royauté ; en écoutant, pour un instant, toutes ces considérations ; en supposant que tous les Peuples adoptassent notre manière d'user de la liberté, et que nos moyens de nous l'assurer fussent propres à resserrer les liens de cette fraternité universelle, qu'il serait si intéressant de faire reconnaître, comment la Convention nationale s'y prendrait-elle pour juger impartialement Louis XVI ?

La Constitution, *pour peu qu'il en reste encore*, cette Constitution, dont on ne me supposera pas le partisan, lorsqu'on saura que, chargé de l'expliquer, je n'en ai jamais commenté que *les Droits de l'homme*, que j'avais affranchis dès 1777 ; cette Constitution, ainsi que la révolution, appartient à toute la République ; et ce n'est pas à de simples mandataires à la méconnaître, au moins pour ce qui s'est passé jusques à l'époque de leurs mandats.

Et quand il serait possible de nous transformer, malgré notre déclaration formelle, en législateurs, indépendans de toute sanc-

tion; sur quelle base oserions-nous établir le nouveau paradoxe que des membres d'une société quelconque , avec la faculté de faire de nouvelles lois , ont aussi celle de se conduire , à l'occasion de faits passés , comme s'il n'en avait jamais existé ?

Qu'on ne nous dise plus que celles de la nature , celles de la raison , plus impérieuses que toutes celles qu'on pourrait invoquer , doivent franchir tous les obstacles qui s'opposent à leur exécution..... Qu'on ne nous le dise pas même , quand on nous garantirait que celles qui seront adoptées à l'avenir , ne pourront jamais être remplacées par de meilleures; car en adoptant ce système , le plus anti-social qu'il soit permis de proposer , il ne serait pas possible de supposer un des temps dans lesquels l'homme en société eût aucune espèce de garantie pour les conventions auxquelles il aurait consenti à s'assujettir.

D'où il faut nécessairement conclure que , quand même les lois anciennes auraient été aussi absurdes que nous devons désirer que les nouvelles soient simples , toute infraction à ces anciennes est un crime : tout meurtre commis volontairement contre leurs dispositions est un assassinat. Et puisque l'assassin est d'autant plus lâche qu'il court moins de danger en se livrant à sa fureur , qu'il a moins d'obstacles à vaincre pour l'assouvir; de quel opprobre vingt-cinq millions d'individus ne se couvriraient-ils pas en se souillant du sang d'un homme sans défense , qu'aucune loi *positive* ne leur permet de frapper , quand

même ils auraient légalement acquis la preuve de ses crimes.

Si l'on voulait nous répéter sérieusement que Louis XVI a été jugé, qu'il a été condamné le 10 août, et qu'il ne nous reste qu'à le punir; en repoussant avec horreur une opinion qui nous transformerait en bourreaux, examinons de sens froid ce qui a été fait le 10, ce que les assemblées primaires ont entendu à la suite de cette mémorable journée, et nous ne nous exposerons pas à comp-sûr, à mériter les reproches, à exciter l'indignation de nos voisins et de la postérité.

Avant le 10 août, la Nation, justement révoltée des effets de l'œuvre d'iniquité dans lequel se trouvait renfermé notre contrat social, avait plus d'une fois témoigné son mécontentement de s'être imposé une loi aussi dure, aussi contraire à ses vrais intérêts.

Les étranges abus de cette loi soulèvent plus particulièrement encore le Peuple le 10 août, et les membres du souverain qui se trouvent alors à Paris foudroient le repaire du tyran, auquel la Nation s'était si sottement livrée.

Pénétrée de la grandeur et de la sainteté de sa mission, l'Assemblée législative se porte à des mesures de sûreté générale que les circonstances lui commandaient. Elle respecte la loi dont le dépôt lui est confié; elle la respecte, toute odieuse, toute meurtrière qu'elle la reconnaît, elle appelle le souverain pour réformer cette même loi; et à la voix de ses mandataires, le souverain se lève, applaudit au zèle de ses préposés; il reconnaît la né-

cessité d'un nouveau pacte social ; il remet ses intérêts dans les mains de nouveaux représentans. La Convention se forme, et dès le premier instant, la royauté reconnue inconciliable avec le bonheur du Peuple est abolie.

La République n'est pas plutôt proclamée, que le génie de la liberté disperse les cohortes meurtrières dont les tyrans avaient déjà inondé nos campagnes. Le génie de la liberté, en inspirant nos voisins, nous rend les instrumens de ses conquêtes d'autant plus flatteuses, qu'elles coûtent moins de sang ; et les despotes, tremblans sur leurs trônes prêts à s'écrouler, donnent à l'univers l'intéressant spectacle de l'homme rendu à tous ses droits.

Voilà tout ce qui s'est passé depuis le 10 août, et cependant je ne vois pas encore ces traces de jugement ni de condamnation contre celui qu'on prétend que nous sommes chargés de punir. Au contraire, j'y vois l'avcu non-équivoque et des derniers représentans de la Nation et de la Nation elle-même.... que, d'après le pacte absurde dont l'absurdité ne contredisait pas l'existence, le premier fonctionnaire public avait été investi d'une trop grande autorité, de beaucoup trop de privilèges, pour qu'il fût possible de l'atteindre, lors même que le bien public l'exigerait, si l'on ne commençait pas par résilier le dernier pacte social, pour lui en substituer un dans lequel on réglât les intérêts de la société, et non ceux de tel ou tel de ses membres.

Voilà ce que l'Assemblée législative a pro-

clamé; voilà ce que les assemblées primaires ont reconnu; voilà le mandat qu'elles nous ont confié, et nous pouvons dire que nous l'avons déjà rempli en grande partie, en brisant les fers honteux qui paralysaient la volonté de vingt-cinq millions d'hommes par le caprice d'un seul homme.

Mais les assemblées primaires nous ont-elles autorisées à substituer l'arbitraire aux lois dont elles nous ont confié la réformation? Les assemblées primaires nous ont-elles dit qu'elles nous transmettaient la puissance non-seulement de substituer des lois raisonnables à des conventions barbares, mais encore de faire comme si ces conventions n'avaient jamais existé, et en nous plongeant dans ce chaos d'incertitudes, de préparer la même confusion pour les races futures?

Car enfin, si, sous le beau prétexte des lois de la nature, nous nous permettons aujourd'hui de nous conduire, pour ce qui s'est passé hier, comme si nos conventions d'un moment avaient existé de toute éternité, qui nous répondra que demain, avec les mêmes moyens, nous ne deviendrons pas, à notre tour, les victimes de nouvelles spéculations, ou si l'on veut, de nouvelles découvertes qu'on croira devoir tourner à l'avantage général?

Défions-nous, citoyens, des effets de telles subversions; en les consacrant, vous pourriez vous-mêmes devenir, au premier instant, les instrumens de votre propre ruine. Garantissons-nous réciproquement

que nous pouvons reposer en paix à l'ombre des lois , quelles que puissent être leurs imperfections. Soyons bien convaincus que l'arbitraire est le plus terrible des fléaux de la société , et qu'on tombe dans l'arbitraire non-seulement lorsqu'on élude le sens des lois pour en faire des applications intéressées , mais encore lorsqu'on supplée à leur silence.

Et vous , législateurs , dans la supposition que vous vous décidassiez à croire que vous n'avez pas encore assez fait pour venger la Nation de tout ce qu'un traître s'est permis contre elle , que vous n'avez pas encore assez fait pour la venger en la préservant pour toujours , d'être exposée à de pareils dangers , en brisant dans les mains de ce grand coupable , le sceptre qu'un autre aurait pu appesantir un jour sur vos neveux , en lui faisant avaler goutte à goutte le calice des humiliations que les frayeurs d'une mort inattendue pour lui et pour tout ce qui l'environne , doivent rendre à chaque instant si amer ; puisque les murmures et les clameurs qui fermaient si souvent notre bouche , sont parvenus à nous empêcher de l'ouvrir , en nous réduisant au faible moyen d'écrire ce qu'il serait si intéressant pour notre gloire de pouvoir faire sentir ; souvenez - vous qu'enivrayés par la Nation pour lui préparer des lois , vous avez proclamé qu'elle n'aurait de Constitution que celle qu'elle aurait acceptée , et que cet acte serait le plus constitutionnel de tous , qui consacrerait , par un grand

exemple , la faculté de suppléer , suivant les circonstances , les lois pénales que l'on voudrait couvrir du masque de l'intérêt public , pour satisfaire de grandes haines ou pour servir de grands projets. En renvoyant à la sanction du Peuple les vues que vous pourriez avoir sur Louis XVI et *sur toute sa famille* , autrefois également appelée à la royauté ; faites attention que l'effervescence actuelle vous interdisant même la faculté d'entendre pour cet accusé ce que vous entendriez pour tout autre , vous ne pouvez sauver votre gloire que compromettrait une détermination précipitée , qu'en laissant à vos mandans le soin d'apprécier jusqu'à quel point doivent influer sur le sort du dernier de vos rois , ou les cris de haine ou de vengeance qui vous poursuivent dans les rues , sur les places , à vos portes , jusques dans votre enceinte , ou la perspective de la postérité , qui , dégagée des passions qui nous agitent , comme des dangers qui nous menacent , jugera notre fermeté ou notre faiblesse , notre justice ou notre partialité , comme il serait si intéressant qu'il nous fût possible de nous juger nous-mêmes , sur-tout avant de nous permettre aucune des actions dont les traces doivent se perpétuer.

Puissent ces courtes réflexions , déjà précédées de celles qui auraient dû suffire pour nous éclairer , pour nous persuader que la mort d'un individu , loin de guérir du royalisme , ne servirait qu'à rendre cette maladie plus dangereuse pour ceux qui au-

raient le malheur d'en être atteints , peut-être même qu'à la communiquer ; pussent ces réflexions trop rapprochées de la nature et des premiers principes , pour pouvoir être amalgamées avec des dissertations philosophiques ou politiques qu'on vous a depuis si long-temps annoncées avec tant d'emphase , pénétrer vos cœurs au lieu d'égarer votre esprit , d'irriter votre amour-propre ; et vous convaincre que la mesure de surcélé générale , que vous continuerez de tenir jusqu'à ce que la Nation ait prononcé son vœu , et tout ce que vous devez en cette partie à vos commettans qui , encore une fois , en vous confiant le soin de leur préparer des lois pour l'avenir , ne doivent pas s'attendre que vous abusiez de leurs mandats en en faisant pour le passé , et en vous chargeant vous-mêmes de leur application ; ce qui me ramène à mon projet de décret conçu en ces termes :

« La Convention nationale applaudissant au zèle et au courage que l'Assemblée nationale législative a déployé lors de la suspension du pouvoir exécutif dans les mains de Louis XVI , demeurant l'abolition de la royauté en France , et la proclamation de la République ; décrète que , lors de la présentation de la Constitution à l'acceptation du Peuple français , il lui sera proposé de régler le sort de Louis XVI , de son fils et de sa fille , de sa femme , de sa sœur Elisabeth et de tous les individus de la maison ci-devant régnante actuellement en France. Et jusque-là , la Convention na-

tionale fera pourvoir à la sûreté et subsistance du ci-devant roi et de ceux de sa famille qui sont au Temple ».

CHAPITRE XXII.

Opinion de Michel-Edme PETIT , Député du département de l'Aisne à la Convention Nationale , sur le jugement de Louis Capet , dernier roi des Français ; imprimée par ordre de la Convention.

LOUIS CAPET , ci-devant roi de France , conspirateur contre la Nation , précipité du trône , et de toute la hauteur de la plus insolente domination dans l'esclavage et l'avilissement ; du sein de l'abondance et des plaisirs dans la simple médiocrité précaire , qui lui présente chaque jour un pain de douleur ; Louis Capet peut-il être jugé pour les crimes qu'il a commis étant roi ? Par qui doit-il l'être ? Son jugement doit-il être soumis à la sanction du Peuple français , et quelle est la peine qu'il doit subir ?

Telles sont les questions corrélatives , de la solution desquelles résultera pour la République française , le bonheur d'être juste à ses propres yeux , aux yeux de l'Univers

entier , et de donner un exemple que l'humanité commande , et que la liberté attend.

Je tâcherai de ne rien laisser de vague , et d'indéterminé dans ce grand procès , suscitée par le cours des événemens humains , entre les nations et les animaux féroces et dépravés , que l'on appelle *despotes*.

Ce sujet est digne de tout le génie humain. Je parle à la plus auguste Assemblée que le monde ait vue ; je parle à un Peuple libre , à mon siècle , à la postérité ; je serai donc , autant qu'il est dans toutes les forces de mon intelligence , vrai comme la vérité , sévère comme la justice éternelle.

Capet peut-il être jugé pour les crimes qu'il a commis sur le trône constitutionnel ?

Je remarque d'abord qu'il s'agit ici de prononcer sur un de ces hommes qui n'en ont que le nom , qui par l'effet d'une erreur pour ainsi dire innée , se croient de leur nature au-dessus de toutes les lois ; qui regardent les lois comme les instrumens de leurs goûts et de leurs caprices , et les ont toujours viciées de leur perniciense influence ; qui dans l'habitude héréditairement prise depuis des milliers de siècles , de se partager les nations , et d'en disposer comme d'un bétail , s'imaginent que les hommes leur appartiennent , heureux de leur appartenir ; et que quand il s'agit pour eux de conserver cette propriété , les massacres , les parjures , les séductions , tous les genres de fausseté et de scélératesse sont des actes de courage et de vertu.

Je remarquerai, en second lieu, avec un étonnement qui m'éclaire sur le fond de la première des questions que je traite, la nécessité même de traiter cette question. En effet, pourquoi demandons-nous si Capet peut être jugé ? N'est-ce pas parce que nos lois prétendues constitutionnelles, cet inextricable galimathias de grands principes et d'exceptions qui les tuent, se taisent sur les crimes de Capet ? et ce silence lui-même, ce silence injurieux aux droits éternels de l'homme, n'est-il pas le premier crime de Louis Capet, et de ses constitutionnels agens ?

Non content de ce silence de la Constitution, Capet y remarqua que ses faiseurs n'avaient pas assez fait pour lui ; il y trouva que son pouvoir était trop limité, que la liberté du Peuple était encore trop grande, que sa liste civile était trop modique, que dix châteaux immenses ne suffisaient pas pour contenir sa royale immensité : Capet, Capet, et toujours Capet, il ne voulut voir que Capet dans la Constitution, dans le Royaume de France, sous le ciel. Ce pesant et stupide orgueil, nous n'en pouvons douter, prodigua l'or à quelques éloquentes agioteurs de paragraphes constitutionnels ou réglementaires ; et Capet sortit du chaos de la Révolution, libre de toutes dettes, plus riche que jamais, armé d'un *j'empêche*, *veto*, qui devait tout faire aller à son gré ; inviolable, et comme tel, placé sur un trône brillant, derrière lequel tous les

crimes , et même celui de faire égorger la Nation , trouvaient une impunité assurée.

Où Capet a payé le silence de la loi sur les crimes des rois , ou il a consenti à ce silence. Dans les deux cas , il en est coupable. Et qu'on ne dise pas ici que Capet qui se sentait disposé à défendre la liberté française , ne dût pas demander qu'il y eût des peines portées contre les rois qui voudraient attenter à cette liberté : la supposition serait aussi d'une grossière absurdité , sur-tout après la protestation de Capet , en date du 21 juin 1791.

Non , certes : il n'y a dans la Constitution aucun article pénal qui puisse s'appliquer directement au cas particulier de Capet ; et l'on pourrait faire un chef-d'œuvre de subtilités , avant de détruire ce dogme constitutionnel. *Après l'abdication expresse ou légale , le roi sera dans la classe des citoyens , et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication.* Avant de prouver par la Constitution , que le plus grand crime des rois de France puisse mériter une autre peine que la déchéance , il ne s'agit point de faire de l'esprit dans cette hypothèse ; il faut s'en détourner avec horreur.

Il n'y pas de lois écrites contre Louis Capet !.... tant-mieux : c'est dans la conscience du genre humain que sa sentence est prononcée. Conscience du genre humain , livre éternel , flambeau inextinguible et sacré , rayon de la divinité même , c'est toi qui

montre l'homme à l'homme en créant la morale et la vérité pour lui !

Vingt-six millions de mes semblables ont consenti à me nommer leur chef, m'ont confié toute leur force, tout leur pouvoir, m'ont comblé de richesses et d'honneurs, m'ont déclaré infiniment respectable : ils ont dit, croyant attacher leur bonheur à ma personne : Sa personne est inviolable et sacrée... et sacrée!..... Cependant je tournerai leur propre force contre eux-mêmes, leur pouvoir contre leur volonté ; je ferai servir leurs richesses à leur ruine ; les honneurs dont ils m'ont illustré à leur honte éternelle ; et je m'envelopperai de cette inviolabilité qu'ils m'ont donnée pour échapper au jugement de mes crimes ; et je dirai à mon Peuple : Tu n'as pas le droit de me juger.... Oui, s'il existe un monstre sociabilisé, capable de tenir dans son cœur un pareil langage, il faut l'étouffer sans forme de procès.

C'est pourtant là, en dernière analyse, le seul langage que Capet puisse employer en sa faveur lorsqu'il prétendra vous récuser, vous, ou les juges que vous lui nommerez. Supposez qu'il parût à l'instant à cette barre : doutez-vous que tâchant de faire valoir toutes les raisons prises dans sa nature de roi, pour éviter le jugement des hommes, il ne vous dise : Depuis quatorze cents ans j'étais originellement votre maître, et autorisé par usage immémorial à faire, pour le salut et le bonheur de la France, généralement et indistinctement tout ce que je croyais nécessaire. Vous avez voulu une révolution ; je m'y suis

d'abord opposé sagement ; j'y ai ensuite consenti par sagesse. Ma conduite , dans tout ceci et dans tout ce qui est arrivé depuis , n'a rien qui ne puisse s'expliquer et se légitimer par la science des rois , science qu'ils apprenaient dans l'étude de la morale française et de la religion même : le prêtre était toujours du côté du plus fort ; et ce fut par ordre du ciel que je fus ce que vous appelez injuste et perfide. De quel droit me jugeriez-vous ? Je sais , par l'expérience des siècles , que la liberté vous nuirait , et qu'il faut vous enchaîner avec adresse pour vous rendre heureux et tranquilles. N'étais-je pas élevé au-dessus de vous pour voir tout à-la-fois ; et de cette hauteur utile n'étais-je pas plus à portée que vous-mêmes d'apprécier ce qui vous était avantageux ? Vos ayeux ont-ils jugé dans mon ayeul Henri IV le parjure fait à son Dieu et le carnage d'une partie de son Peuple , pour régner tranquillement sur l'autre ? Ont-ils compté le nombre des Français tombés , dans ces temps orageux , sous le fer des guerriers et des bourreaux , et dont les cadavres servirent de base à la grandeur de ce roi que vous appelez encore grand , à la prospérité de son Peuple , sans lequel vous ne seriez rien ? Ont-ils compté ce nombre pour y trouver la quotité des procès criminels qu'ils auraient intenté à leur roi ? un roi de France ne vous convient plus , dites-vous ? Avez-vous songé qu'un roi de France était , par la longue série des siècles écoulés depuis la monarchie française , naturalisé sur votre sol ? Et les seules questions que vous agitez

si long-temps à mon sujet, ne prouvent-elles pas par leur arduosité, que jamais elles n'auraient dû être agitées? Je ne suis plus roi, je ne puis plus l'être? D'accord: je puis être citoyen; je demande à le devenir, ou plutôt je le suis; car enfin je suis quelque chose, Jugez-moi désormais pour mes actions futures, et non pas par mes actions passées. Au reste, considérez ce que je fus, et voyez ce que je suis. Sans doute la justice est dans le cœur humain : mais la pitié y est aussi.

Citoyens, on tâchera de vous attendrir sur un individu, pour vous rendre cruels et injustes envers la Nation entière. On présentera toutes ces considérations à vos esprits, on vous fera ces interpellations; et si vous n'en prenez les réponses où elles se trouvent naturellement, dans la morale universelle et dans le cœur de l'homme; Capet, souillé de crimes avoués par lui, détournera de sa conduite les regards de la justice; et vous ne pourrez pas même, aux termes des lois, le présumer coupable, quoi qu'entouré des victimes de sa scélératesse et de sa perfidie. Cela doit être; car si la Constitution prononçait sur ces crimes, il aurait commis un crime de moins, le silence de la Constitution sur ses crimes projetés.

Quoi, donc! est-ce ici la première circonstance litigieuse, où les lois positives se taisent? Et depuis qu'il y a des procès au monde, et sur-tout des procès criminels, où donc est celui qu'on n'aurait pas jugé faute d'une loi qui prononçât clairement, positivement dans l'espèce? En matière d'intérêt général, quand il n'y a point de lois, il en faut puiser une

dans la source inaltérable de toutes les lois , dans la conscience du genre humain : or , c'est elle qui dit à chacun de nous , que celui qui sacrifie 26 millions d'hommes à son bien-être particulier , et cela par des moyens infâmes , doit être jugé ; que celui qui publiquement accepte des lois que dans son particulier il tâche d'anéantir , doit être jugé ; que celui qui se parjure à la face du ciel et de la terre , doit être jugé ; que celui qui impose astucieusement silence aux lois , doit être jugé ; que celui qui lâchement et méchamment fait égorger ses semblables , un Peuple qui le nourrit , doit être jugé ; que celui contre lequel toute justice divine et humaine crie , doit être jugé nonobstant l'exemple de ses ayeux , qui auraient été assez puissans ou assez adroits pour échapper à la justice ; que celui qui , par sa naissance ou par son éducation , ou par ses habitudes , serait devenu un monstre , doit être regardé comme tel ; et que ce monstre , né d'une femme , et non déclaré fou , doit être jugé et puni pour le maintien de la morale et du bon ordre.

Républicains , voilà la vérité. Entre la vérité et un ci-devant roi , vous ne balancerez pas ; la vérité vaut mieux qu'un ci-devant roi et même qu'un homme.

Par qui Capet doit-il être jugé ? par la Convention nationale , par la Nation entière. Je réponds à-la-fois à deux des questions que j'ai d'abord posées.

Pour faire le plus grand acte de justice , sortons du cercle étroit des formes ordinaires , en respectant toutefois la volonté suprême de

ceux qui nous ont envoyés , en soumettant notre jugement à la sanction du Peuple français consulté par assemblées de communes. Nous conserverons ainsi les droits sacrés du Peuple ; ainsi nous exercerons , à la satisfaction de nos commettans , les augustes pouvoirs dont nous sommes revêtus ; ainsi toute la Nation apprendra à l'univers que les rois doivent enfin subir les peines dues à leurs crimes , et que par la providence des choses , il n'est pas éternellement permis de se procurer l'impunité à force de forfaits ; ainsi le Peuple français , en voyant que les grands coupables n'échappent point au glaive de la justice , rentrera de lui-même dans l'ordre qu'il aime et qu'il desire.

On vous a proposé de constituer la Convention en cour judiciaire , de composer dans son sein un juré d'accusation , un juré de jugement , et tout cela pour juger Capet , et tout cela dans une république , et par privilège pour un ci-devant roi qui ne fut pas même un homme !

Ces idées me paroissent peu dignes de la majesté du Peuple français , de la majesté de l'Assemblée à laquelle il a donné dans tout ceci une initiative de confiance. Revenons en toutes choses à ce qui est simple , nous trouverons la grandeur , la justice et la vérité.

Capet est accusé par la voix publique du crime de haute-trahison envers la Nation ; il en était accusé dès le 10 août 1792 , puisque l'Assemblée législative qui fut en cela louée de toute la France , le suspendit de ses fonctions royales , et le fit enfermer au Temple ,

indiquant au reste au Peuple français, comme dernier moyen de salut pour lui et de justice envers Capet, la convocation d'une Convention nationale revêtue de pouvoirs illimités. Certes, nos pouvoirs ne sont pas illimités; et leurs bornes naturelles sont la liberté, et par conséquent la volonté du Peuple français. Nous avons très-certainement le droit de faire, par rapport à l'établissement des lois, par rapport à Capet, tout ce que le Peuple français ne peut pas faire lui-même : autrement que ferions-nous ici ?

De ces vérités incontestables, voici ce que je conclus, et ce qui fera la base d'un décret que je vous proposerai. Il n'y a point de décret d'accusation à porter contre Capet, 1°. parce que Capet est accusé d'un crime non prévu par la Constitution; 2°. parce qu'il est accusé par la voix publique, parce qu'il a été pris en flagrant-délit. Les représentans extraordinaires du Peuple sont ses juges naturels, et son jugement qui ne peut être porté en vertu de lois positives, doit par cette raison être soumis à la sanction du Peuple.

Quelle est la peine à infliger à Louis Capet ? Eh ! ne sait-on pas qu'il faut effacer son existence odieuse de la terre de la liberté; que la liberté, le repos de la République, la justice, le respect dû aux lois le veulent ainsi ? Oui, l'existence de Capet nourrit encore quelques vagues espérances monarchiques dans plusieurs âmes timides et vulgaires, qui applaudissent tout haut à la République, à la liberté, et qui soupirent tout bas après l'ancien régime. Les chaînes de l'esclavage

dans une République naissante, sous les yeux de son tyran qui vit encore , sont pour certains individus comme les lisières usées des enfans débiles ; ils ont quelquefois l'air de pouvoir s'en passer ; et cependant ils tremblent de les voir tout-à-fait rompues et s'efforcent de s'appuyer dans ce qui leur fait mal encore. Oui , l'existence de Capet est le centre attractif de toutes les intrigues, de toutes les trames, de toutes les machinations de nos ennemis du dedans et du dehors : elle est l'occasion, le prétexte de tous les agitateurs. Sans doute la peine de mort a quelque chose d'affreux, d'épouvantable ; mais n'est-il pas au moins étonnant que l'on en fasse la réflexion au sujet d'un coupable qui aurait mérité mille morts ? Et qu'est-ce qu'une mort d'une seconde auprès du crime , lentement immense , d'égorgé tout un Peuple ? Quoi ! lorsque la tête d'un petit contrefacteur d'assignats, celle d'un voleur , d'un receleur des vols du garde-meuble, celle des subalternes conspirateurs contre la France sont tombées sous le glaive de la loi, celle de Louis-le-faux, le cruel, le conspirateur en chef n'y tomberait pas ! Et tel serait parmi nous, républicains, le privilège de l'infamie portée à son comble, que nous, lui laisserions la faculté de combiner encore d'infâmes projets, en attendant bénignement que le remord nous vengeât ? Nous venger ! Ne nous menace-t-on pas aussi de mériter qu'on nous reproche la vengeance, à nous, à tout un Peuple ? Est-ce donc ainsi qu'on voudrait faire

tourner notre prétendue générosité au profit de notre avilissement ? On ne se venge pas en vengeance la nature , en vengeance sa patrie ; et les crimes de Capet sont tels que Dieu même est intéressé à les punir.

Mais, dit-on encore, n'allons-nous pas irriter toutes les Nations contre nous en faisant périr Capet ? N'a-t-il pas un frère à qui nous donnerons occasion de nous peindre comme des barbares qui ont attenté aux jours de leur roi ? N'a-t-il pas une femme, une sœur , un fils ? que ferons-nous de tout cela ?

Quant à la colère des Nations , qu'on me permette de ne pas y croire , ou de ne pas la redouter. L'ombre royale , massive et sanglante de Louis Capet , s'élevant de l'échafaud , va parcourir la terre ; et jusques sur les trônes , elle frappera et d'épouvante et de terreur , ces ames de boue et d'acier que rien ne pouvait émouvoir. Les Peuples la verront avec cette surprise tranquille qui ne va jamais sans l'espérance ; et les peintures qu'en pourrait faire le grossier et cauteleux personnage qu'on appelait *monsieur* , ne sauront lui arracher , aux yeux de la foule , l'empreinte de la hache de la loi. Ce frère pourrait-il donc nous faire un mal plus grand que celui qu'il nous souhaite ? Capet vivant , ou Capet mort , cela change-t-il quelque chose à ses odieuses intentions ? Qu'il se déclare régent du royaume , roi , s'il veut , dans une terre étrangère : que nous importe ? Il ressemblera à ces évêques *in partibus* , ces évêques de Jérusalem , de Damas , etc. pasteurs ridi-

cules d'un troupeau qui les aurait étranglés , et qui maudissaient de loin , au nom de l'église , les ouailles de Mahomet.

La femme de Capet ; elle est accusée : il faudra bien la juger aussi. Sa sœur , qu'elle devienne Française , et digne , si elle le peut encore , d'épouser un bon Français. Son fils , son fils ! en jugeant Antoinette , comme elle doit l'être , on pourra donner à ce mot *son fils* son véritable sens. Au reste , qu'il se perde parmi nos enfans ; qu'il soit méconnoissable au milieu de tous ceux à qui il faudra bien qu'il ressemble ; qu'on l'instruise à gagner son pain , si toutefois l'humeur royale , dont il fut imprégné par la contagieuse fréquentation du monstre qui l'a mis bas dans le repaire de tous les forçats , ne se manifeste pas de manière à provoquer les mesures de prudence qui pourraient gêner sa liberté.

Louis Capet doit être jugé ; il doit l'être par la Convention. Son jugement doit être sanctionné par le Peuple ; et il a mérité la peine de mort.

Projet de Décret.

La Convention nationale , considérant que Louis Capet , ci-devant roi des Français , est accusé , par la voix publique , du crime de haute-trahison envers la Nation ; que la Constitution ne s'explique pas d'une manière précise sur les crimes particuliers dont ledit Capet est prévenu ; qu'en conséquence il ne pourrait être soumis à un jugement rendu dans les formes judiciaires ; que le silence

de la Constitution est le premier crime de la malveillance ou de l'indifférence dudit Capet, pour les intérêts de la Nation ; que le Peuple français n'a assemblé la Convention que pour faire , selon les circonstances , ce que l'intérêt de la liberté et le maintien de la chose publique exigeraient , décrète ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R .

Louis Capet , le dernier roi des Français , est reconnu accusé par la voix publique , d'avoir conspiré contre la liberté et l'existence de la Nation française.

II. La Convention nationale est le seul tribunal compétent pour le juger , et le jugement doit être soumis à la sanction du Peuple réuni en assemblées de communes.

III. Il sera incessamment adressé à chaque commune , de la part de la Convention nationale , une lettre missive , par laquelle elles seront invitées à s'assembler dans le plus court délai , et à désigner de la peine de mort , ou de la prison perpétuelle , celle qu'elles entendent infliger à Louis Capet , après que les preuves de ses crimes auront été toutes recueillies par la Convention , après qu'il aura été entendu dans ses défenses. Seront invitées , les communes , à faire passer leur avis , dans le plus court délai , à la Convention.

CHAPITRE XXIII.

*Opinion de P. C. F. DAUNOU , Député
du Pas-de-Calais à la Convention na-
tionale , sur le Jugement de Louis Ca-
pet ; imprimée par ordre de la Con-
vention nationale.*

CITOYENS ,

Il sera digne de vous de rendre un éclatant hommage à l'inviolabilité des Nations , et de dépouiller les rois homicides du privilège de l'impunité. Je pense que Louis peut être jugé : mais le sera-t-il par la Convention nationale ? C'est un autre privilège dont je viens vous inviter à n'être pas les créateurs.

Je ne m'arrêterai un instant à la question de savoir si Louis est jugeable , que pour établir les principes desquels il résulte , ce me semble , qu'il ne doit pas être jugé par vous. Parmi ces principes , il en est qui vous ont été présentés déjà sous un assez grand nombre d'aspects : je m'abstiendrai d'en reproduire les développemens ; je n'insisterai que sur les idées que l'on ne vous aurait point encore offertes , ou qui auraient été peu approfondies.

Il me suffira donc de vous rappeler que si Louis pouvait n'être point jugeable pour les actes de son administration exécutive, il le serait du moins pour ses délits privés, pour ses trahisons individuelles contre la patrie. Il le serait, non-seulement parce que la Constitution n'aurait pu abroger à ce point les lois sacrées de la nature et de la raison sociale ; mais sur-tout parce que la Constitution ne confondait pas ce genre de machinations personnelles avec le simple abus d'une autorité constituée, et qu'elle ne disait nulle part qu'un homme pût vendre son pays, asservir ou égorger les citoyens, et demeurer cependant inaccessible à la vengeance des lois nationales.

Ainsi, même sous le règne de la Constitution, il y avait dans le code pénal des lois contre tous les traîtres à la patrie, fussent-ils monarques ou législateurs. Mais ce qui manquait contre un roi coupable de cette espèce de délits, c'était un *pouvoir* auquel il appartint de lui appliquer ces lois publiques. Voilà, citoyens, le crime énorme, la perfidie suprême des réviseurs de la Constitution. Ils avaient placé un roi conspirateur, non pas au-dessus de la loi, mais hors de l'atteinte de tous les *pouvoirs* constitués.

Quand je fais cette précision, je ne crois pas vous offrir une subtilité minutieuse, mais vous inviter à distinguer ce que la nature des choses ne vous permet pas de confondre. Nul ne dira sans doute qu'il n'y avait point de lois pour Louis XVI ; qu'il n'était point obligé par elles ; qu'aucun acte de sa part ne pou-

vait s'appeler un délit, et que la Constitution l'avait rendu civilement impeccable. Citoyens, qu'il ait été sacré, invulnérable à tous les pouvoirs, la Constitution le voulait : mais la Constitution voulait encore que la loi fût sacrée pour lui. S'il échappait à l'action des pouvoirs par son inviolabilité, certes on ne lui avoit pas donné le droit de violer la loi; et sa personne n'était pas plus étrangère aux lois civiles, que son autorité ne leur était supérieure. Pourquoi donc les délits du roi, même individuels et civils, ne pouvaient-ils pas être recherchés? Pour une seule raison que l'on n'a point assez remarquée peut-être : c'est qu'il n'existait aucun pouvoir qui pût l'atteindre.

Il y a donc deux manières d'être inviolable ; il y a pour un crime deux manières de rester impuni, ou parce qu'il n'existe contre ce crime aucune loi antérieurement promulguée, ou parce qu'aucune autorité ne peut s'attribuer le jugement du coupable.

De ces deux inviolabilités, l'une est immuable dans son effet, et l'impunité qu'elle assure survit à toutes les révolutions. Je serai, moi, éternellement injugeable pour une action consommée hier, et qui blesserait une loi que vous ne décréteriez qu'aujourd'hui. Mais l'impunité du second genre, celle qui résulte, non du silence de la loi, mais de l'inefficacité des pouvoirs publics; cette impunité s'évanouit à tous égards, et pour les délits antérieurs au moment même où l'on détruit l'obstacle qui rendait ces pouvoirs impuissans. Il suffit que la loi ait existé avant mon

crime; quant au pouvoir qui doit me juger , l'époque de son institution ou de l'extension de sa compétence est tout-à-fait indifférente à la légalité du jugement qu'il doit prononcer contre moi. Dans tous les gouvernemens on voit des exemples de tribunaux créés pour juger des crimes antérieurement commis; et il est palpable que c'est à la loi seule et non à son juge , qu'un accusé pourrait dire pour sa défense : « Vous n'existiez pas » lorsque j'ai failli ».

J'applique ces idées à Louis XVI, et s'il vient nous dire qu'il n'y a , contre les faits dont on l'accuse , ni lois ni autorités préexistantes , je lui répondrai qu'il s'agit uniquement de ses trahisons personnelles , qu'il y a des lois qui l'obligeaient sous ce rapport ; et qu'à l'égard de l'impuissance des autorités publiques contre sa personne , c'est un genre d'impunité qu'il a perdu à l'instant où il a cessé d'être roi. Législateurs , c'est quand vous avez aboli la royauté , que vous avez remplacé Louis XVI sous la main des pouvoirs publics , établis pour juger , d'après les lois communes , les trahisons individuelles de tous ceux qui ne sont plus rois. En un mot , il y a contre lui des lois , s'il est personnellement conspirateur ; et il y a contre lui des pouvoirs , s'il n'est plus le roi des Français.

C'est sans doute d'après les réflexions de cette nature que plusieurs membres de votre comité de législation avaient d'abord pensé que « Louis XVI ne devait plus jouir d'aucun privilège; qu'il ne devait être distingué des autres citoyens , ni pour le mode de

» son jugement , ni pour la nature du tribunal ».

Le citoyen rapporteur vous a rendu compte des motifs qui ont fait triompher l'opinion contraire dans le comité : « c'est que tous les » tribunaux actuellement existans ont été » créés par la Constitution ; que l'effet de » l'inviolabilité du roi est précisément qu'il » ne puisse être jugé par aucune des autorités » constituées ; que cette inviolabilité ne disparaît que devant la Nation , et la Nation » seule a le droit de rechercher Louis XVI » pour des crimes constitutionnels ».

Sans doute , les tribunaux actuellement existans ont été créés par la Constitution , mais ils n'en sont pas moins à la disposition de la Convention nationale : leur compétence ou s'étend ou se resserre en vertu de vos décrets , et il suffit , pour qu'un individu devienne leur justiciable , que vous l'ayez dépouillé du caractère qui seul pouvait le soustraire à leur juridiction.

Sans doute , lorsqu'il y avait un roi , l'effet de son inviolabilité était précisément qu'il ne pût être jugé par aucune des autorités constituées : mais lorsqu'il n'y a plus qu'un homme accusé de délits personnels que le code pénal a prévus , pourvu que cet homme ne soit plus roi , il importe fort peu qu'il l'ait été ; et je n'apperçois plus , entre lui et les autorités publiques , aucune relation qui s'oppose à ce qu'il soit jugé par elles , comme tous les autres citoyens.

Sans doute , l'inviolabilité de Louis XVI ,

ou l'impuissance des autorités publiques à son égard , n'a pu disparaître que par un acte de la volonté nationale ; et cette volonté seule , abolissant la royauté , a pu remplacer Louis XVI et ses crimes sous l'action des pouvoirs communs ; mais quand une fois cette inviolabilité n'est plus , c'est à tous les regards qu'elle disparaît en même-temps ; et les tribunaux qui ne pouvaient point la méconnaître lorsqu'elle existait , ne doivent plus l'appercevoir lorsqu'elle a cessé. Je crois remarquer une équivoque frappante dans ces mots , *devant la Nation* , employés par votre comité. C'est par l'autorité de la Nation seule , mais c'est aux yeux et à l'égard de chaque pouvoir qu'a disparu tout ce qui pouvait disparaître de l'inviolabilité de Louis XVI.

Sans doute , enfin , c'est à la Nation que Louis devient responsable des crimes dont il est prévenu : mais les autres conspirateurs , coupables comme lui de machinations personnelles , sont *recherchés* au nom de la Nation , et ne sont pas jugés par elle. La Convention nationale les accuse et ne prononce point leur sentence. En vain dirait-on que les délits du ci-devant roi sont des crimes *constitutionnels* : cette objection n'existe pas dans le système que je propose , car ce n'est point pour avoir mal gouverné , c'est pour avoir personnellement trahi le Peuple que cet homme serait jugé ; et ce genre de crimes n'est pas plus *constitutionnel* dans Louis Capet que dans Antoinette ou dans Barnave. Je n'apperçois donc rien d'assez solide dans les mo-

tifs opposés par votre comité de législation à ceux de ses membres qui voulaient faire juger Louis XVI par les tribunaux ordinaires.

D'autres membres de ce comité avaient proposé la création d'un tribunal spécial devant lequel Louis le dernier serait accusé par la Convention ; le citoyen rapporteur nous apprend que le comité a rejeté ce projet , qu'il a préféré celui de faire juger Louis XVI par la Convention elle-même : mais on ne vous a point rendu compte des motifs de cette préférence. Je ne puis donc pas combattre cette partie de l'opinion de votre comité dans les principes qui ont pu lui servir de bases , mais seulement par les conséquences qui en découlent , et par les principes qui me semblent lui être contraires.

Législateurs , si vous étiez la Nation toute entière , si vous étiez le souverain , je commencerais par vous rappeler des vérités profondes que l'auteur du Contrat Social a révélées aux Nations. Je vous redirais avec lui que : « la volonté générale , pour être véritablement telle , doit l'être aussi dans son objet ; » qu'elle ne peut donc avoir un objet particulier ; qu'elle ne peut prononcer ni sur un homme , ni sur un fait ; que la condamnation d'un criminel est un acte particulier ; » qu'aussi cette condamnation n'appartient pas au souverain , que c'est un droit qu'il peut conférer , sans pouvoir l'exercer lui-même ». Principes éternels dont la vérité ne repose pas seulement sur l'impossibilité physique de faire concourir toute une Nation au jugement d'un seul homme , mais prin-

cipes qui sont appuyés essentiellement sur les droits personnels et à jamais respectables de chaque membre de la société. En effet , comme Rousseau l'observe encore : « si la » volonté générale est toujours pure , c'est » parce qu'il n'y a personne qui ne songe » à lui-même en votant pour tous ; et si cette » volonté perd quelquefois de sa rectitude » naturelle , c'est lorsqu'elle tend à quel- » qu'objet particulier , parce qu'alors jugeant » de ce qui nous est étranger , nous n'avons » aucun vrai principe d'équité qui nous » guide ».

Si donc je parlais à la Nation toute entière , je n'hésiterais pas à lui dire : vous pouvez bien vous venger de cet homme qui vous a opprimé et trahi ; mais au moins ne donnez pas à cette vengeance le nom d'un jugement public ; elle pourra bien être juste , mais sûrement elle n'aura rien de judiciaire. Il ne tient qu'à vous de le faire juger légalement , comme tous les autres accusés ; mais son arrêt proclamé par vous-même , prononcé par tout un Peuple , ne pourrait pas s'appeler un jugement. Vous ne pouvez le juger que comme il a pu lui-même vous dicter autrefois des lois , c'est-à-dire , en subvertissant toutes les idées élémentaires de l'institution sociale.

Ce n'est donc pas , législateurs , en vous considérant vous-mêmes comme dépositaires de la toute-puissance nationale , que vous pourriez vous réserver le jugement de Louis XVI. Outre que *cette considération serait une erreur criminelle* , c'est précisément parce que vous exerceriez la souveraineté

de la Nation , que Louis ne devrait pas être jugé par vous. Tout ce qui reste donc à éclaircir , c'est de savoir si vous n'êtes point le tribunal que le Peuple a institué pour ce jugement.

Dans l'urgent besoin des circonstances , le Peuple qui vous a envoyés n'a pas eu le temps de déterminer d'une manière très-précise les divers objets de votre mission. Les assemblées électorales n'avaient qu'un seul droit à exercer , celui de vous choisir : et les assemblées primaires n'ont usé , pour la plupart , que d'un seul des droits primitifs qui leur appartiennent ; elles ont nommé des électeurs : de sorte , citoyens , qu'il serait difficile de prouver , d'une manière assez authentique , que le Peuple vous ait donné , ou qu'il vous ait refusé positivement le pouvoir de juger Louis XVI. Liberté , égalité , voilà le mandat suprême et l'unique instruction que vous ayez , en général , reçue de vos commettans. Ce n'est donc pas dans des monumens exprès de leur volonté souveraine , c'est seulement dans votre propre organisation qu'il faut chercher la solution du problème , si c'est à vous de juger le ci-devant roi.

J'observe d'abord que vous exercez au moins provisoirement , l'autorité législative , et je crois pouvoir ajouter , avec Montesquieu , *qu'en général la puissance de juger ne doit point être unie à aucune partie du pouvoir de faire des lois ; qu'un corps législatif ne peut pas juger ; qu'il le peut beaucoup moins encore , lorsqu'il s'agit d'un*

crime public , d'une violation des droits du Peuple , parce que , dans ce cas particulier , le corps législatif représente la partie intéressée , qui est le Peuple lui-même ; et que suivant une vérité vulgaire , mais à jamais incontestable , nul ne peut être juge et partie , qu'en conséquence , le pouvoir législatif ne peut être qu'accusateur , et que pour lui attribuer des fonctions judiciaires , il faudrait recourir à l'absurde et trois fois odieux système de deux chambres , dont l'une accuserait devant l'autre.

Mais en laissant à part cette théorie susceptible peut-être de certaines modifications, je crois qu'il suffit , citoyens , de considérer le plan que votre comité vous propose, pour reconnaître combien il est invinciblement difficile de transformer une Convention nationale en un tribunal criminel.

Vous n'avez point oublié , législateurs , les principes d'équité naturelle et d'intérêt social qui ont conseillé , dans l'organisation des tribunaux , de séparer la personne de l'accusateur , de la personne du juge , de séparer la fonction du jury qui vérifie les faits de la fonction du tribunal par qui la loi est appliquée , de ne placer le pouvoir judiciaire qu'entre des mains responsables , et de permettre à l'accusé la récusation de ceux de ses juges qui auraient manifesté des sentimens personnels contraires à sa cause. Eh bien ! voilà les formes que votre comité vous invite à mépriser. Dans son projet, vous êtes jurés d'accusation , jurés de jugement , juges non responsables , juges non récusables ; et

pour justifier ce projet , voici le raisonnement que votre comité vous propose :

« Le grand appareil des procédures criminelles serait évidemment inutile , si la société prononçait elle-même sur les crimes de ses membres. Or , la Convention représente entièrement et parfaitement la République française ; donc la Convention peut juger Louis XVI , et ce jugement , ajoute votre comité , ne sera point soumis à la ratification du souverain.

J'ai déjà combattu presque toutes les parties de ce raisonnement. D'abord , si le jugement de Louis XVI était véritablement un acte de souveraineté , je ne concevrais pas pourquoi il ne serait point soumis à la sanction du Peuple ; car je pense qu'il n'y a que le Peuple qui puisse agir comme souverain , et je ne m'abstiens de développer ce principe , que parce qu'il est , sinon étranger , du moins superflu à l'opinion que je soutiens. Il me suffit de vous rappeler ce que l'auteur du Contrat Social vous a déjà dit : qu'il n'appartient point à la *société toute entière* de prononcer elle-même sur les crimes de ses membres. Encore une fois , citoyens , ne confondons pas une vengeance nationale , qui peut bien être méritée , et ne peut jamais être juridique , avec un jugement criminel qui , particulier dans son objet , ne peut pas plus émaner de la volonté générale , qu'une loi publique ne pourrait être le produit de quelques vœux particuliers. Hors de ces principes , et , puisqu'il faut le dire , hors des *formes judiciai-*

res que je vous ai retracées , il n'y a point de jugement ; il n'y a que guerre et vengeance.

Et le citoyen Saint-Just en convient lui-même , quoiqu'il veuille aussi que l'arrêt de Louis XVI soit prononcé par la Convention nationale. Il avoue que vous ne pouvez le juger qu'en *ennemi* , et que c'est-là beaucoup moins un jugement qu'une vengeance , un *combat* , une *expédition*. Citoyens , la question entre Saint-Just et moi , se réduit précisément à savoir s'il faut juger Louis XVI , ou l'*immoler comme César , et d'autres tyrans*.

Je n'opposerai peut-être à l'énergique opinion de Saint-Just , que des considérations timides , plutôt dictées par des habitudes et par des craintes , que par l'austérité de la philosophie républicaine qu'il a seule interrogée. Je dirai cependant que César régnait quand des sénateurs l'immolèrent ; qu'il ne suffit pas toujours qu'une vengeance ait été méritée par la victime ; que nous sommes accoutumés à vouloir encore qu'elle soit généreuse ; que ce genre d'*expédition* se revêt essentiellement d'un caractère révolutionnaire , trop étranger aux circonstances dont nous sommes environnés ; que nous devons , non pas à *nous-mêmes* , mais à l'intérêt national , quelque *attention* , du moins , à *ce que l'on dira de nous* ; que l'opinion des Peuples , et sur-tout de nos propres concitoyens , sur le mode du jugement pourra n'être pas indifférente au succès de nos autres travaux politiques ; qu'enfin , selon des maximes qui peuvent bien mériter

quelqu'examen , mais dont la fausseté n'est pas démontrée encore , il sera plus digne de la Convention nationale , d'accuser un conspirateur , que de *faire la guerre* à un ci-devant tyran isolé , désarmé et prisonnier.

Législateurs , livrez donc Louis XVI à l'action commune des lois , au cours naturel de l'équité publique. Pour vous , préparez à la France une Constitution digne d'un Peuple qui a conquis l'égalité. Vous devez plus d'attention à vingt-cinq millions d'hommes qui ont mérité d'être heureux , qu'à un seul qui a mérité d'être jugé. Certes , je ne veux pas dire que les travaux judiciaires soient au-dessous de votre mission ; il n'y a , dans la République , que des fonctions augustes ; mais vous êtes législateurs , et je réclame , pour les besoins de tout un Peuple , les heures et les soins que vous donneriez au jugement d'un individu. Citoyens , ce jugement sera assez solennel s'il est assez juste , et il sera assez juste s'il est environné des formes légales , protectrices des droits naturels de tout accusé. Si vous pouviez avoir un devoir à remplir envers les rois , ce devoir sera bien généreusement acquitté , quand vous ferez juger leur confrère comme l'on jugerait l'un d'entre vous ; et si les Nations vous contemplent , législateurs , ne donnez donc pas un grand scandale aux Nations , en rappelant jusques dans le fastueux appareil du procès de votre ci-devant roi , les gigantesques idées que l'on attachait trop long-temps à la personne des

princes et même à leurs crimes : osons le dire , ce projet de faire juger Louis XVI par une Convention nationale , tient , en effet , plus qu'on ne pense , à ces énormes conceptions de grandeur et de majesté royale qui se reproduisent comme d'elles-mêmes , et , pour ainsi dire , à notre insu , jusques dans les sentimens de haine et d'horreur que nous avons voués à la royauté. Citoyens , nous ne savons pas encore mépriser assez les rois.

Quant à la peine que subira Louis XVI , ses juges iront la chercher dans le code pénal de la Nation , et je pense qu'il ne sera ni en leur pouvoir , ni au vôtre , de faire , pour un individu , une exception à la loi commune. Mais , puisque à cette occasion quelques-uns des orateurs qui m'ont précédé vous ont fait entendre l'une des réclamations les plus saintes , l'un des cris les plus déchirans de l'humanité ; avec eux je dénonce aussi la peine de mort comme un crime des législations , comme une invention des rois , comme une tache de sang que vous deviez effacer peut-être du code public des Français , en même-temps que vous en effaciez la royauté. Mais , tant qu'elle y subsistera , tant qu'elle y soulèvera la nature , il faudra bien que ce glaive homicide , dont la loi s'est armée , se promène en effet également sur toutes les têtes que des transgressions égales auront désignées à ses coups.

Avant de conclure que Louis , sous tous les rapports , doit être jugé comme les au-

tres conspirateurs , je dois m'arrêter à une objection importante. Louis XVI , vous a-t-on dit , *à moins qu'il ne demande des juges susceptibles d'être corrompus par l'or des cours étrangères , pourrait-il desirer un tribunal qui fût censé moins suspect ou plus impassible que la Convention ?*

Ici , législateurs , je demande qu'il me soit permis de faire abstraction des circonstances personnelles qui sont les honorables présages de votre impartialité ; je demande qu'il me soit permis de n'apercevoir en vous qu'une assemblée nombreuse , et de fixer un instant vos regards sur les assemblées qui vous précédèrent dans l'histoire des Nations.

Je citerai l'Assemblée constituante , et je croirai alléguer un grand exemple ; car , si vous la contemplez dans les premières époques de son existence et de ses triomphes , quelle autre Assemblée déploya jamais chez aucun Peuple un plus auguste et plus imposant caractère ? Cependant le roi s'enfuit ; on l'arrête ; il est reconduit dans ces murs ; sa déloyauté est manifeste. Un petit nombre de législateurs exprime , avec timidité , l'indignation d'un Peuple trahi ; alors cette indignation aurait pu être , comme aujourd'hui , toute-puissante ; elle eût dévoré la royauté : mais tout-à-coup la multitude des législateurs se prosterne aux pieds du trône , et vient y déposer , avec une lâcheté audacieuse , le vil hommage où elle a constitué les humiliations du Peuple et les jouissan-

ces de la tyrannie. Donc , ô citoyens ! ni l'étendue des lumières , ni la puissance des talens , ni l'habitude des combats et des victoires , ni la conscience de l'esprit public n'ont suffi pour maintenir une assemblée nationale à la hauteur de l'incorruptibilité.

Il appartient aux grandes assemblées de créer le bonheur social , mais , tandis que cette création les occupe , osons dire qu'elles sont plus ou moins travaillées elles-mêmes par des maladies qui leur sont propres , et qui peuvent engendrer à la fin le genre de corruption dont le citoyen rapporteur a parlé. Je ne rappellerai point ici des considérations qui ont appartenu jusqu'à présent et avant vous , législateurs , à l'histoire naturelle des assemblées nombreuses : je n'entrerai point dans des détails qui seront toujours étrangers à une convention de Républicains ; mais je dirai que , dans un simple tribunal , la responsabilité de chaque juge s'accroît en raison inverse du nombre de ses collègues ; je dirai que là tout est précis dans cette responsabilité , son objet , son mode , et l'individu sur qui elle pèse ; que là enfin la vigilance publique sera toujours plus active et plus réprimante. Citoyens , qui sait si Louis XVI n'aimerait pas mieux être accusé devant huit cents juges que devant quinze ?

Je conclus en demandant , 1^o. que les faits relatifs aux crimes personnels de Louis XVI ayant été recueillis par votre comité

de sureté générale , par vos commissions des 24 et des 12 , vous prononciez s'il y a lieu à l'accusation contre lui.

2°. Qu'accusé par vous , il soit jugé , selon les formes communes , ou par le tribunal criminel de son département , ou par une cour nationale qu'il importerait peut-être de rétablir , non pour le seul jugement de Louis XVI , mais pour toutes les autres causes de même nature.

CHAPITRE XXIV.

Discours sur l'affaire de Louis XVI , prononcé à la Société des amis de la liberté et de l'égalité , séante aux ci-devant Jacobins , le 28 novembre 1792 , par le citoyen ICHON , membre de la Convention nationale ; imprimé par ordre de la Convention.

CITOYENS ,

Quelle étrange question s'agite depuis plusieurs jours au milieu des représentans du Souverain !

Il existe dans la République un individu chargé de crimes ; il existe un homme que

ses forfaits ont précipité du trône , un homme qui s'est baigné dans le sang du Peuple , un homme qui est tout-à-la-fois traître et conspirateur , assassin , ennemi.... et c'est de cet individu , c'est touchant cet homme que les sages de la France se demandent : *Louis XVI peut-il être jugé ? doit-il être jugé ?*

Citoyens , on s'étonne , et sans doute , après nous , la postérité s'étonnera que la République française ait vu , dès son aurore , dans le sanctuaire de la philosophie et des lois , travestir en paradoxe , et réduire en problème deux vérités que la souveraine raison et la volonté nationale ont déjà consacrées.

Oui , la souveraine raison , les principes de cette éternelle justice , qui assez longtemps est restée captive dans les mains des hommes , lorsqu'il s'est agi de sévir contre les grands coupables ; la rigueur des lois qui réclament enfin contre l'abus infâme de l'autorité perpétuellement oppressive pour l'homme privé , et toujours protectrice en faveur du scélérat dans les premiers postes de la République ; le sang du Peuple versé par torrens pour rassasier les fureurs de la tyrannie , et asseoir sur les ruines de notre liberté naissante le règne opprimant de l'esclavage ; la volonté nationale enfin qui , plus puissante elle seule que tous les vains efforts des défenseurs officieux de l'inviolabilité royale , vous a créés ses organes pour venger les outrages faits à la souveraineté des Peuples : tout

vous crie que Louis XVI peut et doit être jugé.

Et certes, je ne conçois pas comment le comité de législation a pu présenter à une assemblée de sages, aux représentans d'une Nation qui connaît les principes autant qu'elle est jalouse de venger les droits des Peuples, un genre de discussion plus propre à faire douter si Louis XVI n'est point excusable d'avoir tenté de rétablir la tyrannie, qu'à démontrer qu'il doit courber sa tête sous la rigueur de la loi.

Je ne conçois pas pourquoi, dans une question qui est toute de droit positif, et qu'il fallait traiter par un exposé des faits, et l'application des principes, on a substitué à cette marche si simple et qui se présentait si naturellement, une série d'objections qui semblent destinées, je ne dis pas seulement à faire ressortir l'inviolabilité de Louis XVI, mais encore à faire naître des doutes sur le droit incontestable qu'a la Nation de le juger.

Et je demande, que signifie encore, dans une cause aussi majeure, lorsque par-tout on cherche à faire flotter l'opinion sur la nécessité de juger Louis XVI, cette citation d'exemples de rois jugés par les Peuples ; exemples d'ailleurs qui n'ont nul rapport avec la cause du ci-devant roi des Français, puisque ces Peuples d'alors ont jugé des rois : et que signifie, dis-je, cette citation qui ne présente qu'un accessoire inutile, s'il n'est pas toutefois même dangereux pour l'opinion qui doit s'asseoir sur

la force des principes , et rarement sur celle de l'autorité.

Ce n'est point un roi que vous avez à juger dans la personne de Louis XVI , mais un individu qui , après avoir cessé d'être roi par les crimes , est encore resté sur le trône où il en a commis de nouveaux , comme usurpateur. Qu'importe que l'Angleterre ait jugé Stuard ! Que dom Heuri ait été jugé par les états de Castille ! Ces peuples n'ont fait qu'une œuvre imparfaite ; ils n'ont brûlé qu'à demi leur encens devant le dieu de la liberté , puisque même en frappant les tyrans du poids de leur souveraineté , ils n'ont pas su écraser la tyrannie. De pareils rapprochemens , pour asseoir les droits des Peuples contre les rois , sont des attentats commis contre la majesté nationale. C'est dans la nature même de l'organisation sociale , c'est dans les principes d'inaltérable justice , c'est dans le code des droits sacrés des Peuples qu'il faut puiser et le pouvoir de juger un roi , et la preuve du droit impérissable qui en est réservé à une Nation assemblée ou à ses représentans. Mais venons au vrai point de la question : est-ce un roi que vous avez à juger dans la personne de Louis XVI ? Non ; c'est un individu qui n'est même plus citoyen depuis qu'il s'est déclaré l'ennemi du Peuple.

Si le roi de Bohême (et ici j'observe à ceux qui croiraient trouver un défaut de justesse dans le rapprochement que je vais faire , je leur observe que je considère , dans ce moment , le titre de roi , dans ses rap-

ports génériques, comme commun à tous les individus investis de la royauté), si le roi de Bohême, dis-je, eût été pris les armes à la main sur vos frontières, assassinant les Français, l'auriez-vous jugé comme roi ? Le caractère d'inviolabilité attaché à sa personne, dans ses états, eût-il été pour vous une chose sacrée qui eût exigé l'appareil imposant de la toute-puissance nationale mise en exercice pour le juger ? Si Louis XVI même, sorti du territoire de la République, et placé dans le cas prévu par l'article VII de la Constitution, au chapitre de la royauté, eût été pris à la tête d'une armée ennemie, l'auriez-vous jugé comme roi ? Non, sans doute.

Eh bien, à l'instant où, pour la première fois, Louis XVI a frappé la Constitution par un crime, il a cessé d'être roi ; car alors il a insurgé contre le Peuple ; et par-là il a lui-même détruit la puissance qui le créait roi, et avec elle anéanti tous les caractères d'inviolabilité qui l'environnaient. Tous les efforts qu'il a fait depuis pour faire triompher la tyrannie, les trésors qu'il a répandus, les intelligences qu'il a entretenues, le sang qu'il a versé, la résistance même qu'il n'a pas opposée aux entreprises des despotes ligués contre la liberté, sont les actes d'un individu ; actes hostiles qui le rendent accusable devant le tribunal qui doit juger les grands criminels d'état, *d'une espèce extraordinaire*. Cette doctrine se déduit de la Constitution elle-même, aux articles 5, 6 et 7, dans

la liberté, Louis XVI, par la Constitution, a cessé d'être roi; il n'était plus alors le mandataire de la Nation; il n'était qu'un individu qui n'était pas plus citoyen de la France, que de tout autre pays du globe. C'était un conjuré en révolte ouverte contre la société entière; et cependant, il est encore resté long-temps sur le trône, environné de moyens puissans dont il a usé pour tenter l'asservissement des Peuples; toutes les trames qu'il a ourdies, tous les complots qu'il a formés, tous les projets de conspiration qu'il a exécutés dans cet état d'insurrection prolongée, ne sont-ils pas des crimes de lèse-liberté universelle? Ce n'est donc plus ici un délit que la Nation ait le droit de remettre; ce n'est donc plus seulement à la Constitution violée, à la souveraineté de la Nation française outragée, que vous devez le jugement de Louis XVI, c'est à tous les peuples de l'Europe, c'est à l'universalité du genre humain.

Et en effet, je le demande, appartient-il à une portion de la société de remettre un crime qui frappe sur la société entière? J'ajoute : lorsque tous les principes de justice et de convention sociale réclament le jugement d'un coupable, est-il permis aux juges de mettre en question s'il sera jugé?

Enfin, je termine par la question de la compétence : je crois l'avoir déclarée lorsque j'ai dit que Louis XVI avait fait les fonctions de premier mandataire du Peuple sur le trône constitutionnel, après en être constitutionnellement déchu par ses crimes.

Si Louis XVI n'eût violé que les droits

du Peuple français, s'il n'eût porté atteinte qu'aux intérêts particuliers de la Nation, il est hors de doute que, dans ce cas, la Nation pourrait et devrait même lui donner des juges; mais il a conspiré contre tous les Peuples, exerçant de fait les fonctions de représentant de la Nation, et parlant en son nom, lorsque, dans le droit, il n'était sur le trône qu'un vil scélérat et un infâme usurpateur. C'est donc au nom de la Nation que le procès de ce grand conspirateur doit s'instruire; c'est par un jugement prononcé par la Nation elle-même ou par ses représentans, que l'outrage fait à tous les Peuples doit être réparé; ainsi, la Convention nationale doit juger Louis XVI.

Je ne pense pas, comme quelques-uns, que l'on doive examiner la question sous des rapports politiques. Dans une affaire de ce genre, sous un gouvernement républicain, mes principes ne sont pas de croire à la nécessité de ces ménagemens que l'orgueil des despotes rendait quelquefois utiles, par contre-coup, à la tranquillité des Peuples dans les jours du despotisme.

Que Louis XVI soit jugé : c'est un devoir que toutes les lois vous imposent.

Qu'il soit jugé par la Convention, la nature de ses délits l'exige.

Mais que, pour l'intérêt de la Nation, il puisse être nécessaire de respecter ce fantôme pour en effrayer nos ennemis, s'ils osaient attaquer notre liberté; c'est-là un de ces préjugés politiques dont on se dépouille avec sécurité, lorsqu'on sait que la

République

République française est une , indivisible ,
et que vingt-cinq millions d'hommes veulent cette unité.

CHAPITRE XXV.

*Opinion de PRUDHOMME , extraite du
numéro 171 , des Révolutions de Paris ,
sur la question : Louis XVI est - il ju-
geable ?*

Les forfaits de Louis XVI sont avérés ; il n'y a que des traîtres comme lui qui puissent les révoquer en doute : ils crient vengeance. Les morts de Nîmes , d'Avignon , de Nanci , de la Chapelle , du Champ-de-Mars , des Tuileries , tous ces malheureux égorgés par le fer des Autrichiens et des Prussiens , demandent , du fond de leurs tombeaux , la tête de leur infâme assassin. La République entière est couverte de ses crimes ; il faut que le glaive de la loi , trop long-temps suspendu , tombe enfin , et lui fasse , aux yeux de l'univers , expier ses trahisons.

Mais la horde des aristocrates , des fénilans , des modérés , tous ces cœurs féroces , qui n'ont pas donné une larme aux victimes infortunées des fureurs de Louis-Néron , s'apitoient aujourd'hui sur son sort , et veulent qu'il ne soit jugé que d'après la Constitution , c'est-à-dire , ils veulent que cet exécrationnel as-

sassin de tout un peuple soit lavé , blanchi , élargi , et qu'il jouisse , comme tous les bons citoyens , de la liberté qu'il a voulu étouffer , de ce sol qu'il a par-tout ensanglanté , de la vie , enfin , dont il a constamment abusé pour nous perdre.

On voit bien quels sont leurs projets ; on voit bien que ces dignes partisans de Louis-le-traître voudraient qu'en lui laissant la vie et la liberté , on lui laissât les moyens de remonter sur son trône brisé , et de renouer la trame de ses complots. Mais comme ce grand mot de Constitution frappe encore beaucoup d'esprits faibles , comme nous souhaitons que le jugement de Louis XVI ne trouve ni contradicteurs ni improbateurs parmi les citoyens droits et honnêtes , nous allons prouver d'abord , que , pour le juger , on ne doit pas suivre la Constitution. Nous irons plus loin , et nous démontrerons que , même en la suivant , Louis peut encore être condamné à mort.

La Constitution est abrogée ; le Peuple souverain , le Peuple juge et des rois et des lois , a reconnu que la Constitution n'était qu'un monstrueux assemblage de contradictions , d'erreurs et de faux principes , qu'un code désastreux où la vérité a composé avec le mensonge , la liberté avec l'aristocratie , l'égalité avec les privilèges : le Peuple n'a pu supporter plus long - temps une législation si informe , il l'a renversée ; et il ne s'est pas contenté d'en détruire quelques parties ; il l'a anéantie toute entière ; il n'a point distingué tel décret d'un autre ,

un article d'un autre article : comme le poison circulait par-tout et infectait toutes les pages de ce-bizarre volume , il les a déchirées toutes , et a voulu qu'on le recomposât entièrement à neuf.

Si en effet il en avait gardé une seule ligne , il l'aurait , pour ainsi dire , gardé tout entier. Tous les abus se tiennent et se protègent ; et comme en 1789 , lorsque nous passâmes de la nuit de l'esclavage au crépuscule de la liberté , nous sentîmes qu'il fallait entièrement abattre l'édifice de nos lois tyranniques et gothiques ; qu'il fallait absolument dégager et nettoyer le sol , pour y élever un bâtiment plus régulier et plus majestueux , aujourd'hui que nous reconnaissons que nos architectes ont abusé de notre confiance , il faut renverser celui-ci jusqu'à la dernière pierre.

Lorsqu'au 10 août nous avons relégué la Constitution parmi les archives du despotisme , nous avons voulu qu'il n'en fût plus question , et que , l'oubliant entièrement , on nous en recréât une autre. Tous ceux qui osent rappeler et représenter , comme obligatoire , quelque article de ce mélange adultère du bien et du mal , s'élèvent contre la souveraineté de la Nation , combattent sa volonté suprême , et sont de véritables rebelles. (On voit qu'ici nous mettons à part l'exécution provisoire des lois , que pourtant le Peuple n'a pas consentie , exécution provisoire absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre dans la République.)

Mais quelle est la partie de la Constitu-

tion qui l'a précipitée plus vite vers sa ruine? N'est-ce pas tout ce qui concerne la royauté? C'est principalement sur les articles qui regardaient le roi qu'est tombée l'indignation générale. Il n'est aucun patriote qui n'eût voulu les effacer de son sang. C'est pour anéantir jusqu'au nom de roi, que les Marseillais, les Bretons, tous les braves fédérés ont été avec les Parisiens prodiguer leur vie au château : nos frères sont morts pour abolir tous les privilèges de la royauté.

Or, n'est-ce pas un des privilèges les plus odieux, attachés à cette dignité usurpatrice, que de n'être puni que par la perte de cette même dignité? N'est-ce pas un des outrages les plus sanglans, faits à un Peuple libre, que de reconnaître un homme au-dessus des lois? La Nation a renversé la royauté, parce qu'elle n'a voulu voir personne au-dessus d'elle, parce qu'elle a voulu que les lois seules régnassent, que les lois reprissent le pouvoir qu'un monarque avait usurpé. Le ci-devant roi n'est donc plus rien; tous ses privilèges passés, présens et à venir sont donc abolis à jamais. Nous dirons plus : c'est que la Constitution doit être anéantie dans tous ses articles, ou elle doit rester toute entière debout. Nous demanderons aux partisans, aux amis du roi, pourquoi Louis-le-traître ne doit pas être jugé; ils répondront : c'est que la Constitution ne le permet pas; mais, vils hypocrites que vous êtes, selon vous la Constitution nous lie donc à cet égard? On pénètre vos indignes desseins; car si la Constitution nous lie à l'égard de cet article,

elle nous lie à l'égard de tous : il faut tout ou rien. Si ce décret en particulier est obligatoire, tous les autres le sont : dès - lors nous devons respectueusement reporter Louis le dernier sur le trône, le combler comme autrefois, de vils hommages, lui rendre, et sa garde d'honneur, et ses vingt - cinq millions, et son *veto*, et ses châteaux nombreux ; dès-lors sa famille, si bien appelée princes et princesses du *sang*, doit faire encore une classe à part parmi des hommes égaux ; que disons-nous ! des hommes égaux ! Non : il n'y a plus d'égalité ; nous devons reconnaître encore des Citoyens actifs et passifs, tous les vices de la Constitution demeurent intacts ; il n'y a pas de milieu : ou nous sommes tenus d'obéir à quelques articles de la Constitution, ou il faut leur obéir à tous, et entrer dans l'esclavage constitutionnel.

Heureusement que cette Constitution, invoquée aujourd'hui par tant d'hommes, qui naguère la critiquaient tant pour le peu de bien qu'elle renferme, heureusement que cette Constitution bâtarde a reconnu solennellement que la Nation a le droit imprescriptible de changer sa Constitution, et par conséquent de n'admettre, s'il lui plaît, aucune des idées, aucun des principes que contient celle qu'elle réproouve ; et d'après la Constitution même, les constitutionnels n'ont rien à répondre.

Il est vrai, et nous ne pouvons nous empêcher de l'avouer, que si une Constitution faite par un Peuple, long - temps méditée.

par lui, librement acceptée par lui, venait tout-à-coup à être dissoute, de manière à ce qu'il n'en laissât subsister aucune pièce, quoique nous ne puissions lui reprocher d'outrager ses droits, puisqu'un Peuple peut tout ce qu'il veut, on aurait lieu de l'accuser d'inconstance et de versatilité; mais dans ce moment, qui oserait nous faire ce reproche? Avons-nous pu, tandis que l'on composait notre Constitution, nous bien pénétrer de ses principes, les bien peser, les méditer à loisir, à tête reposée? Non; elle s'est fabriquée à la hâte, et au milieu des orages : les circonstances en dictaient alternativement les différens articles; on n'avait jamais, pour la former, établi un ensemble, une série de questions; on l'a faite réellement par lambeaux, et ces lambeaux, les diverses factions, les différens partis les ont cousus au hasard. Ce n'est point ce Peuple qui a fait l'ancienne Constitution, ni par lui, ni par ses représentans : non, nous ne craignons point de le dire, c'est le roi, c'est Louis XVI qui l'a dictée lui-même.

Dans quel temps notre prétendue Constitution a-t-elle commencé à prendre une certaine forme; à faire un tout, tant bien que mal? N'est-ce pas à la révision? Jusqu'alors les décrets constitutionnels avaient été jetés, éparpillés çà et là; on ne les avait pas même distingués des décrets réglementaires. C'est à la révision qu'on les a rassemblés, réunis comme on l'a pu, que, malgré leur incohérence on a tâché de les faire accorder ensemble. Or, qui ignore aujourd'hui

que le roi, après sa fuite concertée avec les constituans, n'ait régné pleinement à l'assemblée, que sa liste civile n'y ait dicté les décrets, que la grande majorité n'y ait été la vile esclave du tyran couronné? On se rappelle avec quelle chaleur tous les feullans, tous les aristocrates déguisés attaquèrent, mutilèrent et détériorèrent les décrets les moins mauvais. Le Peuple était vendu à beaux deniers comptans, et l'on eût tout aussitôt fait de laisser à l'infâme Louis le droit de dicter seul et tout haut cette Constitution composée en secret aux Tuileries; à peine y aurait-on vu quelque différence, car Louis, non plus que nos constituans, n'aurait rien osé demander de trop évidemment révoltant, il eût craint encore de soulever la multitude. Tout l'art consistait à cacher le serpent sous les fleurs, à faire retentir à tort et à travers les mots de paix et d'ordre, d'harmonie et de bonheur public; et c'est sur-tout avec ces vains sons qu'on fit passer le décret qui nous occupe en ce moment, ce décret absurde qui prolonge l'inviolabilité royale, même au-delà du règne, et qui servirait d'égide au onstre-roi, même lorsqu'il ne serait plus roi. Les patriotes s'élevèrent avec force contre une loi qui ne laisserait aucun frein à la tyrannie; mais le tyran avait payé, et leur voix fut étouffée par les murmures, les huées et les outrages des royalistes.

Devons-nous donc juger Louis-le-traître par des lois qu'il a faites lui-même, et qu'il a faites en sa faveur? A-t-on jamais laissé composer un code pénal par les scélérats qu'il

doit punir ? Et si un code se trouvait composé ainsi, ne serait-il pas nul par cela même ?

J'entends d'ici nos adversaires répéter leurs argumens favoris, et nous dire : Pourquoi donc avez-vous juré cette Constitution ? Et puisque vous l'avez jurée, comment osez-vous violer vos sermens ?

Nous pourrions dire qu'un serment ne nous engage qu'autant que notre conscience garde les mêmes lumières, et qu'elle persiste à voir le bien dans l'accomplissement du serment qu'elle a prononcé, mais nous répondrons d'abord que ce serment que l'on fait tant valoir a été forcé, et qu'ainsi il est nul, qu'ainsi il ne nous engage à rien.

Lorsque la royale famille fut allée, suivant l'expression de Louis XVI, *faire ses farces*, ce ne fut qu'un cri dans tout Paris et dans tout l'empire, qu'il fallait faire le procès à ce lâche déserteur. Des mouvemens patriotiques éclatèrent dans la capitale et dans tous les clubs civiques. Des pétitions furent envoyées de divers départemens; elles demandaient la déchéance du roi; de-là, il n'y avait qu'un pas à l'abolition de la royauté, plusieurs le franchissaient déjà et l'exigeaient. Les patriotes de Paris se rassemblent au Champ-de-Mars, pour rédiger et signer une pétition qui renfermait ces deux points principaux. Le vœu général commençait à se manifester; c'était le même vœu que les bons citoyens, connaissant enfin leur force et leur majorité, ont fait éclater le 10 août. Mais l'Assemblée constituante était d'intelligence

avec le prévenu ; dès-lors les pétitions des Départemens restèrent ensevelies dans les comités , et ne virent point le jour ; une troupe de fayétistes en habit bleu, avec fusils, sabres et canons , tomba sur les pétitionnaires du Champ-de-Mars , qui, conformément à la loi étaient sans armes, tua et massacra, depuis huit heures jusqu'à onze. Dans tout le cours du mois suivant, des décrets de prise-de-corps , des mandats d'arrêt étaient continuellement lancés contre les Patriotes ; les directoires , les tribunaux de Départemens imitèrent ceux de Paris ; et lorsque Louis-le-traitre accepta la Constitution qu'il avait faite lui-même, il fallut bien aussi accepter et répéter son serment ; trop heureux d'en être quittes à ce prix , de ne plus gémir dans les cachots, de ne plus trembler sous le fer des assassins. C'est le poignard sous la gorge qu'on nous a fait jurer ; la Constitution n'a donc point été jurée librement par le Peuple. D'ailleurs il ne l'a pas faite , il n'a pas eu même le temps de la méditer. Cette Constitution est l'ouvrage du plus grand ennemi de la France ; nous ne sommes donc aucunement obligés aujourd'hui de la suivre.

Cette Constitution ainsi fabriquée, on s'est bien gardé de la faire sanctionner par le Peuple : on sentait bien qu'elle n'était faite ni par lui , ni pour lui ; mais on l'a fait sanctionner ou accepter par le roi , parce qu'elle était faite par le roi et pour le roi. Rien ne nous liait, rien ne peut nous lier à la Constitution. Louis XVI seul se trouvait lié par son acceptation et ses sermens ; il avait fait avec

nous de cette manière un contrat frauduleux qui était tout à son avantage. Son intérêt, comme son devoir, était de le suivre.

Mais ce Louis, si avantage par ce contrat, a été le premier à le rompre. Le premier, il a cherché à le détruire, le premier, il a violé la Constitution, et a tâché de la renverser; c'est donc lui-même qui a voulu annuler le contrat; il n'en peut plus réclamer aucun article. Puisque malgré toutes les raisons qu'il avait de maintenir ce traité, il ne l'a pas cru obligatoire pour lui, il ne peut pas l'être pour nous. Il s'est condamné lui-même.

Il est donc évident que sous quelque point de vue que ce soit, nous ne sommes pas obligés de suivre la Constitution : il ne peut pas y avoir d'exception pour le jugement de Louis - le - traître; ce n'est pas d'après la Constitution qu'on doit le juger.

Malgré tant de preuves irréfragables, nous voulons bien cependant encore supposer, pour contenter tous les esprits, que nous devions suivre à l'égard de ce traître la Constitution entière. Eh bien! la Constitution même ne nous empêche pas de le juger suivant la raison, la justice.

Que si l'on veut suivre la Constitution, il ne faut lui faire dire que ce qu'elle dit; il ne faut point lui faire dire ce qu'elle ne dit point; nulle part elle n'a dit qu'on ne dût point juger le roi pour les crimes dont celui-ci s'est rendu coupable.

Quels sont les crimes royaux que la Constitution a prévus? Ils se bornent à trois. Le

refus ou la rétractation du serment ; sa sortie du royaume et son refus d'y rentrer , après l'invitation du corps législatif ; enfin , le commandement d'armées ennemies pris par le roi , ou sa non opposition par un acte formel à l'entreprise des ennemis. Voilà les seuls cas prévus par la Constitution.

Elle inflige la même peine pour ces trois crimes ; la déchéance.

Elle n'a pas supposé d'autres forfaits dans un roi ; elle n'a pas indiqué d'autres peines pour d'autres forfaits.

Elle n'a pas prévu qu'un roi commanderait le massacre du Peuple, qu'il parcourrait en personne le rang des soldats, pour les exciter à faire feu sur les Français.

Si un roi se trouve donc souillé de tels crimes, c'est d'après la raison universelle , c'est d'après les lois communes qu'il doit être jugé.

Qu'on ne dise point qu'il ne doit pas l'être, parce que la Constitution a déclaré sa personne inviolable et sacrée. Cette phrase est assez absurde en elle-même ; elle put assez l'idolâtrie pour qu'on ne lui donne pas un sens plus étendu qu'elle ne l'a. Cela signifie qu'aux yeux de cette Constitution sacrilège, le roi est inviolable et sacré tant qu'il est roi ; cela signifie qu'il est inviolable et sacré tant que sa déchéance n'est pas prononcée ; mais dès qu'il est descendu du trône , cette même Constitution déclare qu'il rentre dans la classe des particuliers.

Cette inviolabilité qui couvre un roi pendant tout son règne, annonce non-seulement des législateurs esclaves, mais des législateurs

stupidés ; elle est réellement impraticable. On l'a dit cent fois : quoi ! si un farouche tyran vient violer ma femme ou ma fille , attaquer en se jouant mes propriétés ou ma vie , quoi ! mon premier mouvement , mon premier devoir ne serait pas de poignarder ce tyran couronné ? Quoi ! je serais punissable , pour avoir vengé la vertu outragée ! Non , ce ne peut être là que la doctrine des sérails de la Turquie ; et la nature , plus forte , plus juste que vos lois , me crie qu'il n'y a de sacré que la vertu.

Quoi ! je verrais un Charles IX tirer sur les Français , je verrais un Louis XVI conjurer la perte d'un Peuple entier , couvrir une surface de deux cents quarante lieues carrées de sang et de carnage , attirer , par d'horribles perditions , les ennemis dans nos foyers , tout en feignant de les repousser par des *actes formels* , nous livrer sans défense , pieds et mains liés , à de lâches Autrichiens , et nous n'aurions pas le droit de donner la mort à ce monstre , quand même il serait encore roi constitutionnel ! La déclaration des droits ne dit-elle pas que le devoir des Peuples et des particuliers est de résister à l'oppression ? Comment résisterons-nous , si nous ne frappons pas le monstre au milieu de ses crimes ! comment résisterons-nous , si par un exemple salutaire nous n'effrayons tous ceux qui oseraient l'imiter ? quoi ! nous laisserons nos femmes , nos enfans , nos frères , sans vengeance ! Quoi ! parce qu'un particulier aura fait mourir un seul citoyen , il périra , et celui qui aura été l'assassin de toute

une Nation restera impuni, parce qu'il porte une couronne ! Tous les conspirateurs qui ont payé de leur tête leur lâche complaisance pour le tyran, tous ceux qui vont satisfaire de la même manière à la vengeance des lois n'auraient-ils pas le droit de vous dire, du fond de leur tombe ou de leurs cachots : c'est à cause de lui que nous sommes punis, et il ne l'est pas ; c'est pour lui, c'est avec lui que nous conspirions, et vous l'épargnez ! vous épargnez les grands, les grands criminels, et vous ne frappez que les petits ; vous n'êtes ni justes, ni libres, et si Louis ne périt pas, notre mort est un crime. Non, nous n'avons jamais pu jurer une telle infamie, même sous le couteau des tyrans ; non, ce n'est pas ainsi que nous avons entendu cette horrible inviolabilité, qui d'un scélérat fait un dieu, ou si nous l'avons promise, soyons, soyons, parjures citoyens,

Le parjure est vertu quand on punit le crime.

Mais dans la circonstance actuelle, le parjure n'est pas nécessaire, Louis n'est plus rien. Il n'est donc plus inviolable et sacré, même aux yeux de votre absurde Constitution, qui le range, après sa déchéance, parmi les simples particuliers.

De deux choses l'une ; ou les constituans dans la bassesse de leur administration pour un roi, n'ont pas supposé qu'il pût être un Phalaris et un Néron, ou ils l'ont supposé. S'ils n'ont pas cru qu'un roi pût être pire qu'un Desrues, il est clair que leur silence ne prouve rien, et que puisqu'ils ne l'ont

pas supposé capable de si grands crimes , ils n'ont pu assigner des peines analogues au cas présent, et puisqu'ils n'ont pas dit formellement qu'on ne devait pas le punir dans tout autre cas , leur intention n'était pas qu'il échappât à une punition qu'ils ne prévoyaient pas qu'il pût mériter. Nous l'avons déjà dit : Louis-le-traître est dans le cas des parricides d'Athènes. Solon n'avait pas cru que jamais aucun homme pût tuer son père : la peine de ce crime n'était point portée dans son code. Cependant quand il y eut des parricides , ils furent punis : car la loi ne défendait pas de les punir.

Et si les constituans ont supposé que le roi des Français pût se souiller de tant d'horreurs, alors il est bien évident qu'ils n'ont pas cru que ces horreurs pussent rester impunies; car, vendus à la liste civile, comme ils l'étaient, s'ils avaient eu cette pensée, certes, ils l'auraient déclarée hautement; ils auraient décrété en termes exprès et formels, que jamais le roi ne pourrait être poursuivi pour des crimes antérieurs à sa déchéance : ils ne l'ont pas fait; leur silence prouve contre eux; c'est qu'ils ont senti que tout le public, que l'imprescriptible vérité s'élèverait contre ce décret, c'est qu'ils n'ont pas cru que de tels crimes pussent rester impunis, ils n'ont pas même imaginé qu'on pût le croire. Le silence de la Constitution est donc la plus forte preuve contre Louis XVI.

Examinons l'article de la Constitution qui paraît le plus favoriser ce grand coupable : le voici : *après l'abdication expresse ou lé-*

gale , (dans les trois cas déjà mentionnés) le roi sera dans la classe des citoyens , et pourra être accusé et jugé comme eux , pour les actes postérieurs à son abdication.

On voit ce que nous avons déjà remarqué , que dans cet article nos prétendus législateurs n'ont pas osé étouffer le cri de leur conscience ; ils n'ont pas osé dire : *seulement* pour les actes postérieurs à son abdication : ils ont laissé la vérité dans le vague. Mais comme on ne peut jamais faire dire à une loi ce qu'elle ne dit pas , il s'ensuit qu'elle ne prononce point qu'il ne sera pas jugé pour les actes antérieurs à son abdication volontaire ou forcée , qui n'ont pas été prévus. Certes , à l'égard des trois cas mentionnés par elle , et auxquels elle assigne pour peine la déchéance , elle assure que le roi n'a pas d'autre peine à courir , et comme elle n'a pas prévu d'autres forfaits , ce n'est que relativement à eux qu'elle parle du jugement des actes postérieurs à l'abdication.

On pourrait objecter , mais ce serait une véritable chicane de mots , que l'article de la Constitution fait entendre , que si on le jugeait pour des crimes antérieurs , il ne pourrait être accusé et jugé comme les simples citoyens.

Cette chicane n'embarrassera pas. Car notre avis n'est point que Louis soit jugé , quant aux formes , comme les simples citoyens. Nous voulons que son procès , instruit devant l'Europe entière , fasse le procès à tous les rois , éclaire tous les Peuples sur les dangers incalculables de la royauté , et que la

tête de Louis XVI, en tombant, fasse crouler tous les trônes : il a commis des crimes qu'au roi seul peut commettre, il faut qu'il soit jugé comme roi, et non comme un particulier, dont les crimes ne peuvent avoir ni ce degré profond de scélératesse, ni cette influence monstrueuse sur tout un empire.

Il n'est point de particuliers qui puissent former une classe à part, comme en formait à lui seul le roi des Français ; il n'est point de particulier qui eût à lui seul au moins la moitié de la puissance législative par un *veto*, et le pouvoir exécutif suprême, il n'en est point qui fût le représentant héréditaire de tout un Peuple. Ces qualités, ces prérogatives donnent à ses crimes plus d'intensité, et un caractère bien plus public à sa personne : on ne doit point le juger comme un simple citoyen.

Ce n'est pas qu'il faille ajouter des articles au code pénal, à cause du ci-devant roi ; nous savons trop ce grand principe que Rousseau a si bien démontré, que la loi ne peut statuer sur un objet individuel, autrement le Peuple se trouverait jugé et partie. Nous ne demandons point que l'on décrète un genre de supplice nouveau pour ce nouveau coupable. Non, quoique toutes les peines déjà portées par le code pénal, soient infiniment trop douces, quoiqu'elles n'aient aucune proportion avec les crimes de ce traître, nous voulons les lui appliquer, afin qu'au lieu d'accuser le Peuple Français d'une injuste vengeance, tout l'univers admire sa clémence, son humanité. Oui, son humanité !
qu'on

qu'on se rappelle les tortures prolongées, les supplices épouvantables que les rois sont convenus de faire endurer à leurs assassins ! les cheveux dressent au seul récit des barbaries exercées sur Damien , Ankastrom et quelques autres. S'il était un enfer au pouvoir des rois, ils y eussent fait tourmenter éternellement ces malheureux ; cependant ils n'avaient frappé qu'un homme , le plus souvent un monstre ; et nous , et nous , qui avons à venger dans la personne d'un seul l'assassinat prémédité de plusieurs milliers de Citoyens et le projet constaté d'enchaîner ou d'égorger la Nation entière , nous nous contentons de faire subir à ce grand coupable le châtimement commun que la loi inflige à tous les scélérats , et qui leur ôte la vie dans un instant plus prompt que l'éclair. Pourquoi ? C'est qu'une Nation , toujours juste , quand elle se gouverne elle-même , en faisant périr un coupable , ne voit que la nécessité (qui cependant n'est pas constatée à beaucoup près) de retrancher de la société un membre qui a violé le pacte social , par un grand attentat , et que respectant l'homme dans l'homme jusqu'au dernier moment , elle ne veut que lui donner la mort , en lui en sauvant , s'il se peut , les horreurs. Mais les tyrans , au contraire , ont besoin d'effrayer par l'appareil des plus affreux supplices celui que l'excès de leurs forfaits porte chaque jour à les poignarder.

Revenons. Il ne s'agit que de jeter un grand éclat sur la cause de Louis-le-traître , de donner la plus grande publicité à la procé-

de tout l'appareil qui environnait le roi déchaîné contre le Peuple. Puisque les rois aiment tant la pompe, il faut les entourer de pompe jusque sur l'échafaud.

Quelques-uns prétendent qu'il suffit pour cela de créer, d'après les anciennes formes, un tribunal suprême, qui jugera l'universalité des crimes de Louis XVI; ils ajoutent que si le tribunal actuel était chargé de cette affaire, il y aurait encore cet inconvénient, que cette procédure étant immense, puisqu'il n'y a aucun point dans la République où la sélératesse de Louis-le-dernier ne se soit fait sentir, elle absorberait, pendant un long espace de temps, toute l'attention des juges : ils auraient à suivre la trace des perfidies de ce monstre, jusque dans les cours, jusque dans les cabinets étrangers; ils ne pourraient s'occuper de long-temps d'aucune autre affaire, et a'ors les autres accusés gémissaient inutilement dans les prisons; la procédure de Louis entraverait toutes les autres procédures, et sous les liens d'une accusation, il arrêterait encore le bras de la justice, levé sur les coupables, comme il l'a fait tant de fois, lorsqu'il était sur le trône; et que; pour parer à cet inconvénient, il faudrait établir un nouveau tribunal, qui jugerait tous les conspirateurs subalternes. D'autres pensent qu'il vaudrait mieux que ce tribunal fût établi pour juger d'une manière plus imposante et plus authentique le ci-devant roi, et que celui qui existe pût continuer sans délais ses opérations déjà commencées. La ma-

majorité des opinions semble donner à la Convention nationale le pouvoir de juger Louis XVI, soit en se formant en cour judiciaire, soit en nommant une commission à cet effet : nous n'entrerons point ici dans la discussion de cette question importante ; elle doit faire la matière d'un article subséquent.

Nous avons réuni en masse tout le corps de preuves que nous avons dû étendre et développer. Nous ne sommes pas forcés dans cette affaire, de suivre la Constitution, parce qu'elle a été anéantie dans tous ses points. Nous avons le droit de l'anéantir, d'après la Constitution même, et si nous nous trouvions liés par quelque'un de ses articles, nous le serions par tous. D'ailleurs, si jamais Constitution eût pu lier un Peuple, ce n'était pas la nôtre, puisque le roi nous l'avait fait jurer de force, puisque c'était lui-même qui l'avait dictée, et en particulier l'article que l'on invoque dans ce moment. Enfin, ce contrat passé entre nous et Louis ne nous engage à rien, puisque Louis l'a rompu le premier.

Mais supposons encore que l'on doive suivre la Constitution ; elle n'a point prévu le cas dont il s'agit ; elle n'a dit nulle part qu'il ne fallait pas punir un roi, s'il faisait assassiner le Peuple. Son inviolabilité, si absurde pendant son règne, ne subsiste plus après sa déchéance, le silence même de cette Constitution le prouve : donc sans la Constitution, comme par la Constitution, ce n'est donc point la simple déchéance, mais une peine proportionnée à ses crimes, que Louis XVI

doit encourir ; c'est ce qu'il fallait d'abord démontrer.

CHAPITRE XXVI.

Réflexions présentées à la Nation française , sur le procès intenté à Louis XVI , par M. NECKER.

UN seul entre tous les rois , qui ont régné sur la France , depuis Chalemagne , un seul a voulu fonder la liberté publique sur des bases indestructibles , un seul , entouré d'une armée fidelle , et dans la plénitude de ses forces , a posé lui-même des bornes à son autorité ; un seul a dit un jour à sa Nation : venez , associez-vous à ma puissance , et donnez-moi plus d'amour ; un seul a jugé sans illusion les prérogatives qui semblaient depuis long-temps appartenir à sa couronne ; et dédaignant toutes celles qu'il croyait inutiles à l'ordre public et au bonheur de la France , il s'en est détaché volontairement et les a déposées , pour ainsi dire , sur l'autel de la Patrie ; et ce monarque , aujourd'hui , ce même monarque , après avoir essuyé tous les genres d'outrage , après avoir fait l'épreuve des disgraces les plus amères , se voit renfermé dans une étroite prison , et

soumis aux rigueurs de la plus effrayante captivité. C'est-là que , séparé du monde , il apprend de temps à autre , l'éroulement de sa fortune et de sa réputation ; c'est-là qu'on vient de le dépouiller des derniers signes de sa grandeur passée , et c'est-là qu'un jour , peut-être , on ira l'avertir de comparaître , avec toute l'humiliation d'un accusé , devant un tribunal prévenu , devant un tribunal dont la puissance n'existerait pas aujourd'hui , sans un sentiment généreux , sans un premier acte de confiance de la part d'un roi , que vous avez nommé vous-mêmes le *Restaurateur de la liberté française*. Cette époque , remarquable dans les annales de la France , ne doit pas encore être effacée de votre mémoire , et l'histoire en conservera , n'en doutez point , le souvenir éternel. Que serait-ce , grand Dieu ! si , près des lignes qu'elle tracera pour consacrer les vertus publiques et particulières d'un infortuné monarque , si , près de cet auguste témoignage , on n'avait à lire un jour , le récit du plus horrible des forfaits , et de la plus barbare ingratitude ! Déjà , cependant , et au sein de la France , au milieu de cet Empire dont la destinée fut unie pendant neuf cents ans aux illustres ayeux de Louis XVI , personne n'ose encore élever sa voix en faveur de ce prince ; c'est en secret qu'on pleure ses malheurs , et c'est avec la plus grande publicité , c'est par tous les genres d'écrits qu'on cherche à le ruiner ou à le dégrader dans l'opinion publique.

Il appartient , peut-être , à un ancien ministre de ce monarque , et à un témoin de

ses vertus et de ses bienfaits , de se placer des premiers au rang de ses défenseurs ; et toutes les affections de mon ame , en saisissant avec transport cette pensée , ne m'ont pas laissé le temps de mesurer mes forces. Hélas ! serai-je entendu , lorsque tous les abords sont fermés aux amis de l'innocence opprimée , et ma voix , ma faible voix pourra-t-elle pénétrer à travers le bruit des passions , et au milieu du tumulte qu'une sombre politique agite et dirige à sa volonté ? Je l'essayerai du moins , et je confie à la protection des ames généreuses et sensibles , ces lignes que je vais tracer d'une main tremblante , et avec toute l'émotion d'un cœur oppressé.

Je vous le dirai sans crainte , c'est de votre honneur , Peuple français , c'est de votre réputation jusques dans les âges les plus reculés , dont il s'agit peut-être en ce mémorable instant ; car , après avoir assujéti votre roi , après avoir soumis votre captif aux décrets de votre toute-puissance , vous aurez à comparaître vous-même , devant le tribunal de la postérité ; et bien avant , vous aurez à compter , sans doute , avec vos repentirs et avec vos remords trop tardifs.

Ne vous y méprenez point , ce n'est pas sur des papiers épars , et saisis inopinément dans le cabinet du roi , ou dans les bureaux des agens de la trésorerie , ce n'est pas sur quelques indices susceptibles de diverses explications , que vous serez absous des rigueurs dont vous vous rendez coupables envers un monarque , devenu par ses malheurs , l'objet

de l'intérêt universel. C'est en vain sur-tout, que vous voudrez séparer de sa cause les titres qu'il réunit, depuis si long-temps, à votre estime et à votre reconnaissance ; la voix des Nations vous y rappellera sans cesse ; et les subtiles inductions que vous voudriez tirer d'une circonstance particulière, les raisonnemens que vous formeriez sur des faits isolés, toute cette controverse où tant de passions se mêlent nécessairement, ne fixera point l'opinion générale ; car, dans les contestations publiques, c'est toujours par des traits marquans et visibles, pour ainsi dire, à toutes les distances, que les Nations et les siècles apprécient la justice des rois et la justice des peuples. Le temps, dans son auguste marche, écarte en souverain maître ces petites accusations plus ou moins dignes de foi, et auxquelles l'esprit de parti attache momentanément une si grande importance ; le temps les condamne toutes à un éternel oubli ; et les pierres numéraires qui désignent son cours, ne transmettent au souvenir des hommes que les vérités dignes de leur intérêt et de leur croyance, et les mêmes qui échappent au combat passager de toutes les passions.

C'est, dès-à-présent, à la lumière de ces grandes vérités, que les Nations étrangères dirigent leur opinion, et l'Europe entraînée par des considérations morales, plus sûres que tout autre guide, fait universellement les réflexions suivantes sur les accusations élevées contre le roi. Et d'abord on est frappé du désavantage de sa position, de cette po-

sition difficile dans laquelle on l'a placé. En effet, on a cherché à diriger l'opinion par tous les genres d'écrits, on a fait imprimer en petites feuilles détachées, des notes habilement choisies entre les différens papiers dont on s'est emparé, on y a joint les commentaires qui pouvaient donner une grande importance à de petits objets, ou convertir en réalité de simples apparences; on a répandu ces recueils dans tous les départemens, dans toutes les municipalités; on a voulu même qu'ils fussent lus aux prônes et sur les places publiques; et tandis qu'on s'est rendu maître de l'esprit du Peuple, et par des mesures générales, et par tous les soins de détail, on a semé l'effroi parmi tous ceux qui auraient voulu plaider la cause d'un monarque infortuné; et leur morne silence annonce distinctement que la plus légère expression d'un sentiment de pitié, deviendrait un motif de proscription. Quelle renommée, quelle innocence ne succomberaient pas sous les effets d'une pareille combinaison! Et croirait-on remplir tous les devoirs de la justice, en permettant au roi de parler un jour pour sa défense? Qu'est-ce qu'un pareil droit? Qu'est-ce qu'une telle liberté, lorsque toutes les opinions sont faites, et lorsqu'on a eu le temps de les plier dans un même sens? C'est au moment où les préjugés se forment, c'est au moment où ils se préparent qu'il faut avoir la faculté de les combattre; car, lorsqu'ils ont pris leur croissance, la main faible et tremblante d'un seul homme, et d'un homme accablé sous le poids de son infortune, ne

saurait les déraciner. Que pourra le monarque , que pourront ses défenseurs , lorsqu'on leur rendra la parole , après qu'on aura dépouillé l'accusé de toute sa réputation , de tout le respect qu'inspirait son caractère , de tous les souvenirs qui plaidaient en sa faveur ? Hélas ! il en fallut bien moins autrefois pour perdre Phocion , Aristide et Socrate , et cependant la vie peu compliquée de ces sages , ne présentait pas à la calomnie les accès innombrables qu'offre dans tous les sens , la conduite d'un roi , le chef d'un grand État , et qui fut encore placé par l'infortune au milieu d'une révolution sans pareille.

En des temps moins étranges que les nôtres , il eût suffi pour défendre le roi , de rappeler ce qu'il a fait pour la Nation française ; car , il n'est rien que des actes si insignes d'une généreuse bienfaisance , ne pussent balancer et même disculper s'il était nécessaire. Je fais donc un effort sur moi même , en différenciant l'usage de ce moyen de défense , et en examinant d'abord les accusations particulières dirigées contre ce prince. Je le verrai , comme s'il était circonscrit , pour ainsi dire , dans le temps présent , et sans être précédé , sans être environné par seize ans de vertus , et par tous les actes d'amour envers ses Peuples , qui ont signalé son règne. C'est avec ce cortège qu'il paraîtra devant les races futures ; mais séparons-le , pour un moment , de cette douce puissance , et sans chercher aucune assistance dans sa conduite passée , écartons d'abord par la discussion , les reproches dont ses accusateurs l'environnent. Je

profeste néanmoins auparavant contre ce mode de défense , car ce n'est pas ainsi qu'il faut juger les rois , leur tâche est si grande , leur vie est si remplie , leurs volontés sont entraînées par une telle affluence de motifs et de circonstances , qu'il serait injuste de les soumettre aux mêmes règles et aux mêmes épreuves que les autres hommes. Il faut les considérer, même pendant leur règne, comme des personnages de l'Histoire , et se placer loin d'eux pour les apprécier ; enfin , dans un monarque, c'est l'homme et le caractère , qui doivent répandre du jour sur les actions , tandis que dans un particulier , ce sont les actions qui font connaître l'homme.

Je fixe d'abord mon attention sur la journée du dix août , et je demande s'il est possible de faire aux yeux de l'Europe , un reproche au plus malheureux des princes , des mesures qu'il avait prises pour sa sûreté ; s'il est possible sur-tout d'attribuer des précautions de ce genre à aucune intention hostile , à aucun projet de révolution ? Ah ! si l'on pouvait communiquer avec la pensée des hommes , si l'on pouvait interroger leur conscience , je m'en rapporterais , sans hésiter , à l'opinion intime de ceux qui , les premiers , ont répandu ces bruits , et propagé ces soupçons. Il est des suppositions , si dénuées de vraisemblance , qu'elles s'ancantissent d'elles-mêmes , et les insinuations les plus adroites , les inductions les plus recherchées , ne sauraient y donner la moindre consistance. L'Europe en lisant ces bizarres assertions , se demande avec étonnement , comment le roi ,

sans aucune autre force que douze ou quinze cents défenseurs assurés, aurait formé le plan d'une attaque contre les nombreux assaillans de son château, et contre le Peuple entier de Paris? L'Europe se demande, comment ce projet d'agression se concilierait avec l'association des magistrats populaires aux dispositions adoptées pour la garde des Tuileries, et avec tous les caractères de doute et d'effroi qui ont accompagné ces démarches? L'Europe se demande comment ce projet d'agression se lierait aux instances réitérées que le roi fit le matin auprès de l'Assemblée nationale, afin de l'engager à lui envoyer des députés avec lesquels il pût concerter sa conduite? Enfin, qui peut se souvenir de la journée du vingt juin, et faire un crime au roi d'avoir cherché à opposer quelque résistance aux mesures qui se prenaient ouvertement pour renouveler une semblable insurrection? Il avait été exposé pendant six heures aux plus cruelles insultes, sa vie et celle de la reine avaient couru les dangers les plus imminens, et l'un et l'autre n'avaient échappé que par un miracle aux accès d'une multitude égarée. La menace et les préparatifs d'une seconde irruption du même genre, devaient donc inspirer la plus juste terreur. Un simple particulier aurait cherché son salut dans la fuite, mais le roi, toujours victime, et jamais heureux de sa grandeur, se trouvait dans la nécessité absolue de recourir aux moyens dont il a fait usage: Hélas! ce n'était pas seulement ses jours et ceux de sa famille qu'il avait à garantir,

c'était encore l'honneur de la France , qu'un horrible attentat contre sa personne , aurait souillé pour toujours. Cependant , comment pourrait-on se défendre d'un sentiment d'intérêt , en observant la différence de la conduite du roi , à deux époques également remarquables dans les fastes de ses infortunes ? Il voit , le dix août , qu'il sera contraint peut-être de repousser la force par la force ; et craignant pour alors d'autres victimes que lui-même , il s'agite , il s'inquiète , il manifeste des doutes et des incertitudes , il envoie messages sur messages à l'Assemblée nationale , il sollicite la présence de quelques députés , il les appelle pour être aidé de leurs conseils , et dans l'espoir encore qu'ils arrêteront , par leurs exhortations , les projets d'une multitude aveuglée. Mais , le vingt juin , où il n'y avait ni combats , ni disputes sanglantes à redouter , et où seul , il est en danger , il s'avance sans gardes vers une foule armée de piques et d'autres instrumens meurtriers , il ordonne qu'on ouvre les portes de son appartement ; il arrête le zèle ardent du petit nombre de personnes dont il est environné ; il se résigne , avec calme , au péril qu'il ne peut se dissimuler ; il se présente sans peur aux regards menaçans d'un Peuple égaré ; et dans le cours de cette horrible journée , lorsque de généreux citoyens veulent s'approcher de sa personne , et lui servir d'égide : allez à la reine , leur dit-il sans cesse , allez auprès d'elle ! Cet intérêt si cher l'occupait uniquement , et l'émotion que lui inspirait un sentiment si naturel , fut la seule crainte dont ,

au milieu de ses dangers , on apperçut l'expression. Prince , digne d'un meilleur sort , on reconnaîtra trop tard , et vos douces vertus , et vos affections généreuses !

Le roi , dit-on , a soudoyé les émigrés , il a favorisé leurs projets hostiles , et c'est à lui qu'on doit attribuer l'introduction des armées étrangères dans le royaume. L'Europe entière est témoin de l'injustice de ce reproche , car tous les cabinets politiques ont connaissance des soins que le roi s'est donnés pour conserver la paix. Monarque infortuné ! l'on vous accuse aujourd'hui d'avoir voulu la guerre , et l'on vous faisait un crime , il y a peu de temps , de l'éloigner de tout votre pouvoir ; et pour vous forcer à la déclarer , on échauffait le Peuple , et l'on publiait à grands cris , que vous vouliez laisser à la cour de Vienne le temps de se fortifier davantage. Quelle fatalité dans votre destinée ! Eh ! quoi le sang de deux de vos ministres , victimes de leurs inclinations pacifiques , ce sang qui a presque rejailli sur vous , ne suffit-il pas pour vous justifier ? Et lorsqu'ils ont péri sous le fer des assassins , lorsqu'ils ont été les généreux martyrs de leurs sentimens humains , et de leur obéissance aux vœux que vous formiez pour le repos de la France , leur mort , leur cruelle mort , n'a-t-elle pas garanti , de la manière la plus authentique , la pureté de vos intentions ? La publicité de la correspondance de ces deux secrétaires d'État , ferait connaître à la France l'esprit de paix qui dirigeait toutes leurs démarches , et cette publicité serait d'une justice étroite

et d'un devoir rigoureux, si l'on persistait à faire un reproche au roi, de l'invasion des troupes étrangères. Mais il n'aurait pas moins perdu deux témoins précieux, et qui, dans les circonstances présentes, auraient fait connaître avec tous les détails propres à inspirer la confiance, les vues conciliatrices et la marche constitutionnelle d'un monarque, demeuré presque seul aujourd'hui, et dont ils avaient connu les sentimens intimes. Les personnes qui ont eu des relations particulières avec ces deux ministres, pourraient suppléer à leur témoignage; mais le feront-elles dans un temps où l'on n'ose parler que pour la vengeance? Mon malheureux ami, M. de Lessart, m'a écrit trois fois du fond de sa prison, et chaque ligne exprimait la tranquille sérénité de la plus parfaite innocence. L'une de ces lettres est encore entre mes mains, et je la crois d'un grand prix pour jeter un nouveau jour sur la question que je traite. Je vais en donner la copie littérale.

« Orléans, le 8 Juillet 1792. »

« Vous auriez eu de mes nouvelles, si
 » j'avais eu quelque chose de nouveau à vous
 » annoncer pour ce qui me concerne; mais
 » à peu de chose près, je suis au même point
 » où j'étais à l'époque de ma dernière lettre.
 » Je commence pourtant à croire que toutes
 » les difficultés possibles sont épuisées; la
 » communication des pièces qui m'étaient
 » nécessaires, va bientôt me mettre en état
 » de travailler à ma défense. Mais je regret-
 » terai toute ma vie qu'elle n'ait pu paraître

» dans le moment actuel , car elle sera cu-
 » rieuse , non pas pour ce qui sera de moi ,
 » mais par la manifestation de ce qui s'est
 » passé dans les cours étrangères ; par la dé-
 » monstration qu'on ne voulait point nous
 » faire la guerre , par la preuve sans répli-
 » que que c'est nous qui l'avons provoquée ,
 » qui l'avons commencée , qui avons mis
 » l'Europe contre nous. Tout cela eût pro-
 » duit quelque effet ; et ce n'est pas une de
 » mes moindres peines, que de voir qu'on m'a
 » mis dans l'impossibilité de me procurer
 » au moins ce petit dédommagement, etc. » .

Cette lettre peut servir, avec tant d'au-
 tres indices, à faire connaître que, jusqu'à
 l'époque du décret d'accusation contre M. de
 Lessart, les Puissances étrangères avaient été
 constamment entretenues dans leurs inten-
 tions pacifiques par les ministres de sa ma-
 jesté ; cette lettre est d'autant plus digne de
 foi, qu'elle fut écrite sans aucun but, et
 dans un temps où la situation actuelle du roi
 ne pouvait être prévue ; cette lettre est d'un
 prisonnier solitaire à un homme vivant hors
 de France ; cette lettre enfin fut tracée par
 un homme qui n'est plus. Quel témoignage !
 En exista-t-il jamais un dont le caractère de
 vérité fût plus irrécusable ? il semble tenir du
 malheur et de la mort quelque chose de ter-
 rible et de sacré.

Qu'oppose-t-on à une pareille démonstra-
 tion ? une lettre attribuée aux deux frères du
 roi , et que je suppose véritable , si elle a été
 trouvée, comme on l'annonce , dans les porte-
 feuilles de sa majesté. On y remarque un pa-

ragraphe dont on veut tirer un grand avantage.
 « Si l'on nous parle de la part de ces gens-là ,
 » nous n'écouterons rien ; mais si c'est de la
 » vôtre , nous écouterons , mais nous irons
 » droit notre chemin. Ainsi , si l'on veut que
 » vous nous fassiez dire quelle chose , ne vous
 » gênez pas ».

On induit de ces paroles , qu'il existait un assentiment du monarque aux démarches des princes ses frères ; mais il est évident , ce me semble , que l'on doit donner à cette lettre une interprétation absolument différente. Les princes , informés de l'acquiescement ou de la résignation du roi à la nouvelle Constitution politique de la France , avaient besoin de supposer que cet assentiment était l'effet de la crainte ou de la nécessité , afin d'excuser , auprès du roi même , la résolution où ils étaient de s'écarter de son exemple. Ils remplissaient cette vue en lui écrivant dans les termes qu'on a rapportés ; et toutes leurs déclarations publiques sur l'esclavage du roi , s'accordent parfaitement avec leur lettre particulière. N'est-il pas évident encore , que si des lettres ou des messages du roi avaient approuvé , avaient encouragé leurs projets , une lettre particulière et confidentielle de leur part , une lettre écrite *par une voie sûre* , comme ils le disent eux-mêmes , aurait contenu quelques phrases ou quelques mots , où l'on aurait aperçu leurs relations habituelles avec le roi , et son adhésion à leurs démarches ou à leurs desseins. Rien de pareil ne s'y trouve , et l'on voit clairement le but que se proposaient les princes en l'écrivant ; on y voit

voit le desir qu'ils avaient de se mettre en règle avec le roi , au moment même où ils agissaient d'une manière contraire à son vœu. N'oublions point de remarquer encore que sa majesté ayant gardé cette lettre confidentielle, on en eût trouvé d'autres dans le même porte-feuille , s'il y avait eu , comme on l'annonce , une intelligence suivie entre le monarque et ses frères. Il existe , au contraire , je n'en doute point , des lettres du roi adressées , et aux deux derniers empereurs , et au roi d'Espagne , qui manifesteraient , de la manière la plus positive , le vœu personnel de sa majesté pour le maintien de la paix , et cette correspondance serait plus significative qu'une induction tirée d'une phrase ambiguë , contenue dans une seule lettre des princes. Je suis certain , que dès mon ministère , le roi s'exprimait de cette manière dans toutes ses dépêches publiques ou particulières ; et la reine un jour eut la bonté de me montrer trois ou quatre pages , écrites de sa main , à M. le comte d'Artois , et où elle l'invitait , dans les termes les plus persuasifs à ne point compromettre la tranquillité du royaume pour traverser le cours d'une révolution , l'objet des vœux de la France. Toutes ces lettres , il faut l'espérer , ne sont point anéanties ; et si l'intérêt du roi l'exige , on se fera peut-être un devoir de les rendre publiques.

L'on présente encore , comme une preuve d'intelligence avec les émigrés , la bonté qu'a eue sa majesté de payer à ses gardes-du-corps un quartier ou un semestre après l'époque de leur licenciement. Cet usage cons-

talement établi pour toutes les fonctions supprimées, même dans les maisons particulières, était à peine un acte de générosité, lorsqu'il était adopté par un roi. Il suffit, pour écarter les soupçons qu'on voudrait attacher à une détermination aussi simple, que la munificence du monarque ait été momentanée; qu'elle ait cessé, dès qu'un rassemblement formel au-delà du Rhin, ne permettait plus au roi de considérer ses anciens gardes-du-corps comme de simples émigrés, persécutés par la fortune (1). Mais jusque-là était-il un sentiment plus naturel que ce désir de la part du roi, d'être en secours à des hommes dévoués si long-temps à son service, et qui avaient été, sous ses propres yeux, les innocentes victimes de leur attachement et de leur zèle? Ah! qu'on change donc notre nature, qu'on détruise au fond des cœurs tous les sentimens dont l'humanité s'honore, si l'on veut convertir en crime un mouvement généreux; mais en admettant cette révolution dans des idées morales, il faudrait encore avoir de l'indulgence pour les habitudes d'un roi.

L'Europe demandera, s'il n'est pas aussi

(1) Il n'y a rien eu de payé sur l'année 1792, puisque l'état ordonné qu'on a rendu public, était relatif à l'année 1791. On dit, dans un rapport fait à la Convention Nationale, qu'il y a eu des payemens faits en août 1792; mais n'eût-il pas été juste d'ajouter que ces payemens regardoient des parties pressantes en arrière, comme il arrive constamment dans toutes les caisses publiques?

permis aux princes d'être justes, lorsqu'elle verra parmi les accusations, dirigées contre Louis XVI, les payemens faits par la liste civile, aux personnes attachées à l'éducation de ses frères (1); lorsqu'elle verra, qu'on a fait de même un reproche à ce monarque de la pension continuée desapartà *Mesdames*. On oublie qu'il acquittait ces diverses dépenses des deniers de sa trésorerie particulière, et l'on s'obstine à présenter sa liste civile comme une munificence nationale, tandis que rigoureusement, elle était en totalité, ou en grande partie, le simple remplacement du revenu des domaines appartenans à la maison de France, domaines dont l'Assemblée nationale avait reconnu elle-même l'immense étendue. Ce principe incontestable, une fois admis, le roi pouvait-il, sans dureté, se dispenser d'être en secours aux sœurs de son père; le pouvait-il, avec justice, n'importe le pays, n'importe le lieu qu'elles eussent choisi pour résidence? Il ne le faisait pas avec les deniers de l'Etat, mais avec la fortune qui lui avait été transmise par ses ancêtres.

Une réflexion d'un autre genre, s'offre en ce moment à mon esprit : l'on a souvent représenté le roi, comme occupé de faire servir ses revenus particuliers au rétablissement de son autorité; et lorsqu'il en destine une grande partie à remplir des devoirs de sentiment, on lui en fait encore un repro-

(2) Cette dépense a toujours été acquittée par le trésor royal.

che ; cependant , c'est à ce dernier usage de la fortune , qu'un prince ambitieux et dominé par une seule passion , n'aurait pas manqué de renoncer. Ainsi , dans l'énumération des torts de Louis XVI , il semble qu'on ait recherché les traces de l'homme sensible ; et si on lui rend ce service , même avec le desir de le trouver coupable , sous quel jour ne l'aurait-on pas montré , si l'on se fût proposé de le faire paraître avec avantage ?

Je continue à parcourir les accusations contre le roi ; et je remarque les reproches amers qu'on lui fait au sujet des divers écrits , dont la liste civile avait acquitté la dépense. J'ai vu sa majesté , pendant mon ministère , considérer avec mépris toutes les insultes au pouvoir exécutif et à sa personne , dont les papiers publics étaient remplis , et ces libelles atroces qui se criaient à haute voix dans les rues de Paris , et jusque sous les fenêtres de son palais ; mais on conçoit néanmoins comment , après une longue patience , un jour on aura pu lui dire : vous dédaignez trop ce genre d'attaque , vos ennemis et ceux de la monarchie ont une ardeur soutenue , un zèle qui se reproduit sous toutes les formes ; et pour arriver à leur fin , ils ne rejettent aucun moyen. Il est temps , malgré votre répugnance , de disputer l'opinion , avec les armes dont chacun se sert aujourd'hui sans contradiction , et de rendre ainsi guerre pour guerre. Quelques personnes , aura-t-on ajouté , sont disposées à écrire dans un sens favorable à la royauté , et se proposent , en même-temps , de discréditer les hommes , dont la haine in-

fatigable vous poursuit sans cesse; elles exigent seulement qu'on les indemnise des frais d'impression. Voilà ce qu'on aura dit au roi, et il est possible qu'il ait donné un acquiescement tacite à cette proposition; mais très-sûrement, il n'a jamais lû tous ces petits écrits; et s'ils ont été faits d'une manière inconsiderée, il n'en a pas en connaissance. C'est toujours des grands ouvrages d'histoire, de morale et de politique, écrits en français ou en anglais dont j'ai vu le roi s'occuper avec goût et avec assiduité; et si à cette étude favorite, l'on réunit le temps qu'il devait donner à la lecture de tous les débats de l'Assemblée nationale et de toutes les nouvelles étrangères, le temps qu'il devait consacrer à la tenue de ses conseils et aux travaux particuliers de tous ses ministres, comment aurait-il eu le loisir de lire cette multitude innombrable de brochures, répandues chaque jour dans Paris? On veut toujours juger les rois comme les particuliers, et rien n'est plus injuste, car leur situation ne ressemble à aucune autre. Ce serait donc uniquement de l'assentiment du monarque à l'idée générale d'une discussion polémique, qu'on serait en droit de lui faire un reproche. Mais oserait-on présenter cet assentiment comme un chef d'accusation, lorsque tous les écrits imaginables contre sa personne et contre son autorité, étaient depuis si long-temps ouvertement et publiquement tolérés?

On vient de faire un grand éclat d'une lettre, où l'on remarque les traces d'une négociation destinée à obtenir, par un sacri-

fice d'argent , un décret favorable à la liste civile. On ne voit dans cette lettre , signée par M. Delaporte , mais trouvée depuis sa mort , et que par conséquent il n'a pu reconnaître , on n'y voit , en la tenant pour véritable , qu'un projet sans exécution , et dont les agens ne sont ni indiqués ni connus. Pourquoi donc ne présumerait-on pas , que le roi , éclairé par sa propre réflexion , aurait rejeté des idées proposées sous un faux jour , et qu'il avait , peut-être , un moment écoutées ? Toute cette affaire , telle qu'on la présente , est au moins infiniment obscure ; mais en la supposant réelle , en la supposant démontrée , on aurait encore à dire , que l'exemple de l'Angleterre , exemple exagéré dans l'opinion , aurait pu facilement égarer le roi sur le jugement qu'il devait porter des moyens de séduction. J'ai connu , dans tous les pays , des hommes très-estimables sous divers rapports , et qui professent hautement des opinions absolument différentes des miennes , sur cette partie de la morale politique. Il faut de plus montrer de l'indulgence pour les erreurs que l'on commet dans une circonstance unique , et où les devoirs politiques et les devoirs moraux , paraissent souvent se combattre. Enfin , j'oserais le dire , serait-on en droit de faire un crime , d'avoir voulu gagner des voix , à prix d'argent , au milieu d'une contestation politique , où l'on se permettrait de subjuguier les opinions par des menaces et par la violence ; cette manière de captiver les suffrages est bien autrement efficace , est bien autrement condam-

nable. Les temps de révolution seraient une source intarissable de reproches et d'accusations, si l'on examinait chaque action séparément des circonstances qui les ont décidées (1).

On attribue à la reine un écrit intitulé : *Liste des gens de ma connaissance* ; et en le présentant comme une recommandation en faveur des émigrés, comme une recommandation pressante adressée à la gouvernante des Pays-Bas, on en fait un sujet d'accusation. Cependant, un peu plus d'examen aurait fait juger que cet écrit, quoique saisi dans un des portefeuilles de la reine, n'était pas d'elle, mais de son illustre mère. La plupart des personnes, dont les noms s'y trouvent cités, sont mortes il y a long temps, et d'autres n'ont pas quitté la France ; mais elles avaient toutes été connues à la cour de Vienne, et l'impératrice en ayant conçu une opinion avantageuse, les désignait à sa fille comme propres à la servir ou à diriger ses premiers pas dans une cour étrangère. On pouvait encore appercevoir, qu'un mémoire destiné à recommander un si grand nombre de personnes, n'était pas de la reine, si l'on avait fait attention qu'on y employait l'ex-

(1) On présente aussi, comme un délit politique, une remise d'argent à M. Bouille ; mais ce paiement se rapporte, je n'en doute point, au remboursement des dépenses que le plan de l'évasion du roi a dû nécessairement occasionner, et cette entreprise a été mise à l'abri de toute recherche, par un décret spécial du Corps législatif.

pression de *mon ambassadeur*, et que le nom du roi n'y était pas prononcé. La reine l'avait transcrit de sa main, par un sentiment de respect, et pour graver dans sa mémoire les moindres paroles, les moindres ordres d'une mère chérie; ainsi, c'est en accusant la reine qu'on nous fait connaître un trait de piété filiale. Il fallait, sans doute, une méprise pour amener la publicité d'un seul écrit favorable à la reine ou au roi; le sort de ces malheureux princes, est de voir jeter un voile sur toutes les circonstances, sur tous les actes de leur vie, propres à les honorer ou à les faire aimer.

On ne peut achever la lecture de toutes les lettres, adressées par des écrivains parasites ou des hommes en délire, les unes au directeur de la liste civile, les autres à son secrétaire, et qui occupent une si grande place dans les recueils imprimés pour l'instruction de la France (1). Il en est un destiné, pres-

(1) En voici quelques traits.

« Sitôt que la seconde brochure sur la prophétesse Rousselles
 » reparoîtra, je vous prie de me l'envoyer. .. Je continue d'es-
 » pérer que la sainte pucelle a déjà éprouvé du desordre dans
 » ses communications; peut-être son crucifix ne peut plus lui
 » rouler les yeux comme il paroîssoit lui faire.

« Dieu ne fait ici pour nous ni les yeux doux, ni les beaux
 » bras; mais celui qui le transforma en ange de lumières, fait
 » toutes sortes de petites singeries, accommodées à nos idées et
 » à nos goûts; voilà une règle dont les juges de sainteté ne
 » devroient pas se départir; cela raccourciroit un peu la liste de

qu'en entier, à rapporter la correspondance d'un homme, dont le langage amphigourique et les opinions déréglées, avaient lassé de ma connaissance tous les ministres du roi et tous leurs premiers commis. Cependant, le rapport fait à la Convention nationale, lie continuellement les phrases de ces lettres aux opinions du roi, et l'on s'exprime de telle manière, qu'il devient nécessaire de feuilleter ou d'avoir présent à l'esprit tous ces recueils, pour appercevoir que les paroles citées, sont uniquement le langage de quelques écrivains obscurs, adressant leurs rêveries à tous les hommes publics; habitude constante d'une multitude d'intriguans ou d'hommes oisifs, comme les papiers de rebut de tous les ministres en donneraient la preuve à qui voudrait la chercher.

Un autre recueil est encore destiné à la

„ nos places sur les légendes; car je respecte profondément tout
 „ ce qui est sur la liste des litanies.

„ Je reçois deux lettres de connoissances intimes, que j'avois
 „ parmi mes confrères les Martinistes.... le démon est maître
 „ d'eux. A l'égard de B.... et son acharnement au magnétisme,
 „ je lui ai attiré la maladie; les Jausénistes affiliés aux convul-
 „ sionnaires par état, sont dans le même cas; *hors de l'Eglise*
 „ *point de salut.*

„ Il y a long-temps qu'on fait l'éloge de la sureté du plancher
 „ des vaches; la connoissance des choses occultes est une mer
 „ orageuse, d'où l'on n'apperçoit pas le rivage, etc. etc. »

Comment peut-on communiquer à la Nation de telles extravagances, et quelle espèce d'avantage imagine-t-on pouvoir tirer d'une pareille confidence ?

publicité d'un projet de Constitution libre, en soixante pages, et qui fait partie des papiers saisis chez M. Delaporte, ouvrage évidemment d'un illuminé, comme on peut en juger par le style et par les idées.

Enfin, on met au nombre des griefs de la Nation, un mémoire trouvé dans les portefeuilles du roi, et ayant pour titre : *Projet du comité des ministres, concerté avec MM. Lameth et Barnave*. Ce mémoire renfermait une discussion sur la conduite que devait tenir le roi, relativement à deux décrets, dont la sanction répugnait à sa conscience. Il est impossible de trouver l'apparence d'un délit à une pareille discussion, puisqu'elle roulait en entier sur l'usage et l'application d'un droit décerné au roi par la Constitution; et en adhérant, dans ce mémoire, à l'éloignement d'un généreux prince pour deux lois infiniment rigoureuses, on lui proposait cependant de remplir les vues de l'Assemblée nationale, mais par des moyens plus doux. Les auteurs de ces écrits, s'ils étaient, comme on l'annonce, dans la confiance intime du roi, donnent, par leurs propositions même, un nouvel indice des intentions franches de sa majesté; car ils l'invitaient (et leurs avis ont été suivis); ils l'invitaient :

« A écrire une nouvelle lettre aux princes
» d'un ton fraternel et royal ».

« A une nouvelle proclamation sur les
» émigrans, d'un style ferme et marquant
» bien l'intention de maintenir la Constitu-
» tion ».

« A une *réquisition* motivée aux puissances, de ne soufrire sur leur territoire aucuns rassemblement, armemens, ni préparatifs hostiles, etc. etc. »

Comment donc ne serait-on pas étonné, de voir que l'action du monde la plus simple, un mémoire donné au roi sur une sanction, qu'il pouvait constitutionnellement accorder ou refuser; un mémoire semblable à toutes les discussions qui ont eu lieu dans son conseil, et qu'il était de son devoir d'écouter avant de prendre aucune résolution importante; qu'un tel mémoire, enfin, soit présenté à la Nation comme un objet digne de son attention, et propre à faire partie des accusations méditées contre le monarque?

Je le dirai de plus, et d'une manière générale. Quel prince sur la terre serait à l'abri des reproches, si l'on associait son approbation à toutes les notes, à toutes les lettres, à toutes les propositions qu'on lui aurait adressées? Un monarque est le centre d'une infinité d'intérêts divers, et son cabinet peut devenir avec le temps un rassemblement de toutes sortes de projets; ainsi lorsqu'on viole inopinément cette espèce de sanctuaire, il suffit de donner de la fixité aux idées passagères, du concert à des projets isolés, de l'union aux pensées éparses; il suffit enfin du talent le plus commun, pour former des divers papiers dont on s'empare, un sommaire exactement adapté au système de rigueur dont on a fait choix. Que serait-ce encore, si l'on se permettait d'extraire uniquement de ces mêmes papiers, les pages ou

les feuillets propres à inspirer des soupçons , et si l'on anéantissait , ou si l'on dissimulait tous les écrits dont la connaissance pourrait réveiller des sentimens contraires ? On prendrait ainsi pour modèle , une jurisprudence où les témoins indiqués par l'accusateur seraient admis , tandis qu'on imposerait silence à tous ceux qui voudraient parler en faveur de l'accusé.

Il n'est plus temps , néanmoins , de faire preuve , aux yeux de l'Europe , d'une parfaite impartialité ; car , lorsque des papiers n'ont été ni scellés , ni inventoriés en présence de celui à qui ils appartiennent (1) ; et lorsqu'on s'en est rendu maître , au milieu d'une invasion tumultueuse , et après l'irruption d'une foule inconnue , il n'est plus possible de garantir , que les papiers les plus favorables à la cause du roi , n'aient été détruits ou dissipés.

Le roi , dans la solitude où il passait sa vie , avait l'habitude de faire des notes ou des observations , soit à-propos de ses lectures , soit à l'occasion des affaires publiques ; on y aurait apperçu , je le sais , la justesse de son esprit , la modération de ses sentimens , la bonté de son ame et son attachement si pur au bonheur et à la gloire de la France. Que sont devenus ces papiers , les aurait-il brûlés lui-même par une modeste indifférence , pour garder uniquement ceux dont

(1) Je parle ici des papiers saisis dans les appartemens des Tuileries.

on nous a donné connaissance : ou s'ils existaient encore , lorsqu'on a fait une invasion dans son cabinet , qu'on les donne à dépouiller à quelque main amie ! On y trouverait peut-être des expressions des sentimens qui seraient en accord avec les paroles de son discours aux états-généraux. *Tout ce qu'on peut attendre du plus tendre intérêt au bonheur public , tout ce qu'on peut demander à un souverain , le premier ami de ses Peuples , vous pouvez l'attendre de moi.* On en trouverait qui seraient en accord aussi avec ces paroles de son discours du 4 février , et dont j'ai eu long-temps les propres mots ou à-peu-près , écrits de la main même de sa majesté. « Eclairez sur ses véritables intérêts, le *Peuple* qu'on égare ; *ce bon Peuple qui m'est si cher, dont on m'assure que je suis aimé, quand on veut me consoler de mes peines* ». Ah ! ç'eût été , je le crois , un beau moment pour ce prince , que celui où , sans le vouloir , sans le chercher , une éclatante lumière aurait tout-à-coup manifesté , aux regards de la Nation , les plus secrètes pensées de sa vie ; ç'eût été un beau moment pour le roi , que celui où l'on aurait ainsi distingué visiblement sa propre nature , des apparences trompeuses que sa déférence modeste pour les opinions de ses ministres lui ont quelquefois données.

Je ne sais si , parmi les hommes publics , hélas encore vivans , il en est aucun qui ait eu plus d'occasions que moi de connaître le roi ; non-seulement parce que je l'ai servi sept ans , mais aussi parce que l'administration dont j'étais chargé , m'obli-

geait à faire passer sous ses yeux une plus grande diversité d'affaires , et je déclare ici , en présence de ses ennemis , dans toute la vérité de mon cœur , que je n'ai jamais observé , que je n'ai jamais surpris dans ce monarque si cruellement traité , un seul mouvement spontané , une seule pensée dérivant de lui et de lui sans aucune influence étrangère , un seul sentiment enfin , sorti immédiatement de son ame qui ne fussent conformes aux lois de la morale et de l'honneur , et qui ne manifestassent à des observateurs attentifs son desir du bien , sa compassion pour le Peuple , et son caractère doux naturellement et modéré. Que l'on croie au témoignage d'un homme qui , après avoir vécu long-temps près du roi , ne tient à lui néanmoins , ni par la reconnaissance , ni par l'espérance. Je ne lui ai jamais offert l'occasion , je ne lui ai jamais laissé le plaisir de m'accorder aucun bienfait , et je suis pour toujours retiré du monde.

Mais , ce que je dis ici du roi , n'est-il pas connu d'une manière plus ou moins précise , par tous ceux qui ont eu l'honneur d'avoir des rapports avec lui ? Et vous , qui savez comment la nature a pris soin d'établir un accord entre les mouvemens familiers de l'ame et l'expression des regards , ne vous a-t-il pas suffi d'observer le roi dans quelque moment d'intérêt ou d'affection , pour croire au moins avec certitude à sa parfaite bonté ? Je dis même à ceux qui le poursuivent avec tant de suite , à ceux qui profitent de leur empire sur les

esprits, pour endurcir tous les cœurs contre lui, que si la fortune avait tourné, et qu'ils eussent eu besoin d'indulgence ou de pitié, c'est au monarque dont ils ont été les rigoureux oppresseurs, que je leur aurais conseillé de s'adresser.

Ah ! sans doute, lorsque l'Europe entière partage la destinée de ce malheureux prince, les ames les plus farouches pardonneront aux personnes qui l'ont connu plus particulièrement, d'être accablées sous le poids de son infortune. Vous auriez de plus qu'eux, un jour, les plus pénibles remords, vous qui préferiez l'oreille au dernier vœu de ses impitoyables ennemis. Il faut oser, cependant, le considérer ce barbare vœu ; il faut avoir le courage d'approcher son imagination du plus horrible des forfaits ; il faut se vaincre par un généreux effort, et renoncer ensuite au monde et à soi-même, si le ciel ne venait pas prêter son assistance aux faibles défenseurs de la vertu malheureuse et de l'innocence opprimée. Et comment pourrait-on se délivrer des plus sinistres idées, lorsqu'on parcourt ces papiers sanguinaires qui dirigent depuis si long-temps l'opinion du Peuple, et lorsqu'on voit ensuite l'influence de cette opinion sur les hommes appelés, par leurs fonctions, à être les interprètes de la justice et les organes de la vérité ? Comment pourrait-on se délivrer des plus sinistres idées, lorsqu'on entend déjà des personnes en pouvoir ou en crédit, se servir d'un langage que ma main se refuse à transcrire, et qui, en tout autre moment, aurait glacé

d'effroi le cœur des Français; oui, en tout autre moment pris entre les quatorze siècles qui se sont écoulés depuis la fondation de la monarchie ?

C'est à une entreprise unique dans les annales du monde, c'est à un attentat dont les historiens transmettent le récit avec horreur, et que les Anglais expient encore chaque année, par un repentir solennel, c'est à ce crime public, dû à l'ambition d'un seul homme, que l'on voudrait préparer par degrés la Nation française. Ah ! vous qui avez évité soigneusement, et peut-être avec une sorte d'affectation, de prendre en aucun point ces Anglais pour modèles, ne feriez-vous une seule exception qu'en faveur d'une nation barbare ? Que dis-je ! vous croiriez marcher sur les traces des esclaves de Cromwel, de ces juges dévoués à ses passions politiques, de ces juges dont les noms restent à jamais flétris dans le souvenir des hommes ; vous croiriez marcher sur leurs traces, et vous vous tromperiez encore, car vous n'auriez pas même leur excuse. Oseriez-vous, en effet, mettre en parallèle avec les reproches trop justes qu'on avait droit de faire au malheureux Stuard ? Oseriez-vous mettre en parallèle avec ces reproches, les accusations que vous êtes obligés de fonder sur des conjectures, ou que vous tâchez d'extraire de quelques papiers trouvés dans le cabinet du roi, ou chez les agens de sa trésorerie ; accusations dont aucune ne restera dans la mémoire des hommes, comme il arrive à toutes les notions

notions vagues , confuses , incertaines ; et qui n'ont de consistance que par artifice , ou par la couleur passagère que leur donnent les passions ? Voici ce qu'avait fait , pendant son règne , le monarque anglais : une constitution libre , expliquée par les actes les plus solennels , lui indiquait ses obligations et fixait ses prérogatives ; cependant , au mépris de cette Constitution , il avait levé plusieurs impôts , sans le concours des représentans de la Nation ; il avait exigé des prêts forcés , et avait sévi rigoureusement contre les particuliers qui s'étaient refusés à cette demande illégale ; il avait ordonné plusieurs emprisonnemens de sa propre autorité ; il avait compromis la fortune et la vie d'un grand nombre de citoyens , en abusant de son ascendant sur un tribunal inconstitutionnel , et composé de juges à sa dévotion ; il avait excédé son pouvoir dans le règlement des affaires ecclésiastiques , et plusieurs autres infractions aux lois de son pays ; lui étaient encore reprochées. Enfin , entraîné par les événemens , il s'était mis à la tête d'un corps de troupes , et avait commencé la guerre civile dont l'issue lui devint si fatale. Quel rapport , quelle ressemblance pourrait-on trouver entre ces divers délits politiques , et la conduite d'un monarque , héritier d'un pouvoir dont les limites étaient inconnues , et qui a commencé la liberté par le sacrifice volontaire d'une partie des prérogatives dont la couronne était en possession depuis tant de siècles. Et , si l'on resserrait

son attention dans le petit espace de temps qui s'est écoulé , depuis le changement du gouvernement , on verrait que Louis XVI , loin de violer en aucun point les nouvelles lois constitutionnelles , n'a fait usage qu'en tremblant du droit qu'elles lui donnaient de refuser sa sanction aux décrets du Corps législatif , et ne s'y est déterminé que dans le petit nombre d'occasions où sa conscience timorée lui en a imposé le devoir rigoureux. Hélas ! loin d'empiéter sur aucune autorité établie , ce sont ses propres droits qu'il a cédés sans cesse ; aussi , pour lui chercher des torts , on est réduit à porter l'inquisition jusques dans ses pensées les plus secrètes. On a suspecté la vérité de son attachement à la Constitution , et on lui a reproché sur ce point des incertitudes et des vacillations ; mais on pourrait , sans une trop grande faveur , lui en faire un mérite auprès de la Nation , s'il est vrai que ces doutes ne l'ont point empêché d'être fidèle aux lois qu'il avait promis d'observer.

Les hommes attentifs , les hommes justes , admireront dans le roi la patience et la modération qu'il a montrées lorsque tout changeait autour de lui , et lorsqu'il était exposé , sans cesse , à tous les genres d'insultes ; mais , s'il eût fait des fautes , s'il eût méconnu , dans quelques points , ses nouvelles obligations , ne serait-ce pas à la nouvelle forme de gouvernement qu'il faudrait s'en prendre ? Ne serait-ce pas à cette Constitution où un monarque n'était rien qu'en apparence , où la royauté même

se trouvait hors de place , où le chef du pouvoir exécutif ne pouvait discerner , ni ce qu'il était , ni ce qu'il devait être , où il était trompé jusques par les mots , et par les divers sens qu'on pouvait leur donner , où il était roi sans aucun ascendant , où il occupait le trône sans jouir d'aucun respect , où il semblait en possession du droit de commander sans avoir le moyen de se faire obéir , où il était successivement , et selon le libre arbitre d'une seule Assemblée délibérante , tantôt un simple fonctionnaire public , et tantôt le représentant héréditaire de la Nation ? Comment pourrait-on exiger d'un monarque mis tout-à-coup dans les liens d'un système politique , aussi obscur que bizarre , et finalement pros crit par les députés de la Nation eux-mêmes ; comment pourrait-on exiger de lui d'être seul conséquent au milieu de la variation continuelle des idées ? Et ne serait-ce pas une peine extrême de juger un monarque sur tous ses projets , sur toutes ses pensées , dans le cours d'une révolution tellement grande , qu'il aurait eu besoin d'être en accord parfait , non-seulement avec les choses connues , mais encore avec toutes celles dont on aurait vainement essayé de se former à l'avance une juste idée ? Sur-tout , ne serait-ce pas une incompréhensible rigueur , d'exiger d'un prince élevé selon les anciens principes d'une monarchie , et d'une monarchie existante depuis quatorze siècles , de s'unir sans contrainte et sans regret aux principes républicains , introduits tout-à-coup

an milieu de la France ? Ce serait imiter l'impitoyable dureté du peuple de Rome , qui , dans les jeux du cirque , exigeait des gladiateurs de tomber encore avec grâce , après avoir été frappés d'un coup qui les privait de la vie.

Cependant , le passage subit des idées monarchiques aux principes républicains , ce passage au-dessus des forces humaines , quand on le demande à un roi , n'était pas encore la seule transition violente à laquelle le monarque français avait besoin de se soumettre pour se trouver au courant des opinions nouvelles. Il eût fallu que , témoin du rapide progrès des idées philosophiques , il pût y conformer ses sentimens et y adapter sa conscience ; il eût fallu qu'à l'aspect des rigueurs et des vengeances dont on prenait l'habitude , il cessât d'être bon et compatissant ; enfin , il eût fallu peut-être qu'il se déliât plus promptement des liens de la reconnaissance , et qu'il oubliât de bonne heure les droits que ses premiers bienfaits semblaient lui assurer sur le cœur des Français , et des Français sur-tout amis d'une liberté qu'on ne peut désunir de ses sentimens et de ses sacrifices.

Qu'au milieu cependant d'un pareil bouleversement de toutes les idées et de toutes les opinions , qu'au milieu d'un bouleversement si général opéré dans l'espace de trois années , et à l'aspect des décombres de tout genre dont le monarque était environné , il eût formé des vœux secrets pour une meilleure situation ; et que , mettant

par écrit ses pensées , on en eût trouvé les vestiges sur quelques papiers saisis au fond de sa retraite solitaire ; on serait l'homme assez barbare pour transformer en délits politiques ees mouvemens intérieurs , ees sentimens obscurs qu'un Dieu juste a daigné plaacer sous la seule inspection de son infinie bonté ? Ah ! si nous nous jugions mutuellement sur de pareils indices , si nous en avions le pouvoir , c'est à nous haïr , c'est à nous persécuter que nous consumerions notre vie.

Ces réflexions générales s'appliquent avec bien plus de force au chef d'un grand empire , et à un monarque sur-tout jeté par la fortune au sein d'une révolution sans pareille , et où toutes sortes d'intérêts , tous les genres de craintes ou d'incertitudes ont dû successivement agiter son esprit. Un être doué d'une prévoyance sans bornes , aurait pu seul être certain de se conduire , à chaque instant , de la manière la plus conforme à des circonstances inouïes , et dont l'histoire du monde ne présente aucun modèle. Et cependant Louis XVI aurait en cette réunion de facultés surnaturelles , il aurait été secondé par les conseils les plus sages et les plus lumineux , que sa réputation encore n'aurait pu résister à un plan d'attaque si artistement préparé , si constamment suivi , et auquel on vient de donner la dernière main , en ne permettant plus qu'une sorte d'écrits , et en livrant toutes les opinions à un seul langage et à une seule direction. Un prince doué de toutes

les perfections , un nouveau Marc-Aurèle , reparaissant tout-à-coup sur la terre , ne pourrait résister à une pareille ligue et à une semblable coalition.

Que serait-ce , si , par une révolution complète dans les idées politiques , un monarque était mis en jugement après l'extinction absolue de la royauté ? Tous les sentimens accumulés par le temps contre les rois en général , tous ces sentimens animés par la première exaltation de la liberté , et prenant au même instant un libre cours ; tous ces sentimens d'irritation viendraient se réunir et se confondre dans la personne du dernier des rois d'une Nation , et ce prince ne pourrait résister à l'impression d'un pareil mouvement ; il paraîtrait comme le type de la royauté , et les fautes de tous ses prédécesseurs rejailliroient sur lui.

Ce n'est pas sans motifs , mais par l'autorité d'une loi fondée sur la raison éternelle , que , d'un commun consentement , on a considéré la personne des rois comme inviolable ; on a senti que leur tâche était au-dessus des forces humaines , et que , dans un temps de révolution où ils pourraient se trouver seuls contre tous , il serait trop aisé de leur trouver des torts , en reprenant , avec une intention ennemie , cette multitude innombrable d'actions qui composent leur vie publique. Voilà la véritable origine de l'inviolabilité des monarques ; elle se perd dans l'obscurité des temps ; mais , c'est-là que reposent les vérités simples , celles que les Nations , d'un commun accord , se sont

transmises d'âge en âge. Et qu'on ne dise point, pour éviter l'application d'une loi si juste, qu'on ne dise point qu'un roi, déchu de sa couronne, n'est plus alors inviolable. Sans doute il ne l'est plus, pour toute la partie de ses actions postérieures à cette époque; mais, si on le rendait responsable, après sa déchéance, de la conduite qu'il aurait tenue pendant son règne, l'inviolabilité d'un monarque n'aurait alors aucun sens, et ce principe universellement consacré, se trouverait sans application; car ce n'est pas dans le temps qu'un prince est sur le trône, ce n'est pas dans le temps où sa volonté est un des élémens de la puissance publique, que l'on peut l'accuser et le poursuivre (1).

L'inviolabilité des rois se rapporte encore à une considération importante, à l'impossibilité de les faire juger par *leurs pairs*, et j'explique ce mot selon l'esprit de la loi, en appelant *leurs pairs* des hommes instruits par l'expérience et par une parité de situation, des dangers et des séductions dont les princes sont environnés, des hommes instruits de même de la faiblesse des moyens de résistance que leur ont ménagés la nature de leur éducation et l'habitude de toute leur vie.

(1) Voici les propres paroles de l'Acte constitutionnel de la France. « Après l'abdication expresse ou légale, le Roi sera dans la classe des citoyens, et pourra être accusé et jugé comme eux, pour les actes postérieurs à son abdication ».

L'inviolabilité des rois se rapporte aussi à l'impossibilité de les faire juger par des hommes dont l'impartialité soit certaine ; car , dans le cours d'un long règne , le chef de l'État ; le prince duquel émane une multitude innombrable de décisions , a dû nécessairement blesser une infinité de personnes , ou dans leur amour-propre , ou dans leurs intérêts ; et telle est l'étendue de la circonférence du pouvoir suprême , telle est l'immensité de ses relations , que les rois ne connaissent jamais tous ceux qui , directement ou indirectement , ont eu des motifs pour se plaindre de leur autorité ; ainsi , le droit de récusation , cette égide si nécessaire aux accusés est presque nul entre les mains d'un roi.

Que , si maintenant on veut particulariser ces principes généraux , on verra que l'inviolabilité du monarque français a été stipulée de la manière la plus expresse , par la Constitution politique à laquelle il a souscrit. C'est donc avec ce contrat à la main , avec ce contrat si récent et si formel , que Louis XVI serait en droit de dire : vous ne pouvez user de votre puissance pour soumettre ma personne à un jugement , sans violer , de la manière la plus éclatante , l'engagement que vous avez pris avec moi.

En effet , la Constitution qui a consacré le pacte entre la Nation et son roi , a déclaré , non-seulement la personne du prince inviolable ; mais en prévoyant des fautes , et jusques à des trahisons de sa part , elle en a fait un motif de déchéance , et là s'est

arrêtée sa rigueur. Une telle convention est d'autant plus sacrée que , si dans l'acte constitutionnel on eût présenté au roi un autre danger que la perte du trône , il est probable que Louis XVI n'aurait point accepté la couronne à ce prix ; et , tout au moins , on aurait demandé pour lui que , s'il devait jamais être exposé , par un jugement , à un danger personnel , cette action ne serait intentée qu'après un espace de temps suffisant , pour laisser calmer toutes les passions ; car on avait trop connu l'influence des mouvemens populaires et leur cours inconsidéré , pour soumettre en aucun moment la personne du monarque et l'honneur de la France , au résultat inconnu d'une agitation passagère , et l'on aurait prévu , qu'au milieu d'une révolution , et dans son premier tumulte , personne n'est assez courageux pour obéir , sans crainte , à son opinion et à sa conscience.

Ainsi , soit que nous considérions d'une manière générale ou particulière , le principe de l'inviolabilité des rois , nous le trouvons également juste , également nécessaire. La responsabilité des ministres suffit dans les gouvernemens libres à l'intérêt de l'Etat ; et , si l'on examine le véritable sens de cette responsabilité , on verra qu'en obligeant les divers agens d'un monarque à refuser de lui obéir , quand il exige des choses répréhensibles , on a voulu tacitement que leur acquiescement à ses volontés devint son absolition ou sa garantie ; ainsi , la même loi qui a considéré le prince comme un pupile ,

ne saurait le prendre ensuite personnellement à partie.

Enfin , et il est temps de le dire , si le principe de l'inviolabilité des rois , expliqué et entendu donc son véritable sens , si la loi qui le consacre n'existait pas , si elle n'avait pas été solennellement rappelée dans la Constitution jurée par tous les Français , le sentiment de la reconnaissance en ferait envers Louis XVI un devoir sacré. Le sentiment de la reconnaissance ! Ah ! se peut-il que je sois obligé de le rappeler aux Français ce sentiment , pour tout autre motif que pour le bonheur de leur roi ? Se peut-il que ce soit pour arrêter le progrès de la dureté , de l'injustice et de la violence envers lui ? Hélas ! qui me l'eût dit en d'autres temps ; qui me l'eût dit , lorsque si souvent j'ai vu son émotion au moment où on lui présentait un moyen assuré de faire un grand bien ; émotion dont , par une sorte de pudeur , il combattait l'expression , mais que plus d'une fois ses larmes ont trahie ? Le nierez-vous , que son règne ait été marqué par divers bienfaits et par des bienfaits tous caractéristiques de son amour pour le Peuple ! N'est-ce pas sous son règne et dans le temps de son autorité , que les corvées , ce fléau des campagnes ont été abolies et converties en un impôt relatif à la diversité des fortunes ? n'est-ce pas sous son règne que la taille , cette imposition arbitraire a été fixée d'une manière immuable ? N'est-ce pas sous son règne que l'abolition de la servitude personnelle a été provoquée

par l'exemple qu'en a donné le roi dans tous ses domaines ? N'est-ce pas lui , n'est-ce pas ce prince humain et compatissant qui , en abolissant ces supplices obscurs , ces tourmens odieux , destinés à rendre un malheureux , témoin contre lui-même , a dégagé la procédure criminelle de toutes les barbaries dont elle était souillée depuis tant de siècles ? N'est-ce pas lui qui , en s'occupant sans cesse de l'amélioration des prisons et des hôpitaux , a porté les regards d'un père tendre et d'un ami pitoyable dans les asiles de la misère et dans les réduits de l'infortune ou de l'erreur ? N'est-ce pas lui qui , seul peut-être avec Saint-Louis , entre tous les chefs de l'empire français , a donné le rare exemple de la pureté des mœurs ? Ne lui accorderait-on pas encore le mérite particulier d'avoir été religieux sans superstition , et scrupuleux sans intolérance ? Et n'est-ce pas de lui qu'une partie des habitans de la France , persécutés sous tant de règnes , ont reçu , non-seulement une sauve-garde légale , mais encore un état civil qui les admettait au partage de tous les avantages de l'ordre social ? Tous ces bienfaits sont au temps passé , mais la vertu de la reconnaissance s'applique-t-elle à d'autres époques , à d'autres portions de la vie ? Enfin , au milieu de tant d'actions publiques et particulières , dignes de votre intérêt , qui pourrait reprocher à Louis XVI d'avoir jamais fermé son cœur à la compassion et , à la pitié ? Mille voix s'élèveraient pour citer des traits de sa touchante bonté , mille voix

s'élèveraient pour lui rendre à l'envi ce juste témoignage. Et c'est lui que l'on nomme un tyran ! mais , en faisant le bien , il s'est trop effacé lui-même , tant il craignait de chercher la louange , tant il avait d'éloignement pour tous les genres d'ostentation. Il a été desservi dans l'opinion par ce caractère , comme aussi , et je crois pouvoir le dire sans lui manquer de respect , comme aussi , peut-être , par une difficulté d'expression due en grande partie au combat habituel de son extrême modestie , avec le sentiment de la dignité de son rang ? Sans doute ce monarque , doué des qualités morales les plus essentielles , a commis des fautes d'administration ; mais quel homme peut diriger les affaires d'un grand royaume sans se tromper et se tromper souvent ? Quel homme n'a pas besoin , pour remplir cette tâche immense , de se confier à des ministres , et de courir ainsi les hasards attachés à leurs différens caractères et aux divers degrés de leur capacité ? Louis XVI au moins a eu le singulier mérite d'avoir apperçu la disproportion des facultés d'un homme avec les devoirs imposés à un roi de France , et le mérite plus rare encore d'avoir voulu affranchir sa Nation des effets malheureux autant qu'inévitables d'une pareille disparité. Il commença d'abord par transférer l'administration des provinces , des mains de ses propres commissaires connus sur le nom d'intendans , à des assemblées composées de citoyens librement élus , et choisis , moitié dans les ordres privilé-

giés, et moitié dans le tiers-état, et il leur remit le soin de la répartition des impôts et toute la partie économique de l'administration intérieure. Quelles bénédictions ne reçut-il pas à l'époque de cette institution si généralement désirée ? On croyait qu'il avait tout fait pour la France. Cependant, ce ne fut que le commencement de ses bienfaits ; et, cédant au vœu des Français et au résultat de ses propres réflexions, il voulut s'environner lui-même des députés de la Nation, et assurer, de cette manière, la confiance publique, la liberté nationale et la réforme de tous les abus qu'à lui seul il ne pouvait entreprendre. Et c'est ici que tous les regards peuvent se fixer sur une des intentions les plus généreuses qui ait jamais illustré le règne d'aucun prince.

Aucune des idées de liberté, qui nous sont devenues si familières, aucune de ces idées n'existaient encore, lorsque le roi rassemblant les états-généraux, oubliés depuis près de deux siècles, fit connaître en même temps, et de la manière la plus solennelle (1), qu'il voulait consacrer cette grande époque à l'établissement d'un ordre durable, conforme à la raison, aux souhaits de la France et au bien de l'Etat, et qu'il était déterminé à tous les sacrifices de son autorité, qui seraient jugés nécessaires pour atteindre à une si heureuse fin. Il ne se contenta pas même de s'exprimer à cet égard

(1) Voyez le résultat du Conseil du 27 décembre 1788.

en termes généraux , il annonça qu'il concerterait avec les représentans de la Nation les moyens les plus convenables pour rendre certain leur retour périodique ; et l'un de ces principaux moyens, il l'indiqua lui-même en déclarant que dorénavant aucun impôt , aucun emprunt , aucune levée de deniers ne pourraient avoir lieu , sans le consentement des états-généraux ; en déclarant de même que toutes les dépenses publiques seraient soumises à leur décision , sans excepter de cette règle les dépenses particulières à sa personne. Enfin , il manifesta , de la manière la plus expresse , son vœu pour la destruction de toutes les autorités arbitraires. C'est ainsi que le roi s'expliqua dans le temps de sa pleine puissance , et avant le rassemblement , avant la convocation des états-généraux. Quel monarque a jamais fait, de lui-même , de pareils sacrifices de son autorité à l'établissement de la liberté publique ? L'histoire , je le crois , n'en fournit point d'exemple.

Le voilà pourtant celui que l'on tient enfermé dans une rigoureuse prison ; le voilà , celui dont vous demandez vengeance ; le voilà , celui dont les malheurs inouis ne sont pas encore assez pour vous ; le voilà , celui dont vous dites comme les Juifs : *livrez-le et sauvez les Barrabàs*. O mon Dieu , versez dans son cœur quelques consolations et soutenez son courage !

Sylla , le farouche Sylla , après avoir consacré ses fureurs par tous les genres de proscriptions , après avoir porté le deuil et

la désolation dans toutes les familles , après avoir choisi , après avoir multiplié ses victimes , finit ses jours en paix au sein de sa patrie. Les Romains oublièrent ses crimes au moment où il leur rendit une liberté qu'il avait usurpée. Quel contraste avec la destinée de Louis XVI ! Il fut constamment bon , doux et compatissant ; et , loin d'avoir jamais usurpé les droits de la Nation , il a préparé la liberté publique par la seule expression d'un sentiment généreux , et il languit dans la captivité la plus effrayante. Quel sujet pour l'histoire ! quels traits à ajouter au lugubre tableau des vicissitudes humaines !

Ah ! ce que je voudrais pour ce malheureux prince , c'est qu'il fût jugé , c'est qu'il fût apprécié d'après les sentimens qui appartiennent à chaque homme en particulier ; d'après les sentimens qu'on éprouve dans la retraite de son propre cœur ; car je sais combien sont redoutables ces opinions collectives , ces opinions commandées par l'esprit du jour , et auxquelles on est forcé de s'associer , avant d'avoir eu le temps d'être persuadé , avant d'avoir eu le temps d'examiner si l'on fait bien d'être sévère , si l'on fait bien de haïr , lorsque la nature peut-être nous avait donné des affections douces , et nous avait ainsi destinés à la compassion et à la bonté.

Je cherche tout ce qui peut ramener ces opinions générales , tout ce qui peut les soumettre à un esprit de justice. Rappelez-vous encore plus particulièrement, vous, les repré-

sentans des anciennes communes du royaume, et devenus si promptement les ennemis ; les juges sévères de votre infortuné monarque, lorsque la simple reconnaissance vous imposait le devoir de l'aimer et de le défendre ; rappelez-vous que le Tiers-Etat sollicitait avec instance du gouvernement, d'avoir aux Etats-Généraux un nombre de représentans égal au nombre des députés des deux autres ordres réunis ; il représentait avec force ; que tous les vices de l'organisation fiscale et toutes les inégalités dans la distribution des charges publiques, étant favorables aux intérêts des deux premiers ordres, les anciens abus seraient conservés, ou ne seraient réformés qu'imparfaitement, si dans toutes les suppositions, soit d'une délibération par chambre, soit d'une délibération en commun, le Tiers-Etat se trouvait toujours en moindre nombre que les députés des ordres privilégiés ; et qu'à égalité, il serait encore inférieur en crédit, puisque leurs députés seraient nécessairement composés, en grande partie, d'hommes soumis, par leur état, à l'ascendant des seigneurs ecclésiastiques et laïques. Les communes invoquaient la protection d'un père tendre et d'un monarque bienfaisant ; c'était le langage d'alors ; elles rappelaient leur soumission constante à l'autorité royale ; l'intérêt qui les liait à cette autorité protectrice ; et elles renouvellaient en même-temps la profession de leur dévouement particulier à la personne du prince, dont elles célébraient les vertus et les intentions généreuses. Le roi crut leurs demandes justes et se rendit à leurs instances.

Sa décision fut suivie des marques les plus éclatantes de reconnaissance de la part des communes du royaume, et si l'on publiait aujourd'hui les lettres et les délibérations que les diverses municipalités de l'Empire adressèrent alors au gouvernement et qui contenaient, toute l'expression animée de la plus parfaite gratitude envers le roi, elles formeraient un singulier contraste avec le langage du jour. Sans doute, on a voulu, depuis cette époque, revenir de ces premiers sentimens, en présentant la décision du roi comme une détermination imposée par les circonstances et par la force de l'esprit public, et c'est ainsi qu'on peut, à son gré, se dégager de tous les genres de reconnaissance; car en discutant avec raffinement les divers mobiles d'une action bienfaisante, on trouverait toujours à cette action, quelque intérêt personnel, ou politique, ou moral, ou religieux, dont la découverte servirait de prétexte à tous les genres d'ingratitude. Mais hélas! ce n'est plus de reconnaissance dont il s'agit aujourd'hui pour ce malheureux prince, ce n'est plus des bénédictions éternelles dont il se flattait, il y a peu d'années, qu'il est permis de lui présenter l'image. Tout est changé pour lui. Il voyait alors, ainsi que je l'ai dit, il voyait alors réunis dans sa vie les actes de bienfaisance publique les plus mémorables, et les preuves sensibles, les traits les plus touchans d'un dévouement de soi-même au bonheur général; enfin ses souvenirs, taient doux, et ses justes espérances embellissaient pour lui le spectacle de l'avenir. O revers inouï! ô

mystères de la destinée ! c'est ce prince , qui a plus fait pour la Nation française qu'aucun de ses prédécesseurs , et dont la vie particulière n'a été souillée par aucune tache ; c'est ce prince qui se trouve soumis aux rigueurs de la plus dure captivité ; c'est lui qu'on a séparé de tous les genres de consolation ; c'est lui qui vit de ses pleurs et qui se voit délaissé par la reconnaissance , l'amour et la pitié , et par tous les sentimens auxquels il avait acquis le droit de se confier. On a fait plus encore , on le punit d'avoir cherché son bonheur dans la vie domestique , et l'on traite avec la même rigueur , avec la même ignominie , la fidelle compagne de ses infortunes , cette princesse , issue de tant de rois , et la fille chérie de Marie-Thérèse , de cette illustre impératrice , qui l'avait confiée aux vertus hospitalières des Français. Hélas ! où est ce trône , où sont ces honneurs qui appartenaient à l'éclat de sa naissance et qui lui étaient promis au moment où elle quitta sa patrie , et où elle fut obligée de renoncer à la protection immédiate de la meilleure et de la plus respectable des mères ? Elle mêle aujourd'hui ses larmes à celles de son malheureux époux. Un jeune enfant élève au milieu d'eux ses mains innocentes ; et sa sécurité , la douce confiance qu'il met encore en ses caresses ; ce passé qui lui échappe , cet avenir qu'il ignore , cette protection qu'il cherche et qu'on ne peut lui promettre , tout attendrit en lui , tout déchire le cœur de ses parens ; il était , il y a peu de temps , leur espérance chérie , il ne prolonge plus que

le sa douleur. Je ne puis achever ce tableau , mon ame succombe en le traçant. Cependant au milieu de cette scène de douleur , au milieu de cette famille désolée , mes yeux baignés de larmes , apperçoivent encore une princesse héroïque , sœur et constante amie du monarque infortuné , qu'elle n'aurait pu quitter sans mourir. On la vit , à la journée du 20 juin , attachée aux pas de son frère , lorsqu'il semblait menacé par une horde inconnue , qui se mêla pendant plusieurs heures aux flots tumultueux du Peuple de Paris ; on la vit aussi jouer , avec un sentiment sans modèle , de l'erreur qui la fit prendre un instant pour la reine , par des hommes dont les regards égarés semblaient chercher une victime ; espérant alors , par un dévouement suprême , que son sacrifice pourrait suffire à leur aveugle fureur. Ah ! sans doute le ciel , en qui seul elle a mis sa confiance ; le ciel témoin des vertus de sa vie , s'est chargé de sa récompense , et la terre ne peut rien contre elle. Mais cette ardente amitié d'une sœur , dont les sentimens sont si purs , cette ardente amitié pour un frère dont elle ne s'est jamais séparée , dont elle a suivi toutes les actions , dont elle a connu toutes les pensées , cette amitié si constante , n'est-elle pas un nouveau témoignage des vertus de celui qui en est l'unique objet ? Hélas ! je crois le voir , cet infortuné prince , jetant un regard plein de douceur sur les deux compagnes de sa destinée , et leur disant d'une voix émue.... Si ce Peuple que j'ai tant aimé est injuste envers moi , vous ne le serez pas , je l'espère....

vous avez lu plus d'une fois, dans le fond de mon cœur, et vous savez si j'ai voulu le bien..... dites-le quelque jour; ils vous croiront; peut-être, quand je ne serai plus.....

O Français! au nom de votre gloire passée, au nom de votre ancienne renommée! hélas! peut-être encore au nom de cette sensibilité, de cette générosité, qui firent si long-temps votre plus bel ornement; mais surtout au nom du ciel, au nom de la pitié; repoussez tous ensemble les projets de ceux qui cherchent à vous entraîner au dernier terme de l'ingratitude; et qui veulent vous associer à leurs violentes passions et à leurs sombres pensées. Un roi, vous disent-ils, un roi n'est qu'un homme, et l'on ne doit à sa destinée aucune sollicitude particulière. Cette assertion n'est point vraie; elle ne l'est point sous le rapport de nos sentimens. Un roi dans l'écrroulement de sa fortune, un roi, lorsqu'il parvient au comble du malheur, nous retrace tous les intérêts qui nous ont unis à lui. Il nous a paru long-temps, par son pouvoir tutélaire, une partie morale de nous-mêmes, et son humiliation semble nous appartenir. Nous ne saurions oublier encore qu'un monarque héréditaire se trouve au timon de l'Etat, non par sa confiance en ses propres talens, mais par la condition de sa naissance et par le devoir que ce jeu du hazard lui impose. Il ne peut donc vouer à notre service que les moyens, et les facultés dont l'a doté la nature; et par cette raison, nous contractons l'engagement tacite de condescendre à ses erreurs

et de compatir à ses faiblesses. Les momens d'enthousiasme ou de passion nous distraient de ces pensées, et semblent déranger, pour un temps, le cours naturel de nos sentimens ; mais au terme extrême des vengeances, les regards se tournent en arrière, et là commencent les regrets et les repentirs. Je ne présente pas ici des idées spéculatives. Qu'on lise dans l'histoire de la maison de Stuart, rédigée par un écrivain philosophe, l'impression convulsive que fit sur tous les cœurs la dernière catastrophe de l'infortuné Charles I^{er}. Qu'on y arrête, si l'on peut, son attention (1),

(1) Je fais transcrire ici un seul paragraphe, copie littéralement sur la traduction française de l'ouvrage de M. Hume ; page 174 de l'édition in-4^e, volume second.

« Il est impossible de représenter la douleur, l'indignation
 » et l'étonnement qui succédèrent ; non-seulement dans les
 » spectateurs, qui parurent comme inondés d'un déluge de tristesse,
 » mais dans la Nation entière, aussitôt que la nouvelle
 » de cette fatale exécution y fut répandue. Jamais un monarque,
 » que, dans le plein triomphe du succès et de la victoire, ne
 » fut plus cher à son peuple, que ce malheureux prince l'étoit
 » devenu au sien ; par ses infortunes, sa grandeur d'ame, sa
 » patience et sa piété. La violence du retour au respect, à la
 » tendresse, fut proportionnée à la force des illusions qui
 » avoient animé tous ses sujets contre lui. Chacun se reprochoit
 » avec amertume, ou des infidélités actives, ou trop d'indolence
 » à défendre sa cause opprimée. Sur les ames plus foibles,
 » l'effet de ces passions compliquées fut prodigieux. On
 » raconte que plusieurs femmes enceintes se délivrèrent de leur
 » fruit avant terme ; d'autres furent saisies de convulsions ;
 » d'autres tombèrent dans une mélancolie, qui les accompagna

et que l'on se demande ensuite si , dans le rapport de nos sentimens , un roi n'est qu'un homme ; s'il n'est qu'un homme , sur-tout lorsqu'il fut si long-temps environné de notre amour , lorsqu'il fut si long-temps le signe de tous nos liens. Ah ! qu'on lise le plus affreux des récits , et qu'on essaye ensuite de considérer sans émotion les idées funestes auxquelles on voudrait accoutumer la Nation française. Oui , qu'on le lise , cet affreux récit , qu'on ose ensuite confier aux passions exaltées du moment présent , le jugement d'un prince réduit par la fortune à l'abandon le plus absolu. Ce monarque , dont vous poursuivez la destinée , conserve le calme qui sied à l'innocence ; et dans son humiliante captivité , il n'a point encore perdu le sentiment de fierté , dont ne doit jamais se départir celui qui a régné pendant vingt ans sur la plus grande des Nations , celui qui se vit , dès son enfance , le premier des Français ; mais si la crainte et l'abattement valaient mieux auprès de vous , et s'il vous fallait des priè-

„ jusqu'au tombeau. Quelques-unes , ajoute-t-on , perdant
 „ tout soin d'elles-mêmes , comme si la volonté leur eût man-
 „ qué de survivre à leur prince bien-aimé , quand elles en au-
 „ roient eu le pouvoir , tombèrent mortes à l'instant. Les chaires
 „ mêmes furent arrosées de larmes non subornées , ces chaires ,
 „ d'où tant de violentes imprécations et d'anathèmes avoient été
 „ lancés contre lui. En un mot , l'accord fut unanime à détester
 „ ces parricides hypocrites , qui avoient déshonoré si long-temps
 „ leurs trahisons sous des prétextes sanctifiés , et qui par ce
 „ dernier acte d'une atroce iniquité , ont laissé une tache
 „ ineffaçable sur la Nation ».

res , si vous vouliez des supplications, voyez ce ralliement universel de toute l'Europe , voyez ce tremblement , cette émotion générale , voyez cet intérêt mêlé de tant de larmes , et pénétrez encore dans tous les sentimens , retenus en ce moment , par une généreuse prudence. Ah ! n'en doutez point , la cause de votre infortuné monarque est devenue celle de l'univers entier. Respectez donc les voix innombrables qui vous annoncent déjà les arrêts immuables de la postérité. Ce n'est pas à son tribunal que vous pourrez présenter avec succès les illusions qui suffisent pour entraîner une multitude aveugle. Ce n'est pas auprès de ce tribunal que vous vous acquitterez , en disant : le Peuple est souverain , le Peuple l'a voulu ; car cette volonté que vous proclamez avec tant de faste , cette volonté est votre propre ouvrage , et vous le savez mieux que personne. Le jour où le procès de Charles I^{er}. fut commencé , et au milieu du tribunal sanguinaire , assenblé pour le condamner , le greffier de la cour de justice , ouvrant la séance , fit une lecture de l'acte d'accusation contre le monarque ; et au moment où il prononça ces mots : « Accusation » *au nom du Peuple d'Angleterre* , on entendit une voix s'écrier : « Not a tenth part of them ». *Pas une dixième partie de ce Peuple*. Cette voix était celle de lady Fairfax , la femme de l'ami et du compagnon d'armes de Cromwel ; on ne le savait pas , lorsqu'un regard du tyran obligea l'officier de garde à commander que l'on fit feu sur la tribune d'où l'exclamation était partie. Un tel ordre

imposa silence à madame Fairfax ; mais c'est aux paroles véridiques , sorties de sa bouche , que l'opinion de la postérité s'est unie. Qu'on ne nous parle pas non plus au nom du Peuple français , pour obtenir la condamnation de son malheureux roi ; il fût resté bon , ce Peuple , il fût resté doux et pitoyable , s'il avait été maintenu dans ses dispositions naturelles , et si l'on n'avait pas employé tant de moyens pour dénaturer son caractère. C'est lui qu'on a changé , c'est lui qui n'est plus le même , et l'on veut qu'au moment de sa transformation , et à l'époque d'une transition si rapide , ses opinions soient reçues comme un jugement irrécusable. Ah ! dites-lui , quand vous l'oserez , dites-lui que la bonté et la générosité dans la puissance , composeront dans tous les temps les plus purs élémens de la morale , et que sans elle , sans ce code éternel , consacré d'âge en âge par toutes les nations , il n'est plus de bonheur , il n'est plus de tranquillité sur la terre. Epargnez donc à ce Peuple , épargnez-lui , si vous l'aimez , un dernier acte de barbarie. Vous aurez à gémir assez long-temps de toutes les férociétés dont vous avez été les témoins. Sauvez , sauvez les débris du nom français , en couvrant de votre égide un malheureux prince , et en repoussant enfin ces cris sanguinaires , dont le ciel et la terre semblent tressaillir. Ah ! qu'au dernier terme de l'infortune , à ce période où le cœur des sauvages devient accessible à la pitié , votre roi , votre bienfaiteur , trouve enfin parmi vous quelques amis. Ce n'est plus de son rang , ce n'est plus de sa grandeur pas-

sée, ce n'est plus de la royauté dont je parle ; je laisse au temps à prononcer entre les diverses opinions politiques ; mais je ne connais aucun système de liberté qui ne fût à jamais souillé par un attentat , dont la seule idée fait reculer d'horreur tout homme sensible. Ah ! comment ai-je pu seulement approcher ma pensée d'un pareil sujet ? Comment ai-je pu le fixer ? Il est des sentimens , sans doute , auxquels tous les courages appartiennent. Mais si à l'aspect seulement de la situation d'un prince au comble du malheur , si , à la vue des dangers qui le menacent , on ne peut , sans frémir , s'occuper de sa défense , quels sentimens n'éprouveront pas un jour ceux qui le persécutent avec tant de constance ? Tous les repentirs , tous les remords dévoreront leur cœur ; et s'ils parvenaient à leur dernière fin , s'ils réussissaient dans leur barbare vœu. . . . O Dieu ! tu veilleras sur ce prince , ami de la religion , ami de la morale , sur ce prince , dont l'âme fut toujours ouverte à la miséricorde et à la bonté ! C'est à genoux que l'Univers t'en prie , adoncis , pour le sauver , et les esprits farouches et les cœurs sans pitié , et mets un terme , enfin , à leur aveuglement. C'est assez de rigueurs , c'est assez de victimes , donne un jour à la consolation de tant de malheureux , donne un jour au repos de l'innocence opprimée , et que ce jour puisse être l'époque du retour d'une grande Nation , aux vertus douces et aux sentimens d'indulgence , à ces qualités généreuses , qui pourront seules lui valoir des hommages réels , et intéresser , de

bonne-foi , les Peuples de la terre à sa liberté
et à sa gloire.

CHAPITRE XXVII.

*Opinion du citoyen RISTON , sur le procès
du ci-devant roi Louis XVI.*

Louis XVI peut-il être mis en jugement?

Telle est la question , aussi importante
que facile à résoudre , qui agite l'Europe en-
tière.

Tous les orateurs qui l'ont traitée jusqu'à
présent , se sont tous plus particulièrement
attachés à établir que Louis XVI était cou-
pable; tous également dirigés par une pas-
sion quelconque , toujours pernicieuse , et
condamnables dans un législateur , et dans un
juge , se sont emportés au-delà du cercle de
la question , et ont conclu , par des faits qui
lui sont étrangers , que Louis XVI pouvait
être mis en jugement.

Examiner une question avec la déterminati-
on fixe d'en appliquer la solution à un in-
dividu ou chéri ou haï , c'est le moyen le plus
sûr de déraisonner , parce que là où le cœur
et la passion dominent , si la raison ne s'é-
clipse , au moins elle s'affaiblit.

Les orateurs qui ont parlé , disserté et
imprimé jusqu'à ce moment , sur ce sujet ,

ont été préoccupés des délits qu'on impute à Louis XVI; ils se sont plus attachés à sa personne qu'à la question en elle-même; c'est par les affections diverses de leurs irritations qu'ils ont écrit, qu'ils ont soutenu avec plus ou moins de véhémence que *l'inviolabilité de la personne d'un roi constitutionnel, écrite dans la charte nationale*, qui est un contrat synallagmatique entre Louis XVI et la Nation française, est contre la justice naturelle, et ne peut être appliqué à aucun des cas où ils le classent. Ils prétendent nous persuader que nous pouvons faire passer au creuset de la variante nature, à l'alambic de leurs besoins passagers et au gré de leurs desirs, de leurs affections et de leurs irritations, nos lois, nos conventions, nos traités, lorsqu'ils s'expliquent *impérieusement*. N'est-ce pas nous proposer un attentat direct à nos lois, à nos conventions, à nos traités, à notre liberté générale et personnelle? N'est-ce pas nous réduire à l'esclavage des passions les plus déréglées et de tous les vices qui les accompagnent? N'est-ce pas vouloir nous mulcter par des injustices continuelles, et prolonger les scènes de sang et d'horreur des 2 et 3 septembre dernier? N'est-ce pas enfin nous réduire, non sans honte et sans désespoir, à regretter les règnes de Louis XIV, de Louis XV, et de Louis XVI.

Loin de nous un système aussi traître, aussi funeste à notre liberté. Il ne nous séduira pas. . . . Que dis-je? il excite notre indignation! Nous le pardonnons au souvenir des maux que nous avons soufferts et dont

nous étions menacés. Mais plus notre situation a été douloureuse, plus notre état est encore critique, plus nous devons désirer la paix, maintenir nos lois, et animer la justice.

Le principe de la justice, sans laquelle ni les rois, ni les républiques ne peuvent subsister long-temps, est l'exécution rigoureuse des lois qui régissent l'ordre de toute société. Si l'on manque à cette exécution rigoureuse; si l'on change, si l'on modifie, si l'on interprète ces lois, après des délits existans, avant ces changemens, ces modifications, ces interprétations, pour les appliquer à ces mêmes délits, on commet une injustice révoltante. Quelques individus, soit par besoin, soit par égarement, peuvent bien en être capables; mais une Nation entière ne s'en souillera jamais; et si cette injustice pouvait prévaloir un instant, ce ne serait que quand sa liberté serait enchaînée, contrainte par des secousses violentes, par une stupeur partielle, qui ne pourraient amener à leur suite que plus d'anxiété pour la justice, que plus d'énergie pour la soutenir, et que des vengeances plus sanguinaires.

L'injustice a toujours rendu les hommes ennemis les uns des autres, parce qu'elle attaque *l'égalité*, consacrée par la loi, en attribuant contre la teneur d'une convention positive, à une partie, ce qui ne lui appartient pas, et en enlevant à l'autre ce qui lui appartient.

Le premier gage de la justice est la paix intérieure; c'est la source d'où découle la

félicité publique et la prospérité des royaumes et des républiques. Si l'injustice triomphe, ceux qu'elle a opprimés sont en guerre avec les oppresseurs; et ces derniers, devenus plus grands et plus fiers, cherchent encore à s'agrandir par l'iniquité: tolérer dans une société, des hommes qui puissent tout oser, qui osent tout, par des seconsses violentes, qui justifient tout par des mensonges atroces, et qui osent le plus souvent avec succès, c'est leur fournir tous les moyens de déifier l'injustice et leur ouvrir la porte à la tyrannie.

Cette injustice, cette tyrannie sont insupportables, sur-tout quand elles attaquent le contrat primitif, lorsqu'elles interprètent à leur gré nos lois et nos conventions; elles rendent la protection de ces lois, de ces conventions funestes à ceux qui, de bonne-foi, s'y confient; avec le temps, elles ouvrent les yeux aux faibles, elles ne leur laissent que le désespoir; et comme c'est le dernier effort de l'humanité, c'est aussi le plus puissant et le plus redoutable.

Jetons les yeux sur tout ce qui nous a environnés; réfléchissons sur les événemens qui se sont succédés; sur ces événemens, dont on dénature la cause, et dont nous ne prévoyons pas encore les effets; le système qu'on préconise, l'*injustice*, est leur principale cause. Si j'examinais la conduite des courtisans, des ministres de Louis XVI, je ne finirais pas de donner des preuves directes de mes assertions, je pourrais la proposer pour un exemple terrible, à la Convention

nationale , à la République entière , si elles manquaient à remplir leur premier devoir, leur devoir de tous les jours , celui de la justice ; l'exécution rigoureuse des lois , des conventions envers tous les hommes , de quelque classe qu'ils aient été , ou qu'ils soient , et dans quelque situation qu'ils se trouvent.

Grace soit rendue à la Convention nationale ; au milieu du tumulte des passions les plus louables ou les plus criminelles , au milieu du chaos des idées les plus effervescentes , elle a , pour la sûreté générale , pour sa propre existence et pour sa sûreté personnelle , consacré ces principes ; elle a décrété : « Que » les anciennes lois , non observées , (la Constitution de 1791) seraient exécutées , jusqu'à » la formation des nouvelles lois et de la » nouvelle Constitution projetée ». Toutes imparfaites que soient ces lois et cette Constitution , par rapport à notre situation actuelle , elles sont justes , parce qu'elles nous lient tous également ; elles sont notre sauvegarde , parce que , sans cette égalité , qui nous oblige mutuellement à leur stricte observance , nous serions à la merci des méchants agitateurs , des discoureurs sans principes , fléaux inévitables dans les circonstances où nous nous trouvons.

D'après ces bases , de toute société durable , que le temps ne peut qu'affermir , que l'homme juste et libre cherche à consolider , que les méchants , les factieux tenteraient en vain de détruire , je vais , avec les yeux de la loi ,

sans autre affection que l'amour de la justice, traiter cette grande question de *l'inviolabilité royale*.

Pour que ma raison et celle de mes lecteurs ne s'égare point, je pose la question ainsi :

Un roi régnant, par la Constitution de 1791, peut-il être mis en jugement ?

L'article 2, du chapitre 2, du titre III de la Constitution, qui est un contrat obligatoire entre la Nation qui l'a rédigée et présentée au roi, et le roi qui l'a acceptée, dit : **LA PERSONNE DU ROI EST INVIOLEBLE. ET SACRÉE, son seul titre est roi des français.** Ces mots : **LA PERSONNE** désignent, avec celui de *sacré*, que l'inviolabilité porte, non-seulement sur la qualité de roi, mais encore sur l'individu, le corps et **LA PERSONNE** revêtu de la royauté; ainsi, les actes qui émanent de la personne privée, comme de la personne publique, sont sous l'égide de l'inviolabilité; ce qui rend cette conclusion juste et inattaquable, c'est le rapprochement de cet article, de l'article 4, de la section 4, du même titre, qui porte : **EN AUCUN CAS, l'ordre du roi, verbal ou par écrit, ne peut soustraire un ministre à la responsabilité.** Il suit naturellement, de ces deux articles, que le roi constitutionnel, qui aurait donné à un ministre, soit par écrit, soit verbalement, un ordre attentatoire en tous les points à la Constitution, est *invioleble*; mais que ses ministres ne peuvent se prévaloir de cette inviolabilité, qui s'étend sur la **PER-**

SONNE du roi, à laquelle elle est restreinte (1).

L'article 6, du même titre, porte : *si le roi se met à la tête d'une armée, et en dirige les forces contre la Nation, ou s'il ne s'oppose, par un acte formel, à une telle entreprise, qui s'exécute sous son nom, IL SERA CENSÉ AVOIR ABDIQUÉ LA ROYAUTE.*

Les mots : *SI LE ROI SE MET A LA TÊTE D'UNE ARMÉE, ET EN DIRIGE LES FORCES CONTRE LA NATION*, désignent bien formellement une action privée et personnelle, qui emporte avec elle la seule peine de *l'abdication présumée* ; ces mots font écrouler la distinction sophistique de la personne du roi, prise *individuellement* avec la personne du roi, comme *fonctionnaire public* ; sous les deux aspects, la personne du roi est INVOLABLE ET SACRÉE.

Quels crimes plus grands peut commettre un roi constitutionnel, que ceux prévus par cet article ? Quels sont les moyens qu'il emploie pour diriger une force armée contre la Nation ? Ce sont toujours la politique ou le mensonge, les perfides correspondances et l'argent de la Nation. Quelles sont les suites de cette force armée contre la Nation ? Ce

(1) J'ai lu M. Necker, au moment où j'imprimais mon opinion. J'ai été frappé de la manière lumineuse dont il a défini les motifs de l'inviolabilité royale; motifs applicables également à l'inviolabilité des représentants de la Nation. Mes lecteurs auront besoin, sans doute, de relire cet article, qui se trouve dans les dernières pages de son opinion, sur le procès de Louis XVI.

sont le feu , le fer , les trahisons et les assassinats de tous les genres ! Que peut-on reprocher de plus à un roi constitutionnel ? La Nation avait prévu le cas , puisqu'il est exprimé dans l'article VI. Elle avait conséquemment prévu tout ce qui devait précéder , accompagner et suivre l'action d'un roi qui se met à la tête d'une armée contre la Nation. Quelle est sa punition dans tous *ces cas prouvés* ? Il est CENSÉ AVOIR ABDIQUÉ LA ROYAUTE. Relisez la loi ; c'est vous , Nation française , qui l'avez faite par vos représentans ; c'est vous qui , après l'avoir souscrite , l'avez présentée à l'acceptation d'un roi , avec lequel vous avez voulu librement contracter ; je vous le demande : n'est-ce pas à vous à la faire respecter et à la faire exécuter ? Il ne s'agit pas d'examiner ce qu'est la loi ni ce qu'elle devait être ; il ne s'agit QUE DE SON EXÉCUTION. Vous ne pouvez être considéré , avec le roi constitutionnel , que comme deux parties contractantes librement , et soumises également à l'exécution de toutes les clauses de votre contrat ; vous ne pouvez , sur-tout , quant au cas prévu , tel que dans l'art. VI , le dissoudre , le changer , sans commettre un grand crime , celui qui mène à tous les autres , qui entraînerait votre dissolution ; L'INJUSTICE. Je dis plus ; s'il était survenu une difficulté sur l'application d'une clause douteuse de ce contrat , ni vous , ni les rois constitutionnels , ne pourriez la juger ; et j'ajoute , que si elle se résolvait par une *force majeure ou par une violence irrésistible* , nul ne pourrait , sans une injustice révoltante , reporter

les effets de la dissolution de cette clause que sur l'avenir, et *jamais sur le passé.....* Ainsi l'ordonne la morale, la justice éternelle, l'égalité, le respect des propriétés et des personnes, VOS SERMENS ENFIN. Je ne révere religieusement que ces principes, qui vous défendent impérativement d'aller en-deçà, et au-delà des conventions que vous avez librement réfléchies, et librement consenties.

L'article VIII, toujours du même chapitre et du même titre de la Constitution, porte :

Après l'abdication expresse ou légale, le roi sera dans la classe des citoyens, et pourra être accusé et jugé comme eux, pour les actes postérieurs à son abdication.

Si je réunis cet article et les articles II et VI dans un seul contexte, il en résulte, en solution totale et vraie, que le roi constitutionnel, considéré comme *individu* ou comme *roi*, est INVIOLE; tant qu'il exerce la royauté; que ses actions *privée* ou *publique* ne peuvent être mises en jugement, que pour déclarer si elles sont *constantes* ou *non*, pour entraîner l'*abdication*; certes, les articles cités ne veulent impérativement que l'*individu royal* ne puisse être accusé ni jugé qu'*après l'abdication légalement prononcée, et seulement sur les faits postérieurs à cette abdication.*

La Constitution a donc prévu tous les cas les plus extrêmes, qui peuvent rendre criminelle la conduite d'un roi; elle a aussi prononcé la seule peine qui puisse lui être infligée. Ainsi, la Nation ne s'est réservée que le droit de juger les cas de l'abdication pré-

sumée: elle s'est exclue du droit de juger la personne ; ce sont - là les conditions sacramentelles , sans lesquelles le roi n'aurait pas souscrit la charte constitutionnelle.

Les mêmes principes de justice que je viens de développer, s'appliqueraient également à *un député*, dont la PERSONNE EST INVIOLEBLE. On lit dans la Constitution : *« les repré-
sentans sont INVIOLEBLES ; ils ne pourront
être recherchés , accusés ni jugés , EN AU-
CUN TEMPS , pour ce qu'ils auraient DIT ,
ÉCRIT OU FAIT , dans l'exercice de leurs
fonctions de représentans »*. Cette loi a été prudemment promulguée , pour établir la liberté des opinions et des actions de représentans ; aussi ne peut - on pas accuser , ni faire le procès à l'Assemblée constituante , pour avoir accordé à Bonillé LA MENTION HONORABLE dans son procès-verbal , SUR SA CONDUITE A NANCY , et lui avoir écrit , par son président , une lettre de satisfaction , de SON ZÈLE , DE SA POPULARITÉ *dans l'exécution de la loi , dont il était chargé*, etc.

Aucune loi ne prononce l'abdication d'un député en exercice , qui aurait DIT , FAIT ET ÉCRIT *quelque chose de nuisible à la justice , à l'ordre et à la liberté , et qui , par ses moyens , aurait nui à la chose publique* ; elle le couvre , au contraire , de son égide. Il est dans ses fonctions individuellement , et dans le silence de la loi , dans une classe d'inviolabilité , plus étendue que le roi constitutionnel. Si , dans l'un de ces cas , on proposait aujourd'hui la question de savoir , *si un député peut être mis en jugement*, avec

quelle énergie , avec quelle chaleur et quelle vérité ne se prévendrait-on pas justement de la loi constitutionnelle du contrat, mutuellement obligatoire entre le représentant et la Nation.

Mais , dira-t-on , « la royauté est abolie , et » Louis XVI , coupable , restera impuni ». Il m'est inutile d'approfondir les accusations dirigées contre lui. Quelles qu'elles soient, elles se renferment dans l'article VI de la Constitution , au titre de la royauté , *qui les a prévus et en a prononcé la peine*. A moins de vouloir obstinément fronder la loi ; et dans ce cas , c'est prêcher l'assassinat et le préméditer ; il est impossible de ne pas se rendre à sa volonté , quand elle est démontrée si littéralement , d'une manière aussi sensible , aussi palpable , et aussi lumineuse.

Je répondrai à cette seconde question , qui est plus fortement empreinte de passion et de mauvaise foi que toutes les autres qu'on agite dans cette affaire , que le 10 août dernier le roi a subi sa peine , par *la suspension* prononcée ce jour contre lui ; et alors , jusques six semaines après , le chapitre de la royauté n'était pas rayé de la Constitution. La suspension a été une véritable déchéance par le fait ; dans le droit , elle ne pouvait avoir lieu qu'après avoir *jugé les faits* qui devaient entraîner l'abdication présumée. Cette suspension est une peine d'autant plus sensible , que la prison s'en est suivie. Cette peine a été arbitraire ; elle n'était prononcée par aucune loi : si elle peut être excusable en raison de l'empire des circonstances , ce

n'est que dans le cas où , par une compensation juste , elle serait l'équivalent de la déchéance.

La royauté est abolie ; Louis XVI est donc déchu. Qui a entraîné cette abolition , cette déchéance ? Ne sont-ce pas les délits qu'on impute à Louis XVI ? Dès-lors que ce sont ces délits qui ont provoqué l'un et l'autre , l'article VI du titre de la royauté , est exécuté et au-delà.

Louis XVI , soit comme roi , soit comme individu , ne peut être considéré , dans quelque position qu'on le mette , avant l'abolition de la royauté , que comme roi constitutionnel. Il n'existe depuis aucune loi qui puisse l'atteindre sur ses faits personnels , antérieure à cette abolition ; en existerait-il , elles ne peuvent avoir d'effet rétroactif. La Convention nationale vient de consacrer ce principe , par rapport à un accusé convaincu d'avoir crochété une porte sans avoir volé , parce qu'il a été saisi avant d'avoir consommé le délit. Dans le silence de la loi , il ne peut être condamné comme voleur : je rapporte la lettre du décret de la Convention. Tous les citoyens doivent participer à cette même justice. Depuis la suspension de Louis XVI , depuis son abdication , jugée formelle et légale , par l'abolition de la royauté , *le roi n'existe plus. Capet est un simple citoyen* ; la loi veille sur lui , elle le protège , *il est homme.....*

D'après ces développemens simples et concluans , des principes de la loi et de la justice éternelle , il n'est pas présumable que

la Convention nationale se laissera entraîner par des passions momentanées, il n'est pas présumable, qu'au centre de la capitale elle puisse craindre d'avoir été fidelle aux principes; sa force morale est dans l'exécution de la loi; sa force physique et vengeresse est dans les quatre-vingt-trois départemens. Croyons qu'impassible; comme elle ordonne aux dépositaires de ses oracles de l'être, elle rejettera, loin d'elle, tous ces petits moyens dont on l'environne, pour lui faire commettre une injustice, et la conduire à sa dissolution.

J'entends des citoyens inquiets de la situation de Capet, se demander que deviendra-t-il? Son sort est décidé; il est présumé légalement avoir abdiqué, la royauté est abolie par son fait, il est simple citoyen. Il serait aussi injuste de le tenir captif, qu'il le serait de le juger deux fois. Encore une fois, la justice du souverain a prononcé; qui peut donc le retenir....?

Son héritage sera celui de ses pères. La Nation a supprimé la liste civile; elle n'a pas confisqué sa propriété individuelle. Le premier des Capet qui épousa une Bourbon, en acquit des biens, considérés comme immenses alors. Ils appartiennent aux Capet; ils suffiront pour leur subsistance; ils ne seront point exposés à la pitié et aux vices, que de cruels refus enfantent souvent. Capet et sa famille, libres et citoyens, seront assujettis, comme tous les autres Français, aux lois de l'émigration, aux lois de police générales et particulières.

Craindrait-on que les Capet émigrés se coalisassent avec les ennemis de la république pour nous subjuguier , ou que , dans l'intérieur , ils ne fomentent un parti ?

La surveillance de nos lois , de nos magistrats et de nos sociétés populaires , ne nous garantissent-elles pas de ce dernier motif de crainte ? Nos armées , toujours victorieuses ; l'assentiment universel , notre volonté , notre union , qui nous rendent invincibles , ne nous garantiraient-ils pas enfin des efforts des conjurés , quel que fût leur nombre. Rappelons-nous que les motifs réels ou appareus , de leurs hostilités , de leurs attaques , étaient la captivité des Capet et la crainte qu'ils ne fussent sacrifiés..... Qu'ils ont mal jugés la Nation , ces conjurés !... Pour avoir voulu , et pour être libre , elle n'a pas cessé d'être juste et généreuse ; elle n'a conquis si chèrement sa liberté , que pour pratiquer plus souvent , plus sensiblement ces vertus précieuses qui la caractérisent ; elle a aboli la royauté ; mais le dernier roi sera libre et citoyen , voilà ses garants.

Quels motifs les puissances étrangères auront-elles , désormais , pour exposer leurs trésors , leurs sujets , à venir échouer contre notre courage et nos inviolables sermens ? Aucun , et dès-lors ils ne tenteront plus de nous subjuguier. Quels plus grands exemples de justice et de modération pouvons-nous donner à tous les Peuples pour désirer la liberté et la conquérir : cessons donc de nous occuper des débats oiseux et atrabilaires.

Législateurs ! portez vos regards sur nos

premiers besoins ; veillez d'une part à notre subsistance , sur-tout à celle du pauvre , qui doit être le premier objet de vos sollicitudes ; travaillez à nous donner une bonne constitution et des lois sages ; travaillez-y sans relâche et dans le sein de la paix , faites que le fer ennemi ne moissonne plus nos guerriers ; que le sang de nos frères ne coule plus ; alors les étrangers , envieux de notre sort , viendront admirer notre gouvernement et nos campagnes , ils s'y complairont ; le commerce , l'industrie et les arts renaîtront et fleuriront. Pour récompense de vos bien-faisans travaux , vous entendrez chaque citoyen se dire : que je suis heureux d'être né dans ce pays et de l'habiter ! O que ma patrie est belle et glorieuse ! je donnerais , pour elle , mon sang. Tous les français chanteront , chaque jour , les louanges de nos guerriers , des pères de la patrie. Ils se réjournont avec vous d'avoir contribué à sa défense , à sa Constitution ; en un mot , à son bonheur , et de contribuer encore à ses besoins.

 CHAPITRE XXVIII.

Opinion d'un Jurisconsulte Patriote sur le procès intenté à Louis XVI, dernier roi des Français, extraite du numéro 5 du tome VI de la Gazette des Tribunaux et Mémorial des Corps administratifs et municipaux.

LA République française peut désormais s'élever sans obstacles à la hauteur de ses destinées. Ce trône, qui interceptait les influences bienfaisantes de la liberté, est tombé sous la foudre du Peuple; le tyran est enchaîné au milieu des débris de sa couronne et de son sceptre fracassé; et je crois voir cette main terrible qui, troublant jadis la joie d'un festin, traça sur le mur la condamnation d'un roi profanateur, écrire, sur le sommet de la tour du Temple, dans tous les dialectes, LA DERNIÈRE HEURE DES ROIS APPROCHE. Envain plusieurs d'entr'eux ont déjà jeté le cri de la guerre; envain ils ont appelé leurs esclaves; envain ils leur ont dit d'aller exterminer ce Peuple qui a l'audace de vouloir être libre : la terre de la liberté les a engloutis. Qu'ils sachent donc que des fondemens de ce trône abattu, sortiront tou-

jours des foudres et des éclairs pour anéantir ceux qui tenteraient de le relever ; comme autrefois des ruines d'un temple fameux , s'élançaient des flammes dévorantes pour repousser les mains qui s'efforçaient de le reconstruire.

Attentive aux progrès étonnans de notre révolution , l'Europe a les yeux fixés sur la grande question qui occupe aujourd'hui les représentans du Peuple français. Louis XVI sera-t-il jugé ? Louis XVI sera-t-il puni ? Problèmes importants , de la solution desquels dépend en quelque sorte l'honneur national. Sans doute l'Assemblée, dépositaire des intérêts et de l'honneur d'un grand Peuple , proportionnera ses soins , son attention , sa marche prudente à l'importance de la délibération , et ne coupera point avec l'épée ce nœud qu'il faut décomposer avec sagesse. Elle accueillera toutes les opinions de quelque part qu'elles viennent , sachant que tout citoyen aujourd'hui a , pour ainsi dire , sa tribune d'où il doit être écouté.

Avant d'aborder cette grande question , je me suis interrogé , et j'ai appliqué la pierre-de-touche sur tous mes sentimens ; j'ai cherché à me faire une image du meilleur juge dans ce procès trop célèbre : ce serait , me suis-je dit , un homme qui ne serait jamais entré dans le tourbillon de l'ambition ; qui , servant sa patrie par un travail utile mais borné , ne connaîtrait Louis XVI que de nom ; qui n'aurait jamais vu la cour que pour en concevoir des idées désavantageuses , dont la plume , aussi libre et aussi pure que

son cœur , ne se serait jamais vendue à aucun parti , ni déshonorée par la flatterie ; un homme qui , dès sa jeunesse , aurait détesté les tyrans ; qui , l'imagination et le cœur pleins des beaux temps de la Grèce et de Rome , aurait palpité , dès son enfance , au seul nom de la liberté ; aurait reproché plus d'une fois à la nature de l'avoir attaché , en naissant , à la chaîne d'un despote. En traçant cette image , je n'ai fait que tracer mon portrait.

J'entame donc avec confiance une discussion difficile ; je parlerai en homme qui s'intéresse vivement à la gloire de son pays , qui voudrait voir tous les Peuples régénérés à la liberté , et qui souvent aime à se représenter cette fédération du genre humain , qu'il faut plus que jamais espérer ; et la philosophie , versant , sur toutes les latitudes du globe , des torrens de lumière.

Vouloir se dissimuler les crimes de Louis XVI , ce serait prétendre que la morale peut être soumise à des variations , qu'elle n'est pas la même pour les rois et pour le vulgaire des hommes ; et que , semblable à cet instrument avec lequel la physique estime la température de l'atmosphère , elle présente des changemens et des différences à une certaine élévation. Il n'est point nécessaire d'offrir ici le tableau hideux des crimes de Louis XVI , ni d'examiner s'ils ont eu leur source dans la corruption de son cœur , ou dans les illusions qui environnent tous les trônes ; il n'est point nécessaire de rappeler ni cette hypocrisie par laquelle il voulait en imposer à la Nation qu'il trahissait , ni tous ces engagements foulés

aux pieds , au mépris de tout ce qu'il y a de plus sacré ; ni ces sermens perfidement violés , ni l'autel de la patrie tant de fois souillé par des protestations que prononçait sa bouche , mais que désavonait son cœur ; ni son palais rempli d'assassins au mois de Février 1791 , ni ces corbeilles chargées de poignards destinés à égorger les patriotes , ni sa perpétuelle connivence avec l'ennemi du dehors , ni ses trésors répandus avec profusion pour accélérer la contre-révolution , ni cette fuite à Varennes , ni ses mensonges , ni ses ruses , ni sa félonie , ni ce dernier projet du 10 Août , qui a mis le sceau à tous les crimes précédens.

Si par la question *Louis XVI est-il jugeable ?* on entend *Louis XVI est-il criminel ?* On ne pourrait répondre qu'affirmativement à la question. Mais , si cette question : *Louis XVI est-il jugeable ?* doit se traduire en celle-ci : *Louis XVI peut-il être mis en cause ?* Le problème n'est pas aussi facile à résoudre.

Je n'examine pas si c'est une mesure bien politique de la part de la Convention , de se charger de ce procès ; si ce n'est pas reconnaître encore Louis XVI pour roi , lorsqu'il ne l'est plus , que de le juger avec cet appareil ; si ce n'est pas relever aux yeux du Peuple la prétendue dignité des rois ; si ce n'est pas lui dire que les rois sont au-dessus des hommes ordinaires , qu'ils sont d'une autre nature que le vulgaire des citoyens , que ce titre de monarque imprime un caractère indéclibale de majesté , de grandeur , qu'il suffit de porter une couronne pour n'être plus un

homme , que les tribunaux ordinaires ne sont pas dignes de juger les rois , et qu'il doit exister pour eux des distinctions , là même où l'égalité se fait le mieux sentir. La Convention doit considérer Louis XVI ou comme roi , ou comme citoyen : si elle le considère comme roi , ce n'est plus ici une chimère , ce n'est plus un mot vide de sens que l'inviolabilité , c'est un pacte passé entre Louis XVI et la Nation ; il ne peut être mis en cause. Si la Convention le regarde comme citoyen , n'est-ce pas insulter à l'égalité qui doit régner entre tous , que de le distinguer dans son procès du reste des citoyens ?

Mais enfin , *Louis-le-dernier* peut-il être mis en cause ? Voilà le point principal de la question dégagée de tous ses accessoires. Je demande d'abord quels sont les crimes qu'il a commis , que peut-on lui reprocher depuis qu'il est renfermé dans la tour du Temple ? Rien. . . . On veut donc le juger pour les crimes antérieurs à sa déchéance ? Mais ne serait-ce pas violer la loi ? Est-il aucune circonstance où l'on doive s'élever au-dessus d'elle ? Peut-on transgresser ses limites ?

J'entends répondre : la raison d'Etat ne consulte pas toujours la loi ; il faut quelquefois renverser ses barrières ; il arrive souvent que le bien ne peut s'opérer que sur ses ruines ; il est des circonstances où il faut au moins composer avec elle ; il est même une heureuse infraction de la loi , qui vaut quelquefois mieux que la plus entière soumission : vains sophismes ! qu'il faut reléguer

dans ces malheureuses contrées où la tyrannie , gouvernant au gré de ses caprices et voulant quelquefois dissimuler ses vexations , aime à cacher de grands mots ses oppressives volontés , et parle de *raison d'Etat* , tandis qu'elle n'en connaît d'autre que le désir d'écraser les Peuples. *La raison d'Etat* dans une république, *la seule raison d'Etat* , c'est la loi.

Qu'on ne vienne point ici chercher à nous fasciner l'esprit par des équivoques , par des ambiguïtés ; qu'on ne vienne pas nous dire que *la Nation a le droit de détruire ses lois* ; oui , la Nation a le droit de détruire ses lois , en ce sens qu'elle peut changer sa Constitution ; mais ce serait interpréter faussement cette proposition , que de croire que la Nation peut infliger à un coupable une peine dont elle n'était pas convenue avec lui : ici c'est la société , moins un de ses membres , qui traite avec ce membre , et il ne lui est pas plus permis de manquer au traité passé avec ce citoyen , qu'il ne l'est à un particulier de violer l'engagement qu'il a pris avec un autre particulier. Par exemple , la société vous dit : « Si vous volez , vous serez » puni de la peine de détention ». Certes , la société se rendrait coupable de la plus horrible injustice , si , après le vol commis , elle voulait vous punir de la peine de mort : en dernière analyse , la Cité , en punissant un citoyen , doit absolument suivre la convention qu'elle a faite avec lui antérieurement au délit.

Mais , pourra-t-on dire , Louis XVI était

convénu , avait juré de maintenir la liberté , le nouvel ordre de choses ; il a violé son serment ; la Nation , par représailles , peut violer la convention faite avec lui : en vérité , pour parler ainsi , il faut être bien peu jaloux de l'honneur du Peuple français ! Quoi ! vous voulez que la Nation soit injuste , parce que Louis XVI l'a été ? Vous voulez que la Nation se déshonore , parce que Louis XVI s'est converti d'opprobre ? Vous voulez que la Nation foule aux pieds la sainteté des contrats , parce que Louis XVI s'est joué de tout ce qu'il y a de plus sacré ? Vous voulez que la Nation commette un crime , parce que Louis XVI est un scélérat ? Non , la Nation française , dont l'équité et la justice ne fléchissent devant aucune considération , restera fidèle à ses engagemens.

Interrogeons donc la loi , et voyons si , d'après sa réponse , Louis XVI peut être mis en cause. Que dit la loi ? Que si le roi se mettait à la tête d'une armée ennemie , il encourrait la déchéance. La déchéance devait donc être la seule peine de Louis XVI , s'il eût porté le fer et la flamme dans son pays , s'il eût conduit lui-même des cohortes ennemies contre la Nation , s'il eût ravagé , incendié , abreuvé du sang des citoyens le territoire français , s'il l'eût couvert de toutes les horreurs de la guerre , s'il eût fait marcher devant lui la famine et la mort , s'il eût déchiré le sein de la France , s'il eût été l'Attila de son pays. Quel horrible tableau ! Celui des crimes de Louis XVI est-il plus affreux ? Quelle sera donc la peine de ses

forfaits ? la déchéance : oui , sans doute : or l'application de la loi est déjà faite ; donc il ne peut plus être mis en cause ; donc il n'y a plus de procès à lui faire ; *non bis in idem*.

Des gens , qui cherchent à tout embrouiller , à tout obscurcir , prétendent que la Nation ayant pu détruire le régime monarchique , sans vouloir punir Louis XVI , la déchéance ne peut être regardée comme une peine. Voilà un étrange raisonnement ; mais , lorsque la Nation lui a dit : « Si tu commets » tels ou tels délits , tu seras déchu », ne savait-elle pas qu'elle pouvait changer sa Constitution ? Si donc la Nation ne regardait pas aujourd'hui la déchéance comme une peine , elle aurait dressé un piège à un des membres de la société.

Ici je pourrais borner mon opinion. Les principes sont évidens. On ne peut condamner que la loi à la main , qu'en citant le texte d'une loi préexistante au délit. Il n'en existe point contre Louis XVI : il ne peut donc pas être jugé.... En supposant cependant ; comme tout l'aannoncé , que la Convention prenne sur elle de vouloir le juger , quelle peine infligera-t-elle au ci-devant roi ? Cette question n'est pas moins embarrassante que la première. Elle mérite d'être traitée à part.

CHAPITRE

CHAPITRE XXIX.

*Nouvelle Opinion de P. J. D. G. FAURE ,
Député de la Seine - Inférieure , sur le
procès du roi.*

J'AI soutenu à la Convention nationale que le ci-devant roi n'était pas jugeable.

Il le serait , s'il s'agissait de le déchoir pour mettre à sa place un autre roi.

Il ne l'est pas , parce que la volonté du Peuple a aboli la royauté , et que cette volonté équivalait au jugement de la déchéance. La Constitution n'a pas pu arracher au Peuple français sa souveraineté. C'est un principe éternel qui s'applique à toutes les sociétés de l'univers.

Un monarque est-il déchu par la volonté du Peuple , il devient simple citoyen. Il faut bien qu'il existe de manière ou d'autre. Telle est la raison ; et telle était la Constitution à l'égard de Capet.

Un roi peut déplaire à son Peuple par mille circonstances , sans qu'on n'ait aucun crime à lui imputer. Le Peuple peut le déchoir en tout temps ; il n'est , et il n'a jamais été , au fond , qu'un premier fonctionnaire public , dont le Peuple peut incontestable-

ment se passer, en adoptant un nouveau régime.

Il est donc démontré que Capet n'est point jugeable à l'égard de la déchéance.

Est-il jugeable relativement aux crimes qu'il a commis ? Non, il est solennellement prononcé dans la Constitution, qu'il n'est assujéti aux lois pénales que lorsqu'il sera entré dans la classe des citoyens. Appelez cela inviolabilité. Telle était la loi. Il ne sera pas plus inviolable que le citoyen qui enfonce les portes d'une maison, pénètre avec la hache dans l'intérieur, est arrêté, et acquitté par la loi, parce que la loi n'a prononcé contre lui aucune peine.

Vous sortez, contre Capet seul, du cercle de la loi, et voilà le mal. Vous réclamez les lois de la nature. Les Cromwellistes pouvaient avoir raison, et vous pas. Vous avez une loi *ad hoc* ; l'absurdité de la loi ne justifie pas de la désobéissance à la loi ; alors, nous serions tous juges de la loi, alors plus de société.

Nonobstant ces raisons que je vous ai présentées à la tribune, et que vous avez eu peine à écouter, vous le déclarez jugeable. Je me soumetts à vos lumières et à vos décrets.

Votre intention est-elle de le juger sans l'entendre ? Non, eh bien ! j'ose vous demander où sont ses crimes.

D'abord je vous dirai que la volonté du Peuple aurait pu destituer un Tite comme un Néron ; et que, par dessus le marché, on aurait pu lui trouver des crimes pour le

punir , ne fût-ce que sa conduite devant Jérusalem. Je vous l'ai dit , le meilleur des rois a toujours , comme souverain , une férocité d'état invincible, soit qu'elle provienne de lui ou de ses alentours. Un roi est une espèce de tigre qui a beau faire patte de velours , il ne peut s'empêcher d'étendre ses griffes.

Cela posé , voyons s'il est bien juste de peindre Capet de traits aussi sanglans que Néron et Caligula.

Un député de la Convention est venu nous lire une pièce trouvée aux Tuileries ; et il nous a dit , pour nous l'annoncer , que nous y trouverions la conduite la plus affreuse et la preuve la plus complète de la scélératesse du dernier de nos rois. Qu'a-t-il produit ? une pièce que nous aurions tous avouée dans le temps , puisqu'elle était alors conforme à l'opinion générale , et que l'Assemblée constituante , trômpée ou non , avait assez généralement , comme Louis , approuvé les massacres commis par l'infâme Bouillé.

Capet a envoyé de l'argent , puisé dans les trésors de la Nation , à ses frères , à ses gardes. Est-il prouvé que ce n'était point l'arriéré qu'il payait à ses gardes ? Est-il prouvé que ce don n'était pas plutôt un acte de fraternité , de charité , que de conspiration ?

Capet a attiré sur nous les Prussiens et les Autrichiens , rien de plus douteux. On savait que le Peuple français dompté , nos exécrables princes devaient le faire renfermer , le massacrer peut-être ; et il ne serait point extraordinaire que les barbares fussent entrés chez nous sans son aveu : du moins il me semble

qu'on n'a trouvé , jusqu'aujourd'hui dans les pièces , aucun acte qui manifeste ce crime.

Je ne disculperai point Capet de la journée du 10 août ; il a fait tirer sur le Peuple : voilà un parricide. Son dessein était-il de le commettre ? Où sont les ordres qu'il a donnés ? Il s'est retiré au milieu de l'Assemblée nationale. Nouvelle noirceur, dit-on. Où est la preuve ? Capet était l'objet de la contre-révolution. La journée du 10 août , l'entrée des barbares en France sont son ouvrage , ou doivent l'être : *est cui prodest* ; il faut qu'il meure. Je réclame la preuve de l'intention aggressive. Tout est prouvé , dit Robespierre. Que n'ai-je ses lumières , sa conscience ? Je n'écrirais pas pour Louis , que je hais comme roi , que je protège comme homme , en l'excusant dans la circonstance cruelle où il s'est trouvé.

Liste civile , *veto* , choix de ses ministres , femmes , frères , parens , courtisans , voilà les bourreaux de Capet. Que de séducteurs ! J'invoque Aristide , Epictète , qu'ils me disent si leur fermeté eût tenu à cette épreuve : c'est sur le cœur des débiles mortels que je fonde mes principes ou mes erreurs.

Lorsque je me tourne du côté de la politique , quoique ce point de vue dépouillé de toute équité , me fasse horreur , je me dis :

A quoi bon le supplice de Capet ? La mort de Charles I a-t-elle réussi aux Anglais pour établir la république ? Non : le supplice du père a restauré le fils , et les mouvemens incalculables du Peuple peuvent en France donner le même résultat.

Je ne suis point convaincu que la mort de Capet soit le salut du Peuple. Si je consulte quelques membres de la Convention à la tribune, on laisse soupçonner un projet, après la mort du ci-devant roi, de perpétuer les troubles pour établir un nouveau roi, un dictateur, des triumvirs, le tribunat. Ma preuve se trouve dans les harangues qui ont donné lieu à un décret de la séance du 4 décembre. On n'est donc pas bien sûr qu'en condamnant Louis, tous les troubles cesseront.

Si Louis était le dernier de sa race, je dirais, comme quelques-uns d'entre vous, *salus populi suprema lex*, qu'il périsse. Mais il a une nombreuse famille; habile à hériter du trône, suivant les folles maximes des rois. A quoi donc servira son supplice? ce sera un homme de moins à l'égard de la prétention au trône.

Chassons, Français, de notre aspect ces idées sanguinaires qui pourraient bien déshonorer cette Nation que vous représentez, surtout s'il n'en résulte pas le fruit que vous en attendez. Les plans les plus sages peuvent être déçus par l'événement; et je ne vois pas, quoi qu'on en dise, ce que vous avez à craindre de Louis réduit à la simple qualité de citoyen, aux termes de la Constitution.

L'empressement de certains députés à sacrifier le travail de la subsistance du Peuple au jugement du roi, m'est suspect. Les applaudissemens des tribunes, au cri sanguinaire de la vengeance, me sont suspects. Le Peuple français est bon, généreux, magnanime; et

on ne voit pas un seul individu de ces tribunes applaudir aux tendres accès de l'indulgence. Prenez garde à vous, citoyens représentans.

Nos armées étonnent la terre de leurs vertus guerrières. Dignes émules de nos concitoyens soldats; saisissez celles qui vous conviennent, la dignité, la magnanimité, la clémence; plusieurs de nos députés ont même fait pressentir l'horreur qu'ils ont des arrêts de mort: exercerez-vous pour la dernière fois cette atrocité sur le dernier de vos rois?

Qu'il serait beau, représentans du Peuple, qu'il serait digne de votre mission, de cette souveraineté du Peuple dont vos mandats vous décorent, de faire venir Louis Capet à votre barre, non comme un criminel, mais comme un français jadis élevé sur le pavois comme roi, et remis dans la foule par l'autorité suprême du Peuple, et de lui dire: tu n'es plus notre roi, telle est la volonté du Peuple; nous ne te reprocherons point tes crimes; ton devoir était de nous conduire en bon père de famille, et tu nous égorgeais, connais donc la magnanimité du Peuple qui t'avait choisi, malgré ta fuite, pour son premier fonctionnaire public. Il t'élève au lieu de te punir; il te fait citoyen français. Ce titre est au-dessus des rois; Fabrice ne se serait point donné pour le roi d'Épire, ni le dernier des citoyens romains pour Jugurtha. Répare par tes vertus, comme citoyen, la conduite indigne que tu as tenue comme roi, ta prison t'est ouverte.

Ce plan, législateurs, révolte vos idées po-

litiques : ouvrir la prison au ci-devant roi ? vous tremblez : c'est , dites-vous , un lion furieux qui s'élancera sur le Peuple , et quand bien même ses crimes ne seraient que légèrement fondés , c'en est assez pour l'immoler.

Vous avez besoin sans doute de raisons d'Etat pour envoyer Capet à la mort. J'ai mis toute mon attention aux pièces lues contre Capet à la tribune ; je n'y ai remarqué que la faiblesse d'un homme qu'on séduit pour lui donner l'espoir de pouvoir revendiquer son ancienne autorité , et qui se prête à des mouvemens aussi insensés , par cette soif de dominer si naturelle à l'homme ; et je soutiens que la grande pluralité des monarques morts dans leur lit étaient plus coupables que lui. Le bon Louis XII même , en sacrifiant 50 mille français en Italie pour sa querelle particulière , était mille fois plus coupable. Il est , je vous le dis hardiment , indécis que Louis XVI eût , de son propre fait , attiré des barbares sur vos frontières.

Le roi meurt , le roi vit ; sa mort ouvre la voie à un nouveau champ de bataille , ou du moins , elle ne change point la question. La force de vos armes et la raison éteindront seules tout esprit royaliste dans la république , et plus encore une sage Constitution qui remplisse parfaitement le vœu d'égalité sociale que la Nation a prononcé avec vous , et qui ne sera bien rempli qu'en assurant d'une manière fixe l'état des citoyens pauvres et riches.

Permettez-moi de vous présenter une ques-

tion plus salulaire pour vous que la mort ou la vie de Capet.

Lorsque vous cherchez les moyens d'assurer les subsistances du Peuple, vous couriez après une ombre, si, dans le travail que vous faites à cet égard, vous abandonnez les vues de bienfaisance pour les vues politiques; toutes les lois que vous promulguerez ne vaudront pas mieux que plusieurs des anciennes que vous ne ferez que rétablir, et qui n'ont point empêché de massacrer le Peuple dans des émeutes provoquées par la misère.

J'ai voyagé. En Hollande, par exemple, la veuve d'un matelot, d'un soldat, d'un ouvrier, d'un petit marchand même, mourant dans la misère; reçoit une rente proportionnée au nombre de ses enfans. Elle n'a ni la honte de demander, ni l'humiliation de recevoir : elle reçoit avec dignité, c'est une dette nationale.

Que faites-vous, Français, pour cette veuve? Des charités éventuelles. Quelquefois après bien des suppliques, des administrateurs des hôpitaux lui prennent un ou deux enfans. Croyez-vous donc que les mères des pauvres ne sont point attachées à leurs enfans; et qu'obligées d'opter entre une séparation douloureuse, ou les voir mourir de faim, ce ne soit pas là le supplice le plus aigu de la maternité?

Arrachez, législateurs, de la main des profanes, ce beau-titre d'ami du Peuple. Vous êtes envoyés pour le bonheur de tous, et vous ne trompez pas l'attente de vos commettans.

Vous avez décrété les propriétés, sous la sauve-garde de la Nation : assurez aussi d'une manière fière l'existence du pauvre Peuple, et la liberté de la circulation de vos comestibles ne sera point troublée.

Nommez des commissaires des pauvres par municipalités, rues, cantons, districts, de manière que ces commissaires n'aient sous leur inspection que cinquante familles, pauvres et riches, plus ou moins, suivant les quartiers. Cette fonction est honorable. Ils tiendront les rôles des ressortissans. Ils seront fondés à assister les ouvriers, les veuves et les pauvres citoyens, et à leur donner une solde proportionnée à la cherté du pain, combinée sur la journée de travail dans les divers lieux de la république. Il est évident que là où la journée de travail est de vingt sous, et le pain aussi cher que dans les cantons où l'ouvrier est payé trente sous, le premier doit être plus soulagé.

Ces commissaires rapporteront leur travail à un comité central par ville, canton, district ou département, s'il le faut ; et il sera établi une taxe des pauvres relative.

Ce sera ainsi que les misérables ne craignant plus une calamité particulière, se prêteront à tous les mouvemens, à tous les accidens du commerce des grains, seul moyen de procurer l'abondance. Il est singulier qu'on doute de ce principe.

On ne voit donc pas que si dans un pays à blé, on arrête la circulation, le reste de l'empire meurt de faim ; on ne voit donc pas que la plus petite mesure de blé crue dans

commande aux rois , et leur autorité n'est , quoi qu'on en dise , que de décoration. Qu'on accuse tant qu'on voudra le parlement Britannique de vénalité , le Peuple anglais ne souffrirait jamais des progrès marqués de despotisme ; il est insulaire , et nous tenons au continent. Les tyrans y ont toutes facilités pour s'entr'aider dans leurs excès.

Peuple français , tes intérêts sont de maintenir le régime républicain dans toute sa force , et de mourir , s'il le faut , en le défendant , si tu ne veux rentrer dans l'esclavage. Point de milieu , ton roi te l'a annoncé par ses intrigues , après avoir juré la Constitution ; et quand bien même il aurait les vertus d'Aristide , tu serais sûr , Peuple français , de retomber bientôt sous ses successeurs , dans la tyrannie. Nos premiers rois n'étaient pas des despotes. Rappelle-toi le vase de Clovis. Ils le sont devenus par la suite.

Et vous , représentans du Peuple , soutenez la république française par des travaux dignes de vous ; vous êtes à la tête d'une grande famille. Assurez l'existence du pauvre ; quoiqu'il soit dans l'empire ne soit exposé à périr de misère ; l'amour des Peuples et une gloire éternelle seront le prix de votre sollicitude.

Puisse le Dieu des armées qui nous protège , s'associer à Minerve , par la réunion des députés de la Convention ! puisse la municipalité de Paris avoir la modestie de ne se considérer que comme une simple municipalité de la république , obéir aux lois , et donner l'exemple de toutes les vertus civiles , comme

elle l'a donnée de résistance à l'oppression et à la tyrannie. O ! ma patrie , reçois les vœux d'un citoyen sensible. Soyons les vrais amis du Peuple ; fondons sa confiance , et gardons-nous de lui inspirer des terreurs imaginaires. O ! Robespierre , tu t'es montré comme Brutus dans l'Assemblée constituante. Par quelle fatalité te montres-tu différemment dans la Convention ? On t'accuse de projets dignes de Marius , de Sylla , d'Antoine , d'Octave et de Lépide. Tu n'es plus Brutus. Est-ce calomnie ? Je te plains. Est-ce vérité ? Rendons le Robespierre de 1789 et 1790. Or je te dirai franchement que le bon esprit que je te croyais n'était au fond qu'un esprit de faction.

CHAPITRE XXX.

Opinion de CONDORCET sur le jugement de Louis XVI.

DANS une cause où une Nation entière offensée est à-la-fois accusatrice et juge , c'est à l'opinion du genre humain , c'est à celle de la postérité qu'elle doit compte de sa conduite. Elle doit pouvoir dire : tous les principes généraux de jurisprudence , reconnus par les hommes éclairés de tous les pays , ont été respectés. Elle doit pouvoir défier la partia-

lité la plus aveugle , de citer aucune maxime d'équité qu'elle n'ait observée ; et quand elle juge un roi , il faut que les rois eux-mêmes , dans le secret de leur conscience , soient forcés d'approuver sa justice.

Il importe au bonheur de l'espèce humaine , que la conduite de la France , à l'égard de l'homme qu'elle a trop long-temps appelé son roi , achève de guérir les autres peuples de ce qui peut leur rester de superstition pour la royauté : il faut craindre sur - tout de l'augmenter chez ceux sur qui cette superstition règne encore. Tous les Peuples ne reconnaissent pas les vérités éternelles , bases inébranlables de la République Française ; et tandis que nos philosophes et nos soldats les répandent chez les Nations étrangères , tandis que la tyrannie tremble également devant nos armées et devant nos maximes , il serait imprudent d'étonner , d'effrayer , peut-être , par la hardiesse de nos démarches , ceux à qui nous pouvons en faire respecter la sévère , mais impartiale équité. C'est donc aux lois de cette justice universelle , commune à toutes les Constitutions , inaltérable au milieu du choc des opinions et des révolutions des Empires , qu'il faut ici soumettre nos décisions.

Le ci-devant roi peut-il être jugé ?

On ne peut punir légitimement une action , si une loi antérieure ne l'a mise expressément au nombre des crimes , et elle ne peut être punie que d'une peine qui ait été aussi décernée par une loi antérieure. Cet axiome est dicté par l'humanité et par la justice.

Si cependant la loi n'a pas distingué dans

la liste des crimes , ceux que des circonstances aggravantes rendent plus atroces , on ne doit pas en conclure qu'elle ait voulu les soustraire à la peine , mais seulement que ces circonstances aggravantes n'ont point paru nécessiter l'établissement d'une peine particulière. Les lois de Solon n'en renfermaient aucune contre le parricide. En conclura-t-on que le monstre , coupable de ce crime , devait rester impuni. Non , mais qu'il devait être puni comme pour un meurtre.

Si donc les lois françaises ne prononcent rien en particulier sur un roi conspirateur , quoi qu'il soit beaucoup plus coupable qu'un citoyen , il n'en suit point qu'il doit être épargné , mais seulement que les rédacteurs des lois n'ont pas voulu le distinguer des autres conspirateurs. Il doit donc être jugé par la loi commune si une loi particulière ne l'a pas formellement excepté.

Cette exception a-t-elle été prononcée par la loi constitutionnelle ? Citoyens , si cette impunité avait été décrétée ; si l'Assemblée constituante avait commis ce crime envers le genre humain ; si la Nation avait eu la faiblesse d'accepter par son silence , par l'élection de ses représentans , par les sermens qu'elle a exigés d'eux , cette loi déshonorante : comme ami de la justice , comme ami de la liberté , je dirais : le roi ne peut être jugé et puni.

Mais cette scandaleuse impunité n'a point été prononcée.

Deux seuls articles pourraient le faire croire. Dans l'un , la personne du roi est dé-

clarée inviolable et sacrée; dans l'autre, on prononce que pour les crimes commis après son abdication légale, il sera jugé comme les autres citoyens.

Il est donc nécessaire de discuter le sens de ces deux articles; et quelque minutieuse que cette discussion doive paraître, j'espère qu'on me pardonnera de m'y livrer, si l'on songe qu'il n'y a point de liberté dans un pays où la loi positive ne serait pas la seule règle des jugemens. Le pacte social ne consiste-t-il pas essentiellement dans le consentement de soumettre à des règles antécédentes et communes, ces relations morales, avec les autres hommes, dont le droit naturel a posé la base et déterminé les principes légitimes.

La loi positive ne doit être autre chose, dans une bonne législation, qu'une conséquence ou une application de ce droit, adoptée, consentie, ou du moins déjà connue par le Peuple soumis à cette loi. Ainsi, la question ne serait pas de savoir si on doit prononcer d'après le droit naturel, ou d'après une loi arbitraire, mais de savoir si des actions doivent être jugées suivant ce qui était considéré comme juste, quand elles ont été commises, et non suivant ce qui a été regardé comme juste dans un temps postérieur.

La personne du roi est déclarée sacrée : ou ce mot n'a aucun sens, ou il a celui qu'on lui attribue dans les principes religieux des différentes sectes. Dans les violences injustes, c'est un crime contre la religion, ajouté à un crime contre la société; dans les condamnations légales, la dégradation précède le ju-

gement, afin d'inspirer par-là plus de respect pour un caractère en quelque sorte surnaturel. Par cette expression, le roi constitutionnel était assimilé à un évêque, à un pêtre, dont les personnes étaient aussi sacrées, sans que pour cela ils fussent soustraits à la puissance des lois.

Les auteurs de la Constitution qui, en instituant la royauté, créaient un pouvoir hors de la nature, ont cru nécessaire d'ajouter à la sureté des rois par des terreurs superstitieuses; mais il résulte seulement de cette expression, que si la royauté n'avait pas été abolie, la déchéance aurait dû être prononcée par un jugement séparé.

Le mot *inviolable* n'est point défini par la Constitution, lorsqu'elle traite du roi; mais elle l'a défini ailleurs, en parlant des représentans du Peuple.

Leur inviolabilité renferme deux conditions, bien distinctes, toutes deux applicables au roi. L'une, de ne pouvoir être poursuivis pour ce qu'ils ont dit ou fait en qualité de représentans; et dès qu'on établissait un roi, il était nécessaire qu'il participât à ce caractère d'inviolabilité.

Cette prérogative, étendue à tous les actes du pouvoir exécutif, faits par le roi, avait des dangers que celle des représentans du Peuple ne présentait pas. Aussi le roi était-il obligé de faire revêtir ces actes de la signature d'un ministre responsable de leur légitimité : la Nation n'était pas sans garantie; et si elle n'avait pas toute celle que les principes d'une justice rigoureuse ordonnaient de

de lui donner , on lui accordait du moins tout ce qui était compatible avec la bizarre institution de la royauté.

Ainsi , tout ce qu'a fait le roi , comme dépositaire d'un pouvoir national , ne peut lui être imputé ; mais il est accusé par la notoriété publique , de crimes étrangers à ses fonctions royales. Ce n'est point comme roi qu'il payait des libelles pour détruire le crédit national , qu'il soudoyait les ennemis de la France , qu'il formait , de concert avec ses frères , une ligue avec les ennemis de la Patrie ; ce n'est pas comme roi , qu'au mépris des lois approuvées par lui-même , il armait contre les citoyens des satellites étrangers.

Une autre condition de l'inviolabilité des représentans élus , du Peuple , est de ne pouvoir être poursuivis qu'en vertu d'un décret du corps législatif. Aussi , lorsque dans l'Assemblée constituante on discuta la question de l'inviolabilité du roi , on alléqua pour motif , et avec raison , que par la nature même et l'importance de ses fonctions , il ne pouvait être soumis à répondre devant un tribunal , d'après la réquisition des mêmes fonctionnaires dont il était chargé de surveiller la conduite. On prouva que l'homme qui avait l'autorité de suspendre la formation des lois , que le chef du pouvoir exécutif , celui de l'armée , de la flotte , ne devait point être exposé à se voir arrêté dans ces grandes fonctions , par la volonté d'un tribunal particulier. On se servit en sa faveur , et avec le même succès , des raisonnemens employés

pour soustraire les représentans du Peuple à l'ordre commun des poursuites judiciaires.

Il est vrai que pour ceux-ci on indiqua la route que devait tenir la justice, et qu'on n'osa l'indiquer pour le roi; mais jamais cette lâche maxime, qu'un roi incendiaire, assassin, parricide, serait impuni, n'a souillé les lois de la France déjà plus qu'à demi-libre. Croit-on que si ce principe servile y eût été textuellement inséré, la Nation eût voulu adopter, ou du moins essayer l'acte constitutionnel, et le regarder comme une loi obligatoire? Aurions-nous osé le montrer aux étrangers comme une Constitution moins défigurée par de grossières violations du droit naturel, que celles de la plupart des autres Peuples?

Dira-t-on que l'inviolabilité d'un roi doit être entière, parce qu'il n'existe point pour lui de juges impartiaux? On voudrait donc que la grandeur du crime devint un titre d'impunité; que les attentats contre la sûreté de tout un Peuple fussent placés hors de l'atteinte des lois. Ainsi, tout chef de conspirateurs, qui aurait mis la Patrie et la Liberté en péril, pourrait dire à une Nation: Vous ne pouvez me juger, car je vous ai tous offensés; car il n'y a aucun de vous à qui je n'aye fait craindre pour ses droits, pour ses propriétés, pour sa vie. Et comme alors aussi le droit individuel de pourvoir à sa sûreté, reprend toute son indépendance, dès que la loi cesse de la protéger, ce raffinement de justice deviendrait le signal du désordre et des vengeances arbitraires.

Citerait-on, pour preuve de cette impunité

absolue, l'article d'après lequel le roi, dans le cas d'abdication légale, doit être jugé pour les crimes subséquens comme les autres citoyens? Mais pour les délits subséquens au temps de leur mission, les députés, *inviolables*, des législatures, sont aussi jugés comme les autres citoyens.

L'inviolabilité du roi et des députés, exprimée par le même mot, doit s'entendre de la même manière, avec cette seule différence, que l'acte constitutionnel a prescrit pour les uns la manière de les juger, tandis qu'à l'égard du roi il garde le silence; et ce silence suffisait bien, sans doute, pour exciter l'indignation des hommes qui avaient dans l'âme le sentiment de la liberté et de l'égalité.

Ainsi, l'impunité du roi n'est pas décrétée par la Constitution; mais elle n'a pas établi le mode de le juger. Elle a prononcé que s'il cessait d'être roi, il serait, pour les crimes subséquens, poursuivi et jugé comme les autres citoyens; mais elle n'a rien déterminé sur la manière de le juger et de le poursuivre pour les crimes antérieurs.

Ici je pourrais terminer l'examen des articles de la Constitution. En effet, si l'on doit s'en tenir strictement à la lettre de la loi, pour prononcer qu'il faut poursuivre ou punir un individu; s'il ne peut être poursuivi ou jugé quand le texte de la loi ne s'exprime pas formellement contre lui, n'est-il pas également équitable, quand il s'agit au contraire d'exceptions, et sur-tout d'exceptions opposées à la justice commune, fondées sur des considérations politiques, de ne pas étendre ces pri-

vilèges au-delà du texte précis de la loi ? Si les exceptions qui , embrassant l'universalité des individus , ne tombent sur quelques-uns en particulier , que par l'effet d'un hasard égal pour tous , doivent être entendues dans le sens le plus favorable : en est-il de même de celles qui seraient établies en faveur d'une classe peu nombreuse ; et la loi impérieuse de l'égalité ne prescrit-elle point alors de restreindre ces mêmes exceptions , à ce qui est textuellement prononcé ? Je vais cependant répondre à une conséquence indirecte de l'acte constitutionnel , qui a frappé quelques esprits.

La Constitution prononce une abdication présumée pour quelques délits commis par un roi ; elle le confond pour les crimes subséquens avec les citoyens : donc elle a en également intention , pour les autres délits , de ne le soumettre qu'à la déchéance , qui dès-lors devient la seule peine parlaquelle il puisse être puni.

Il suffit d'examiner les actions soumises à la déchéance , pour sentir toute la faiblesse de ce raisonnement.

En effet , elles sont toutes de la classe des actions nécessairement publiques , pour lesquelles une instruction judiciaire serait inutile , si la sureté générale permettait la plus légère exception au principe de soumettre aux mêmes règles le jugement de toutes les accusations. D'ailleurs , parmi ces mêmes actions les unes pouvaient être considérées comme ne devenant de véritables délits que par la conduite postérieure du roi ;

et les autres ne pouvaient être poursuivies que d'une manière illusoire.

Ainsi, par exemple, si, révoquant son serment ; si, s'obstinant à rester hors du territoire national, il devenait coupable par la seule prétention de conserver son droit à la royauté, on pouvait supposer qu'il cesserait de l'être, en se soumettant à l'abdication légale, prononcée par la Constitution, on pouvait presque considérer, sous le même point-de-vue, la négligence à opposer un acte formel aux entreprises faites en son nom.

Enfin, pour le cas où il se trouverait à la tête d'une armée ennemie, la loi, en le confondant pour les crimes postérieurs avec les autres citoyens, ne pourrait être regardée sans absurdité, comme une amnistie pour tout ce qui aurait précédé cet acte de rébellion ouverte, pour le crime d'avoir allumé la guerre civile. Quel motif a donc pu déterminer ce silence des législateurs ? sans doute ils ont senti que le roi était alors dans l'état de guerre déclarée, et qu'il ne pouvait être poursuivi qu'après avoir été vaincu en persistant dans sa rébellion, qu'après avoir ajouté de nouveaux délits à ceux qui avaient appelé sa déchéance.

Il est impossible d'entendre autrement ces lois. En effet, comment les mêmes hommes auraient-ils puni, par la déchéance, une absence opiniâtre ; et auraient-ils voulu que des complots de proscriptions et d'assassinats restassent impunis ! Comment auraient-ils puni plus sévèrement la rétractation d'un serment, que la violation de ce même ser-

ment par des actes de trahison ou de tyrannie? Comment la négligence de faire un acte formel de résistance leur aurait-elle paru plus criminelle que cet acte de pure ostentation, démenti par une connivence perfide avec les mêmes ennemis qu'on aurait eu l'air de vouloir combattre.

N'est-il pas plus naturel de penser que les rédacteurs de la Constitution se sont contentés de tracer une marche légale, pour les cas où la notoriété évidente rendait inutile une instruction judiciaire, et qu'ils ont abandonné aux circonstances ceux qui exigeraient cette instruction. Ils ont cru, sans doute, qu'il serait difficile de tracer d'avance une forme qui pût convenir aux événemens imprévus, extraordinaires, dont le procès fait à un roi devait être nécessairement précédé. N'est-ce pas encore assez d'être obligés d'accuser d'une réticence timide la majorité de cette même assemblée, dont les lumières et le courage ont de si justes droits à la reconnaissance nationale? Comment, sur de simples interprétations, pourrions-nous la juger coupable d'avoir contredit si ouvertement cette même déclaration des droits qu'elle regardait comme le premier titre de sa gloire?

Pourquoi, entre deux manières d'entendre ces articles, choisirions-nous celle qui suppose dans un même ouvrage fait par les mêmes hommes, publié par eux le même jour, une contradiction si révoltante?

Enfin, si un homme ne peut réclamer les conditions favorables d'un acte qu'il n'a pas

exécuté ; on qu'il a ouvertement violé ; si, par exemple, un débiteur contre qui son créancier aurait promis de n'exercer aucune poursuite, à la condition que ce débiteur lui abandonnerait une maison et les meubles qu'elle renfermait, peut être légitimement poursuivi dans le cas où, postérieurement à cet acte, il aurait enlevé une portion de ces meubles ; pourquoi les membres de l'Assemblée constituante n'auraient-ils pas cru que le roi, en violant les conditions de la Constitution, perdait le droit d'opposer aux poursuites judiciaires l'inviolabilité qu'il tenait de la Constitution seule, qu'il pouvait être jugé pour le crime de violation de l'acte constitutionnel, en vertu des principes du droit commun, et qu'une énonciation expresse n'était pas nécessaire ?

Comment, d'ailleurs, l'Assemblée constituante eût-elle pu placer dans la Constitution le mode de juger le roi ? Le corps législatif ne pouvait avoir, suivant l'esprit de la Constitution, le pouvoir de l'accuser. A qui pouvait-il appartenir ? A la Nation seule et dès-lors à des représentans nommés par elle, pour former une Convention. Il aurait donc fallu que la Constitution traçât aux Assemblées nationales législatives, précisément cette même conduite que l'Assemblée de 1791 a suivie le 10 août ; et si on se rappelle avec quelle timide circonspection l'Assemblée constituante a parlé du droit imprescriptible qu'a le Peuple de changer ses lois constitutionnelles, on s'étonnera moins de voir qu'elle n'ait pas osé lui faciliter les

moyens de l'exercer, en plaçant dans l'acte constitutionnelle mode suivant, lequel, dans le cas d'accusations graves, portées contre le roi par les citoyens, les législatures pourraient appeler une Convention nationale.

On a dit : Louis XVI ne doit pas être jugé, car s'il n'avait pas compté sur une inviolabilité absolue, il aurait peut-être refusé la royauté. Quoi ! il aurait refusé la royauté, si on ne lui avait pas dit : Vous pouvez impunément commettre tous les crimes, même celui de trahir une seconde fois le Peuple qui vous a donné le trône pour récompense d'une première trahison ? Mais Louis XVI, déjà déclaré inviolable, et dans les mêmes termes, avant cette première violation de son serment, se croyait-il à l'abri d'un jugement, lorsqu'il a été ramené de Varennes ? Mais Louis XVI ne savait-il pas que ses lâches serviteurs, malgré toute leur bassesse et toute leur puissance, n'ont pu, je ne dis pas faire adopter, mais seulement faire proposer cet article si clair et si simple : *Le roi, quelque crime qu'il commette, ne pourra jamais être puni que par la déchéance* ? Et comment aurait-il pu croire, que tel était le sens des articles de la Constitution, puisque ceux qui l'ont établie n'ont pas même souffert que ce sens leur fût directement présenté ? Comment aurait-il pu regarder comme l'assurance d'une impunité absolue, le succès des moyens prodigués pour obtenir seulement un honteux silence ?

Il est temps d'apprendre aux rois que ce silence des lois sur leurs attentats est le crime

de leur puissance , et non le vœu de la raison ou de l'équité.

La question se réduit donc maintenant à examiner si la règle de justice qui exige qu'une loi antérieure ait déterminé le délit et la peine , demande aussi l'antériorité dans la loi qui établit le mode de juger.

Or , je ne crois pas que cette condition soit exigée par la justice. En effet , un seul motif pourrait faire regarder cette autorité comme nécessaire : c'est que l'on doit aux citoyens l'assurance qu'ils ne pourront être arbitrairement soumis à une procédure injuste , à une procédure qui , établie pour un seul accusé , peut être combinée d'après des passions ou des préventions personnelles. Mais il ne peut être question ici d'instituer arbitrairement un mode individuel de jugement ; il s'agit seulement d'appliquer à un individu qui se trouve dans des circonstances extraordinaires , le mode de jugement établi pour tous les autres.

D'ailleurs , invoquons encore ici la loi positive. Quel est le titre du délit ? Un autre attentat contre la sûreté générale de l'Etat. Qui doit être accusateur ? L'assemblée des représentans du Peuple ? Qui doit juger ? La haute cour nationale. Dira-t-on que , cette cour ayant été abolie , tous les crimes de trahison , antérieurs à cette abolition , ne peuvent être poursuivis ? Que si la Convention nationale établissait un tribunal pour ces mêmes crimes , il ne pourrait juger que ceux qui seraient postérieurs à son institution ?

Voilà cependant ce qu'il faudrait soute-

nir , si l'on voulait prétendre ou que le roi ne peut être jugé , ou que la Convention nationale ne peut fixer le mode du jugement.

Dira-t-on que l'on ne doit point former un tribunal pour un individu déterminé ? Mais qu'en résulterait-il encore , sinon que le roi a droit de demander à être jugé par un tribunal ordinaire. D'ailleurs , il suivrait de cette maxime , que toute difficulté de forme qui arrêterait un jugement , assurerait l'impunité des accusés , dont la poursuite aurait fait naître cette difficulté. Aussi , ce qu'exige véritablement la justice , c'est qu'alors dans toutes les formes du jugement , comme dans le choix des juges , comme dans les actes de la procédure , les principes généraux de jurisprudence , favorables aux accusés , soient conservés , soient même étendus.

Les crimes imputés à Louis XVI , hors de l'exercice de ses fonctions royales , peuvent donc être jugés et punis comme les crimes de la même espèce , commis par un autre individu.

J'ajouterai , qu'en supposant même l'impunité de ces crimes , légalement établie , Louis XVI pourrait encore être jugé.

Il ne faut pas , en effet , confondre le droit de poursuivre et de juger , avec le droit de punir. Non - seulement ils peuvent être distingués dans la théorie , mais ils le sont par le fait , dans les pays où l'on exige , pour exécuter les jugemens , le consentement d'un pouvoir étranger au tribunal qui les a prononcés , et où cependant ce même pou-

voir n'est point autorisé à suspendre l'instruction des procédures. Telle est, par exemple, la loi de l'Angleterre, où le roi peut suspendre ou remettre la peine, et ne peut arrêter les poursuites. On punit le crime, pour que la crainte du châtimement le prévienne; on le punit, pour que les coupables ne puissent plus nuire à la société, par de nouveaux forfaits. Il faut poursuivre et constater le crime, pour avoir droit de le punir. Mais est-ce là le seul motif qui puissent déterminer la poursuite et le jugement d'un délit? N'est-il pas encore utile à la société, que les auteurs d'une action coupable, fussent-ils rester impunis, soient connus d'elle; et si le doute peut tomber sur l'existence même du délit, n'est-il pas utile de savoir s'il est réel ou imaginaire? La société n'a-t-elle pas le droit de connaître jusqu'à quel point elle a été offensée; et combien ce droit n'acquiert-il pas de force, quand la sûreté d'un Peuple entier a pu être menacée?

La Nation française a été trahie, et elle a droit de constater comment et par qui elle l'a été; cette connaissance ne peut-elle pas être nécessaire à sa sûreté; ne peut-elle pas influencer sur les précautions qu'elle doit prendre pour sa défense? Elle aurait donc le droit de poursuivre et juger Louis XVI, quand bien même son inviolabilité absolue aurait été prononcée.

La royauté est abolie en France, ce vœu de la Convention nationale est celui du Peuple. Il n'a fait qu'user d'un droit inaliénable et imprescriptible. L'idée d'un contrat, qui

puisse lier une Nation à un de ses fonctionnaires, et qu'elle n'ait pas le droit de briser tant que ce fonctionnaire reste fidèle aux conditions du contrat, est une chimère que les ennemis de la liberté et de l'égalité des hommes osent seuls soutenir encore. Telle est l'opinion de tous les membres de cette Assemblée, et sans doute de tous les Français.

Mais elle n'est point celle de tous les autres Peuples ; et s'il en existait un où l'opinion contraire dominât, qui, pour juger légitime la déchéance de Louis XVI, eût besoin de le croire coupable, et que ce motif seul pût empêcher ceux qui le gouvernement de l'entraîner dans la cause de nos ennemis, combien alors ne deviendrait-il pas utile de constater les délits du ci-devant roi, quand bien même son inviolabilité empêcherait de les punir. Enfin, s'il était possible que la conviction des crimes commis par Louis XVI eût influé sur le sentiment qui a fait recevoir avec transport, par les Français, le décret qui abolit la royauté, ne leur devez-vous pas de ne laisser s'élever aucun doute sur la réalité de ces mêmes crimes ? Vous serait-il permis, en ne faisant pas juger celui qui s'en est rendu coupable, de livrer les citoyens à cette incertitude qu'il est si facile de répandre, du moins pour un temps, sur les faits les plus indubitables ?

Ainsi, quand bien même on donnerait à l'inviolabilité constitutionnelle l'étendue la plus contraire à la raison et à la justice, il resterait encore vrai que la Nation fran-

caise peut avoir un intérêt réel de constater les crimes de celui qui a été roi , et par conséquent qu'elle a droit de le juger.

Enfin , supposons que la Convention nationale regarde cette inviolabilité constitutionnelle , comme une impunité absolue , il reste à savoir si Louis XVI a droit à cette prérogative. En acceptant la royauté sous sa forme nouvelle , il a dû se soumettre à la Constitution ; il a dû la regarder comme une loi obligatoire pour lui-même. S'il n'a fait que recevoir cette royauté comme les restes dégradés de celle qu'il croyait lui appartenir par le droit absurde de sa naissance ; si les nouvelles conditions apposées à l'exercice de cette fonction n'ont été à ses yeux que des usurpatious auxquelles il a fait semblant d'adhérer , en se réservant de reprendre ses anciennes prérogatives ; s'il existe des preuves de cette perfidie , n'est-il pas évident que jamais Louis XVI n'a été légitimement roi constitutionnel , et qu'il n'a droit à aucune des prérogatives d'inviolabilité attachées à ce titre , par la seule Constitution ?

Cette expression : *Le roi a accepté la Constitution* , était sans doute une absurdité politique ; la Constitution n'était pas une convention entre lui et le Peuple , dans ce sens que le roi eût pu ne pas s'y soumettre , sans renoncer au trône , et que le Peuple eût abdiqué le droit de la changer. Mais il n'en est pas moins vrai , que sous un autre rapport , tout citoyen qui accepte une fonction publique ; contracte réellement avec la Nation entière ; que l'un s'engage à un service ,

l'autre à procurer certains avantages, et que ce contrat est réciproquement obligatoire, tant que la loi qui établit cette fonction publique reste la même. La Nation conserve le droit de changer la loi; mais elle ne peut avoir celui de la violer.

Or, tout homme qui, avant de signer un contrat, aurait protesté d'avance contre les conditions qu'il jugeait lui être onéreuses, ne peut légitimement réclamer celles des conditions qui lui sont favorables.

Ainsi, quand même on pourrait dire que Louis XVI, après avoir manqué aux engagements contractés par lui, a conservé néanmoins son droit à l'impunité qui était un des avantages accordés pour prix de ces engagements, quand on prétendrait que l'acte constitutionnel le lui réservait même après la violation de sa promesse, il est évident du moins que ce même acte ne lui réserve aucun de ces avantages, ni dans le cas d'une protestation faite d'avance, ni dans celui d'engagements antérieurs, contraires à ceux qu'il a contractés avec la Nation, sur-tout s'il y a persisté après l'acceptation de la royauté.

Ainsi, Louis XVI peut être jugé, au moins sur ce fait, puisque le crime de cette protestation, de ces engagements antérieurs, continués ensuite, est un de ceux dont il est accusé, et qu'il est évident que pour ce délit il ne peut prétendre à aucune espèce d'inviolabilité.

Il n'y a donc aucune hypothèse dans laquelle on puisse soutenir que le ci-devant

roi n'est pas jugeable , excepté celle de son droit héréditaire à la couronne , hypothèse qu'aucun Français n'admettra sans crime , qu'aucun homme ne peut soutenir sans une vile et stupide démente.

Je proposerai donc de décréter que l'inviolabilité constitutionnelle, ne s'étendant point aux délits personnels de Louis XVI, il peut être jugé et puni.

Dans le cas où la proposition contraire serait adoptée , je me réserve de décréter , 1^o. que Louis XVI peut être jugé et puni pour le délit d'avoir protesté d'avance contre son acceptation de la couronne, et d'avoir formé antérieurement, et continué depuis des engagements contraires à ceux que renfermait son acceptation ; 2^o. que pour les autres délits , il peut être jugé , quoique (par la décision que je suppose adoptée) il ne puisse plus être puni.

Comment Louis XVI doit-il être jugé ?

J'essaierai d'abord de prouver qu'il ne peut l'être par la Convention nationale ; et j'indiquerai ensuite quelle forme de jugement me paraît la plus propre à manifester la justice de la Nation en assurant l'impartialité du tribunal , en l'investissant de l'autorité d'opinion nécessaire pour prononcer la condamnation ou l'absolution sans être exposé au reproche d'avoir cédé à la séduction ou à la crainte.

Des actions qui portent directement atteinte aux droits , à la sûreté du Peuple , semblent appeler un tribunal qui appartienne également à toutes les parties de la république.

Les trahisons d'un officier public, dont les fonctions embrassaient l'Etat entier, semblent ne pouvoir être jugées par un tribunal restreint à une des portions du territoire. Ainsi, la Convention nationale, un tribunal choisi par elle, un tribunal élu par les départemens, tels sont les seules combinaisons entre lesquelles on puisse balancer.

La Convention nationale peut-elle juger le ci-devant roi? Non, sans doute. D'abord il ne peut être jugé que d'après un mode qui n'est pas encore établi. La Convention serait donc à-la-fois législatrice, accusatrice et juge : et par cette cumulation de pouvoirs ou de fonctions, les premiers principes de la jurisprudence seraient violés. Des juges, qui eux-mêmes ont déclaré qu'ils voulaient l'être, des juges qui ne sont assujétis qu'aux réglemens qu'ils se sont donnés, aux formes qu'ils ont voulu s'imposer, des juges qui peuvent au milieu d'une instruction, charger ou modifier ces formes, présentent un de ces pouvoirs dont une société qui veut rester libre doit éviter de donner des exemples.

Le principe non moins sacré, qui prescrit de mettre à l'abri de toute espèce de soupçon l'impartialité des juges, ne serait pas moins violé. En effet, ceux d'entre nous qui siégeaient dans l'Assemblée constituante, lorsque Louis XVI rassemblant une armée, menaçait à-la-fois et Paris et les représentans du Peuple, peuvent-ils rester les juges du tyran qui a conjuré contre eux? Ceux d'entre nous qui siégeaient ici le 10 août, qui, si l'armée eût été vaincue, étaient dévoués à la
mort,

mort , peuvent-ils rester les juges de celui qui les a proscrits ? Louis est accusé d'une connivence coupable avec les ennemis étrangers : et parmi les crimes qui lui sont imputés , on compte cet accord perfide entre les projets des princes émigrés et ceux du château des Tuileries. Or, les hommes qui d'après ces projets bien connus étaient marqués pour victimes aux tribunaux du nouveau despotisme , les membres des deux assemblées , pourraient-ils rester les juges de celui qui les avait déjà désignés à ses bourreaux ? On dira que tous les citoyens , tous les amis de la liberté étaient également menacés , et qu'en adoptant ce raisonnement , il serait impossible de trouver des juges ? Mais un brigand qui , jetant la terreur dans une contrée , en menace tous les habitans , est sans doute leur ennemi , et tous ont intérêt qu'il ne soit pas impuni. Cependant on n'admettrait pas au nombre de ses juges ceux dont il aurait dévasté les propriétés , ceux qu'il aurait personnellement menacés ; et on ne proposerait pas d'en exclure le reste des citoyens. C'est que l'impartialité exigée des juges est une impartialité personnelle ; et l'absence de tout intérêt , de toute passion privée. On ne craint point ces passions généreuses et universelles dont la masse entière d'un Peuple peut être agitée , parce que dans les hommes éclairés et de sang-froid , ces passions sont inséparables de l'amour de la justice , et se confondent avec lui.

Un autre principe doit nous éloigner encore des fonctions de juges.

On regarde comme légitimement récusable, celui qui a d'avance manifesté son opinion sur l'innocence ou sur le crime des accusés. On ne le considère point comme exempt de prévention, parce qu'il peut être arrêté par cette espèce de fausse honte qui nous attache à nos opinions.

Et cette fausse honte est bien naturelle; car enfin l'intérêt, la légèreté, la faiblesse, les passions sont plus souvent la cause des changemens d'opinion qu'une méditation plus longue, que des études plus approfondies, et rarement la censure publique pardonne ces changemens. Quelle justice y aurait-il à donner pour juges à un accusé des hommes qui, forcés pour le déclarer innocent, de renoncer à une opinion officiellement manifestée, seraient sûrs d'être accusés de perfidie ou de corruption, et ne pourraient s'en laver qu'en s'avouant eux-mêmes coupables d'une inexcusable légèreté?

Or, non-seulement l'Assemblée législative, mais la Convention elle-même a hautement déclaré son opinion sur les crimes du ci-devant roi : l'Assemblée législative l'a prononcée dans plusieurs déclarations adoptées par elle et publiées en son nom. La Convention l'a prononcée dans une déclaration solennelle adressée à la Nation helvétique.

Songez enfin que nous sommes chargés de préparer la Constitution qui doit être proposée au Peuple, de terminer un assez grand nombre de lois civiles nécessaires pour établir une véritable égalité, pour compléter l'affranchissement de plusieurs classes nombreu-

ses, d'organiser l'instruction publique et les établissemens de secours ; enfin de veiller sur la défense , comme sur la tranquillité de l'Etat , dans un instant où nous avons à-la-fois une ligue puissante à combattre , les restes épars d'une ou de plusieurs grandes conspirations à étouffer , et le système social à régler jusques dans ses premières bases.

Pouvons-nous , au milieu de tant d'occupations , consacrer une portion de notre temps à la suite d'une procédure dont il faudra nous soumettre à suivre rigoureusement toutes les formalités ? comment pourrions-nous éviter à-la-fois le reproche , ou d'avoir prononcé avec trop de légèreté et de précipitation , ou d'avoir perdu , à juger un homme , un temps réclamé par la Nation toute entière ?

Quand bien même dans ce moment le Peuple nous verrait sans peine nous charger de cette fonction , ne devons-nous pas craindre que la négligence forcée de ses autres intérêts , que des incidens qui lui feront appercevoir les inconvéniens de cette cumulation de pouvoirs , que des discours , des mots échappés , des mouvemens d'approbation ou d'humeur , qui jetteront des nuages sur notre impartialité , ne changent bientôt cette première approbation en reproches ?

L'attitude d'un tribunal doit être plus sévère que celle d'une assemblée délibérante ; et en changeant d'un jour à l'autre de fonction , pourrions-nous nous répondre de changer aussi nos habitudes ?

Déjà , des frontières de la France , et bientôt des extrémités de l'Europe , la voix de la ca-

l'omnie se fait entendre. Ce n'est point le Peuple, dit-elle, qui veut que Louis soit jugé, c'est une poignée de factieux atrabilaires, qui ont égaré ou subjugué les esprits incertains et timides. En vain l'Assemblée législative, que de longs combats contre les complots de la cour avaient irritée, s'est renfermée dans les limites étroites que la Constitution lui avait tracées; en vain, dédaignant d'imiter l'ambition usurpatrice du long parlement d'Angleterre, elle s'est empressée de remettre au Peuple des pouvoirs qui ne suffisaient plus pour le sauver; en vain la Convention est-elle formée d'hommes revêtus de la confiance nationale, postérieurement aux événemens qui ont précipité Louis XVI du trône constitutionnel: les ennemis de la république française n'en oseront pas moins présenter à tous les Peuples, comme les ennemis d'un roi détrôné, ceux qui exercent les pouvoirs dont il a été dépouillé. Eh bien, imposons silence à ces cris de la tyrannie inquiète, de la servitude effrayée par la chute d'une de ses idoles! Que la Nation entière nomme les juges, et que son vœu ne puisse plus être méconnu.

La plupart des motifs qui doivent nous éloigner de remplir les fonctions de juges, nous interdisent également de les choisir.

C'est à la Nation seule que ce choix peut être réservé. Elle seule peut être regardée comme absolument exempte de tout intérêt différent de l'intérêt commun, de toute prévention particulière.

Je proposerai donc que Louis XVI soit

jugé par un tribunal dont les jurés, dont les juges soient nommés par les corps électoraux des départemens. Ce tribunal, d'après les principes que j'ai exposés, doit se rapprocher, autant qu'il est possible, des tribunaux ordinaires, et n'en différer que par une grande solennité exigée par la nature même de l'accusation, et par des dispositions plus favorables à l'accusé, parce que la justice veut, qu'en lui enlevant le droit d'être jugé par le tribunal commun, sa situation ne puisse en paraître aggravée.

Les corps électoraux de chaque département éliraient un commissaire et certain nombre de jurés.

Cette distinction est nécessaire, parce que les commissaires destinés à remplir des fonctions qui supposent la connaissance des lois et l'habitude des formes, doivent être choisis parmi ceux en qui les électeurs croiront trouver ces conditions.

Les jurés choisiront parmi ces commissaires ceux qui seront chargés de poursuivre l'accusation, ceux qui feront les fonctions de juge, ceux qui devront défendre l'accusé dans le cas où il ne répondrait que par des protestations, dans celui où il ne trouverait pas de défenseurs volontaires, dans celui enfin où les partisans de la royauté jugeraient important, pour leur cause, de faire croire qu'il n'a pu en trouver.

Ces contradicteurs seraient utiles pour empêcher de céder trop aisément, dans l'examen des faits, à cette conviction intérieure produite par le système entier de la conduite

de Louis XVI. Car cette conviction pourrait rendre trop facile sur les preuves des faits particuliers, et cependant il importe d'en convaincre les Nations dont les chefs nous combattent ou conspirent contre nous. Les partisans secrets du trône n'attendent que le moment de pouvoir ensevelir dans le jugement précipité d'un roi, les crimes de la royauté. L'individu n'est rien pour eux, et ils le sacrifieraient volontiers, s'ils pouvaient, en reprochant à la République une condamnation irrégulière, acquérir à la cause du trône quelques amis de plus.

La loi accorderait à l'accusé le droit de récuser un certain nombre de juges.

Les récusations des jurés seraient plus étendues qu'elles ne le sont d'après la loi commune; et il faudrait qu'après ces récusations il en restât assez pour former un jury qui, par le nombre seul de ses membres, eût une imposante autorité d'opinion, qui représentât dignement, aux yeux des Peuples étrangers, la majesté d'une grande Nation; qui éloignât toute idée de séduction, de pratique secrète, de crainte ou de prévention.

La loi exige, pour prononcer une condamnation, la pluralité de dix jurés contre deux, c'est-à-dire, celle de huit voix; et sous un autre point de vue, celle des quatre sixièmes du nombre total.

Quoique, d'après la théorie abstraite, une pluralité de huit voix, quel que soit le nombre des jurés, donne au jugement une égale probabilité, cependant diverses considérations l'affaiblissent à mesure que ce nombre s'accroît.

Il faut donc exiger une pluralité plus grande. D'un autre côté celle des quatre sixièmes devient beaucoup trop forte à mesure que le nombre des jurés augmente. Si même le jugement sur la vérité d'un fait peut être influencé par des différences d'opinions étrangères au fait en lui-même ; exiger , pour un nombre très-grand de jurés, une pluralité proportionnelle , aussi forte que celle de la loi commune, ce ne serait pas assurer la vérité d'un jugement , mais le dénaturer au point de ne plus en faire qu'un combat entre les deux opinions qui partageraient les esprits.

C'est donc entre ces deux extrêmes qu'il faut choisir , et on ne doit le faire qu'après avoir fixé le nombre des jurés.

On a proposé de rendre public dans ce jugement ce qui ne l'est pas dans les jugemens ordinaires ; mais ce changement est contraire à la nature même des décisions par jurés. Chargés de prononcer d'après leur seule conscience , elle doit conserver l'indépendance la plus absolue , non-seulement la puissance nationale , mais l'opinion du Peuple ne doit pouvoir exercer sur elle aucune autorité ; elle doit rester libre comme la pensée même.

Pourriez-vous , sans blesser ce principe , soumettre à l'opinion publique une décision dans laquelle on se rendrait coupable , si , en la prononçant , on se permettait de songer à la force , à l'existence même de cette opinion , fût-elle le jugement universel du genre humain ?

Ce changement suffirait pour détruire , aux

yeux de l'Europe , toutes les précautions prises pour mettre hors de toute atteinte l'impartialité nationale.

Et d'ailleurs il donnerait un exemple dangereux ; aucun intérêt , aucune considération ne peuvent nous permettre d'affaiblir un principe , garant sacré de la liberté de la sûreté individuelle des citoyens.

S'il est violé à l'égard d'un homme qui a été roi , qui vous répondra que l'on ne proposera pas de le violer également à l'égard d'un chef de parti qui aura su se rendre dangereux , à l'égard d'un citoyen dont la cause , agrandie par ses talens ou sa renommée , partagerait l'opinion de la France entière ? Qui vous répondra que bientôt on n'applique cette même distinction à un homme qui , sans être ni dangereux , ni obscur , n'en aura eu que la vaine prétention , à un homme à qui ses ennemis auront supposé ces avantages funestes pour le prendre avec plus de certitude ?

C'est donc à un juré spécial que le jugement du roi doit être confié. Il doit être choisi par tous les départemens , non parce que l'accusé a été roi , mais parce que le crime intéresse directement toute la Nation. Il doit être nommé par les corps électoraux , parce qu'il s'agit d'élire pour une fonction particulière , et non de désigner successivement des citoyens par une fonction commune , comme dans la nomination des jurés ordinaires.

Je passe maintenant à une troisième question.

Où le roi doit-il être jugé ?

Cette question me paraît avoir une importance d'opinion , plutôt qu'une importance réelle. Les dangers pour cette tranquillité qui doit accompagner tous les actes de ce jugement solennel , sont par-tout les mêmes , s'ils existent.

Par-tout vous trouverez à combattre ou les mouvemens d'une grand masse de citoyens , ou ceux d'une force armée oisive et nombreuse.

Par-tout on aura les mêmes intrigues à déjouer, par-tout elles sauront trouver des moyens d'agir différens, suivant les circonstances, mais également dangereux.

Quant à l'importance d'opinion , elle s'affaiblit encore par cette seule considération que les objections se porteront toutes contre le parti que vous aurez adopté , quel qu'il puisse être , qu'il y aura toujours des intentions à supposer , et des projets à dénoncer.

Je me bornerai donc à deux observations ; l'une , que si le jugement se fait , suivant l'ordre naturel , dans le lieu où le délit a été commis , où l'accusé avait son domicile , vous devez donner au tribunal les moyens de s'entourer d'une force indépendante qui assure la liberté de ses délibérations.

Si , au contraire , vous jugez qu'il doit pouvoir se faire ailleurs , alors vous devez laisser aux jurés le droit de choisir le lieu de leurs séances ; et enfin de leur assurer une indépendance entière, fixer une ville , autre que Paris, pour leur premier rassemblement, avec la condition que cette ville sera seule exceptée dans leur choix. Aucune autre ville que Paris

n'étant indiquée par des considérations antérieures, cette exclusion ne peut être regardée comme une véritable limitation à la liberté de choisir; et par ce moyen, la portion du Peuple, au milieu de laquelle se ferait le choix, serait entièrement désintéressée dans la décision.

Louis XVI doit-il être jugé? Le jugement qui serait prononcé contre lui doit-il être exécuté, quel qu'il puisse être? Ces deux questions sont essentiellement distinctes, et il est nécessaire qu'elles soient séparément discutées.

Louis doit être jugé, parce que les précautions que la Nation aurait droit de prendre à son égard, pour la sûreté générale, ne sont pas les mêmes s'il est déclaré innocent par le tribunal, ou si, étant déclaré coupable, la peine seule lui est remise.

Louis XVI doit être jugé, parce que la révolution qui nous a conduits à l'établissement de la République, a eu pour motif principal les trahisons de celui à qui la Constitution avait confié tous nos moyens de défense.

Or il importe de prouver à l'Europe, par une discussion juridique et contradictoire, que ces motifs n'étaient pas chimériques, qu'ils n'étaient pas un prétexte habilement saisi par un petit nombre d'hommes qui avaient envie de changer la forme de la Constitution.

Le droit national resterait le même sans doute. L'abolition de la royauté serait également légitime; mais il importe à la cause de la liberté, que ses défenseurs ne puissent

être accusés d'avoir égaré le Peuple pour l'amener à se ressaisir de ses droits légitimes ; il importe à la Nation de savoir si c'est en l'éclairant ou en la trompant qu'on l'a conduite au moment où la convocation d'une Convention est devenue nécessaire.

Les accusateurs de Louis XVI ont droit d'exiger qu'un jugement solennel prononce entr'eux et lui, et que la justice nationale décide s'ils ont été des accusateurs téméraires, des calomniateurs, ou de dignes citoyens ; s'ils ont rêvé, imaginé ou découvert une grande conspiration.

Enfin, si vous pesez toutes les opinions qui partagent la France, ses relations au-dehors, sa situation intérieure, tout ne dit-il point que l'examen juridique de ces faits est nécessaire non au salut de la liberté, mais à son prompt et paisible affermissement ?

Ces preuves de trahison si multipliées ne sont-elles pas déjà combattues ? N'oppose-t-on pas déjà l'oubli de quelques formalités à l'authenticité, à l'autorité des pièces sur lesquelles ces preuves sont établies ? Une instruction solennelle, contradictoire, faite devant des juges étrangers aux discussions élevées entre Louis XVI et les défenseurs des droits du Peuple, peut seule détruire ces objections aujourd'hui méprisées, mais qui, soutenues par l'or des rois, pourraient, en accréditant des calomnies contre la révolution française, retarder chez d'autres Peuples les progrès de la liberté.

En un mot vous vous devez à vous-mêmes ,

vous devez au genre humain le premier exemple du jugement impartial d'un roi.

Le jugement, quel qu'il soit, doit-il être exécuté sans consulter la volonté nationale, soit immédiatement, soit par l'organe des représentans du Peuple ?

Il ne s'agit point ici, sans doute, de discuter si la société a le droit d'établir la peine de mort, si cette peine peut être assez nécessaire pour jamais pouvoir être juste ; mais cette question générale est d'une telle nature, que c'est presque un devoir d'énoncer son opinion du moment où elle a pu être agitée.

Je crois la peine de mort injuste toutes les fois qu'elle est appliquée à un coupable qui peut être gardé sans danger pour la société ; et cette vérité est susceptible d'une démonstration rigoureuse. Je crois qu'à l'exception de ce cas unique qui ne doit point se présenter dans une Constitution vraiment libre, une fois bien établie, la suppression absolue de la peine de mort est un des moyens les plus efficaces de perfectionner l'espèce humaine ; en détruisant ce penchant à la férocité qui l'a trop long-temps déshonorée. Je crois que l'exemple de meurtres ordonnés au nom de la loi, est d'autant plus dangereux pour les mœurs publiques, que la Constitution d'un pays laisse aux hommes une plus grande portion de leur indépendance naturelle. Des peines qui permettent la correction et le repentir, sont les seules qui puissent convenir à l'espèce humaine régénérée.

Mais je reviens à l'objet de cette discussion.

L'existence de Louis XVI est-elle favorable ou contraire aux partisans sincères ou simulés, étrangers ou Français, de la royauté constitutionnelle, ou de la royauté héréditaire ? Est-il avantageux ou non pour leurs projets, que le trône qu'ils veulent relever puisse être occupé par un enfant, ou doive l'être nécessairement par un homme avili pour sa conduite, odieux pour ses crimes ? Est-il de l'intérêt de la République française de diminuer l'intervalle qui sépare du trône les individus résidans dans les pays étrangers où ils seront long-temps les instrumens actifs et dociles de tous nos ennemis ?

En un mot, comme l'existence de ces prétendans héréditaires est un mal nécessaire, les changemens dans l'ordre de ces prétentions, dans les intérêts, dans les espérances, dans les moyens des individus appelés à cette absurde substitution, peuvent-ils avoir sur la conservation de notre liberté, une influence réelle ?

Notre sévérité effraiera-t-elle, irritera-t-elle les rois ennemis et les dévots à la royauté ? L'opinion encore chancelante de plusieurs Peuples sera-t-elle aliénée ou encouragée ?

Ces questions auxquelles il est difficile de répondre avant d'avoir pu observer l'effet de nos premières résolutions, produiront sur la France et sur l'Europe, semblent exiger que la Convention nationale se réserve le droit de modifier le jugement du tribunal, ou le remettre au Peuple, en lui indiquant les moyens de l'exercer.

Si le jugement était favorable, ne resterait-

il aucun droit à la Nation sur l'homme qui a été roi ? Supposons qu'en exerçant son autorité usurpée , un roi héréditaire et absolu n'ait commis aucune injustice , aucune violence ; supposons qu'aveuglé par son éducation , il ait cru de bonne-foi son autorité légitime : admettons ces deux hypothèses qu'aucun roi n'a peut-être réalisées. Ne peut-on pas dire alors l'erreur involontaire absout de la peine ? mais le droit de se précautionner contre les effets de cette erreur n'en subsiste pas moins. On ne punit point un homme en démence , mais on prend les moyens nécessaires pour l'empêcher de nuire : et si la liberté de Louis XVI , innocent , était dangereuse pour la sûreté de la Nation , sans doute elle aurait encore le droit de l'en priver.

Mais comment pourrions-nous , sans injustice , réserver le droit de prendre des précautions de sûreté , dans le cas de l'absolution , sans réserver en même-temps , dans le cas de la condamnation , celui de modifier la peine ?

Ainsi , en donnant aux considérations politiques tout le poids qu'on peut leur supposer , on voit qu'elles sont étrangères à la question du jugement , mais qu'elles peuvent seulement influencer sur la commutation de la peine prononcée , sur les précautions que l'intérêt national pourrait exiger. Juger un roi accusé est un devoir ; lui pardonner , peut être un acte de prudence ; en conserver la possibilité , est un acte de sagesse dans ceux à qui les destinées politiques de la Nation ont été confiées.

Je proposerai donc d'ajourner jusqu'après la décision des autres questions , et inmédiat-

tement avant l'ouverture du tribunal , la question de savoir si , et par qui , le jugement pourra être modifié.

Telles ont été mes réflexions sur un objet qu'il était dans l'ordre des choses humaines , que la philosophie pût traiter une fois d'après les principes de la justice , et avec le sentiment d'une froide impartialité.

Depuis long-temps les rois ne sont que des hommes aux yeux de la raison ; et le temps approche où ils ne seront aussi que des hommes aux yeux de la politique.

Mais le moment où les préjugés qui environnaient les trônes achèvent de disparaître , et où cependant l'influence des rois sur les destinées des Peuples subsiste encore , doit être aussi le seul où il soit enfin possible , et où il soit encore utile de développer les droits qu'ont les Peuples sur ces êtres entourés par l'erreur et la bassesse des fantômes de toutes les superstitions.

C'est quand il n'y aura plus en Europe qu'un seul roi à juger , que son procès , devenu une cause ordinaire , ne méritera plus de fixer les regards des nations.

CHAPITRE XXXI.

*Réflexions impartiales d'un Republicain ,
sur le Jugement qui doit être prononcé
contre le ci-devant roi.*

LA France , l'Europe entière ont les yeux fixés sur nos Représentans à la Convention nationale , dans l'attente du jugement qu'ils vont porter sur Louis XVI : jugement qui peut influer puissamment sur les destinées de la République naissante. Je ne rappellerai point ces dilapidations effrayantes qui ont amené la révolution ; ces pensions scandaleuses , consignées en partie dans le livre rouge ; ces violations des dépôts les plus sacrés , tels que ceux destinés à la construction des quatre hospices pour suppléer à l'insuffisance de l'Hôtel-Dieu , et à secourir les infortunés que l'orage de 1788 avait réduit à la plus affreuse indigence ; je ne ferai point l'énumération de tous les crimes dont Louis XVI n'a cessé de se rendre coupable , soit depuis la révolution , qu'il avait juré de maintenir , soit depuis l'acceptation de la Constitution qu'il avait juré d'observer. Je me bornerai à quelques réflexions succinctes ; d'abord , sur la conduite qu'a tenu le ci-devant

devant

devant roi , sur celle qu'il devait suivre , et ensuite sur le jugement qui doit être prononcé contre Louis et sa famille.

Tandis que Louis entretenait des correspondances secrètes , avec ses frères , que , de concert avec eux , il sollicitait des secours auprès de toutes les puissances de l'Europe , qu'il sondoyait à Coblentz ses anciens gardes-du-corps , qu'il se ménageait , par toutes sortes de moyens , de nombreux conspirateurs à Paris et dans toute la France ; le parjure Louis ne cessait de prodiguer les sermens , les protestations de sincérité , de loyauté , de franchise , et par cette politique atroce , préparait les malheurs auxquels la Nation , depuis trois ans , n'a cessé d'être en proie.

Envain prétendrait-on que les circonstances le forçaient à dissimuler , afin de mettre ses jours en sûreté ; Louis XVI a pu se convaincre par les événemens des 14 et 17 juillet 1789 , et par celui du 6 octobre de la même année , que sa vie ne courrait aucun danger , qu'elle avait toujours été en sûreté au milieu du peuple ; et malgré ses parjures et ses trahisons , il en avait encore reçu de nouvelles preuves à son retour de Varennes. Quels moyens devait-il donc employer pour mériter au moins l'estime de l'Europe , et peut-être même celle de la France ? L'un de ces trois , très-opposés entre eux : accepter loyalement la Constitution , qui lui assurait le plus beau trône du monde ; ou bien déclarer , dans ce langage absurde , inventé par la tyrannie , que ne pouvant transmettre à ses descendans le royaume de France , tel

qu'il l'avait reçu de ses ancêtres , il donnait librement et volontairement sa démission ; ou bien encore , si l'un de ces moyens ne convenaient pas à cette classe d'hommes sanguinaires , qui s'imaginent ne tenir leur puissance que de Dieu et de leur épée , c'est-à-dire , du droit de ces brigands dévastateurs , qu'on appelle conquérans ; le ci-devant roi , fidèle à ce principe barbare , devait donc , à l'époque du 17 juillet 1789 , ou bien à celle du 10 août dernier , se mettre courageusement à la tête de ses satellites , et périr les armes à la main plutôt que de les abandonner lâchement , et de les désavouer lorsqu'ils sacrifiaient leur vie pour la défense de ses droits tyranniques.

Loin d'embrasser aucun de ces partis , qui supposent au moins de la franchise ou de la valeur , que fait le ci-devant roi , après avoir épuisé d'abord les revenus de l'État , puis ceux de la liste civile , à stipendier les brigands du Nord ; après avoir accepté la Constitution ; après avoir juré de la maintenir ; après avoir fait l'aveu que pendant son voyage à Varennes , il a reconnu que la très-grande majorité de la Nation approuve , chérit et désire cette même Constitution ; Louis XVI ne cesse de se parjurer , il ne cesse d'inviter par l'organe de ses frères , tous les despotes de l'Europe à se coaliser , à porter dans sa patrie le fer et la flamme ; satisfait de régner sur des monceaux de cadavres , sur le petit nombre de ceux que la fureur des ennemis aurait épargné ; et par cette conduite atroce se rend coupable de tous les malheurs qui

ont affligé la France, de tous les meurtres qui ont été commis depuis le 14 juillet 1789, jusqu'au 2 septembre de cette année. Con vaincu de cette multitude d'attentats, de trahisons, de perfidies, quelle doit être la punition d'un coupable, dont l'énormité des crimes est telle que la Loi n'aurait pu les prévoir? Ce serait un supplice proportionné, s'il était possible, à l'étendue de ses forfaits!

Il serait inutile de parler ici de la déchéance; elle existe par le fait du moment où la Nation, recouvrant ses droits imprescriptibles, a choisi le gouvernement républicain; ainsi la déchéance du trône ne saurait être un châtimement, pour un homme qui n'est plus roi; mais une Nation puissante, magnanime doit manifester son caractère jusque dans ses vengeances: il en est une mille fois plus terrible que la mort pour des êtres accoutumés à l'idolâtrie! c'est une prison perpétuelle. C'est là que les remords déchirans rappelleront sans cesse au coupable tous les crimes qu'il a commis; c'est là que son supplice doit s'accroître en raison de la félicité d'un Peuple qu'il a trahi tant de fois; c'est là qu'il doit finir sa pénible carrière; c'est là que cent fois le jour, il implorera vainement la mort, comme un bienfait qui lui sera refusé. La crainte seule pourrait proposer l'arrêt de mort contre le coupable; mais ce serait à la fois pusillanimité, injustice et faiblesse. Un Peuple courageux et fier, est inaccessible à la crainte, parce qu'il a le sentiment de sa force; il dédaigne, il rejette avec mépris une vengeance timide, illégale;

et s'il conserve les jours d'un roi , souillé de tant de crimes , c'est pour servir d'exemple aux oppresseurs , aux despotes , aux tyrans , sous lesquels gémissent encore tant de Nations.

On ne me reprochera certainement point d'avoir voulu pallier , sous aucun rapport , les perfides complots du ci-devant roi. En indiquant un genre de peine qui me paraît en proportion avec le délit ; je puis encore citer à l'appui de mes conclusions , le paragraphe 6 de la section première du chapitre II de la Constitution , qui prononce simplement la déchéance , dans le cas où le roi dirigerait contre la Nation les forces d'une armée étrangère. On objectera , et je ne le dissimule pas , que le dernier de nos rois a comblé la mesure à cet égard ; que ses trahisons , ses perfidies ont occasionnés plus de maux à la France que s'il s'était mis réellement à la tête d'une armée étrangère ; mais il est un principe incontestable chez tous les Peuples du monde , c'est que tout coupable doit être puni suivant le texte de la loi , et ne saurait l'être pour un crime que la loi n'aurait point prévu ; parce que jamais une loi ne peut avoir d'effet rétroactif. Nous allons examiner si c'est comme roi , ou comme simple individu que Louis XVI doit être jugé.

On fait également valoir pour ou contre le ci-devant roi , l'inviolabilité dont il était revêtu ; mais cette inviolabilité , quelque interprétation qu'on lui donne , ne peut être qu'une monstruosité politique , ou une chi-

mère absurde. Tout homme est inviolable, c'est-à-dire, que la loi met également sous sa sauve-garde la personne et les biens de tous les citoyens. Louis XVI, comme roi, était inviolable sous un autre rapport; la loi ne pouvait lui demander compte de ses opérations, parce qu'il n'était point assujéti, comme ses ministres, à la responsabilité; mais comme individu, s'il eût poignardé sa femme, assassiné son fils, sa fille, ou toute autre personne, alors la loi pouvait l'atteindre et le punir. Ainsi c'est comme roi, seulement, qu'il peut être accusé d'avoir trahi la Nation, et c'est en cette qualité seule; que la loi pourrait prononcer contre lui. Et qu'on ne dise pas qu'ayant rompu le pacté social, il ne peut réclamer la loi qui le condamne : un scélérat qui expire sur l'échafaud, a pareillement rompu le pacté, le contrat qui l'attachait à la société, mais il n'est pas moins puni, suivant les lois de cette société, dont il a rompu les liens, pour le crime qu'il a commis.

Le vœu secret des puissances ennemies de la France serait, dit-on, que l'on prononçât, contre Louis XVI et sa famille, la peine du bannissement. Il suffit de se rappeler les guerres funestes occasionnées par les descendants de la famille Stuard, pour être convaincu que jamais la Nation n'adoptera une proposition aussi dangereuse. L'opinion vraie ou fausse que l'on prête aux puissances armées contre la France serait un motif de plus pour écarter l'idée de la peine de mort contre le ci-devant roi, parce que, comme je viens de

l'observer , on paraîtrait céder à la crainte ou à l'impuissance. Enfin ; une prison perpétuelle me paraît à-la-fois avouée par la justice , la prudence , la saine politique , et réunir le vœu de tous les citoyens que la soif du sang et des massacres n'a point égarés.

Une autre question se présente ici : la femme de Louis XVI doit-elle être comprise dans la condamnation de son mari ? n'étant liée par aucun serment envers l'Etat , elle n'a pu le trahir ; n'ayant d'existence civile que celle d'épouse , elle ne peut être comptable de sa conduite envers la Nation. Mais s'il est prouvé , qu'Antoinette soit coupable de dilapidations , de conseils , d'insinuations perfides , elle doit partager le sort de son mari ; comme lui , elle a des crimes à expier.

Il y aurait sans doute de l'injustice , de la cruauté même à prononcer un pareil jugement contre la fille et la sœur du ci-devant roi ; le bannissement doit être la seule peine à laquelle elles peuvent être condamnées.

A l'égard du fils de Louis XVI , de cet enfant que sa naissance seule a rendu coupable involontaire , la République française ne se montrera certainement pas assez barbare envers lui que de faire retomber sur un fils innocent , les crimes d'un père coupable. Mais le salut , la tranquillité de la Nation exigent impérieusement que l'on prenne à ce sujet des mesures indispensables de prudence et de politique. Une ville pour prison , une garde renouvelée tous les jours , et dont chacun de ceux qui la composeront seront responsables , sous

peine de mort , de l'otage qui leur sera confié , me paraît une précaution suffisante pour dissiper toute inquiétude.

Ainsi , sans effusion de sang , sans échafaud , sans l'appareil d'un supplice momentané , qui suppose toujours un sentiment pu-sillanime , la République française peut donner au monde un grand exemple , je ne dirai pas de clémence , mais de sévérité , mais de vengeance éclatante , en offrant le spectacle inoui , d'un roi coupable dans les fers , au milieu d'une Nation libre !

CH A P I T R E X X X I I.

LETTRE contenant l'opinion d'une société patriotique de Londres , sur le procès de Louis XVI , adressée au Rédacteur du Moniteur.

Londres , le 30 novembre 1792.

C I T O Y E N ,

Nous sommes un petit nombre de bons patriotes , qui nous réunissons pour lire les papiers de France , et plus particulièrement le vôtre. Dans celui du 20 novembre , vous recommandez à vos lecteurs de lire avec at-

tention le discours du citoyen Saint - Just , dans le but de fixer leur opinion sur le procès à faire à Louis XVI , nous avons relu ce discours.

Nous y trouvons , ainsi que vous , le bon républicain , le patriote , mais dont la logique n'est pas en mesure avec le zèle , ni avec le raisonnement , fondé sur une justice exacte. Vous avez publié , citoyen , l'opinion de Saint-Just. Voici quelques observations sur le même sujet ; veuillez aussi le publier. Cette impartialité de votre part vous méritera notre reconnaissance et celle des vrais patriotes dont vous avez déjà l'estime. Dans un moment comme celui-ci , chacun doit contribuer autant que cela est en lui , à éclairer l'opinion publique.

Soyons également en garde , et contre le patriotisme exalté , et contre le modérantisme.

Saint-Just dit : *Le tribunal qui doit juger Louis XV n'est point un tribunal judiciaire, c'est un conseil ; et les lois que nous avons à suivre sont celles du droit des gens. Louis est un étranger parmi nous ; il n'était pas citoyen avant son crime , il l'est encore moins depuis. Et par quel abus de la justice en ferions-nous un citoyen pour le condamner ?*

Aussitôt qu'un homme est coupable , il sort de la cité , et point du tout , Louis y entrerait par son crime.

Un peu plus bas , Saint-Just ajoute : *On ne peut pas juger un roi selon les lois du pays. Et pour prouver cette assertion , il cite deux*

faits. *Il n'y avait rien*, dit - il, *dans les lois de Numa, pour juger Tarquin; rien dans les lois d'Angleterre, pour juger Charles I^{er}. On les jugea selon le droit des gens. On repoussa un étranger, un ennemi, et ce fut ce qui légitima ces expéditions, et non point de vaines formalités, qui n'ont pour principe que le consentement du citoyen, par le contrat.*

Nous souhaiterions, citoyens, que notre réponse pût se circonscrire dans un nombre de lignes qui n'excédât pas celui du citoyen Saint-Just, mais cela est impossible. Un paradoxe peut être court. Un sophisme s'établit en peu de mots, mais il n'en est pas de même de leur développement, de leur réfutation, et c'est-là sans doute ce qui retient tant d'honnêtes gens, tant de bons esprits dans le silence; on aime mieux souffrir que de répondre.

Nous disons d'abord qu'il importe peu à Louis XVI que ce soit un tribunal judiciaire ou un conseil qui soit nanti de sa cause, puisque ce tribunal n'aura d'autre pouvoir que celui de bien vérifier le délit dont il est accusé, et sur cette vérification, appliquer la loi existante, en déclarant que Louis XVI est dans le cas du cinquième article de la section première du chapitre deuxième de la Constitution, et en conséquence prononcer la déchéance.

Les lois que vous avez à suivre dans ce procès, sont absolument étrangères à celles du droit des gens.

Le droit des gens a toujours été défini pour

être cette jurisprudence publique , naturelle , imprescriptible , qui depuis que les hommes ont formé des associations séparées , empêche chacune de ces associations de rien faire et entreprendre , même chez elle , qui soit notoirement nuisible , ou qui porte atteinte à la liberté , ou à la sûreté , soit du tout , soit de partie de la grande association.

Il paraît de-là , que la cause de Louis XVI , quelle qu'en soit l'issue , ne pouvant affecter en aucune manière les autres membres de l'association générale , elle est purement nationale , et ne regarde que la partie intérieure de la République Française.

Ce principe posé , vous serez forcé , en abandonnant ce prétendu droit des gens , du reste si vague , et entendu de si peu de gens , de vous replier sur votre code national. Et c'est ici , si vous refusiez de le faire , où vous prêcheriez vous-même contre ce droit des gens dont vous parlez , et où toutes les nations seraient autorisées à vous demander pourquoi vous ne jugez pas les délits commis chez vous , sur les lois préexistantes et établies ; car bien que celui qui est l'objet actuel de cette infraction leur soit étranger , cependant il pourra n'en être pas toujours ainsi , et un Américain , un Anglais , un Batave , pourront une fois être sacrifiés au futile , au sophistique , et on peut le dire , à l'injustice de vos argumens.

Saint-Just dit que Louis est étranger parmi vous , et il demande par quel abus de la justice on en ferait un citoyen , pour le condamner ?

Nous répondons que Louis XVI, bien loin d'être un étranger parmi vous, a formé une portion intégrante de votre Constitution, jusqu'au moment où l'Assemblée législative a suspendu le pouvoir exécutif dans ses mains, et même qu'il la formera encore, cette portion, jusques à ce que la Convention ait prononcé définitivement la déchéance; déchéance qui n'a pu être que provisoire, puisqu'elle eut lieu sans examen préliminaire, sans formes de procès, conséquemment sans connaissance de cause.

Du reste, on ne fera point du roi, ainsi que Saint-Just le suppose, *un citoyen pour le condamner*, mais on le jugera par la Constitution qu'il a acceptée. Elle est le contrat entre la Nation et lui. Ce contrat est synallagmatique, et il n'est pas au pouvoir d'une des parties, d'y rien changer ou ajouter, sans le consentement et aveu de l'autre.

En donnant la couronne à Louis XVI, la Nation lui a dit : « Voici cette couronne, » que nous posons sur votre tête, et ce sceptre » que nous mettons dans vos mains, pour le » bien et l'avantage de la Nation. Mais voici » la condition ; que si au lieu de remplir » ce but vous vous en éloignez, que loin » de vous occuper incessamment de notre » bonheur, vous tramiez contre nous; *que » vous vous mettiez à la tête d'une armée, » ou qu'après avoir prêté votre serment, » vous le rétractiez, qu'alors vous serez » censé avoir abdiqué la royauté, et que » vous pourrez être mis en cause comme un » autre citoyen, pour tous les actes posté-*

» rieurs à cette abdication ». Louis a répondu : « *J'accepte la royauté à ces conditions*, et suis duement prévenu que si » je venais à tramer contre la Constitution, » à me joindre aux ennemis de l'État, *ou à* » *rétracter mon serment, après l'avoir prêté,* » *je serais censé avoir abdiqué, et pour-* » *rais être mis en cause pour tous les actes* » *postérieurs à cette abdication* ».

Voilà le contrat entre la Nation et Louis XVI. Voilà les conditions qu'on lui a imposées, et qu'il a librement acceptées; il ne reste ainsi qu'à les remplir, de part et d'autre.

La distinction qu'on veut établir entre la Nation et les tribunaux; le prétendu abus de la justice, de faire du roi un citoyen, pour le condamner, enfin faire qu'un roi ne peut être jugé selon les lois du pays, et que tout doit plier devant le pouvoir insurrectionnel et autres pareils argumens, sont tout autant de sophismes qui n'ont pas même le mérite d'être plausibles, mais au contraire décèlent leur faiblesse par le besoin qu'ils ont d'astuce, et nuisent ainsi à la cause qu'ils devraient défendre.

Le citoyen Saint-Just paraîtrait vouloir éluder la Constitution, en jetant du ridicule sur elle. Elle dit : *quand un homme est coupable, il sort de la Cité; et point du tout, Louis y entrerait par son crime!*

Mais ceci, permettez-nous, citoyen, de le dire, n'est qu'un jeu de mots; car l'inviolabilité personnelle du roi ayant été décrétée constitutionnellement, il était nécessaire de

dire, qu'après la déchéance, cette inviolabilité serait détruite, et on ne pouvait mieux s'expliquer qu'en disant qu'alors, c'est-à-dire, après la déchéance le roi serait rangé dans la classe des simples citoyens, et pour être mis en cause, *comme eux*, pour tous les actes postérieurs à cette abdication.

Mais nous craignons, citoyen, que ce ne soient ces derniers mots *postérieurs à cette abdication* qui embarrassent le citoyen Saint-Just. Ces mots n'auraient peut-être jamais dû être dans la Constitution; mais ils s'y trouvent, et ils ne sauraient s'en effacer puisqu'ils forment seuls une clause, une condition essentielle de votre contrat avec Louis XVI. Contrat qui est la seule loi sur laquelle vous puissiez le juger. Ce sont peut-être ces mots, qui ont encore fait dire à un membre de la Convention *que le crime d'être roi était suffisant pour condamner un homme*. Et à un autre, *qu'il était des circonstances où on pouvait jeter un voile sur la statue de la justice*.

Ce sont sans doute encore ces mêmes mots qui ont fait dire à Saint-Just « *qu'on ne peut pas juger un roi selon les lois du pays* ». Et pour prouver cette assertion, il cite deux faits qui prouvent justement le contraire. Il dit : *qu'il n'y avait rien dans les lois de Numa pour juger Tarquin, et rien dans celles d'Angleterre pour juger Charles I, qu'on les repoussa comme étrangers, comme ennemis, et que ce fut ce qui légitima ces expéditions et non point de vaines formalités, etc.*

Mais n'est-il pas évident que ce fut précisément l'absence d'une loi dans le code de Numa, et le silence de celles d'Angleterre qui déterminèrent le sort de Tarquin et de Charles, et qui firent *qu'on les repoussa comme ennemis publics* ? En effet, si les lois avaient parlé, si Numa avait prévu le cas de Tarquin, et la Constitution d'Angleterre celui de Charles Stuard, ces tyrans auraient été dans le même cas où se trouve aujourd'hui Louis XVI, et ils auraient dû être jugés par ces lois préexistantes à leurs crimes. Tout autre mode de jugement eût été un meurtre. Saint-Just a bien senti la vérité de ce principe, quand il a dit que ce fut ce silence des lois *qui légitima ces expéditions*.

Or, on ne saurait faire usage du même argument dans le cas présent. Et ce ne sera pas le silence de votre code *qui légitimerait l'expédition de votre ci-devant roi*.

Si vous en doutiez, ouvrez votre Constitution, lisez l'article VIII de la section première du chapitre deuxième, et vous trouverez :

Qu'après l'abdication expresse ou légale, le roi sera dans la classe des citoyens, et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication.

Vous pourrez dire à cela tout ce qu'il vous plaira. Vous pourrez trouver ridicule de faire entrer un homme dans la classe des citoyens par un crime. Vous pourrez poser en fait qu'on ne peut juger un roi selon les lois du pays, etc., etc. Nous répondrons à tout cela par l'article V et par l'article VIII de la section première du chapitre deuxième de la

Constitution ; nous prierons tous les gens sensés de peser les raisons du citoyen Saint-Just , de rapprocher ses argumens , de tâcher de concilier celui où il avance *qu'on ne peut pas juger un roi selon les lois du pays* avec cet autre *qu'il n'y avait rien dans les lois de Numa pour juger Tarquin , ni dans celles d'Angleterre pour juger Charles Stuard , et que ce fut ce qui légitiba ces expéditions.*

Cependant si on ne peut pas juger un roi selon les lois du pays , pourquoi en cherchait-on dans celles de Numa et dans celles d'Angleterre ? Et quand il dit que ce fut le silence de ces mêmes lois qui légitiba la manière de procéder contre ces tyrans , ne prouve-t-il pas que si ces lois avaient existé , on n'aurait pas pu légitimement s'en écarter ?

Mais voilà , citoyen , où nous mènent un enthousiasme outré ; de sophismes en sophismes , et de contradictions en contradictions. Et souffrez que nous disions franchement , que cette légèreté avec laquelle le citoyen Saint-Just traite une affaire si importante , nous paraît aussi peu justifiable que l'idée de celui qui veut jeter le voile sur la statue de la justice. Le moyen que ce dernier propose , indique une connaissance de la Constitution , et il convient qu'il faut ainsi la violer pour infliger une peine corporelle à Louis XVI ; il y a là une bonne-foi , une candeur , qui a son mérite ; car malgré l'enthousiasme du citoyen Saint-Just , il est aisé de s'appercevoir qu'il n'était pas parfaitement content lui-même , des moyens qu'il avait à fournir , et c'est-là , sans doute , ce qui l'a jeté dans

ce labyrinthe de contradictions et d'incohérences , et l'a réduit à traiter de *vaine formalité* la marche majestueuse et lente qu'on devrait suivre dans une cause de cette importance.

Notre vœu serait donc que le citoyen Saint-Just , aux intentions duquel nous rendons du reste justice , revînt promptement sur ses pas et qu'il se hâtât de réparer le mal que son éloquence peut avoir occasionné. Il sera beau ; ce sera un spectacle intéressant pour l'humanité de voir un homme revêtu de son caractère , se rétracter , et la Constitution à la main , prouver qu'il s'est trompé , et que Louis XVI n'a encouru , et pu encourir en effet , que la déchéance. Il fera plus ; il prendra la défense de cet homme infortuné. Il obtiendra pour lui et pour sa famille un sort honnête , et un asyle sûr dans l'intérieur de la république , où il puisse finir ses jours dans la retraite et à l'abri des vicissitudes dont il vient de faire une si rude épreuve.

Oui , citoyen ! Louis XVI est votre prisonnier ; sa personne est dans vos mains , et sa vie à votre discrétion : c'en est assez pour des Français. Leur générosité répugnerait à la vengeance. Celui qui ne peut plus leur nuire n'excite plus que leur pitié. Cette clémence que vous allez exercer , ce recueillement sérieux , et cette tranquillité imperturbable avec lesquels une grande Nation va anéantir un trône , et ranger celui qui l'occupait dans la classe des simples citoyens , offriront à l'univers un spectacle bien plus grand , et aux despotes un exemple bien plus imposant , que ne
pourraient

pourraient le faire tous les effets du ressentiment et de la vengeance sur un captif.

Si vous accueillez favorablement nos observations , et que vous nous encouragiez à vous les continuer , lorsqu'il sera question du grand ouvrage de la nouvelle Constitution , de cette superbe fabrique , qui aura pour base la liberté et l'égalité , nous aurons occasion de vous en communiquer quelques autres qui ne seront peut-être pas inutiles , en ce qu'elles auront été faites en différens pays , et sous différens gouvernemens ; observations qui feront voir comment , par le manque de certaines précautions de la part des Peuples , les Nations les plus libres ont rétrogradé , ou rétrogradent à grands pas vers l'esclavage.

CHAPITRE XXXIII.

*LETTRE d'un Patriote de Londres à un
de ses Amis , Négociant à Nantes.*

Londres , ce 10 novembre 1792.

M O N S I E U R ,

Il y a quelques années que vous me procurâtes la connaissance de deux de vos compatriotes ; ils séjournèrent peu de temps ici ;

Tome II.

O

mais les sentimens d'estime qu'ils y inspirèrent, furent tels, qu'on apprit quelque temps après, avec un vrai plaisir, la nomination de l'un d'eux à l'Assemblée législative, où ses talens et sa conduite ont sans doute déterminé la nouvelle mission à laquelle il vient d'être élevé par ses concitoyens.

La variété et l'importance des fonctions qu'il a eues à remplir depuis notre connaissance, ne me permettent pas de croire qu'il ait pu conserver aucun souvenir de moi, et cependant, sollicité par plusieurs amis que j'estime, de lui présenter quelques réflexions, vous ne trouverez pas mauvais que je le fasse par votre canal, puisqu'elles acquerront par-là plus de poids. Ces réflexions, Monsieur, sont le fruit d'observations que notre position insulaire, nos relations commerciales et nos liaisons avec des gens impartiaux, et de ceux de tous les partis, nous ont mis à même de faire; si elles ne sont pas neuves, ou qu'elles ne soient pas isolées, qu'elles viennent également de plusieurs côtés, tant mieux; cela prouvera que les gens sensés se rencontrent.

Nous avons eu depuis deux ans, sur cette isle, une foule d'émigrés de toutes les conditions, depuis celle de duc et pair jusqu'à celle de simple particulier; il vient de nous en arriver, en dernier lieu, quelques milliers, la plupart appartenant au clergé. Entre les diverses opinions qu'ils manifestent, il en est une qui leur est commune à tous, et d'où dépend, selon eux, le rétablis-

ment de leurs affaires en France , ce serait dans le cas où Louis XVI serait condamné à une peine plus forte que celle de la déchéance qu'il vient de subir , ou dans celui où , sous le prétexte de vengeance publique , ou d'éméute populaire ; il tomberait sous les coups des assassins. Ils croient que ces événemens , s'ils avaient lieu , ne pourraient que mettre la totalité des puissances de l'Europe dans l'absolue nécessité de faire usage de toutes leurs forces et de déployer tous leurs moyens pour venger cette cause qui deviendrait ainsi la leur , et que la France , alors cernée et attaquée de toutes parts , serait enfin obligée de recevoir les conditions qu'on voudrait bien lui imposer.

Si , sans trop de présomption , mes amis et moi pouvons offrir là - dessus quelques idées , nous le ferons , et nous nous flattons que vous les accueillerez en faveur du motif qui les suggère. L'établissement d'une République n'a pu avoir lieu que d'après la déchéance du roi , et cette déchéance a été fondée sur l'article V de la section première du deuxième chapitre de la Constitution , où , en parlant du serment , il est dit , *que si , après l'avoir prêté , il le retracte , il sera censé avoir abdiqué la royauté.* Et , en effet , malgré que Louis XVI ait satisfait à l'article suivant de la même section , en *s'opposant , par un acte formel , à l'entreprise qui s'exécute en son nom :* cependant , s'il est prouvé que cet acte ne soit que feint , et qu'au moment où il déclarait la guerre aux puissances coalisées ,

il correspondait secrètement avec elles , et soutenait la cause des rebelles , il est clair qu'il s'est rendu coupable du délit exprimé dans l'article précédent , et conséquemment en a encouru la peine ; mais , en même-temps , il est incontestable qu'il n'a et ne peut avoir encouru jusqu'ici que la déchéance. C'est la seule peine que la loi décerne à son délit. Il est impossible de lui en infliger une autre , et , pour s'en convaincre , il suffit de lire l'article VIII de la même section , où il est dit : *après l'abdication expresse ou légale , le roi sera dans la classe des citoyens , et pourra être accusé et jugé comme eux , pour les actes postérieurs à son abdication.* Ces mots , *pour les actes postérieurs à son abdication* , ne laissent aucun doute sur son inviolabilité pour tous ceux qui lui sont antérieurs , et on ne peut disconvenir que cet article n'est point susceptible de deux interprétations.

Louis XVI a violé la Constitution , soit : mais , c'est par elle qu'il doit être jugé : c'est elle qui prononce sur son sort ; en lui faisant subir une autre peine que celle qui y est portée , vous violez vous-mêmes cette Constitution sur l'infraction de laquelle vous le jugez. Vous vous reportez dans ces temps barbares d'où vous ne faites que de sortir , où la force tenait la place du droit , et le despotisme celle de la raison et de l'équité.

Le détronement du roi est juste , parce qu'il est légal. Aucune puissance ne saurait en faire un motif raisonnable pour se déclarer contre la France. Les gens équitables ,

les princes modérés sentiront qu'ayant accepté librement et de son plein gré cette Constitution, il est coupable de ne l'avoir pas respectée. Mais, il en serait tout autrement, si on lui infligeait une punition contraire à la loi existante, une punition qu'il n'aurait pu encourir puisqu'elle ne serait énoncée nulle part. Dans un tel cas, cette clause deviendrait personnelle à tous les princes. Ils diraient, et ils auraient raison de dire que leur condition est pire que celle d'aucun de leurs sujets, puisque ceux-ci ne sauraient être punis que sur des lois connues et promulguées, pendant qu'eux le seraient arbitrairement et en opposition directe avec ces mêmes lois; personne même ne doute que les princes dont les dispositions équivoques à votre égard ont jusqu'ici été enchaînées par le vœu fortement prononcé de leurs sujets, ne saisissent avec avidité une occasion si favorable pour rallumer des sentimens haineux qu'il est tant de leur intérêt d'entretenir, et pour étouffer ceux de fraternité et de concorde que les principes de votre révolution ne pouvaient que faire naître parmi les Nations. Et, qui pourrait alors, après une violation si manifeste de ces mêmes principes, persister ouvertement à les propager et demeurer les champions de la liberté? En effet, Monsieur, un citoyen dont la Nation change sa Constitution, ne peut être jugé que sur les anciennes lois ou sur les nouvelles; si c'est sur les anciennes, je doute que le cas de Louis XVI y soit prévu; alors il est absous.

Si c'est sur les nouvelles, il faut écouter ce qu'elles disent, et suivre le mode de jugement et de punition qu'elles prescrivent.

A ces moyens qui sont de droit pour tous, et à ces considérations importantes se joignent des motifs d'équité et d'humanité en faveur de votre ci-devant roi. La comparaison que quelques-uns font entre lui et Charles premier d'Angleterre n'est pas juste. Charles travailla à ruiner la religion de son pays. Charles cassa trois parlemens qui n'étaient pas favorables à ses vues, et en fit saisir et emprisonner plusieurs membres; il leva des impôts tyranniques, violant par-là son serment, et finit par faire la guerre à la Nation.

Louis XVI, au contraire, n'a point été un tyran, lorsqu'il pouvait l'être impunément. L'exemple de ses prédécesseurs n'en a fait ni un monstre, ni un Sardanapale. Ses mœurs ont toujours été simples, et sa conduite personnelle irréprochable; tout ce qu'on peut lui imputer, c'est de la faiblesse, et sans doute trop de confiance dans des sujets qui en étaient indignes. Louis XVI a toujours montré un caractère de probité à toute épreuve. La dette énorme de son prédécesseur n'était point la sienne; il pouvait se libérer par la banqueroute, perpétuer ainsi l'esclavage de sa Nation en la déshonorant; ce moyen fut toujours rejeté par lui avec horreur.

Louis XVI a été humain; il a aimé ses sujets, il a certes été le premier souverain qui ait favorisé le système de l'égalité, en ac-

cordant une double représentation au tiers-état.

Comment donc , mon cher Monsieur , peut-on comparer ce caractère avec celui de Charles Stuart ? Il ne faut que les rapprocher pour en sentir la différence.

Mais , en supposant un moment que la faute des deux monarques fût la même , la position de leurs juges ne l'est pas. La constitution anglaise gardait le silence sur le genre de peine qu'en courait un roi parjure ; il était ainsi à la discrétion des juges. Il n'en est pas de même aujourd'hui en France où le cas d'un roi traître est prévu ; le mode de le punir déterminé , et où rien n'est laissé à l'arbitraire à cet égard. Que reste-t-il donc aujourd'hui à faire dans cette grande et importante cause ? La réponse est facile.

Bien prouver la vérité de l'accusation , ouvrir la porte du Temple et mettre en liberté celui qui y est détenu.

Oni , Monsieur , mettre en liberté celui qui y est détenu ; c'est la Constitution qui le veut ; c'est l'article VIII de la section première du chapitre deuxième qui le prescrit dans ces termes : *Après l'abdication expresse ou légale , le roi sera dans la classe des citoyens , et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication.* Or , pour être rangé dans la classe des citoyens , il faut être libre. La prison n'est pas leur état naturel , et ce ne sera donc que du moment où il aura recouvré sa liberté , et qu'il commencera la nouvelle carrière qu'il va par-

courir avec vous , qu'il pourra aussi être mis en cause et jugé comme un autre citoyen pour les délits qu'il commettra.

Ici , Monsieur , il faut se préparer à répondre à une objection ; elle est fondée sur le danger qu'il peut y avoir pour la république , de mettre en liberté un pareil captif ; mais ce danger effrayant , au premier abord , se réduit à rien quand on l'analyse.

Sans doute , si en rendant la liberté à Louis XVI vous lui rendiez sa liste civile ; si , en le rangeant dans la classe des simples citoyens , vous laissiez trente millions dans ses mains , alors je dirais que la liberté est en danger ; mais , ce n'est pas de quoi il s'agit. En libérant le roi , la Nation peut le regarder comme un officier retiré , un officier dont les services ne sont plus utiles. Elle lui accordera , en cette qualité , une pension qui , sans être extravagante et contraire aux vrais principes républicains , sera cependant proportionnée à l'office qu'il a rempli dans l'État : elle lui assignera pour sa demeure un lieu commode et sain dans l'intérieur de la République , où il sera environné d'une garde nationale suffisante pour le protéger contre toute entreprise d'enlèvement. Cette idée , Monsieur , n'est pas de moi et de mes amis seulement , c'est le vœu de tous les patriotes anglais ; vous le trouverez consigné dans le *Morning Chronicle* du 19 octobre , et répété dans presque tous les papiers patriotiques de ce royaume.

En même-temps cependant que la Nation

déployerait ainsi son caractère de magnanimité envers son ancien monarque, elle ne lui laisserait point ignorer que son sort et celui de ses enfans est dans ses mains; qu'une seule faute, une seule démarche pourrait en décider pour toujours.

Après cet avertissement, croyez qu'il n'émigrera pas; que l'exemple de Jacques II et de toute la race des Stuard sera incessamment présent à ses yeux; mais, s'il le faisait, vous seriez tranquilles; vous vous souviendriez que c'est un simple citoyen qui va joindre ses frères déjà proscrits, et de qui vous avez bien peu ou rien à craindre.

Voilà, Monsieur, comme nous pensons sur le prétendu danger qu'il y aura à rendre la liberté à Louis XVI. Pour croire à ce danger, il faut présumer un crime; ce crime n'est encore au plus qu'une présomption, et, sur une présomption, on ne saurait condamner, non plus que sur une crainte, peut-être chimérique, punir; mais, supposant même l'existence de ce danger, admettant qu'une simple présomption pût justifier la détention du père, justifierait-elle également celle du fils, de ces enfans dont tout le crime serait d'être né sur un trône, dont le cœur encore exempt de passions, ne sait qu'aimer, et dont les premiers regards s'ouvriraient sur les chaînes dont vous auriez chargé ses mains innocentes? cependant, si l'on retient l'un en relâchant l'autre, le danger variera peu; le fils libre travaillera pour le père captif. Sur ce soup-

con , prendra-t-on la hache ? Faudra-t-il frapper et tout détruire ?

A Dieu ne plaise que la République française s'édifie sur de tels fondemens ; et cependant , mon cher Monsieur , c'est-là où nous mène le système des convenances ; le prétexte du *bien de l'État*. Si nous voulons transiger avec les principes , nous ne saurons plus où nous arrêter , et tout ce que nous croirons utile , nous le regarderons comme juste et bon.

Mais non , Monsieur , nous disons que la République française ne commencera pas son ère par un grand crime ; qu'elle ne prendra point le despotisme pour son modèle , et ne sacrifiera point la justice à sa convenance ; que le soupçon enfin n'y constituera point le délit ; nous affirmons , au contraire que la Nation va se montrer ce qu'elle a toujours été , grande , magnanime et généreuse ; qu'elle se souviendra des vertus que l'infortuné Louis a déployées au milieu d'une cour où tout était corrompu , qu'elle aura égard aux circonstances pénibles où il s'est trouvé depuis la révolution ; aux sacrifices humilians que le nouvel ordre des choses lui a imposés ; et à la difficulté presque insurmontable , d'y plier subitement , tout d'un coup , et lui-même et tous ceux qui l'entouraient. Ce sera à travers ce prisme qu'elle verra sa faute , et en compatissant à ses malheurs qu'elle travaillera à les adoucir.

Louis ainsi traité par sa Nation , verra encore des jours tranquilles. Dans le silence

de la retraite , et comme soustrait aux vicissitudes des grandeurs humaines , il élèvera ses regards , résignera son sort à cette sagesse éternelle qui dispose des trônes à son gré , et dirige les événemens comme il lui plaît. Là il donnera à son fils l'exemple des vertus privées dont il a été partagé ; là il lui apprendra à les pratiquer ; il lui dira de regarder ses concitoyens comme ses frères , de les aimer ; et ses derniers vœux seront encore pour leur bonheur.

Voilà , Monsieur , tout ce que nous avions à dire sur cette grande et importante affaire ; voilà comme pensent et comme parlent des étrangers qui dans l'éloignement ont suivi Louis XVI dès son enfance , et qui , en rendant justice à son cœur , mais se défiant de ses forces , ont tremblé en le voyant chargé de fonctions si difficiles , de fonctions si différentes de celles qu'il avait remplies jusqu'alors. Des étrangers qui ont vu avec enthousiasme votre révolution , suivi ses développemens et ses progrès avec délices , parce qu'ils y ont vu la régénération prochaine de l'univers.

Notre petite société en particulier , dont le patriotisme , à l'exemple du vôtre , n'est limité ni par les mers , ni par les montagnes , espère que vous apprécierez son intention , et recevrez les observations qu'elle vous présente comme un tribut de son zèle pour la justice et de sa sollicitude pour l'humanité.

CHAPITRE XXXIV.

Opinion de Pierre-Florent LOUVET, Député du département de la Somme, sur l'affaire du ci-devant roi.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

JE ne viens pas attaquer dans son entier le projet de décret du comité de législation, je viens seulement soumettre à votre examen quelques réflexions sur la partie de ce projet qui tend à faire attribuer à la Convention nationale la connaissance du grand procès qui est sur le point de s'instruire.

Et d'abord, je ne m'occuperai point à rappeler les principes sur la séparation des pouvoirs, qui, dans un gouvernement représentatif, est l'unique boulevard de la liberté politique et individuelle; à répéter ce que l'on trouve dans tous les écrivains qui ont traité des gouvernemens; à remettre enfin sous vos yeux des maximes qui sont familières à tous les membres de cette assemblée.

Le rapporteur du comité n'a pas méconnu ces principes; mais il a prétendu qu'ils n'étaient pas applicables à une convention

nationale , à une convention nécessairement , a-t-il dit , investie de tous les pouvoirs , et , par conséquent , de celui de juger quand elle le trouve à propos.

De tous les argumens faits sur ce point , celui-là seul m'a paru avoir quelque force dans le système de ceux qui soutiennent que c'est à la Convention à juger Louis XVI ; mais à l'examen , est-il aussi imposant qu'il peut le paraître au premier coup-d'œil ? Je ne le crois pas.

Sans doute , si c'était ici une Convention formée de l'universalité du Peuple ; si le Peuple entier était assemblé ici comme il l'était presque continuellement à Rome et dans quelques républiques de la Grèce , personne ne pourrait lui contester le droit de faire tout ce qu'il trouverait convenable.

Ce n'est pas pourtant que je veuille prétendre qu'un Peuple assemblé fasse toujours ce qui est le plus utile à ses intérêts , qu'il ne commette jamais d'erreurs , qu'il ne blesse jamais la justice , et qu'enfin il lui soit plus avantageux d'exercer ses pouvoirs par lui-même (ce qui , au surplus , est impossible dans une grande Nation) , que de les faire exercer par des délégués : ce n'est pas-là la question.

Mais je reconnais avec tous ceux qui m'entendent , que là où le Peuple est assemblé en corps , là est le souverain tout entier , là est la plénitude de tous les pouvoirs ; que , s'il veut se donner des lois , il en a le droit ; s'il veut administrer , il en a le droit ; s'il

vent juger, il en a le droit encore. Personne ne peut lui prescrire des règles; il n'y en a pas d'autres pour lui que celles marquées par sa volonté.

Mais nous, que sommes-nous? Nous ne sommes pas, sans doute, en réalité, la collection du Peuple; nous ne le sommes pas non plus fictivement; car, en cette matière, je ne vois pas comment la fiction pourrait avoir lieu.

Si nous ne sommes ni réellement, ni fictivement la collection entière du Peuple, comment pourrions-nous donc aspirer à cette réunion de tous les pouvoirs qui ne peut appartenir qu'à lui?

Je vais plus loin: si, par une subversion de tous les principes qui doivent régir les gouvernemens représentatifs, nous osions ici joindre à l'immense fardeau de projeter la constitution, de faire des lois réglementaires, de surveiller la marche de l'administration de la conduite des autorités secondaires; si, dis-je, à ces fonctions auxquelles à peine nous pouvons suffire, nous osions joindre celle d'administrer par nous-mêmes, et d'exercer le pouvoir judiciaire aussi par nous-mêmes; je le demande, au milieu de cette étrange confusion de tous les pouvoirs, où serait, où pourrait être la garantie de la liberté politique et individuelle? Qui garantirait, qui pourrait garantir au peuple, que nous n'abusserions pas, soit contre lui, soit contre ses membres, de cette usurpation de pouvoirs? Comment pourrait-il avoir sur

la conduite de ses premiers fonctionnaires , cette tranquillité , ce repos de la confiance , si nécessaires à son bonheur ?

Représentans du Peuple, je ne mettrai pas sous vos yeux toutes les considérations qui se présentent en ce moment à mon esprit , et qui probablement s'offrent aussi aux vôtres ; mais vous avez tout médité sur la théorie des gouvernemens : dites s'il peut entrer dans l'essence des gouvernemens représentatifs , que le même corps de représentans , quel que soit d'ailleurs son nombre , quelque étendue que l'on suppose à sa mission , exerce à-la-fois tous les pouvoirs ; dites , si cela arrivait , ce qui pourrait arrêter les entreprises d'un corps , qui se croyant tout permis , serait nécessairement tenté d'abuser de sa puissance : j'en appelle au penchant naturel des corps politiques , comme des individus , pour le pouvoir suprême ; j'en appelle à l'histoire.

Mais, me dira-t-on , quelle différence mettez-vous donc entre un simple Corps législatif , et une Convention nationale ?

La voici , la différence ; elle est bien grande : un simple Corps législatif ne peut opérer que sous l'influence d'une Constitution établie ; il ne peut rien changer aux bases de l'organisation sociale.

Une Convention nationale , au contraire , toujours appelée spécialement pour abroger ou réformer la Constitution , peut , libre de toutes les entraves qui enchaîneraient un simple Corps législatif ; peut , dis-je , recomposer les différentes branches des pouvoirs

publics , supprimer les uns , en établir de nouveaux.

Mais avec la faculté de réorganiser les pouvoirs , a-t-elle aussi le droit de les exercer directement par elle-même ? C'est ce que je nie , et c'est ce que tout le monde doit nier avec moi sur les raisons exposées plus haut.

Eh ! ne serait-il pas bien étrange , qu'un Corps , dont la fonction principale serait d'établir entre les pouvoirs publics , cette exacte séparation , sans laquelle il n'y a point de Constitution , commencât cependant par les exercer tous , par enfreindre les maximes qu'il serait chargé de proclamer , par se constituer le despote le plus absolu ; car je ne connais pas de despotisme plus absolu , que là où l'exercice de tous les pouvoirs est réuni dans les mêmes mains.

Qu'on ne dise pas , pour atténuer la violation de principes qu'on propose , qu'il ne s'agit ici que d'un cas particulier , que du jugement d'un seul homme.

Je répondrai que ce qui est inadmissible en thèse générale , l'est également pour les cas particuliers.

Je répondrai que quand les principes auroient été violés pour le jugement d'un homme quel qu'il soit , il n'y a pas de raison pour qu'on ne les viole pas dans le jugement d'un autre homme , de plusieurs autres hommes , et pour qu'en un mot , on s'arrête après un premier pas fait.

Et prenez garde que ce n'est pas ici un simple pronostic que je fais ; car vous avez en-

tendu ,

tendu , à cette tribune , un orateur dont les intentions sans doute sont pures , demander à la Convention de se constituer en Cour judiciaire , pour juger les conspirateurs : ainsi , ce que je vous ai seulement annoncé comme possible , vous a déjà été proposé.

La partie que j'attaque dans le projet de décret du comité , n'outrage pas seulement les principes , en ce qu'elle tend à faire exercer le pouvoir judiciaire par la Convention ; elle les outrage encore en ce qu'elle veut qu'on mette à l'écart toutes les formes , qu'on constitue les mêmes hommes sous le triple caractère d'accusateurs , de jurés , d'applicateurs de la loi ; ce qui est une monstruosité dans l'ordre judiciaire ; une innovation que condamnent , et nos lois sur le juré , et la Déclaration des droits , selon laquelle nul ne peut être accusé , ni jugé que selon les formes déterminées par la loi.

Le mode qu'on vous demande , Représentans , est tellement arbitraire et révoltant , que ceux qui , les premiers l'ont proposé dans le comité de législation , ne l'ont fait qu'en y joignant la mesure de faire ratifier , par les assemblées primaires , le jugement que porterait la Convention sur les personnes du Temple.

Cette mesure a été rejetée , parce que l'on a reconnu l'impossibilité de porter cette espèce d'appel aux assemblées primaires , qui n'auraient sous les yeux , ni les pièces originales , ni les accusés , ni leurs complices , ni les témoins , rien , en un mot , de ce qui est indispensable pour éclairer la religion d'une

assemblée qui prononce , non pas un vœu , mais une sorte de jugement souverain sur un procès-criminel.

Mais je suis convaincu que , si ceux , ou du moins une partie de ceux qui sollicitaient cette mesure , eussent pensé qu'elle ne serait pas admise , ils n'auraient pas consenti à ce que l'on proposât à la Convention de juger elle-même Louis XVI.

Eh ! quel est en effet celui de nos collègues , qui , en réfléchissant sans prévention sur cette proposition isolée , pourrait ne pas éprouver une aversion dominante pour elle , à la vue de tout ce qu'elle a d'arbitraire et de despotique ; qui pourrait , en portant ses regards un peu en avant , ne pas voir les fatales conséquences qui résulteraient de son adoption ?

La tête du tyran tomberait à votre voix ; mais cette tête tombée et la vengeance satisfaite , songez , Représentans , à ce qui arriverait nécessairement. Les crimes d'un coupable qui ne serait plus , cesseraient de produire l'impression qu'ils font aujourd'hui sur les esprits ; et bientôt , par la marche naturelle des choses , qui seraient perfidement secondés par les ennemis de la liberté , on serait ramené à l'examen de ces grandes questions : la Convention pouvait-elle juger elle-même ? Pouvait-elle supprimer les formes établies par la loi , et dont l'exécution est impérieusement ordonnée par la Déclaration des droits ? La malveillance ne manquerait pas de crier , à la prévention , à la cruauté , au despotisme : les gens sages , en reconnaissant que Louis XVI était coupable

trouveraient cependant , et ils le regretteraient , une grande violation de principes dans son jugement ; et ainsi se formerait , sur le procès , sur la Convention qui l'aurait jugé , sur ses membres , une opinion qui , après un siècle et demi , poursuit encore le Parlement d'Angleterre de 1648 , et le poursuit , non pour avoir jugé lui-même Charles Stuard , il n'alla point jusques-là , mais pour avoir remis à une Commission composée en partie de ses membres , les connaissances du procès de ce roi cruel et despote , dont la main , pendant une guerre de douze années contre sa Nation , n'avait cessé de dégoûter du sang des Anglais.

Le rapporteur prétend que vous n'avez pas la même opinion à craindre : et pourquoi ? Parce que , dit-il , cette assemblée est revêtue du caractère de Convention nationale , que le Parlement d'Angleterre n'avait pas.

Mais d'abord , Représentans , remarquez que la Constitution anglaise , faite à différentes époques , et qui aujourd'hui même est encore si éloignée de la perfection , n'existait qu'en partie en 1648 ; qu'ainsi le Parlement d'Angleterre n'était pas véritablement à cette époque , sous les liens d'une Constitution qui restreignit ses pouvoirs.

Remarquez ensuite que si l'histoire et la postérité ont marqué de leur réprobation , la conduite du Parlement de la Grande-Bretagne , ce n'est pas parce que ce Corps n'avait point le caractère de Convention ; mais c'est parce qu'il supprima dans le jugement d'un homme , les formes antérieurement éta-

blies pour les jugemens de tous les habitans de l'isle ; c'est parce qu'il fit juger Charles Stuard , par une commission composée d'Olivier Cromwel , et d'une foule d'autres membres du Parlement : ce qui le rendait en quelque sorte lui-même, maître du jugement.

Or, cette infraction des règles , n'eût pas été plus permise à une Convention, comme je crois l'avoir prouvé, qu'à un simple Corps législatif.

Jugez maintenant, si vous, à qui on propose d'aller plus loin que le Parlement d'Angleterre, puisqu'on vous propose de juger directement vous-mêmes, et de supprimer les témoins, ce que du moins on ne fit pas dans le procès de Charles Stuard ; jugez, dis-je, si en admettant la mesure du comité, vous ne devriez pas ensuite vous attendre à une censure plus sévère encore que celle portée sur le Parlement d'Angleterre.

Représentans du Peuple, je le soutiens, cette mesure dépasse nos pouvoirs ; elle est indigne de nous ; elle pourrait attacher l'opprobre à nos noms, à notre mémoire ; mais ce qui sur-tout doit toucher des hommes assemblés ici pour faire le bonheur non-seulement de leurs concitoyens, mais encore de l'humanité tout entière, elle compromettrait vos nobles travaux ; elle jetterait un voile odieux sur les grandes opérations que vous préparez, et qui sont le véritable objet de l'auguste mission qui vous est confiée.

Et quel est donc, citoyens, le motif pour lequel vous sacrifieriez et les for-

res, et nos lois, et la Déclaration des droits, et les bases éternelles de l'organisation représentative ? Quel est le motif, en faveur duquel nous compromettrions les travaux d'une Convention qui doit être sans tache et sans reproche, si l'on veut qu'elle fasse un bien durable, si l'on veut qu'elle achève surement et avec gloire le bonheur public, et l'ouvrage de cette confraternité universelle, dont tout aujourd'hui nous offre l'attendrissant espoir ? Quelle est, dis-je, ce motif ? On ne l'a pas nettement expliqué ; mais on a fait entendre qu'il y avait à craindre que des jurés et des juges pris dans les départemens, ne se laissassent gagner par le poison de la corruption.

Je l'avouerai, je n'ai pas vu, sans peine, jeter en avant un pareil soupçon. Eh ! Messieurs, si ce soupçon pouvait d'avance s'attacher à des hommes que le Peuple élirait, de quel droit nous-mêmes en serions-nous exempts, nous qui avons été élus par ce même Peuple ? Ne serait-ce donc que pour nous choisir, qu'il aurait pu jouir de ce discernement qui lui est propre, et qui le trompe si rarement ? ou bien la République serait-elle dépourvue jusques-là d'hommes probes qu'il fallût désespérer désormais de la bonté de ses choix ? S'il en était ainsi, il ne nous resterait qu'à nous exiler d'un pays où les mœurs et la probité seraient éteintes à ce point ; mais non, il n'en est point ainsi, j'en jure par l'ardent amour de la liberté et de la République qui brûle dans toutes les ames, par les traits sublimes

de vertus guerrières et sociales dont chaque jour nous rend les témoins.

Ne faisons donc ni à ceux qui éliront , ni à ceux qui seront élus , ni au Peuple en général , ni à nous-mêmes peut-être , l'injure de concevoir d'avance des soupçons et des défiances qui véritablement ne conviennent pas aux représentans d'une grande République.

Et si , par des motifs quelconques , les jurés et les juges auxquels , selon moi , vous devez remettre la connaissance du procès , après vous être rendus accusateurs , prononçaient une absolution qu'il est difficile de prévoir , il vous resterait , non pas comme juges , mais comme chargés de la sureté et de la paix de la République , une mesure aussi sublime que salutaire , plus efficace peut-être que toute autre , pour assurer la liberté publique et hâter la destruction définitive des trônes. Une mesure qui débarrasserait nos regards , non-seulement de celui qui fut roi , mais encore d'un enfant dont les prétentions , si le père n'était plus , pourraient être plus dangereuses que celles de ce père qui a perdu , lui , le droit d'être à craindre : une mesure dont l'effet serait de promener sous les yeux des despotes impuissans , et déjà chancelans eux-mêmes sur leurs trônes ébranlés par nos principes et nos victoires , un exemple qui serait pour eux le terrible avant-coureur de leur chute prochaine ; et sous les yeux des Peuples , une leçon vivante qui acheverait de les

former au mépris des rois , de les instruire de l'inanité de ces fantômes , et de la magnanimité de la République française.

Vous présentez surement quelle est cette mesure qui nous restera toujours ; c'est du moins vous l'indiquer assez , représentans , que de vous dire que ce fut celle que dans une circonstance à-peu-près semblable à celle où nous nous trouvons , proposa au Peuple romain , ce Junius Brutus le père et le modèle des Républicains dont il me semble que le génie nous environne , et dont les traits sont ici comme pour nous rappeler à ce grand exemple.

Les Romains , maîtres de la vie de Tarquin , se bornèrent à le bannir à perpétuité , lui et sa race et à prononcer la peine de mort contre quiconque entretiendrait des intelligences avec lui , et Tarquin n'eut pas de successeur.

Je conclus à la question préalable sur la partie du projet de décret qui tend à faire juger Louis XVI par la Convention , et je demande que le comité présente un mode de le faire juger par des jurés et des juges pris dans les départemens.

CHAPITRE XXXV.

*Réflexions du Citoyen LAVICOMTERIE ,
Député de Paris , sur le procès criminel
du ci-devant roi.*

CITOYENS ,

Ce sera la Constitution de tous les Peuples à la main , que je poursuivrai le soixante-deuxième et dernier tyran des Français. Je poursuivrai ce lâche assassin , ce parricide national , jusqu'au moment où , sous la hache de la loi , j'aurai vu rouler sa tête au Carrousel.

Je ne m'armerai point de ce code digne des Huns et des Vandales ; je me garderai bien d'invoquer ce recueil barbare à qui l'on a prostitué le nom de Constitution , au mépris des lois éternelles , au mépris des réclamations générales. C'est un labyrinthe , c'est un chaos où l'on ne rencontre à chaque pas , que les débris , que les ruines de la liberté , que le mépris des droits les plus sacrés du Peuple.

On ne doit appeler Constitution , que ce qui établit , constitue une république sur des bases avouées par la morale et la nature. On ne doit appeler Constitution , que l'acte qui les

consacre explicitement. Mais ces bases, sans lesquelles il n'existe que des jouissances individuelles et des malheurs longs et généraux, ont été terrassées par les tyrans et par de lâches publicistes, ou plutôt par de vils esclaves à leurs gages. Ils ont donné le nom profané de Constitution à un amas de décrets contradictoires. En vain y cherche-t-on un point fixe et solide, sur lequel on puisse s'appuyer : en le suivant, on trouvera toujours les moyens d'éluder, d'enfreindre, d'obscurcir les lumières les plus simples de la morale. Il faut donc abandonner cet acte anti-national, qui avait perdu la liberté publique; cet acte qui avait écrasé la Nation : il faut donc recourir au code primordial. C'est-là, et là seulement, que nous lirons les droits du Peuple, et nos devoirs; c'est-là que nous lirons l'arrêt de son tyran.

Eh! par quelle contradiction inconcevable les parties les plus révoltantes, les plus oppressives de ce recueil insensé que nous devons anéantir pour jamais, dont nous avons déjà sapé les fondemens, en détruisant la royauté, seraient-elles encore sacrées pour nous ! Nous avons renversé l'idole, ses autels et son temple, nous avons dispersé ses prêtres de sang, nous avons immolé ses bourreaux ; et nous voulons respecter ses débris ! Les attributs ridicules de cet affreux simulacre survivraient à sa ruine, existeraient encore quand il n'existe plus ! non, non, citoyens, la République est proclamée, plus de roi, plus de tyran, plus de talisman et gothique barbare, plus de privilège immoral.

A la place d'un roi, qu'on disait constitutionnel, ce qui est une contradiction formelle, je ne vois plus qu'un tyran, je ne vois plus qu'un assassin du Peuple; et dans un siècle qui s'honore du nom de philosophie, un tyran, un assassin serait-il donc impuni !

Peut-on demander aujourd'hui : le ci-devant roi peut-il et doit-il être jugé ? Cette seule question est un outrage à la raison, à la justice incréée, immuable; cette seule question étonnera, indignera, je ne dis pas tous les sages, mais tout homme en qui la servitude n'a pas brisé le dernier ressort de l'ame; en qui la servitude n'a pas éteint le dernier rayon, la dernière étincelle du feu sacré de la liberté, de la morale. Cette seule question est un scandale public, est un blasphème national. Eh! nous prétendons fonder une république sur les bases primordiales. Eh! nous prétendons fonder une république dont les destinées atteignent des révolutions longues et incalculables ! Avouons franchement que ce fardeau est au-dessus de nos forces; ou hâtons-nous d'effacer par une décision précise et spontanée, cette tache, qu'un pareil doute imprime à nos travaux; ou je ne présage encore que les ruines de toute Constitution; ou je ne présage encore que les malheurs du Peuple.

Nous, descendans des *Welches* grossiers, ignorans et sauvages, mais pressés par quatre cents ans de lumières, que l'imprimerie a propagées; nous faisons un problème, si un criminel, si un assassin doit être puni, même, s'il doit être jugé ! La raison éternelle aurait-elle donc rétrogradé pour nous ? Non, non,

citoyens, ce doute honteux n'est point celui de la majorité de l'assemblée ; non , non , il n'est point celui de la Nation ; il n'est point celui de la masse respectable du Peuple que nous représentons , par qui et pour qui nous sommes ici rassemblés.

Citoyens, il est un point certain du droit des Peuples , c'est que toute loi politique qui n'a point pour base les lois éternelles dont le vœu est le salut du Peuple , est nulle. Décrétons donc l'opinion publique , ou l'opinion publique , plus forte que nos décrets , les brisera.

Quand les lois de convention sont muettes ou insuffisantes ; quand leurs simulacres sont offerts à la déception , il faut avoir recours au code primitif des nations, sans lequel elles ne sont qu'un attentat aux droits sacrés des hommes , sans lequel elles ne sont qu'un vrai délire , sans lequel elles ne sont qu'un assassinat du pacte social , de quelque nom fastueux qu'on les revête.

Reconnaissons explicitement ces principes, dont l'oubli ou le mépris a fait les malheurs du monde. Osons recréer l'univers social ; ne nous traînons plus parmi les ruines de cette misérable Constitution caduque, morte dès sa naissance ; un respect stupide et plus long pour ce fantôme , annoncerait notre faiblesse et notre impuissance.

Oser réclamer l'inviolabilité pour un lâche tyran qui a tout violé ! Organes de la volonté du Peuple , citoyens , vous savez bien que tout homme qui prétend être inviolable , est un conspirateur , est un tyran , un scélérat

épouvanté , vous savez bien qu'il n'y a que le civisme et la vertu d'inviolables ; tout individu , législateur , monarque , pontife ou simple citoyen , sont égaux devant la loi : un crime égal doit les traîner à l'échafaud.

Citoyens, qui proposez des lois à la Nation, le Peuple entier de la république attend le jugement de ce lâche criminel, et l'attend de nous ; n'allons pas tromper l'attente de notre souverain , son attente est un ordre, et nous devons y obéir.

Je déteste, j'ai combattu les barbaries judiciaires ; mais quand le salut public est compromis, l'indulgence est un crime ; tant qu'un tyran respire, la liberté est en péril ; le sang du Peuple peut couler encore ; l'intérêt de vingt-cinq millions d'hommes demande qu'il périsse ; et par humanité , il faut encore une fois être barbare.

C'est à nous à prononcer son arrêt , son supplice : son crime est avéré ; il est démontré que de l'autre des Tuileries se conduisaient toutes les trames qui ont mis la république au bord du précipice , toutes ces trahisons , ces crimes si cruellement combinés. *Durosoy , Dangremont , Laporte* n'étaient que de misérables conjurés, à ses ordres ; si les subalternes ont péri, jugeons, frappons le chef des conspirateurs, et que la loi , désormais inexorable , fasse tomber sa tête.

Nous sommes placés entre le Peuple et son tyran , entre le Peuple et son assassin. Nous sommes ses vengeurs ou ses complices.

CHAPITRE XXXVI.

Opinion de Jean-Bon SAINT-ANDRÉ , Député du Lot , sur cette question : Louis XVI peut-il être jugé ?

CETTE question ainsi posée , n'est qu'une question particulière , qui n'a pour objet qu'un seul homme , et qui demanderait , pour être traitée avec méthode , que l'on établît d'abord le délit dont le ci-devant roi s'est rendu coupable , afin de déterminer ensuite si la nature du crime est telle qu'il puisse être mis en jugement.

Il faut s'élever à des idées plus générales ; il faut traiter la question , non-seulement pour vous , mais pour toutes les Nations du monde. Devenus par votre révolution les précepteurs nécessaires du genre humain , vous lui devez , non-seulement un grand exemple de justice , mais encore une grande leçon de liberté.

La question qu'il faut traiter est donc celle-ci : Les Nations peuvent-elles , doivent-elles juger les rois ? et l'inviolabilité dont on les a par-tout investis est-elle en effet un brevet d'impunité , ou n'est-ce qu'un vain fantôme qui disparaît et s'anéantit aux premiers rayons de la vérité ? Si je prouve que l'inviolabilité

n'est qu'une chimère, qu'elle n'a jamais pu être une des clauses du contrat social; et que tout contrat dans lequel elle se trouve stipulée, est nul de plein droit, j'aurai posé des bases à l'aide desquelles la question particulière relative au ci-devant roi pourra être facilement résolue.

On a dit à cette tribune que les rois sont les ennemis nés des Nations, qu'ils sont avec elles dans un état de guerre perpétuelle, et qu'un roi, par cela seul qu'il est roi, est coupable envers l'humanité, car la royauté elle-même est un crime. Cette vérité est frappante. La nature l'inscrit en caractères de feu dans le cœur de tous les hommes; et l'amour indestructible qu'elle nous donna pour la liberté, est contre les tyrans un acte d'accusation porté par l'auteur même de notre être, qui les condamne à la mort. L'inviolabilité est donc contraire à cette éternelle vérité dont nous portons au-dedans de nous le germe précieux; et que les préjugés peuvent bien étouffer un instant, mais qui finit par croître et se développer malgré tous les obstacles.

En effet, au milieu de ce déluge d'erreurs qui ont successivement inondé la terre, vous la voyez, cette vérité sainte, sans cesse combattue, toujours opprimée, renaître malgré les tyrans, et se reproduire sous mille formes diverses. Il n'est point, depuis Homère qui appelait les rois des *mangeurs d'hommes*, jusqu'à notre siècle, de poète, d'orateur, de philosophe, de publiciste où l'on ne trouve des traits frappans, de ces traits échappés, si j'ose ainsi dire, du fond de leur ame, qui

accusent les despotes d'être les ennemis du genre humain , d'être avec lui en état de guerre. Tous , sans en excepter cet auteur dont la naïveté touchante prête à la philosophie un charme inexprimable , reconnaissent que ce n'est pas par la justice , mais par la force et par la terreur que les rois règnent.

Le glaive est donc le générateur , le conservateur et l'appui de tous les trônes. Il n'en est pas un seul , il ne peut pas y en avoir un seul qui ne soit assis sur des cadavres , et cimenté du sang humain. Si j'ai invoqué , pour le prouver , des autorités respectables , ce n'est pas pour vous qui n'en avez pas besoin. Mais il n'est pas inutile peut-être de remarquer que la doctrine politique que vous professez , n'est pas nouvelle , puisqu'elle remonte à l'origine des sociétés ; en sorte qu'on peut dire qu'aussitôt qu'il a paru un usurpateur dans le monde , le cri de la justice a hautement réclamé contre son usurpation.

Il vous était réservé , législateurs-républicains , de réparer la longue injustice , les outrages sanglans que , pendant un si grand nombre de siècles , la royauté avait faits à l'humanité. Vous avez jugé les rois ; vous avez prononcé leur sentence ; que dis-je ? vous avez déjà commencé de la faire exécuter. Pourquoi vos armées victorieuses , après avoir chassé l'ennemi du territoire de la république , sont-elles entrées dans la Belgique ? pourquoi Montesquiou a-t-il pris possession de la Savoie , Anselme de Nice , Custine de Spire , de Mayence et de Francfort ? n'avez-vous pas voulu émanciper ces Peuples ? ne leur avez-vous pas dit

que la guerre que vous faisiez était celle de la liberté contre la tyrannie ? qu'armés contre les rois , vous rendiez aux Nations leur souveraineté ? en les laissant libres d'adopter la forme de gouvernement qui leur plairait , ne leur avez-vous pas appris , au moins par votre exemple , à rompre ce prétendu pacte social qui , disait-on autrefois , lie les rois à leurs sujets ?

La question est dont résolue ; vous avez donc légitimé la déchéance des rois. Or , pour ceux qui envisagent cette déchéance comme une peine juridique , comme pour ceux qui n'y voient que le rétablissement de l'ordre naturel des sociétés , vous avez prononcé qu'il n'y a point d'inviolabilité pour les rois , et qu'ils peuvent ou être punis comme criminels , ou être poursuivis comme ennemis , et expulés comme usurpateurs.

Et l'on n'affaiblirait pas cette conséquence en disant que vous avez acquis par la conquête le droit d'en user ainsi ; car vous avez reconnu que le droit de conquête est injuste de sa nature , ou pour mieux dire , qu'il n'existe pas , et que vous ne pouviez faire la guerre que pour vous défendre vous-mêmes , ou pour délivrer les autres.

Si donc les rois sont essentiellement les ennemis des Peuples , il ne peut pas y avoir de pacte entre les Peuples et les rois. Quel accord pourrais-je faire avec mon ennemi ? Quel contrat pourrais-je souscrire qui ne fût nul , qui ne cessât de m'obliger au moment que je serais assez fort pour le rompre ? Les nœuds que la force a serrés , sont brisés par
la

la force , parce qu'il n'est d'engagement vraiment respectable, vraiment obligatoire, que celui qui a été contracté librement. Or, entre des parties contractantes , il n'y a point de liberté quand il n'y a pas d'égalité.

Maintenant je dois faire l'application des principes que je viens de poser. On allègue en faveur de Louis , la Constitution qui le faisait roi : cette Constitution , dit-on , déclarait sa personne inviolable et sacrée ; elle était un contrat entre le Peuple et lui. Un contrat, grand Dieu ! Où ? comment ? Parqu'il Peuple l'avait-il souscrit ? Je vois bien ici un code informe et monstrueux appelé Constitution , présenté par un petit nombre d'hommes à un roi qui fait semblant de l'accepter ; mais je ne vois point que le Peuple l'ait acceptée ; elle ne lui a pas même été proposée. Ses mandataires, fiers d'une puissance qu'ils n'avaient pas, ont tout arrangé sans lui, ou même malgré lui : car personne n'ignore qu'au moment de la révision, l'opinion publique était fortement prononcée contre le travail des représentans , et que le Peuple , indigné de la fuite du roi à Varennes, demandait un autre ordre de choses. Comment donc l'amena-t-on à se ranger sous les lois de cette Constitution que des intrigans avaient rendue si favorable à la royauté ? Le Champ-de-Mars arrosé du sang des citoyens , répondra pour moi à cette question. Ce fut là que le Peuple , troublé dans l'usage naturel de ses droits par les satellites du tyran, fut impitoyablement égorgé. Lafayette (il faut bien que ce nom afflige encore votre oreille) di-

gne suppôt du despotisme , joncha de cadavres et teignit de sang cette terre destinée à devenir libre. La terreur se répandit dans toutes les ames ; toutes les bouches furent fermées ; et ce fut au milieu du silence des tombeaux que la Constitution fut acceptée.... Par qui?... Par le roi !

Et voilà le pacte dont il voudrait s'autoriser aujourd'hui ! Voilà le contrat prétendu sacré que ses défenseurs invoquent avec une sorte de confiance ! eh bien ! c'est ce contrat même , c'est cette Constitution dont je fais , moi , le premier chef d'accusation contre Louis ; c'est un des crimes les plus horribles que je lui reproche , et ce crime seul mérite la mort. Il ose rappeler son inviolabilité constitutionnelle ! une inviolabilité acquise par des assassinats ! une inviolabilité que le Peuple n'a pas garantie , qu'il ne pouvait pas garantir , qu'on ne lui laissait pas la liberté de garantir ! Effaçons donc de notre morale politique ces maximes de justice dont l'objet est de soutenir le faible contre l'oppression du fort , et ayons le servile courage de dire que pour ces hommes dont nous avons fait des dieux , le crime est la sauve-garde et la justification du crime.

Supposons néanmoins une Constitution librement consentie par le Peuple , et portant expressément le don de l'inviolabilité pour le monarque : ce don généreux serait-il un lien pour la Nation qui l'aurait fait à son roi ? Non sans doute , parce que la Nation n'aurait pas pu faire cette espèce de traité. Une Nation ne peut pas dire à un individu , quel qu'il soit , à quelque rang , à quelque dignité qu'elle

juge à propos de l'élever : je vous investis du droit de commettre tous les forfaits ; vous pourrez impunément incendier nos maisons , ravager nos campagnes , massacrer nos femmes et nos enfans , nous égorger nous-mêmes , ou , ce qui est pire que la mort , nous priver de notre liberté , et nous réduire à la plus dure comme à la plus honteuse servitude , et nous bénirons la main qui nous frappera , et nous baisserons avec une religieuse soumission le sceptre de fer sous lequel nous serons forcés de courber notre tête. Une Nation a bien pu environner ses magistrats de cette dignité qui imprime le respect , et qui tourne au profit de la loi par l'obéissance qu'elle inspire ; mais elle n'a pas pu leur donner un droit que la justice repousse , parce qu'elle n'a pas pu vouloir renoncer à son bonheur , et que les Nations ne sont heureuses que par l'observation du droit naturel , qui n'est que la justice elle-même. Si donc , par ignorance ou par surprise , une Nation avait fait un pareil don , elle serait fondée à le revendiquer au moment où elle reconnaîtrait son erreur ; et le tyran souillé de crimes n'en serait pas moins punissable pour avoir eu la folie de croire que son titre le mettrait à l'abri du châtement.

Ces vérités sont incontestables ; nul ne peut échapper à la juste punition de ses forfaits ; et sous quelque rapport qu'on veuille considérer Louis , le cri de la nature ou celui de la loi le condamne à la mort. L'envisagez-vous comme simple citoyen ? Il est donc soumis comme tous les sujets du souverain à la volonté générale ; la loi est pour lui comme pour

tous les autres criminels, ce glaive redoutable dont parle un philosophe, qui, dans son mouvement horizontal, abat toutes les têtes qui s'élèvent au-dessus d'elle. Le considérez-vous comme un être à part, revêtu d'un privilège spécial? Alors n'ayant plus à remplir les devoirs du citoyen, il n'en peut plus réclamer les droits; car dans l'ordre social ces deux choses, *droits et devoirs*, sont absolument inséparables. Un roi, par son inviolabilité même, rentrerait par rapport aux autres hommes, dans l'état de nature, puisqu'il serait hors de la société; et la loi ayant perdu le pouvoir de le frapper, tout individu offensé par lui serait autorisé à prendre vengeance de ses attentats.

Pourquoi, quand les hommes se sont réunis en société, sont-ils convenus de subordonner leur volonté particulière à la volonté générale? Pourquoi, sur-tout en matière criminelle, ont-ils voulu que personne ne pût, sous aucun prétexte, se venger lui-même des outrages qu'il aurait reçus? Parce qu'ils ont senti que la vengeance est une passion féroce qui dans son délire crée des crimes imaginaires, qui exagère les crimes réels, et qui s'accroissant par les efforts même qu'on fait pour l'assouvir, finit par ne mettre aucune borne à ses fureurs. Il a donc été très-convenable que la société s'emparât du droit d'infliger les peines. Elle est impassible, la société; elle aime tous ses enfans, elle ne les frappe qu'à regret, et ses coups n'excèdent jamais la mesure du délit; mais la société n'a le droit de prononcer des peines que parce que les citoyens s'en sont

dépoüillés pour le lui transmettre. Tout se réduit donc pour eux à ne pas exercer eux-mêmes leur droit. Mais si la loi, ou, pour parler plus exactement, ses organes négligent de faire du pouvoir de punir, l'usage juste et légitime qui leur est prescrit, alors le citoyen rentre dans l'usage de ses droits; il résiste à l'oppression, il punit, il écrase son ennemi; et, s'il passe les bornes de la modération, l'excès de sa rigueur est le crime du magistrat prévaricateur qui a laissé s'échapper de ses mains le glaive que la loi lui avait remis.

Il suit de-là, non-seulement qu'un roi coupable peut être jugé, mais que vous ne pouvez pas ne pas le juger. N'est-ce pas là votre mission, citoyens? n'est-ce pas là le mandat que vous avez reçu de vos commettans? la Nation souveraine qui vous a choisis pour faire ses lois n'attend-elle pas aussi que vous la vengerez de quatre années d'angoisses, de sacrifices, de malheurs de toute espèce? Je ne vous rappellerai pas les crimes de Louis. Assez d'autres, avant moi, vous en ont présenté l'affreux tableau. Qui ne frénilrait d'indignation et d'horreur au souvenir de ces monstrueuses atrocités dont nous avons été les témoins et les victimes? Eh! les maux qu'il nous a faits pourraient-ils être effacés de notre mémoire, quand nous gémissons encore sous leur poids, quand nous avons la cruelle certitude d'en ressentir long-temps encore les terribles effets?

L'indignation publique se tait, il est vrai; mais, ne vous y trompez pas, Législateurs, ce silence est celui du respect qu'on doit à la loi. L'indignation publique n'est que sus-

pendue en attendant votre décision. Croyez-vous que tant de veuves désolées, que tant d'enfans privés de leurs pères, tant de pères qui ont vu périr à côté d'eux leurs enfans; croyez-vous que tant de familles réduites au plus affreux désespoir; croyez-vous que la France opprimée, appauvrie, entraînée dans une guerre dont les succès n'ont pas détruit l'impression de nos premiers revers; croyez-vous en un mot que la Nation pût voir avec indifférence absoudre l'auteur de ses misères? Non, vous ne le croyez pas. Vous êtes trop éclairés et trop justes pour ne pas sentir qu'en refusant de remplir le rigoureux ministère qui vous est confié, vous abandonneriez au Peuple lui-même le soin de sa vengeance.

Je ne pousse pas plus loin cette idée, qui fournirait cependant matière aux plus sérieuses réflexions. Le Peuple attend de vous le repos, et il ne l'aura que par la mort du tyran. Ici l'on m'arrête, et l'on me dit : mais l'humanité permet-elle cette sanglante exécution? l'humanité! n'est-ce pas ce sentiment doux et affectueux que la nature nous donna pour compatir aux maux de nos semblables? n'est-ce pas ce lien moral qui unit des êtres de la même espèce, et qui les porte à se pardonner leurs faiblesses?... Mais les rois sont-ils des êtres de la même espèce que nous? quel rapport peut-il y avoir entre eux et les autres hommes? dans le temps de leurs prospérités ce sont des divinités terribles, toujours armées de la foudre. Dans le malheur ils implorent la pitié. Tant qu'un

rayon d'espérance a lui pour le dernier de vos rois , tant qu'il a pu croire qu'il pourrait arriver au despotisme sur vos cadavres amoncelés , il ne l'a point implorée , votre pitié ! on vous a dit avec quelle froide indifférence il entendait le bruit du canon des Tuileries , qui par ses ordres tirait sur des citoyens , sur des Français. Et c'est en faveur d'un pareil monstre qu'on voudrait intéresser votre humanité ! Pour y prétendre , au moins faudrait-il qu'il conservât encore quelque chose d'humain.

L'humanité ! mais cette vertu embrasse dans son étendue l'espèce toute entière ; et , quand elle est forcée de se circonscrire , elle s'attache toujours au plus grand nombre. Ici , que vous propose-t-on ? d'être humain envers un seul , et barbare envers tous les autres ; de pardonner à un roi , et de préparer les malheurs de toute une Nation. Votre choix , Législateurs , ne peut pas être douteux.

Et qu'on ne dise point que Louis sera assez puni , si , dépouillé du faste qui l'environnait , livré à ses remords , obligé à supporter le fardeau de la vie , il est condamné à languir dans une éternelle prison. Des remords ! les tyrans n'en ont point , des remords. L'homme qui a été cruel dès son enfance , qui a vu de sang-froid les crimes de ses frères , la turpitude et les débauches de sa femme et de sa sœur , qui n'aima jamais personne , qui prodigua l'or et le sang des citoyens ! ... des remords ! L'homme qui , renfermé dans sa prison , n'a appris à connaître ses forfaits qu'au moment qu'il a été

obligé de trembler pour sa vie ! . . . des tremors ! ignorez-vous donc qu'ils supposent quelque reste de vertu dans le cœur qui les éprouve , et dites-moi si vous croyez qu'il y ait quelque vertu dans le cœur de Louis ? Il vivrait sans doute , si vous lui faisiez grace ; car j'appelle grace la peine que quelques orateurs ont proposé de lui infliger ; mais il vivrait pour vous haïr , pour conspirer contre vous , pour préparer peut-être quelque une de ces catastrophes , qui ajouterait aux pertes si sensibles que nous avons faites , des pertes non moins irréparables.

Je sais que ces craintes sont traitées de chimères. Les puissances étrangères sont abattues : forcées de fuir devant nous , elles ne peuvent rien entreprendre contre notre liberté ; leur trône chancelant est menacé de la même ruine qui a englouti celui du roi des Français ; et le rétablissement de l'ordre dans l'intérieur de la république , achèvera de dissiper nos alarmes.... Mon ame s'ouvre comme la vôtre , à ces douces , à ces flatteuses espérances. Cependant , qui me répondra que cet homme vivant ne sera pas toujours pour les rois de l'Europe un sujet d'animosité contre nous ? qu'ils n'espéreront pas toujours de le rétablir sur le trône ? surtout qui m'a dit que cette foule d'hommes , ou mécontents de la révolution , ou avides de fortune , et capables de tout entreprendre , qu'un Etat aussi vaste que le nôtre renferme nécessairement dans son sein , ne se réenniront pas sous les murs de sa prison , dans l'espoir peut-être de l'en arracher , mais , à coup-sûr ,

pour exciter des troubles qui leur faciliteraient les moyens de nous replonger dans l'esclavage. On veillera. Mais cette surveillance fatigante vous sauvera-t-elle de ces luttes meurtrières dans lesquelles il faudra vous engager ? et, ne dût-il périr qu'un seul homme, un bon citoyen, devriez-vous vous exposer à ce malheur ? Encore un citoyen dont le sang coulerait pour le traître Louis ! eh ! n'en a-t-il pas été assez versé ?

Vous le savez, on cherche à lui faire des partisans, on travaille à émuouvoir la compassion en sa faveur ; ici même on vous distribue des écrits faits, sinon pour sa défense, au moins pour adoucir son jugement. Et qui sait si l'on n'emploie pas encore bien des moyens secrets pour atteindre au même but ? Aujourd'hui, c'est la vie du tyran qu'on veut sauver : mais croyez-vous qu'on se borne là ? Après avoir obtenu cette première preuve de votre faiblesse, les mêmes manœuvres seront continuées, les mêmes moyens seront employés ; et, comme le crime est toujours actif, et le patriotisme toujours confiant, on vous laissera endormir dans une fausse sécurité, jusqu'à ce que, tout étant prêt pour l'explosion, la mine éclate avec fracas.

Il en coûte sans doute à une âme sensible de demander la vie d'un homme. La peine de mort est à mes yeux comme à ceux de mes collègues, une peine atroce que nous devons effacer du code d'un peuple libre. Mais aussi le salut du Peuple est la loi suprême ; et puisque je le pense, je dois le

dire, ma conviction intime est qu'on ne peut point se flatter de rétablir la paix dans la république, tant que ce couple empesté souillera de son haleine impure l'air qu'il a respiré trop long-temps.

Mais, dira-t-on, Louis n'a-t-il pas été déjà puni ? La loi prononçait sa déchéance, et il est déchu : or, n'est-il pas contraire à tous les principes, qu'on inflige une double peine pour un même crime ? J'ai déjà montré que la déchéance d'un roi ne pouvait pas être une peine, qu'elle était, dans tous les cas, un acte de justice ; et quand les Peuples sont assez sages pour joindre à cette mesure celle de l'abolition de la royauté, c'est un changement dans la forme du gouvernement qu'ils opèrent, et non une sentence criminelle qu'ils prononcent. Contesterait-on aux Nations le droit imprescriptible de changer leur constitution ? non sans doute ; et ce qui prouve que Louis n'a pas été puni de ses crimes par ce qu'on appelle sa déchéance, c'est que dans cette séance à jamais mémorable où vous fîtes de la France une république, vous n'examinâtes pas même s'il était innocent ou coupable. Vous dîtes, il n'y aura plus de royauté en France, et la royauté fut abolie.

On invoque encore, pour arrêter le coup que votre bras doit frapper, une maxime salubre, mais dont on fait une application peu exacte. La loi n'a point d'effet rétroactif, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit..... A Athènes, il n'y avait

point de loi contre les parricides : dira-t-on qu'il était permis aux enfans d'égorger impunément leurs pères ? Mais ici même les lois existent antérieurement au délit. J'ouvre le code pénal, et j'y trouve des lois très-précises contre la révolte, l'assassinat, l'incendie, etc. : or n'est-ce pas là les crimes dont Louis s'est rendu coupable ? Ou je me trompe, ou c'est lui qui a assassiné les citoyens de Paris réunis aux fédérés dans le château des Tuileries. C'est lui qui a assassiné les soldats de Nancy, les gardes nationales de Nîmes et de Montauban. Il s'est engraissé de sang humain... ; et l'on dit qu'il n'y a point de loi pour le juger ! Ce n'est pas parce qu'il manque des lois antérieures à ses crimes, qu'on devrait balancer à le juger, mais plutôt parce qu'on avait eu l'adresse d'en faire une destructive de toutes les autres. Mais qu'ai-je besoin de répéter que cette loi profondément immorale ne saurait subsister un moment devant la froide impartialité de la raison ?

Et si je voulais l'analyser la Constitution à la main, je pourrais montrer que cette loi est nulle par la Constitution même. J'ouvre ce code trop vanté par ses auteurs, trop idolâtré par un Peuple bon, qui n'avait pas encore acquis toute la connaissance de ses droits, ni le sentiment de ses forces ; je lis *la personne du roi est inviolable et sacrée*. Ma raison s'étonne d'une pareille décision ; mais le correctif n'est pas loin, et le législateur ajoute, *il n'y a point en France d'autorité supérieure à la loi*. Réviseurs, vous avez menti à votre conscience, quand vous

avez écrits le premier de ces articles, et timides, comme le sont tous les scélérats, vous avez reculé après vous être chargés de la honte d'un crime. Il n'y a point à balancer : si Louis est inviolable, il y a une autorité supérieure à la loi ; car celui-là est supérieur à la loi, qui peut l'enfreindre sans péril. La contradiction est donc évidente. Il faut, pour accorder la Constitution avec elle-même, effacer l'un de ces deux articles. Lequel effacerez-vous ? Celui qui exprime une vérité aussi ancienne que les sociétés, sans laquelle nulle société ne peut subsister ? ou celui qui sappe par ses fondemens les bases du bonheur et de la prospérité des Nations ? Que dis-je ? avons-nous besoin de cette misérable discussion ? Quel qu'il soit, ce code, œuvre de ténèbres et d'iniquité, ce n'est pas lui qui doit nous conduire. Il a été réduit en poussière par l'insurrection du 10 août ; et le Peuple, en se levant dans cette journée pour reconquérir ses droits, l'a rendu au néant, dont il n'aurait jamais dû sortir.

Il me reste à examiner ce qu'on appelle la raison d'état ; car c'est là sans doute ce qu'on fera valoir pour sauver Louis, en proposant un de ces termes moyens qui plaisent si fort aux âmes timides et paresseuses. Consulter sur la détermination que vous aurez à prendre l'opinion des puissances de l'Europe, s'inquiéter de ce qu'elles penseront de vous, de ce qu'elles oseront entreprendre, me paraîtrait une faiblesse, dont je me plais à croire que la Convention nationale de France est incapable, et que la Nation entière désavoue-

rait, s'il était possible qu'elle s'abaissât à cet excès d'humiliation. Et qu'importe le jugement de l'Europe, si vous êtes grands, si vous êtes justes ? C'est sur-tout la postérité qui vous contemple ; c'est elle qui demande de vous un grand exemple, afin que les rois désormais intimidés, si le nom même de roi n'est pas anéanti, ne puissent rien entreprendre contre la liberté des Peuples. Cromwel n'était qu'un usurpateur ; il ne vengeait pas les droits d'une Nation sur un prince coupable ; c'était son ambition qu'il suivait ; et néanmoins Cromwel brava l'Europe entière, qu'il étouffa, qu'il intimida par sa hardiesse, au point que le plus orgueilleux des despotes, Louis XIV, humilia sa fierté devant ce vaste génie.... Et vous, Législateurs d'une grande Nation, vous puissans de toute la force des Peuples fatigués de l'esclavage, vous calculeriez si que ques rois osent trouver mauvais que vous leur appreniez par un acte éclatant de justice, qu'ils ne sont que des hommes ! Eh bien ! si leur rage contre nous doit s'en accroître, c'est un motif de plus pour hâter le coup que vous devez porter. Victorieuses partout, vos armées vous répondent du succès. Le pardon de Louis suspendrait peut-être la vengeance de vos ennemis ; ils vous demanderaient la paix. Paix trompeuse ! au sein de laquelle ils nourriraient l'espoir de vous opprimer un jour et d'arracher de vos mains celui que vous auriez cru assez puni en lui laissant la vie. Si votre sévérité doit irriter vos ennemis, soyez sévères, car le salut de la

patric est-là. En les réduisant à la nécessité de faire un effort extraordinaire au moment où ils sont vaincus, et où tous vos soldats, enflammés du saint amour de la patrie, sont autant de héros, vous délivrerez tout d'un coup l'Europe de ses tyrans ; vous rendrez la liberté au monde.

Je conclus donc , non pas que Louis peut être jugé , mais qu'il doit l'être. J'ajoute que vous ne devez pas différer plus longtemps. N'entendez-vous pas, Législateurs, le cri de la France entière qui s'exprime par ces nombreuses adresses des départemens où l'on accuse votre lenteur ? Ce sont vos commettans eux-mêmes , ce sont les assemblées électorales , les administrations de département et de district , les municipalités, tous les citoyens enfin , qui élèvent simultanément leur voix, et vous disent , nous avons été long-temps malheureux : l'auteur de nos maux est entre vos mains ; nous vous avons remis le soin de notre vengeance : pourquoi tardez-vous à le punir ?

CHAPITRE XXXVII.

*Opinion du citoyen DUFRICHE-VALAZÉ ,
Député du Département de l'Orne , sur
le jugement de Louis Capet.*

UN cri s'élève de toutes les parties de la République contre Louis Capet.

On l'accuse d'avoir tramé contre son pays les complots les plus odieux, d'avoir fait verser à grands flots le sang des Français, d'avoir appelé au sein de l'État l'ennemi étranger, d'avoir soudoyé ceux qui étaient armés pour nous détruire, d'avoir employé tous les moyens possibles pour égarer et affamer le Peuple, et pour corrompre ceux qui étaient revêtus de la confiance et de l'autorité publique.

Les preuves sont offertes.

Et l'on demande si Louis Capet peut être traduit en jugement.

Combien cette question doit paraître étrange au premier coup-d'œil. Sans doute il ne peut pas sembler problématique si l'on doit juger un coupable ou du moins un prévenu.

Mais Louis Capet fut roi des Français. Eh bien ! Est-ce que ce titre est un brevet d'impunité ? Parcourez les annales de tous

les Peuples de la terre , vous verrez qu'il n'est aucun d'eux qui n'ait jugé un ou plusieurs de ses rois. La liste en serait trop longue , et ne servirait qu'à offrir quelques témoignages de plus ; mais il n'est aucun de vous , Citoyens-Législateurs , qui n'ait suffisamment de preuves acquises sur cette matière.

Notre pays nous offre de ce genre quatre exemples bien connus.

Childeric premier fut déposé par un jugement du Peuple. Ce nom fatal fut celui du dernier des rois de la première race. Le Peuple le condamna à la déposition , à être rasé , et à la clôture dans un monastère.

Louis-le-Débonnaire fut soumis à deux jugemens de déposition.

Enfin , l'an 987 , le Peuple français ôta la couronne à Charles de Lorraine , pour la mettre sur la tête de Hugues Capet.

Ainsi , ce fut un usage parmi nous de juger nos rois , quand l'intérêt public l'exigeait ou paraissait l'exiger.

Mais cet usage est converti en loi par la charte constitutionnelle.

On y remarque deux sortes d'abdications de la couronne : l'une *expresse* , et l'autre *légale*.

Or , cette dernière ne peut être prononcée qu'après une information juridique.

Le roi des Français peut donc être traduit légalement devant des juges.

Cependant , les expressions de la loi et les circonstances actuelles répandent quelques

ques nuages sur cette question si simple dans son origine.

La Constitution, vous a-t-on dit, qui porte que l'abdication du roi peut être légalement prononcée, ajoute, article 8 du même chapitre, « qu'après l'abdication ex- » presse ou légale, le roi sera dans la classe » des citoyens, et pourra être accusé et » jugé comme eux pour les actes postérieurs » à son abdication ».

D'où l'on infère que, pour les crimes par lui commis pendant son règne, il ne peut encourir d'autre peine que la déchéance; ce qui se confirme d'ailleurs par la déclaration antérieure que sa personne est sacrée et inviolable.

Or, poursuit-on, la déchéance est prononcée, puisque la royauté est abolie. Donc il n'y a plus lieu à citer Louis Capet devant aucun tribunal pour les crimes qu'il a commis pendant son règne.

Il me semble que je n'ai pas atténué la force de l'objection. Voyons maintenant à y répondre.

Vous avouez, mes adversaires, que Louis Capet aurait pu être traduit en jugement pour y entendre prononcer sa déchéance, si elle était actuellement possible; mais vous vous retranchez dans les circonstances présentes, et vous en concluez l'inutilité de la citation devant les juges.

Ne craignez-vous point le reproche de partialité? Non: car vos âmes sont pures. Cependant, je vous dirai que vous pronon-

cez très-légèrement entre un Peuple et celui qui fut son roi.

Les circonstances seules vous décident ; mais elles ne sont point exactement telles que vous les avez rapportées.

L'abdication légale n'a point été prononcée contre Louis Capet ; et , s'il en eût été question , je ne doute pas que cela n'eût donné lieu à une foule de débats , pour savoir quel serait le tribunal compétent pour en connaître.

Rappelez-vous l'immortelle journée du 21 septembre : nous avons déclaré la royauté abolie , et rien de plus ; le nom de Louis Capet n'a pas même été prononcé : c'est une chose et non pas une personne que nous avons voulu détruire. Je m'en souviens parfaitement : en donnant mon suffrage , je songeais tout autant aux générations futures qu'à la génération présente , et sans doute les premières n'avaient aucun rapport avec l'homme dont il s'agit.

Louis Capet* n'a donc subi aucun jugement , et cependant , s'il était coupable , la loi le soumettait à une peine ; et cependant , s'il étoit coupable , vous l'arrachiez à un juste châtimement , seulement en vertu des circonstances actuelles , très-postérieures à ses crimes , et vous le déclareriez impunissable. Quel exemple vous donneriez aux tyrans qui désolent encore la terre ! Et avec quelle stupeur les Nations apprendraient un décret aussi immoral !

Mais il faut bien , dites-vous , que Louis Capet reste impuni , car la déchéance ne

aurait plus être prononcée ; car , au reste , sa personne est inviolable pour tous les actes par lui commis sous le nom de roi ; car l'article VIII de la Déclaration des Droits porte que nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit ; car enfin la loi ne lui en désigne pas d'autre que la déchéance.

Remarquez bien , qu'ici vous perdez de vue le véritable état de la question. Il ne s'agit pas de connaître la peine qui doit être infligée à Louis Capet , dans le cas où il serait coupable ; ce sera l'affaire de ses juges , et vous n'êtes point encore de ce nombre , et sur-tout vous n'êtes pas en fonction de juge ; il s'agit seulement de savoir s'il sera traduit en jugement.

Mais , quand l'accusation est publique , quand le crime imputé est d'une gravité supérieure à tout , il me semble que , sans égard à la peine , on doit se saisir du prévenu et le remettre à la justice.

Si vous insistez encore , je vous réponds enfin que la loi ayant classé les crimes royaux , et leur ayant appliqué une peine , si Louis Capet est accusé de ces crimes , il faut , par la force de la loi , qu'il compare devant des juges ; il faut que ceux-ci prononcent sur le fait , qu'ils appliquent la peine ou qu'ils déclarent qu'il n'y a point de délit ; ou qu'enfin , voyant que , par le nouvel ordre de choses , la peine est supprimée , sans aucun rapport au délit , ils consultent la Convention nationale , pour savoir ce que , dans le nouvel ordre de

choses, elle prétend substituer à cette peine qui n'a point été abrogée par indifférence pour le crime.

Je pourrais m'arrêter ici, car il me semble avoir suffisamment prouvé, par l'examen de la question en elle-même ainsi que les accessoires, que Louis Capet peut et doit être traduit en jugement. Mais, dans une question pareille, il faut tâcher de satisfaire tous les hommes de bonne foi.

Le mot d'inviolabilité gêne encore quelques têtes, car ce mot, je ne l'ai point discuté quant à sa véritable signification.

Je consens à lui assigner un sens fixe ; mais, pour ne point entrer dans des détails vagues et insignifiants, tâchons de tirer du sens qu'on attache à ce mot, une objection non isolée qui puisse tenir sa place dans la chaîne des propositions favorables à Louis Capet.

Je viens de prouver qu'il devait être traduit en jugement, puisqu'il était accusé, puisque ses crimes étaient spécifiés dans l'acte constitutionnel ; puisque ce même acte prononce une peine contre le roi coupable de ces crimes.

Et j'ai ajouté que cette peine venant d'être supprimée par le nouvel ordre de choses, sans que par-là on ait entendu rien préjuger sur le compte du ci-devant roi, ni affaiblir ou effacer ces crimes, il fallait, dans ce cas, que les juges consultassent la Convention nationale pour savoir quelle peine elle voulait substituer à celle de la déchéance.

Observez que je n'ai pas prétendu tout dire en si peu de mots , ni même présenter mes idées sous le point-de-vue le plus favorable à mon système. Il m'a suffi de répondre sans réplique aux objections qui m'étaient faites, et d'établir, non par toutes les preuves et tous les détails possibles, mais d'une manière irrésistible, que Louis Capet pouvait être traduit en jugement.

Mais, ajouteront mes adversaires, à quoi bon cette démarche, puisque les juges réduits à consulter la Convention nationale sur la peine à substituer à la déchéance, en recevront pour réponse qu'il n'y a point de peine supplétive, et que l'inviolabilité du roi le met à couvert de toute autre sorte de châtement.

Je remarque ici que je n'ai parlé de peine supplétive, qu'afin d'éviter de longs débats, qu'afin de resserrer le tableau, et d'arriver plus tôt à la conclusion. Je n'en étais pas moins convaincu que Louis Capet devait subir une peine plus forte que la déchéance; je vais en établir la nécessité.

Un des orateurs que sa conscience a fait parler en faveur du ci-devant roi, a dit que l'inviolabilité du monarque avait été établie pour son avantage singulier, et pour celui du Peuple.

Il s'est trompé : autant vaudrait dire que la matière a été créée pour la forme.

Un Peuple délibérant avec liberté sur ses intérêts, n'admet la royauté que pour l'avantage qu'il croit devoir lui en revenir.

C'est lui qui fait ses lois, car il est, quand

il s'assemble , souverain par le fait et par le droit.

Il n'est donc pas une seule de ses stipulations qui n'ait pour but son avantage:

Il n'est pas supposable qu'il tende à sa destruction , ni qu'il consente rien qui puisse amener cette fin désastreuse.

Si pourtant il a commis , à cet égard , une méprise quelconque , elle n'est que dans les mots , et non pas dans l'intention ; elle n'est que fictive et non réelle.

Ces vérités éternelles une fois reconnues , s'il se trouve dans la charte constitutionnelle d'un Peuple un article quelconque qui puisse amener sa destruction politique , cet article doit être soumis à une interprétation dans laquelle le Peuple dira ce qu'il a entendu , et remettra les choses au niveau de la raison et de son intérêt : ce qui ne fait qu'un.

Or , des doutes s'élèvent sur le sens attaché à l'inviolabilité du roi des Français.

Ces doutes sont de telle sorte , que d'un côté on veut que tout lui soit licite , à l'exception de six faits énoncés dans la Constitution , et pour lesquels il n'encourt que la peine de la déchéance.

On veut qu'il ait été autorisé par le consentement du Peuple à être faussaire , à voler , violer , assassiner , brûler et empoisonner.

On veut qu'il ait été autorisé par le consentement du Peuple , à l'affamer , à lui susciter des ennemis étrangers , à les soulever , à fomenter des troubles intérieurs , à armer les citoyens les uns contre les au-

tres , à les exciter à la guerre civile , à répandre à cet effet ses trésors , à tenir des armes et des munitions toutes prêtes pour les séditeux ; et l'on dit qu'il ne peut être recherché pour aucune de ces actions , s'il a seulement l'attention de faire en sorte que la guerre extérieure ou civile ne s'exécute point en son nom.

Sur ces prérogatives accordées , à ce qu'on prétend , par un Peuple en démence , au monarque qu'il s'est choisi , ce monarque raisonne de la manière suivante :

Tels sont les termes de notre contrat ; ils sont obligatoires pour vous et pour moi ; je m'y renferme et je m'y suis renfermé ; vous ne pourriez , sans une mauvaise foi insigne , sans blesser toutes les règles de la justice , dénaturer nos conventions de manière à m'imputer à crime , par des interprétations torsionnaires , ce à quoi vous m'avez autorisé solennellement. J'ai donc pu , sans manquer à la foi des traités , ni à la justice éternelle , vous faire tout le mal que vous me reprochez à tort. Je demande l'exécution de nos conventions , et je vous somme d'être justes.

Sans doute , d'après la définition et ses conséquences , le Peuple français n'a pas entendu l'inviolabilité dans le sens qui vient d'être exprimé , et pour être cru , il n'a besoin que de le dire ; or , nous ses représentans légitimes , nous le déclarons pour lui.

Nous ajoutons que l'inviolabilité du roi ne fut que la faculté de faire exécuter la

loi , et d'agir en son nom sans pouvoir être recherché ni inquiété , soit par les ennemis du bien public , soit par des hommes passionnés , mécontents de quelque défaveur ; que cette inviolabilité ne peut être séparée de la fin qu'elle s'est proposée en rétablissant le salut public , et que , pour tout ce qui sort de cet objet , ou qui le contrarie , il n'y a pas lieu à réclamer l'inviolabilité.

Si Louis Capet est coupable de ce dont on l'accuse , il doit donc être soumis aux peines portées dans le code pénal , où elles sont déterminées sans aucun égard pour les personnes , mais seulement dans leur rapport avec la gravité des crimes.

Je résume , et je dis : Louis Capet est accusé , comme roi , d'un crime constitutionnel , il faut le juger sous ce rapport. Il est accusé , comme homme , d'une foule d'autres crimes , il faut encore , pour ces derniers , le traduire en jugement.

Mais , devant quel tribunal ? La Constitution ne le dit point ; et c'était d'elle que nous devions l'apprendre. Eh bien ! nous sommes à sa place , et nous le dirons.

Qui avait le droit de prononcer sa déchéance ? Il serait ridicule de supposer que ce fût un tribunal. C'était la Nation , ou le corps qui la représente.

C'est donc devant nous que Louis Capet doit comparaître , car je ne vois pas que jamais la Nation puisse avoir une représentation plus solennelle que celle qu'elle s'est donnée en 1792.

Compétens de droit de juger ses crimes

de roi, nous le serons par accident de juger ses crimes d'homme; il ne pourrait jamais avoir des juges plus indépendans et plus intègres; aussi l'intérêt de tous nous désigne exclusivement.

J'approuve donc le projet de décret du comité de législation; mais je dois à la justice, à l'humanité et à ma réputation, de ne pas paraître m'associer à l'horrible *retentum* exprimé dans le rapport du comité, relativement au fils du ci-devant roi.

Je ne connais point l'odieuse politique qui confond l'innocence avec le crime. Elle est toujours pour moi l'innocence, et c'est pour la défendre que la force publique est instituée.

Ils ont pu penser et agir autrement les rois que nous avons détrônés; il leur fallait sans doute des moyens violens pour maintenir un ordre de choses contrarié par la nature. Aujourd'hui tout doit suivre sans obstacle la marche naturelle.

Nous n'avons pas même besoin de calculer les inconvéniens. Vainqueurs de tous les rois quand ils avaient sur nous tant d'avantages, pourrions-nous avoir la faiblesse de les craindre quand leur nombre diminue, quand leur force est presque anéantie?

La Nation française est toute-puissante; elle est également juste et généreuse: enfans de Louis Capet, attendez d'elle justice et compassion.

CHAPITRE XXXVIII.

Opinion de MARAT, député à la Convention nationale, sur le jugement de l'ex-Monarque.

LES crimes de Louis XVI ne sont malheureusement que trop réels, ils sont constans, ils sont notoires.

Mettre en question si la Nation a le droit de juger et de punir du dernier supplice un fonctionnaire public, élevé au premier rang, lorsqu'il s'est couvert du masque de l'hypocrisie ; pour machiner contr'elle avec plus de sécurité ; lorsqu'il a fait servir à opprimer ses compatriotes l'autorité qui lui a été confiée pour les protéger, lorsqu'il a fait des lois un instrument de fureur pour écraser les partisans de la révolution, lorsqu'il a enlevé aux citoyens leur numéraire pour soudoyer leurs propres ennemis, lorsqu'il leur a enlevé leurs subsistances pour approvisionner les hordes barbares qui venaient les massacrer, lorsqu'il a formé des compagnies d'accapareurs et d'ouvriers de famine, pour tarir les sources de l'abondance, faire périr le peuple de misère et de faim ; lorsqu'il s'est déclaré le chef des traîtres et des conspirateurs, lorsqu'il a tourné contre la Na-

tion les armes qu'elle lui avait remises pour la défendre ; lorsqu'il a tramé le complot de faire massacrer les défenseurs de la liberté , pour remettre le peuple à la chaîne : c'est insulter à la raison , outrager la justice , et révolter la nature. Mettre en question si un despote souillé de tous les crimes , si un monstre encore tout couvert du sang des amis de la patrie , qu'il a fait égorger , peut être amené en jugement , et puni du dernier supplice , c'est se jouer de l'humanité , c'est renoncer à toute pudeur.

Non , Messieurs , je ne vous ferai pas l'injure de croire qu'il se trouve parmi vous un seul homme qui révoque cette vérité en doute , à moins qu'il n'ait quelque intérêt à la repousser. Si vous en avez fait la base de la discussion ouverte sur le grand procès qui va s'instruire , c'est moins pour éclairer un point contesté , que pour fournir aux orateurs patriotes une occasion unique de mettre en évidence l'absurdité des sophismes dont se servent , pour la défendre , les créatures de l'ex-monarque , les partisans de la royauté , les suppôts du despotisme.

Votre comité de législation a fait voir , par une série de raisons tirées du droit naturel , du droit des gens , du droit civil , que Louis Capet doit être amené en jugement. Cette marche était nécessaire pour l'instruction du Peuple : car il importe de conduire à la conviction , par des routes différentes , et analogues à la trempe des esprits , tous les membres de la république. A l'égard des représentans du souverain , ils ne peuvent envi-

sager la question que par son côté politique.

Parmi les orateurs qui m'ont précédé à la tribune , ceux qui l'ont envisagée sous ce point de vue , remontant à un prétendu contrat primitif, et arguant de la réciprocité des conditions stipulées entre les peuples et les princes , en ont inféré que Louis Capet ayant rompu ce contrat par ses crimes , est déchu de la royauté, et ne peut plus être considéré que comme simple citoyen : conséquence erronée , laborieusement déduite d'un vain sophisme ; car il est faux qu'il y ait jamais eu de contrat primitif entre les Peuples et leurs agens, quoiqu'il y en ait un bien formel entre le souverain et ses membres. Une nation qui délègue ses pouvoirs à ses mandataires , ne stipule point avec eux ; elle leur commet telles ou telles fonctions pour l'intérêt commun ; fonctions qu'ils sont bien quelquefois les maîtres de refuser , mais qu'elle peut toujours leur retirer sans leur consentement , et dont ils lui doivent toujours compte. Ainsi, de quelqu'éclat qu'elles soient environnées , elles ne doivent jamais être considérées que comme une corvée honorable. Tels sont , Messieurs , les vrais rapports qui existent entre le souverain et ses agens. Le pacte primitif qu'on leur donne pour base est complètement imaginaire. S'il en est quelqu'un entr'eux , ce n'est que chez les peuples conquérans : encore ne peut-il avoir lieu que lorsque le chef de l'armée , devenu le chef de l'Etat , parvient à se rendre redoutable , ou plutôt lorsqu'il est en guerre ouverte avec

la Nation , et qu'il l'a réduite à capituler. Mais quoi ! partirons-nous des transactions criminelles d'un usurpateur pour établir ses prérogatives ? et prendrons-nous pour des droits légitimes et sacrés l'usurpation de la souveraineté par le premier mandataire du Peuple ? Tel est néanmoins l'odieux contrat qui existait entre les Français et leurs princes : contrat inique que les représentans du Peuple français ont renouvelé avec Louis Capet, héritier de la puissance usurpée de ses aïeux, après que l'excès de ses dilapidations l'eut forcé d'assembler les Etats-généraux , pour combler l'abîme qu'elles avaient creusé , et que ses derniers attentats qui avaient soulevé la Nation contre sa tyrannie, l'eurent forcé à s'humilier et à demander grâce. Un pareil contrat est parfaitement nul , non-seulement parce qu'il blesse les intérêts les plus chers et les droits les plus sacrés du Peuple , mais parce que le Peuple ne l'a point ratifié ; car ces nombreuses adresses d'adhésion que ses infidèles députés étalaient à ses yeux avec tant de complaisance , comme des preuves non-équivoques de son approbation , avaient toutes été bassement mendrées ; je dis mieux , elles avaient presque toutes été perfidement présentées par des Corps administratifs contre-révolutionnaires.

Venons au fait. Après treize siècles de servitude et de tyrannie, le despotisme était abattu pour toujours, si la Nation, trop longtemps courbée sous le joug, avait pu prendre une attitude imposante , et soutenir avec vi-

gueur la résolution magnanime de rentrer dans ses droits. Il était abattu pour toujours, si les mandataires du Peuple avaient eu le courage de profiter de la consternation du despote et de ses suppôts, de le précipiter du trône, et de rétablir la liberté : mais, ô douleur ! ces lâches mandataires, qui, pour rester en place, avaient d'abord témoigné de la résistance aux ordres du tyran, ne se virent pas plutôt appuyés des citoyens armés, qu'ils entrèrent en composition avec la cour, et ne déployèrent plus d'énergie qu'autant qu'il en fallait pour se faire acheter : aussi ne tardèrent-ils pas à trafiquer honteusement des droits imprescriptibles du Peuple. Quelques-uns même poussèrent leur criminelle audace jusqu'à lui conférer l'horrible privilège de disposer des provinces, et d'en vendre les habitans comme un troupeau de moutons (1).

Je passe sous silence cette longue suite de décrets injurieux, injustes, vexatoires, oppressifs, tyranniques, qu'une majorité lâche et corrompue, qui semblait n'avoir d'autre but que celui de cimenter le despotisme, sous prétexte de régénérer l'empire, surprenait de temps en temps à une minorité irréfléchie et timide : décrets funestes, qui ont déshonoré l'Assemblée constituante, et souillé la Constitution : décrets atroces, contre les-

(1) Je fis retirer ce projet de décret proposé par Mounier, en le couvrant de ridicule dans une feuille volante, intitulée : *Le Moniteur Patriote*.

quels je me suis élevé tant de fois avec l'amertume qu'inspirait une sainte indignation.

Qui ignore avec quelle astuce les infidèles délégués du Peuple ont entassé mille sophismes pour rendre le prince sacré et inviolable , pour l'investir du pouvoir exécutif suprême , lui conférer la nomination aux principaux emplois , le rendre l'arbitre du législateur , l'élever au-dessus des lois , remettre dans ses mains les clefs du trésor national , la gestion de la fortune publique , la disposition des forces de terre et de mer , et les destinées de l'Etat , jusqu'au moment où ces sénateurs déhontés , jetant le masque , et ne connaissant plus de frein , entreprirent , à l'aide d'un massacre concerté , de tourner contre le Peuple la force publique , qu'ils avaient égarée et enchaînée , dans le dessein de le faire massacrer , ou de lui forger de nouveaux fers ? C'est alors que ces prétendus représentans du souverain , à genoux devant un simple agent public , substituèrent à son titre de premier fonctionnaire celui de représentant-né de la Nation , l'investirent de l'autorité suprême , remirent tous les pouvoirs dans ses mains , et lui ménagèrent mille moyens de machiner impunément la ruine du Peuple , d'anéantir de vive force la liberté ; et , s'il le fallait , de fuir pour se mettre à la tête des armées ennemies , après n'avoir porté contre lui d'autre peine , que la présomption d'avoir abdiqué la couronne ; peine qu'il pouvait toujours éluder par une simple négation. Et , c'est de cette Constitution monstrueuse , qui ,

prête à passer comme un songe , fera néanmoins à jamais l'opprobre de ses auteurs , et qui paraîtrait aux yeux des sages un monument de stupidité et de démence , si elle n'était un monnment de vénalité et de scélératesse : c'est de cette Constitution monstrueuse , qu'on ose faire un boulevard à Louis Capet , contre la Nation qu'il a trahi , et dont il a tant de fois machiné la perte , après en avoir si long-temps fait le malheur.

Voyons toutefois ; admettons pour un moment ces prétendues lois constitutionnelles , et considérons-en les dispositions réclamées pour arracher le tyran au supplice.

La Constitution déclare la personne du roi inviolable et sacrée. Mais cette inviolabilité , que le législateur s'est bien donné de garde de définir clairement , et que l'on invoque aujourd'hui en faveur de Louis le traître , *comme un brevet d'impunité* , n'était relative qu'aux actes légaux de la royauté : elle n'était donc que le privilège de ne pas être pris à partie pour le choix des moyens de mettre les lois à exécution. Elle n'a pu avoir d'autre but , que de faciliter le jeu de la machine politique , en empêchant que celui qui était réputé lui donner le mouvement et la vie , fût recherché à chaque instant.

Ridicules sophistes , qui avez entrepris de couvrir de l'épide de l'inviolabilité l'ex-monarque traître , parjure et assassin , quel que soit votre aveuglement , il n'ira pas sans doute jusqu'à soutenir qu'en rendant Louis Capet inviolable , le législateur lui a conféré le privilège de dilapider impunément

punément la fortune publique , de corrompre les dépositaires de l'autorité , les ministres des lois , les représentans du peuple ; de sondoyer des légions d'espions , de brigands , d'assassins ; de faire passer aux ennemis de l'État les subsistances , l'or , les munitions et les armes destinées aux défenseurs de la liberté ; de conspirer la ruine de la patrie , et de lui ménager les moyens de la consommer avec impunité , pour le laisser ensuite jouir paisiblement du fruit de ses forfaits.

Mais quand le législateur en auroit eu le dessein , en avait-il le droit ? Tel est pourtant celui que , sans vous en douter , vous réclamez en faveur du despote détrôné , en invoquant l'inviolabilité pour l'arracher à son jugement.

Né nous faisons point illusion ; il n'est que trop évident , par l'ambiguïté des lois , dans plusieurs cas , et par leur silence dans plusieurs autres , que l'Assemblée constituante , sur-tout pendant la révision , s'était attachée à ménager au roi tous les moyens de conspirer impunément contre la liberté publique ; mais , grace à leur lâcheté , les législateurs prostitués à la cour n'ont pas osé consommer trop ouvertement ces attentats. Ainsi , la Constitution , toute monstrueuse qu'elle est , contient encore des dispositions assez précises pour faire le procès au tyran , et le condamner au supplice.

Ceux qui lui font un rempart de la Constitution , citent un article de la Déclaration des droits , portant : *que nul ne peut être accusé , arrêté , ni détenu que dans les cas détermi-*

nés par la loi, et selon les formes qu'elle prescrit : d'où ils inferent que nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi antérieure à son crime. Accordons-leur cela.

Ils vont plus loin, et ils citent plusieurs articles de l'acte constitutionnel, d'où ils concluent que Louis XVI doit rester impuni ou ne porter d'autre peine que la déchéance. Rapportons-en le texte.

IV. Le roi, à son avènement au trône, dès qu'il aura atteint sa majorité, prêtera, en présence du corps législatif, le serment d'être fidèle à la Nation et à la loi, et d'employer tout le pouvoir qui lui est délégué à maintenir la Constitution décrétée aux années 1789, 1790 et 1791.

« Si un mois après l'invitation du corps législatif, le roi n'a pas prêté son serment, ou si, après l'avoir prêté il le rétracte, il sera censé avoir abdiqué la couronne ».

« VI. Si le roi se met à la tête d'une armée, et en dirige les forces contre la Nation, ou s'il ne s'oppose pas, par un acte formel, à une telle entreprise qui s'exécute en son nom, il sera censé avoir abdiqué ».

« VIII. Après l'abdication expresse ou légale, le roi sera dans la classe des citoyens, et pourra être accusé et jugé comme eux, pour les actes postérieurs à son abdication ».

Mais, dans tous ces cas, il n'est question que du refus du roi de prêter serment de fidélité aux lois, de sa rétractation de ce serment, de sa fuite à la tête d'une armée

dont il dirigerait les forces contre la Nation; et nullement des trames ourdies au sein de l'Etat pour anéantir la liberté, remettre le Peuple à la chaîne, ou le massacrer : et nullement des accaparemens de numéraire et de grains ; et nullement des complots de préparer la banqueroute nationale , et d'amener la famine dans l'Etat ; et nullement des entraves mises au cours de la justice, et des moyens employés à corrompre les fonctionnaires publics ; et nullement des vexations , des attentats et des meurtres commis sur une multitude de citoyens amis de la liberté. Or, dans tous ces cas, la Constitution gardant le plus profond silence , le monarque ne peut être considéré que comme simple citoyen : car l'article qui suit immédiatement celui de l'inviolabilité réclamée par les défenseurs de Louis le traître, porte : « *qu'il n'y a point en France d'autorité supérieure à celle de la loi , que le roi ne règne que par elle , et que ce n'est qu'en son nom qu'il peut exiger obéissance* » : d'où il suit qu'il était lui-même soumis à son empire , comme tout autre citoyen.

L'article III de la Déclaration des droits porte , *que les délits seront punis des mêmes peines , sans aucune acception de personnes*. Les lois portées contre de simples citoyens doivent donc avoir leur entière exécution à l'égard de Louis Capet : d'où il suit qu'il doit subir les peines décernées contre les traîtres et les conspirateurs.

Enfin, quand il serait vrai, comme il est faux, que Louis Capet était au-dessus de la

Constitution, dans tous les cas stipulés comme prérogatives royales , et qu'il avait à cet égard *le privilège exclusif de violer impunément toutes les lois* ; il n'en est pas moins indubitable que les articles sur lesquels on prétend appuyer sa défense, suffisent pour prononcer sa condamnation.

L'acte constitutionnel déclare qu'après son abdication , le roi pourra être accusé et jugé pour des actes postérieurs ; or un article formel porte qu'*il est censé avoir abdiqué par la rétractation de son serment de fidélité à la Nation et à la loi ; de son serment d'employer , au maintien de la Constitution , l'autorité qui lui a été confiée*. Son abdication date donc du moment où il a conspiré la ruine de son pays , et commencé à renverser la Constitution , après l'avoir acceptée. Il peut donc être jugé pour toutes les trahisons qu'il a tramées dès-lors.

Un autre article porte qu'*il sera censé avoir abdiqué, s'il ne s'oppose pas , par un acte formel , aux entreprises des armées qui dirigeraient en son nom leurs forces contre la Nation*. Son abdication date donc aussi de l'instant où les Prussiens , les Autrichiens et les émigrés rebelles , ont envahi la France ; et comme le massacre des Tuileries est postérieur à leur invasion , il doit être jugé comme traître à la patrie , et assassin de plusieurs milliers de Français. Que sera-ce s'il est prouvé , et cela n'est pas douteux , qu'il a soulevé lui-même ces hordes de brigands ennemis , qui ont ravagé la France ?

En voilà plus qu'il n'en faut pour réduire au silence les défenseurs officieux de Louis Capet, qui viendront, la Constitution à la main, réclamer l'impunité de ses crimes atroces, d'après le privilège exclusif de conspirer impunément contre l'Etat, qu'il aurait acheté des infidèles représentans du Peuple ; mais que ces infâmes faiseurs de décrets n'ont pas osé stipuler, ni avec assez de clarté, ni avec assez d'étendue, pour le soustraire au glaive de la justice.

Quant à vous, Messieurs, que la Nation a commis, non-seulement pour la venger des traîtres, mais pour remplacer, par de sages lois, la Constitution qui fit si long-temps son malheur, et qui aurait enfin consommé sa perte ; vous ne partirez ni des omissions concertées, ni des vices révoltans de ce monument honteux de servitude, pour amener en jugement le despote précipité du trône ; et faire expier au tyran, par un supplice ignominieux, la longue suite de ses forfaits. C'est sur le droit imprescriptible des Nations, et sur les lois politiques des Etats que vous fonderiez le jugement de Louis Capet. Nul doute que tout Peuple ait le droit de punir ses coupables agens. Or, dans quel Etat libre les lois ne punissent-elles pas de mort les princes qui ont conspiré la perte de l'Etat ? Je le répète, ce serait outrager à-la-fois toutes les lois, que de les invoquer en faveur de l'ex-monarque. Toutes le condamnent, comme un dilapidateur, un prévaricateur, un traître, un conspirateur ; comme un tyran souillé de tous les crimes, comme un

monstre encore tout couvert du sang de ses concitoyens qu'il a fait gèrger.

Il n'est déjà que trop puni, vous crient-on, par le supplice cruel de vivre au milieu d'une Nation libre, dont il était le chef, et dont il est devenu l'opprobre; qu'il vive donc, et qu'il sente à chaque instant le poids de la honte et des remords!

Si la Constitution était achevée et la liberté consolidée; si les plaies de l'Etat étaient fermées; si la paix régnait au milieu de nous; si l'abondance, coulant par ses différens canaux, avait recommencé à vivifier l'empire; si la Nation pouvait enfin se reposer à l'ombre de sages lois, et se promettre des jours heureux; peut-être pourrions-nous ne nous rappeler du fléau de la royauté que comme d'un rêve douloureux; peut-être pourrions-nous abandonner le tyran à ses regrets, au long supplice de la vie, en reconnaissance des maux qu'il nous a faits, ou plutôt de la liberté qui a été la suite de ses attentats. Mais, Messieurs, si vous pouviez jamais ouvrir l'oreille aux sophismes de ceux qui s'efforcent de lui conserver les jours, en retenant sur sa tête le glaive des lois; le soin d'assurer le salut public devrait seul vous faire repousser toute peine qui ne serait pas capitale: car, tant que l'ex-monarque respirera et qu'un événement imprévu pourra le remettre en liberté, il sera le centre des conjurations de tous les ennemis de la patrie; et si sa prison ne devient pas le foyer de leurs éternels complots, elle deviendra sans cesse leur point de ralliement. Ainsi, point de li-

berté , point de sureté , point de paix , point de repos , point de bonheur pour les Français , point d'espoir pour les autres Peuples de briser leur joug , que la tête du tyran ne soit abattue.

Faut-il vous parler des scènes sanglantes , des désastres , de la dissolution de l'Etat , du massacre de tous les amis de la liberté ; de votre propre supplice , qui serait la suite de ses affreuses vengeances , s'il venait jamais à s'échapper , et à se mettre à la tête des armées ennemies , qui s'apprentent à revenir contre nous ? Quelle plume pourrait les décrire , et quel cœur assez dur pourrait en soutenir l'idée ?

Louis Capet, Messieurs, n'a pas seul machiné la perte de la patrie ; une fois mis en jugement , il dénoncera ses complices , ses ministres , ses agens , les députés infidèles du Peuple , les administrateurs , les juges , les généraux qui ont conspiré avec lui contre le salut public. L'instruction de son procès est donc le plus sûr moyen de délivrer enfin la Nation de ses plus redoutables ennemis , d'épouvanter les traîtres , de couper dans la racine tous les complots , et d'assurer enfin la liberté , la tranquillité et la félicité publique : sans cela , c'est en vain que vous travailleriez à rétablir l'ordre et à préparer le règne des lois.

L'ex - monarque doit être jugé , cela est hors de doute ; mais par qui doit-il l'être ? — Je répondrais : par un simple tribunal d'Etat , composé de délégués immédiats du Peuple , si on pouvait confier une cause aussi

importante à un simple tribunal, et s'il n'importait au salut public qu'elle soit promptement décidée. N'en doutons plus; Louis Capet est encore le point de ralliement des ennemis de la liberté, comme il est l'objet de toutes leurs espérances. Il ne peut donc être jugé que par la Convention nationale, qui représente la Nation elle-même. Qu'on n'objecte pas ici qu'il y aurait incompétence de juridiction, pour invoquer en faveur de l'accusé le titre de représentant-né du Peuple; titre faux et mensonger que lui avaient conféré la bassesse, l'astuce et la perfidie, afin de l'élever au-dessus des lois. Le monarque n'était que le premier fonctionnaire public; or, il ne pouvait alors réclamer, à ce titre, aucune prérogative.

Reste à examiner une dernière question. Comment l'ex-monarque doit-il être jugé? — Avec appareil et sévérité. Loin de nous ces fausses idées de clémence, de générosité, dont on cherche à flatter la vanité nationale; et comment les écouterions-nous sans attirer sur nos têtes le blâme de la Nation, et tous les malheurs qui viendraient fondre sur la patrie, si nous laissions à l'ex-monarque la possibilité de jamais tramer de nouveau? Ainsi, pardonner ne serait pas simplement faiblesse; mais trahison, scélératesse et perfidie.

Du parti que vous prendrez, Messieurs, dépend le salut des Français, l'établissement de la république : je conclus à ce que le ty-

ran soit jugé par la Convention, et à ce que sa punition soit capitale (1).

(1) J'ai évité avec soin , dans tout ce discours , tout ce qui pouvait mettre au jeu l'imagination , l'amour-propre et les passions de l'assemblée , c'est-à-dire , tout ce qui prête aux mouvemens de l'art oratoire : parce qu'il ne s'agit pas dans une cause de cette nature , d'entraîner , mais de convaincre. Les impressions du sentiment , passagères comme lui , tiennent aux circonstances ; mais les armes de la raison , éternelles comme elle , sont de tous les temps et de tous les lieux. Or , il n'est pas question de déterminer les amis de la liberté à punir l'ex-monarque perfide , traître , parjure et conspirateur : mais de réduire au silence les amis du royalisme qui pourraient crier qu'on l'a égorgé avec le glaive des lois.

CHAPITRE XXXIX.

Un Citoyen Français à la Convention nationale , sur le procès du ci-devant roi.

CITOYENS-LÉGISLATEURS , écoutez un homme libre , également incapable de vous flatter et de vous calomnier. Il vous dira la vérité ; et , si vous êtes de vrais républicains , sa franchise ne vous blessera point , parce qu'il ne cherche , comme vous , que la justice et l'intérêt de la Patrie.

Louis doit-il être jugé ? Voilà la première question qui vous a été faite , et vous avez prononcé pour l'affirmative. En effet , la captivité où il est retenu , et les accusations intentées contre lui , rendent un jugement nécessaire , soit pour justifier ceux qui l'accusent , en le déclarant coupable , soit pour le décharger lui-même en les faisant connaître pour calomniateurs. Ce n'est pas ainsi que la plupart des opinans ont présenté la question ; elle ne peut cependant être envisagée autrement , à moins de renverser toute idée de justice. Condamner , comme l'ont fait la plupart , avant de juger , avant de savoir si l'on doit juger , c'est annoncer qu'on veut une victime et non un jugement ; c'est imiter les tyrans quand ils oppriment , et les esclaves quand ils se vengent ; c'est commencer le règne de la liberté , qui ne s'appuye que sur la morale , par la violation d'une des premières lois de la morale , qui veut que l'on juge avant de condamner , et sur-tout avant de punir. Il n'y a qu'une exception à cette loi éternelle , c'est le cas d'une juste insurrection , où la violence se repousse par la violence , où le tyran tombe sous les coups des opprimés qu'il attaque , où son sang impur coule avec les flots du sang innocent qu'il répand ou qu'il fait répandre.

Louis doit sans doute être jugé ; mais , par qui le sera-t-il ? c'est la seconde question qui vous a été proposée , et vous vous êtes déclarés ses juges. Examinons cette décision ; elle intéresse également le ci-devant

roi qui est mis en cause, les législateurs devant qui déjà il a comparu, et la Nation qui vous a choisis pour la sauver de l'anarchie et des rois.

Le premier motif allégué par les orateurs, c'est que la Nation vous a convoqués pour juger le prince détrôné : mais où est l'expression de cette volonté nationale ? Vous avez été réunis pour voir s'il y a lieu à convertir en déchéance la suspension du pouvoir exécutif, prononcée par la Législature. Or, cette déchéance est décrétée, puisqu'il n'y a plus de roi. Votre mission est donc remplie à cet égard ; et je ne sache pas que vos commettans vous aient rendus les arbitres de la vie du dernier roi Bourbon.

Vous avez déclaré que le Peuple souverain sanctionnerait vos décrets pour les ériger en lois ; cette sanction est encore plus nécessaire, quand, non contents de décréter des lois, vous vous attribuez le pouvoir judiciaire. Il était donc de votre devoir de consulter la Nation, de laquelle seule émanent tous les pouvoirs, et à qui seule il appartient de les déléguer, ou de sanctionner les attributions qui en sont faites par ses représentans légitimes. Beaucoup d'entre vous, frappés de cette vérité fondamentale, ont avoué que, si la Nation ne nommait pas les magistrats, la sentence du moins devait être soumise à l'appel. Pourquoi ne pas recourir au souverain dès le commencement même de la procédure ? cette marche serait à-la-fois plus régulière et plus juste.

Encore si vous ne réunissiez pas les qua-

lités contradictoires de juges et d'accusateurs , on vous verrait avec moins de surprise vous ériger en tribunal. Pétion vous avait averti avec raison que vous ne pouviez pas être parties et juges. Il vous avait conseillé de n'entrer pour rien dans l'accusation , afin de vous réserver le jugement. Avez-vous observé cette justice élémentaire qu'on ne peut enfreindre sans crime ; comment des Républicains ont-ils osé violer ainsi les lois sacrées de la morale , cette justice primitive , supérieure à toutes les législations , à toutes les conventions , à toutes les Nations du monde ; cette justice , dont une chartre des droits , pour être bonne , ne peut être que l'expression fidelle ; cette justice enfin , providence des Républiques , qui seule peut préserver votre liberté naissante d'être étouffée dans son berceau ? Songez , qu'elle est éternelle comme le Dieu dont elle émane , cette justice qui veut que le magistrat soit impartial , que la partie ne soit point juge , et que l'homme qui accuse devant la loi , soit distingué de l'homme qui la prononce. Ces règles violées , il n'y a plus de jugement.

C'est cette justice éternelle qui a dicté à Louis IX , dans le treizième siècle , cette déclaration de ses établissemens , qu'il y a trois parties distinctes dans tout jugement , savoir : l'accusateur , l'accusé et le juge.

C'est elle qui a inspiré aux Anglais l'heureuse institution des jurés ; c'est elle qui l'a fait adopter par l'Assemblée constituante. Si les fondateurs de la République française

doivent l'adopter un jour , comment se justifieront-ils de présenter en ce moment à la Nation , à laquelle ils sont appelés à donner des lois , l'exemple de la violation d'une des premières lois de la morale ?

Vous dites avec raison , qu'un roi n'est qu'un homme , et cependant vous lui refusez le jury de jugement , que tout homme accusé doit obtenir. Peut-être répondrez-vous que vous êtes vous-même jury de jugement ; mais ce jury doit être sur-tout impartial. Comment le serez-vous , formant déjà le jury d'accusation ? Comment osez-vous confondre des fonctions qui doivent rester distinctes et indépendantes ? Savez-vous que cette confusion est une véritable tyrannie ? Ou il n'y en a jamais eu , ou elle existe là où le dénonciateur est juge. Pour l'exercer toute entière , il ne manque que de joindre aux fonctions de juges et d'accusateurs celles de bourreaux.

Louis , en sa qualité d'accusé , a encore un droit qui lui est ravi par la forme de jugement que vous avez adoptée. C'est celui d'arguer de faux ses accusateurs , de les prendre à partie , et de récuser ceux des juges qui sont suspects de partialité. Que devient ce droit de l'accusé , lorsque juges et dénonciateurs sont les mêmes ? Ne sont-ils pas tous alors également récusables ?

Si quelqu'un de vous avait à être jugé , croirait-il à l'équité d'un tribunal composé de ses accusateurs , et dont il ne pourrait encore récuser aucun membre , quelque

raison qu'il eût à alléguer contre eux. Aurait-il de la peine à prouver combien serait coupable la violation de ces formes tutélaires, qui n'ont été introduites dans notre nouvelle jurisprudence que parce qu'elles sont liées essentiellement à la justice? Aurait-il de la peine à prouver que cette violation lui ôterait toute espérance d'un jugement impartial?

Si vous persistez à vouloir juger le ci-devant roi que vous avez accusé, craignez à votre tour le jugement de l'incorruptible postérité. Craignez les reproches de ceux de vos contemporains qui savent aimer la liberté. Que ne diront pas les despotes et les esclaves, si, dès votre entrée dans la carrière, ils peuvent vous accuser d'enfreindre les principes consacrés par vos nouvelles lois, par la déclaration des droits de l'homme et par la justice éternelle? Quelle terrible vérité ils auraient à citer contre vous aux Nations contemporaines, et à léguer aux générations à venir! Ils vous dénonceraient comme restaurateurs de ces commissions extraordinaires, de ces tribunaux de sang, inventés par la tyrannie, et contre lesquels réclament sans cesse les hommes éclairés et vertueux de tous les pays et de tous les siècles.

Citoyens-législateurs, souvenez-vous que c'est une République que vous fondez. Si des esclaves échappés osent vous dire que Louis est à votre discrétion, et que la Patrie vous commande son supplice, vengez la Patrie ainsi calomniée. Elle sait qu'à des

Républicains il faut des vertus et non des victimes. C'est avec des vertus, et non avec du sang qu'ils cimenteront l'édifice de la liberté. Louis a survécu à la chute du trône; le combat est fini. S'il périssait aujourd'hui sans être jugé, sa mort serait un crime dont une Nation généreuse et puissante ne veut pas être souillée. Elle laisse les meurtres à ces brigands victorieux, connus sous le nom de conquérans, qui n'établissent leur empire que sur la violence et l'injustice. Tout vaincu est criminel pour eux, par cela seul qu'il est vaincu, et ils sont loin d'appeler ceux qui les ont combattus, à des tribunaux légitimes, qui les condamneraient eux-mêmes.

C'est la Législature qui a prononcé la suspension du pouvoir exécutif. C'était à elle qui avait commencé l'accusation, à la continuer, en nommant une commission qui lui aurait survécu à cet effet. Peut-être alors, de l'aveu de la Nation, auriez-vous pu former le tribunal; mais, ayant fait une fois les fonctions d'accusateurs, celles de juges vous sont interdites par la justice. La Nation elle-même, toute souveraine qu'elle est, ne peut plus vous les attribuer. Elle ne peut pas rendre compatibles les personnages de juges et de dénonciateurs dans la même cause.

Le seul parti qui vous reste à prendre, c'est de convoquer le Peuple français en assemblées primaires, pour élire les magistrats qui jugeront entre vos accusations et les défenses de l'accusé. Les électeurs actuels ne peuvent être chargés d'une nomi-

nation si délicate , attendu qu'ils ont été choisis pour élire seulement les membres de la Convention , et les Corps administratifs et judiciaires établis par des lois antérieures.

Si , contre toute justice , vous persistez à juger vous-mêmes le ci-devant roi , excluez au moins de votre tribunal ceux d'entre vous qui sont justement suspects à l'accusé.

Excluez d'abord ces illégitimes représentans de la Patrie , s'il y en a parmi vous qui aient été élus sous les couteaux du 2 septembre , par une poignée de factieux , dans des assemblées où la liberté des élections a été entravée , où la souveraineté du Peuple a été indignement outragée.

Excluez tous les auteurs , tous les coopérateurs de la journée du 10 août , qui sont nécessairement les parties du ci-devant roi , et qui par conséquent ne peuvent être ses juges.

Excluez tous ceux d'entre vous qui , dans l'Assemblée législative , ont participé à la suspension du ci-devant roi , et qui sont intéressés à le trouver coupable.

Excluez ces orateurs forcenés qui , loin de montrer l'impartialité de magistrats , ont parlé en vrais esclaves altérés du sang d'un roi.

Excluez ces membres du trop fameux comité des assassins , et de cette commune despotique dont un ex-député a osé vous dire qu'en vain vous décréteriez si vos décrets n'étaient sanctionnés par elle.

Excluez enfin les membres du Comité des vingt-un qui a dressé l'acte d'accusation ;

et

et qui n'a , dit-on , fait imprimer des pièces qui lui ont été remises que celles qui étaient à la charge de l'accusé.

Ce devoir de stricte équité rempli , il vous reste encore à prendre des mesures de sagesse et de justice , afin de prouver à l'univers que vous êtes libres , et que votre jugement ne sera point forcé.

Pour cela , commencez par renouveler votre comité de sureté , qui n'est en général qu'un comité-Marat , un comité d'anarchie , comme le prouvent les révélations du courageux Louvet , révélations qui n'ont pas été démenties.

Poursuivez les chefs détestables des assassins du mois de septembre , dont les crimes ont calomnié Paris et la France entière. Prouvez que votre courage ne se déploie pas seulement contre un roi captif et impuissant , et que vous savez combattre les satellites de l'anarchie comme ceux du despotisme dont ils sont toujours les précurseurs.

Décrétez une garde de soldats de toute la République pour les dépôts qui appartiennent à toute la République. Vous n'ignorez pas quelle est l'impuissance de la garde nationale de Paris , si mal organisée et si mal commandée , que les gens de bien et les Patriotes vertueux qui s'y trouvent en grand nombre , coururent en vain dans les jours affreux de septembre , pour se rallier et arrêter des crimes.

Assurez votre liberté en assurant celle de Paris. Que la force armée de cette ville

ait enfin un commandant élu par elle , et non un homme qu'elle n'a pas choisi , et qui a été porté à cette place délicate par les mêmes gens qui ont commandé à la Législature le choix de Danton pour le ministère , et assujéti tous les pouvoirs constitués à Robespierre et à Marat.

Occupez-vous de nos frères d'armes , de ces braves fédérés dénués et abandonnés dans cette cité même , où naguères on les appelait de toutes parts , et où les départemens les ont envoyés pour contribuer à garder la Convention , le Conseil exécutif , les caisses , le Temple et les autres dépôts publics , pour veiller enfin , avec nous , autour du berceau de la liberté.

Quand vous aurez pris ces mesures , on sera persuadé que vous n'êtes point esclaves à Paris , comme l'était la Législature à laquelle vous succédez. Ce n'est qu'après avoir bien convaincu de votre liberté la France et l'Europe , que vous pourrez poursuivre l'examen du procès du ci-devant roi , et faire oublier , à force d'impartialité , s'il est possible , la tache originelle que vous imprime la confusion des qualités de dénonciateurs et de juges.

Une preuve que vous avez à fournir de votre équité , c'est , avant tout , de laisser à l'accusé le temps de se défendre. Vous n'écoutez pas ces orateurs emportés qui craignent d'autant plus les lenteurs de la chicane qu'ils redoutent moins la précipitation de l'injustice. A peine dix jours ont suffi à votre comité pour rédiger l'acte d'accusation , et

cependant vous n'en aviez accordé que deux à l'accusé pour se défendre. Ce décret a été rapporté ; mais le délai nouveau que vous avez fixé suffit-il encore ? Songez qu'en donnant, comme vous le deviez, un conseil au ci-devant roi, cet acte de justice serait bien illusoire, si ce conseil n'avait pas le temps d'étudier les pièces et de recueillir les moyens de justification.

Un autre décret vous reste à rapporter ; c'est celui qui décide que la sentence sera prononcée par appel nominal. Cet appel pourrait avoir lieu, si vous n'aviez pas des tribunes partiales et menaçantes. Les députés faibles ou lâches n'oseraient sans doute suivre leur conscience. Vous direz qu'ils doivent faire leur devoir ; oui, ils le doivent, mais vous devez aussi assurer l'impartialité du jugement, et les sauver d'une position où leur faiblesse étoufferait leur probité.

Vous devez fixer ensuite la majorité des voix qui doit déterminer la sentence d'après les règles du jury. Ou cessez de nous répéter qu'un roi n'est qu'un homme comme les autres, ou respectez les droits qu'il a, comme homme, à l'observation des formes essentielles qui constatent l'équité des jugemens.

Après ces indispensables préliminaires, quand vous aurez à examiner les chefs d'accusation, vous en élaguerez les imputations de délits antérieurs à l'amnistie accordée pour tous faits relatifs à la révolution. Car si vous ôtez à Louis l'inviolabilité de roi,

vous lui devez l'amnistie de citoyen. Vous ne pouvez encore lui attribuer les délits sujets à la responsabilité ministérielle ; c'est aux ministres à se charger de tous les faits dont ils se sont rendus responsables, en les autorisant de leurs signatures. Enfin , l'acte d'accusation ayant été purgé de tous détails superflus , votre attention se portera sur les charges réelles ; vous étudierez les pièces qui les appuient , et vous les comparerez aux réponses de l'accusé.

Si Louis est reconnu coupable , vous calculerez les obstacles qu'il avait à vaincre pour se préserver des écarts. En vous félicitant d'être nés loin de la cour , de cet abîme de vices , de crimes et de corruptions , vous verrez s'il n'est pas plus à plaindre qu'à condamner , l'être malheureux né sur les marches du trône , élevé par des instituteurs ineptes ou pervers , et destiné à devenir , sous le nom de roi , le jouet perpétuel de toutes les intrigues et de toutes les passions des ennemis du Peuple qui sont encore aujourd'hui les siens. Quel titre aviez-vous plus que lui pour naître simples citoyens ? Personne autour de vous n'était intéressé à vous tromper , à vous hébéter et à vous pervertir. Aussi , quand la liberté a paru , vous vous êtes jetés dans ses bras. Enfant favorisé , toi qui as su reconnaître tes droits et faire valoir tes titres , ne dois-tu pas compatir au sort de l'enfant dégénéré qui a compromis tous les siens , parce que tes pères ont été assez lâches pour encenser

des idoles couronnées , et qu'une destinée fatale l'a fait naître du sang des rois , et l'a investi de corrupteurs dès son berceau ?

Et si à la cour de Louis XV , de ce prince abruti et dénaturé par ses vices , le petit - fils , malgré les exemples de son ayeul , et sa propre éducation , a eu , comme dauphin , quelques vertus ; si devenu roi , il s'est occupé de soulager le Peuple ; s'il a renoncé à une partie de ses prétendus droits , que ses prédécesseurs avaient envahis ; s'il a aboli , dans ce qu'on appelait alors ses domaines , l'infâme droit de suite , ce reste impur de la servitude féodale ; s'il a fait séparer dans les prisons le malheureux débiteur du scélérat avec lequel il avait été confondu jusqu'alors ; s'il a supprimé la question préparatoire , ce supplice qui s'infligeait à l'innocent comme au coupable ; s'il a appelé dans ses conseils les hommes que la voix publique lui désignait , vous lui tiendrez compte , citoyens-législateurs , du bien qu'il a fait et de celui même qu'il a voulu faire. Trompé successivement et par les fripons qui abusaient de sa confiance , et par des hommes de probité sans lumières qui l'égarèrent ; comment n'aurait-il pas été entraîné d'abîmes en abîmes ? Pouvait-il manquer de se perdre , soit qu'il prît ses ministres dans sa cour , soit parmi les notables ou dans le sein de l'Assemblée constituante , ou de la commune de Paris. Dites , législateurs , vous qui savez combien il est difficile de gouverner les

hommes , vous à qui la vérité n'est pas inconnue comme aux rois , vous vous appellerez la conduite du roi avant la révolution , vous la comparerez aux crimes qu'on l'accuse d'avoir commis depuis , et vous prononcerez ensuite dans votre sagesse.

Ce n'est pas seulement par les impostures et les conseils perfides de ses courtisans , de ses nobles valets , des coupables émigrés de sa famille que Louis a été égaré , mais par les fausses idées que des démagogues furieux lui donnaient de la Nation dans leurs dégoûtans libelles , par les placards incendiaires des prétendus amis du Peuple , et par les scandaleuses délibérations de certaines sociétés populaires , qui n'applaudissaient qu'aux désorganiseurs et aux conseillers de sang. Poursuivez les chefs criminels de l'aristocratie et de l'anarchie qui se sont réunis pour perdre le ci-devant roi. Châtiez-les parce qu'il y aura toujours des fripons et des scélérats comme eux , et qu'il appartient à la justice de prévenir leurs forfaits , en leur montrant le supplice qui les attend.

Dans le cas où Louis serait reconnu coupable , une question se présente , c'est celle de la peine à lui infliger. Si le vœu de quelques orateurs , qui ne crient que vengeance et mort est exaucé , il ne faut plus parler de justice , car la justice n'exerce aucune vengeance ; mais elle punit le criminel pour effrayer quiconque serait tenté de l'imiter. C'est le motif qui a dirigé tous les Législateurs ; c'est celui qui doit faire obtenir à Louis la généreuse impartialité de la Nation. A qui propo-

ser en effet l'exemple de Louis XVI, traîné à l'échafaud, pour avoir abusé de l'inviolabilité royale? Nous n'aurons plus de rois, vous l'avez décrété, nous n'avons donc pas d'exemple à leur proposer contre les abus d'une inviolabilité regardée comme un brevet d'impunité.

Si parmi les factions qui nous troublent, il en était une, qui par des assassinats et des proscriptions, préparât le retour du despotisme, qui s'occupât du soin de relever le trône pour piller sous son abri, sans rendre de compte, pour s'abreuver des sueurs et du sang du Peuple; ne sentez-vous pas, Citoyens-Législateurs, combien elle serait intéressée à hâter la mort d'un roi avili, pour vous présenter un mineur, un innocent. que sais-je? Les Français, s'ils étaient assez insensés pour tourner encore leurs regards vers la royauté, ne manqueraient pas d'idôles à adorer.

Que Louis vive, pour assurer l'existence de la République. C'est dans la personne de Louis, que la royauté s'est évanouie comme un songe. Si l'idée de la rétablir pouvait naître en France, il est bon que Louis soit là, et par son existence, épouvante les ambitieux de sa race, s'il y en a, et tous les autres. Rien ne perpétuera mieux l'aversion de la royauté, que l'existence d'un roi suspect et avili, en qui l'on désespérerait de trouver assez de courage pour anéantir les discordes. Il ne suffit pas de faire tomber la tête d'un roi pour le tuer. Il vit quelquefois long-temps.

après sa mort , il ne meurt véritablement , que quand il survit à sa chute.

Le ci-devant roi une fois sacrifié , l'intérêt se portera naturellement sur son fils, dont rien ne peut démentir l'innocence. Le meurtre même du père deviendra un titre de plus pour le fils. Je ne m'arrêterai point à l'effrayante perspective , que quelques hommes ont laissé entrevoir. Louis-Charles vivra ; des Républicains ne sont ni des assassins , ni des empoisonneurs.

Ce serait compromettre les destinées de la patrie , que de les croire en danger , par la vie d'un individu ci-devant roi. Le meurtre de Louis serait un acte de lâcheté , et un signe de faiblesse , de fureur et de crainte. Ce n'est pas là sans doute le caractère que les fondateurs de la République veulent imprimer à la Nation. Loin de nous cette pusillanimité , qui voyant dans un prince détrôné un ennemi redoutable , nous occuperait uniquement du soin de nous préparer une victime.

Qu'ils sont loin du caractère républicain ces hommes atroces , qui ne respirent que le sang , et qui veulent , non que vous jugiez le ci-devant roi , mais que vous le condamnerez. C'est ce que demandent les chefs du 2 septembre ; c'est ce qu'ils font demander par leurs groupes , qu'ils appellent le Peuple souverain. Il serait bon de savoir d'où venait ces orateurs , qui le même jour , le 2 de ce mois , dans diverses sections , et dans toutes peut-être , montèrent en chaire , pour déclamer contre le ci-devant roi , captif et accusé , et

préparer le Peuple à voir tomber sa tête. Pétion, dans son discours sur Robespierre, vous a prés. gé des mouvemens *sérieux*, *si votre jugement contrariait l'opinion des Parisiens*. On sent bien que les Parisiens dont il s'agit ici, ce sont ces hommes ou séduits ou vendus, qui s'appellent le Peuple, dont ils sont la moindre partie en réalité, quoiqu'en apparence ils en soient la plus considérable, grâce à leurs intrigues et à leurs clameurs.

Le Peuple, abandonné à sa justice naturelle, ne veut point la mort du roi. J'ai entendu beaucoup de ces hommes grossiers et justes, témoigner leur indignation des sanguinaires idées qu'on veut leur suggérer, comme si elles étaient les vôtres : *nous ne voulons pas la mort du roi*, disaient-ils : *c'est la Convention qui veut le tuer*. Quand les factieux n'auront plus d'intérêt à payer des groupes pour répandre leur doctrine, et servir leurs projets, le Peuple alors paraîtra, et sa justice vous demandera, si vous dédaignez d'être justes. Les agitateurs, quand la victime sera tombée, chercheront à apitoyer le Peuple sur elle. Ceux-là qui redoutent tant aujourd'hui la lenteur des formes, vous accuseront demain de précipitation. Les crimes de Louis, s'il est coupable, seront effacés par sa mort. On les oubliera ; tel est le cœur humain. On réclamera son inviolabilité, que vous aviez juré de respecter, en faisant le serment de la Constitution. On vous rappellera la Déclaration des Droits, qui reconnaît que *nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie, promulguée antérieurement au*

délit , et légalement appliquée. Tel sera le cri général : ils ont été les bourreaux de Louis et non ses juges.

Vos ennemis ont bien calculé cette future métamorphose de l'opinion. C'est contre le roi qu'il cabalent à présent , et ils ont leurs raisons ; alors ils cabaleront contre vous , et ils auront leurs raisons encore. Ils veulent que Louis périsse , ils veulent qu'il périsse par vos ordres , pour vous demander ensuite compte de son sang.

L'exemple de l'Angleterre ne doit pas sortir de votre mémoire. Elle expie encore de nos jours , par un jeûne annuel , le meurtre de Charles premier ; et elle a rétabli la royauté , abolie par sa Chambre des communes sous le couteau de Cromwel. L'Angleterre dans le même siècle , se garda bien de traîner Jacques II à l'échafaud. Elle facilita sa fuite , et prononça son bannissement. En vain Louis XIV arma-t-il pour le roi détrôné ; envain prodigua-t-il l'or et le sang de ses sujets , pour rendre le tyran à l'Angleterre ; il échoua , parce que l'Angleterre ne voulait plus de tyran. Vous avez de nombreux partisans dans cette Isle , qui la première a donné aux Nations modernes l'éveil de la liberté ; vous les perdrez , pour la plupart , si vous versez le sang du ci-devant roi.

Rappelez-vous aussi l'ancienne Rome. Elle bannit le roi Tarquin pour être libre , et elle fut libre.

Syracuse fit mieux. Elle pardonna , et permit à Denys le jeune de s'élever à la dignité de citoyen ; et Denys , pour vivre , se fit maître d'école.

Encore un mot, Citoyens-Législateurs; le procès du ci-devant roi apprendra aux Nations étrangères si les Représentans de la France sont des esclaves vindicatifs, ou des généreux Républicains.

CHAPITRE XL.

Lettre de M. BERTRAND DE MOLEVILLE, ci-devant ministre de la Marine, au Président de la Convention nationale de France.

Londres, le 16 novembre 1792.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'AI eu l'honneur de vous annoncer par ma dernière lettre que je vous adresserais incessamment une déclaration exacte de tous les faits importans et ignorés dont j'ai connaissance, et qui ont quelque rapport aux circonstances présentes. Je me hâte d'autant plus de remplir cet engagement, que j'apprends, par les papiers publics, que la discussion est déjà ouverte sur la grande question de savoir si Louis XVI doit être jugé, et que la Convention nationale est disposée à accueillir favorablement les lumières et renseignemens qui lui seront donnés sur une affaire aussi grave; je me flatte qu'elle sera

satisfaite de ceux que j'ai l'honneur de lui adresser, parce que j'ai la conviction profonde qu'elle ne cherche que la vérité, qu'elle ne veut que la justice; cette conviction seule suffit pour calmer les inquiétudes des bons citoyens, et pour soutenir les espérances de ceux qui ayant été à portée de voir de plus près la conduite de Louis XVI, et de connaître ses vertus, ne peuvent pas s'empêcher de prendre un grand intérêt à ses malheurs.

Voici les faits dont j'atteste la vérité et dont je puis rapporter ou indiquer les preuves.

Faveurs et secours prétendus accordés aux émigrés.

On a publié dans tous les journaux, dans tous les pamphlets; on a répété mille fois à la tribune, que le roi avait constamment approuvé et favorisé l'émigration, et cette opinion, à l'appui de laquelle on n'a cité que des faits calomnieusement supposés ou altérés, est devenue l'opinion générale du royaume, et le principal motif des adresses régicides qui se renouvellent chaque jour. Il est aisé de démontrer, par des faits prouvés, l'injustice extrême de ce reproche.

Vers la fin du mois d'octobre 1791, un des ministres ayant instruit le roi, en plein conseil, du bruit généralement répandu, que les émigrés armés contre la France, et particulièrement les gardes-du-corps, étaient payés par la liste civile. — « C'est une calomnie insigne (répondit le roi sur le ton le plus ferme), j'ai au contraire donné l'ordre le plus exprès à M. Delaporte de ne

» faire payer que ceux qui rapporteront les
 » certificats exigés par le décret du mois de
 » juillet dernier, et je suis sûr que cet ordre
 » est exécuté : on m'a proposé d'en excepter
 » les gardes-du-corps, mais je m'y suis re-
 » fusé ».

Malgré cet ordre, dont l'existence peut être attestée par plusieurs députés auxquels il a été communiqué en original, et qui d'ailleurs a dû se trouver chez M. de Septeuil, on a continué à débiter que les gardes-du-corps émigrés étaient payés par la liste civile, et ce fait est avancé comme constant, pag. 10 et 11 du rapport fait à l'Assemblée dans la séance du 27 septembre dernier : le rapporteur n'a pas fait attention que les seules pièces qu'il citait à l'appui de son assertion, en démontrant évidemment la fausseté : la première, est un mémoire trouvé dans le secrétaire du roi, par lequel M. de Poix proposait de faire payer le corps entier des gardes-du-corps jusqu'au premier janvier 1792. Si le roi eût approuvé cette proposition, il aurait mis son *bon* au bas du mémoire, et l'aurait renvoyé à l'intendant de la liste civile; ainsi de cela seul que ce mémoire a été trouvé non apostillé dans le secrétaire du roi, il en résulte la preuve la plus complète que le roi n'y a eu aucun égard. Quant aux ordonnances de payement, signées par le roi, au bas des états généraux des quatre compagnies de ses gardes, il suffit de rapprocher ces états du registre des payemens pour se convaincre qu'on n'a réellement payé que les gardes-du-corps qui ont constaté leur résidence dans la forme

prescrite par les décrets; et que s'ils ont tous été compris dans les états ordonnancés, c'est uniquement parce qu'on ignorait quels étaient ceux qui étaient émigrés et ceux qui ne l'étaient pas. C'est par cette raison que dans les mêmes circonstances, les ministres de la guerre et de la marine, ordonnaient pareillement, dans leur département, les états généraux des officiers de chaque corps, sans que la loi des certificats de résidence fût violée, parce que son exécution était toujours garantie par la vigilance et par la responsabilité personnelle des trésoriers, conformément aux dispositions de ce décret. Il est d'ailleurs constaté, par une lettre de M. de Poix, rapportée page 16 du treizième recueil des pièces trouvées chez M. Delaporte, que l'exécution de ces ordonnances de paiement était si fort retardée, que le 28 janvier dernier, il n'y avait eu rien de payé sur le reste de solde des six premiers mois 1791.

Si je citais les lettres écrites par le roi dans les premiers jours d'octobre 1791, aux officiers de l'armée, et à ceux du corps de la marine, pour engager ceux qui étaient sortis du royaume à y rentrer, et pour y retenir ceux qui pouvaient avoir le projet d'émigrer, on me dirait sans doute qu'on ne peut en rien conclure, parce que ces lettres étaient l'ouvrage des ministres; mais j'affirme que la minute de celle qui a été écrite aux officiers de la marine, est restée deux jours entre les mains du roi, qui y a fait plusieurs corrections écrites de sa main, les unes à la marge et les autres en interligne, et que cette minute a dû se

trouver avec plusieurs autres pièces importantes, dans un porte-feuille rouge dont les commissaires du comité de surveillance de la commune ont enlevé tous les papiers dans la descente, aussi violente qu'irrégulière, qu'ils firent chez moi le 15 août. Je dois présumer que cette pièce a été soustraite, puisqu'il n'en est fait aucune mention dans le rapport fait à l'assemblée le 6 de ce mois; elle serait cependant d'autant plus importante à connaître, que ces corrections étant l'ouvrage du roi seul, on y trouverait l'expression franche et pure de ses véritables sentimens. Je ne doute pas que la Convention nationale, ne sente la nécessité indispensable de se la faire représenter.

Le roi m'avait expressément recommandé d'employer en son nom tous les moyens de persuasion et d'autorité pour empêcher l'émigration des officiers de la marine, et si l'exécution de cet ordre n'eut pas tout le succès que j'aurais désiré, j'y employai du moins tout le zèle qui pouvait dépendre de moi. Je ne crains pas d'invoquer sur ce point le témoignage des chefs du bureau des officiers de ce département; je ne puis pas citer beaucoup de preuves écrites, mais je vais en rapporter une d'un assez grand poids pour me dispenser d'en chercher d'autres.

Un officier supérieur, du mérite le plus distingué, ayant été forcé, par les outrages les plus violens et les plus multipliés, à se démettre de son commandement, se rendit à Paris dans le courant de février dernier, avec le projet de sortir du royaume. Après avoir vainement essayé de l'en détourner par mes

conseils et par mes exhortations, j'en rendis compte au roi, qui m'autorisa à lui adresser un ordre conçu, à peu de chose près, dans le même style que les anciennes lettres de cachet; en voici les termes.

« Mons.... étant informé que vos lumières
 » et votre expérience vous mettent en état de
 » donner des instructions importantes sur le
 » service de la marine, mon intention est que
 » vous vous teniez à portée de fournir au mi-
 » nistre de ce département, les renseignemens
 » qu'il aura à vous demander; en conséquence,
 » je vous défends de sortir de Paris jusqu'à
 » nouvel ordre, sous peine de désobéissance ».

Signé, LOUIS.

Et plus bas, DE BERTRAND.

La minute de cet ordre, qui fut adressé à M. de Marigni, doit se trouver au bureau des officiers, dans les minutes du mois de février; si par hasard elle en avait été soustraite, M. de Marigni, qui n'est pas sorti de Paris, en représentera l'original.

Je dois affirmer ici que, parmi les officiers que j'avais engagés à rester à Paris, pour être plus assuré qu'ils ne sortiraient pas du royaume, il y en avait qui étaient hors d'état de s'y soutenir, et auxquels le roi a fait remettre, tantôt par M. Delaporte; tantôt par moi, différentes sommes d'argent; la dernière que j'ai touchée pour cette destination, était de 12,000 livres; elle me fut remise par le roi lui-même dans les premiers jours de mars : j'indiquerai dans quelles mains elle est passée,

sée , si la Convention nationale désire approfondir ce fait.

Comment est-il possible de concilier les reproches qu'on ose faire au roi relativement aux émigrés, avec tous ces faits dont aucun ne peut être contesté ?

Des trahisons et conspirations auxquelles on prétend que le roi a participé.

On ne donnera pas sans doute cette qualification odieuse aux mesures toujours faibles, toujours insuffisantes prises pour la sûreté personnelle du roi, et dont il n'a jamais manqué d'arrêter Péllet aussitôt qu'il a vu une partie du Peuple accompagner les assassins reconnus qui voulaient attenter à ses jours ; il croyait fermement qu'entré du Peuple, aucun danger n'était à craindre pour lui. On l'a vu, dans la journée du 20 juin, éloigner de sa personne des serviteurs fidèles prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sa défense, et aller, accompagné de quatre gardes nationaux, au-devant de la multitude armée qui venait de forcer les portes du château.

Il n'est plus permis de douter aujourd'hui qu'il n'y eût une conspiration formidable formée contre la cour : les députés Louvet et Barbaroux ont avoué, ont attesté ce fait important à la tribune, dans la séance du 30 octobre. — « C'est à Charenton (ont-ils dit) » que fut arrêtée la conspiration contre la » cour, qui devait s'exécuter le 29 juillet, et » qui n'eut lieu que le 10 août (*Moniteur du* » 1 novembre, page 1298. col. 3.) ». Le roi

qui en était informé , avait sans doute pris quelques précautions pour garantir le château de l'attaque à laquelle il s'attendait ; mais aussitôt qu'il fut instruit , par les membres du directoire du département , que des milliers de citoyens et de gardes nationales étaient réunis aux conspirateurs qui entouraient le château , il ne balança pas à se rendre avec sa famille à l'Assemblée nationale , et à faire donner aux Suisses la défense de tirer (1) : il est constant en effet que les portes de la cour

(1) Lorsque le roi fut décidé à se rendre à l'Assemblée , il dit aux ministres et aux autres personnes qui l'entouraient , ces paroles mémorables et trop ignorées : *Allons , Messieurs , il n'y a plus rien à faire ici.* C'était certainement donner l'ordre le plus clair et le plus positif de ne pas rester au château , puisqu'il n'y avait plus rien à faire ; et si cet ordre eût été transmis officiellement , comme il aurait dû l'être aux officiers des Suisses , de la garde nationale et autres , ils se fussent tous retirés , l'entrée du château fut restée libre ; il eût peut-être été bouleversé , mais il n'y aurait pas eu un coup de fusil tiré . Malheureusement cet ordre ne fut point transmis , et ne fut exécuté que par les personnes qui l'avaient entendu , et qui accompagnèrent le roi à l'Assemblée . Il en est résulté d'un côté que les Suisses , les gardes nationales et toutes les personnes qui s'étaient rendues au château pour la défense du roi , ont cru qu'il n'avait pensé qu'à sa propre sûreté , et se sont plaints qu'il les eût ainsi abandonnés , tandis que d'un autre côté , le Peuple a cru que le roi avait ordonné , en partant , la résistance et les décharges qu'il avait essuyées , et de-là , les soupçons et les clameurs contre la prétendue trahison du roi , et contre les conspirations de la cour . Ces détails m'ont été attestés par un trop grand nombre de témoins oculai-

royale furent forcées sans aucune résistance de la part des Suisses , dont la première décharge n'eut lieu qu'après que cinq de leurs factionnaires eurent été massacrés au pied du grand escalier. Ainsi les événemens de la journée du 10 août ne peuvent pas plus que ceux de la journée du 20 juin , fournir matière au plus léger soupçon de trahison ou de conspiration auxquelles le roi ait pris la moindre part. C'est donc de sa conduite antérieure , et sur-tout des faits qui lui sont personnels qu'il est important d'acquérir des preuves ; car on ne peut tirer aucune induction des lettres , mémoires , ou projets plus ou moins insensés qui ont pu lui être adressés , et qui se sont trouvés , soit au château , soit chez M. Delaporte. On sent bien en effet , que si des écrits coupables pouvaient compromettre les personnes auxquelles on les adresse , les mauvais citoyens pourraient souvent abuser d'un moyen aussi facile et aussi sûr pour perdre les meilleurs patriotes.

A l'égard des nombreux écrits dont l'impression a été payée par la liste civile , et n'on cite comme autant de preuves de trahisons , il suffit d'observer qu'avant l'abolition de la royauté , les écrits anti-républicains étaient d'autant moins répréhensibles , que dans une séance mémorable qui eut lieu au mois de juin dernier , l'Assemblée avait décrété una-

res , pour que je puisse les révoquer en doute : ils prouvent évidemment que les reproches faits au roi ne sont pas mieux fondés d'un côté que de l'autre.

niment , et par acclamation , que ceux qui proposeraient le gouvernement républicain , ou l'établissement de deux chambres , seraient voués à l'exécration publique ; les écrivains exagérés des deux partis , s'éloignaient également de l'esprit et des principes de la Constitution ; leurs productions incendiaires prolongaient , entretenaient le mécontentement et l'agitation du Peuple. Les inconvéniens graves qui pouvaient en résulter ont dû fixer l'attention du roi : obligé par son serment de maintenir la Constitution par tous les moyens qui étaient en son pouvoir , il a pu et dû considérer comme un de ces moyens , celui d'éclairer le Peuple par des écrits sages et constitutionnels , qui servissent de contre-poison aux pamphlets dangereux dont il était inondé chaque jour. Ce qu'il y a de certain , c'est que , pendant mon ministère ; mes collègues ont , ainsi que moi , regardé comme un devoir de donner ce conseil au roi , et que nous le lui avons donné plusieurs fois. Ainsi il est très - possible que cet ordre ait été donné à l'intendant de la liste civile , quant à la manière dont il a été exécuté , on sent bien que le roi n'a pas pu en suivre les détails ; d'ailleurs , il est de principe que l'exécution la plus répréhensible d'un ordre légitime ne peut jamais compromettre celui qui a donné l'ordre , mais seulement celui qui l'a exécuté ; or il est évident que l'ordre de faire répandre des écrits sages et constitutionnels était un ordre légitime. Le roi a donc pu le donner , et certainement il n'en a pas donné d'autre. Mais voici des faits

qui lui sont personnels, et d'après lesquels on peut juger de ses véritables sentimens.

Premier Fait.

J'avais montré la répugnance la plus forte à accepter le ministère, et je n'avais pas dissimulé que le principal motif de cette répugnance était mon incertitude sur les véritables dispositions du roi, relativement à la Constitution. Il en fut instruit, et lorsque je lui fus présenté le 3 octobre par le ministre de l'intérieur, il m'adressa en sa présence ces propres paroles.

« Je sais vos inquiétudes, je ne les blâme
 » pas ; il est tout simple que vous desiriez de
 » savoir à quoi vous en tenir ; j'ai accepté la
 » Constitution , je ne dis pas que je la crois
 » bonne dans tous ses points ; je suis même
 » convaincu que si l'Assemblée ne se fût
 » pas interdite la faculté de recevoir les
 » observations que je pourrais avoir à faire ,
 » elle aurait adopté les principaux change-
 » mens que j'aurais eu à proposer ; mais nous
 » n'en sommes plus là ; la Constitution est ac-
 » ceptée telle qu'elle est, elle a en sa faveur
 » l'opinion générale ; ainsi , on ne peut plus
 » penser à des changemens que lorsque l'ex-
 » périence en aura fait sentir la nécessité ,
 » car la force ne peut rien sur l'opinion ; le
 » succès de cette expérience dépend de la fidé-
 » lité avec laquelle la Constitution sera exé-
 » cutée , et mon intention est qu'elle le soit au-
 » tant et aussi bien qu'il sera possible. Voilà
 » la ligne que je me suis tracée, et dont j'exige
 » que mes ministres ne s'écartent pas ; si les

» MOYENS d'exécution qui sont en leur pouvoir
 » se trouvent insuffisans, ou qu'ils éprouvent
 » quelques embarras, c'est à l'Assemblée qu'ils
 » doivent s'adresser ».

La reine, à qui je fus présenté le même jour, me répéta la même chose et finit par me dire : « Voilà le plan que le roi a adopté ;
 » je crois que c'est le seul raisonnable, et j'es-
 » père que vous ne l'en ferez pas changer ».

J'affirme ce fait en mon ame et conscience, et j'appuie cette affirmation par mon serment que j'offre de renouveler pardevant qui et en telle forme que l'Assemblée jugera à propos de prescrire. Au surplus, en rentrant chez moi, je n'eus rien de plus pressé que de prendre note de ce que le roi venait de me dire ; cette note, datée du 3 octobre, était dans le même porte-feuille rouge dont les commissaires du comité de surveillance de la commune ont enlevé tous les papiers. Si la Convention nationale juge à propos d'en prendre connaissance, il lui sera aisé de se la faire représenter.

Second Fait.

Vers la fin de décembre dernier, ou dans les premiers jours de janvier, un ancien militaire retiré du service, vint me consulter à l'hôtel de la Marine, sur une proposition qui lui avait été faite la veille, d'entrer dans une coalition de gentilshommes pour escorter le roi, qui devait (lui avait-on dit) sortir bientôt du royaume. Celui qui lui avait fait cette proposition, s'était présenté chez lui sous le titre de maréchal-de-camp, et lui avait

donné vingt-quatre heures pour faire ses réflexions. Je donnai à la personne qui me consultait, l'avis de se montrer disposée à entrer dans cette coalition, pourvu qu'auparavant on lui fît connaître son organisation, ses projets, ses moyens, et les personnes dont elle était composée; je lui recommandai expressément de ne rien oublier de ce qu'on lui dirait, et particulièrement de s'assurer du nom et de la demeure de ce maréchal-de-camp; il me promit de ne pas tarder à venir m'instruire du résultat de sa seconde conversation avec lui. Il revint en effet le lendemain, et me rendit le compte le plus détaillé de ce qui s'était passé : j'en pris une note exacte que je lus le soir même au conseil; le roi en fut indigné, et ordonna au ministre de l'intérieur d'en faire sur-le-champ la dénonciation au directoire du département, et de lui recommander de faire toutes les recherches possibles pour découvrir ce prétendu maréchal-de-camp, de le faire veiller de très-près, et de s'assurer de sa personne, s'il y avait lieu. Comme cette lettre fut écrite au même instant par M. Cahier de Gerville, et envoyée immédiatement après le conseil, il est possible qu'il n'en ait pas gardé de minute; mais l'original se trouvera aisément dans le dépôt du directoire du département. Les recherches ordonnées par le roi, furent faites avec soin : on était parvenu à découvrir le domicile de cet homme; mais il se cachait depuis plusieurs jours, de manière qu'il n'avait pas été possible de le surprendre. Il paraissait au sur-

plus, par les notes qu'on s'était procurées sur son compte à la police, que cet homme était non-seulement un mauvais sujet, mais une très-mauvaise tête. Quoiqu'il en soit, la conduite du roi dans cette affaire, prouve au moins, qu'il ne favorisait pas les coalitions prétendues formées pour sa sureté.

Troisième Fait.

Dans le mois de janvier dernier, M. Cahier de Gerville, faisant lecture au conseil d'un projet de proclamation, le roi l'arrêta à une phrase où se trouvait ces mots, *l'amour de mon Peuple*, et lui dit de les corriger par ceux-ci, *l'amour du Peuple Français. Je ne puis plus* (ajouta-t-il d'une voix émue et les yeux gonflés de larmes), *je ne puis plus dire MON PEUPLE, mais on a beau faire, ce sera toujours l'expression de mon cœur.* Ce fait intéressant peut être attesté par les ministres qui composaient alors le conseil, et j'adjure tous ceux qui les y ont précédés ou suivis, de déclarer s'ils n'ont pas reconnu, dans plusieurs circonstances, qu'un des sentimens les plus dominans chez le roi, était l'attachement le plus profond, le plus tendre, et le plus touchant pour le Peuple Français. On n'a pas oublié que le jour même de son arrivée de Varennes, l'un des premiers officiers de sa maison lui témoignait ses regrets sur le mauvais succès de cette démarche, et particulièrement sur l'augmentation de crédit et de puissance qui en résultait pour l'Assemblée, il fit sur-le-champ cette réponse remarqua-

ble : *Tant mieux, mille fois tant mieux, pourvu qu'elle s'en serve pour le bonheur du Peuple.*

Quatrième Fait.

Dans la séance du 6 de ce mois, le rapporteur Valazé, a fait la lecture d'une note trouvée chez moi, sur un nouvel ordre de chevalerie de la reine; et pour donner plus d'importance à cette pièce, qui a excité, avec grande raison, une risée générale dans l'Assemblée, il a dit qu'elle avait été trouvée dans mon portefeuille. Le rapporteur Valazé s'est trompé, et si l'Assemblée veut bien se faire représenter le procès-verbal de la levée des scellés qui avaient été mis chez moi, elle y verra que ce n'est dans aucun de mes portefeuilles que cette pièce a été trouvée; mais, puisqu'il faut le dire, dans le seau de faïence qui était dans ma garde-robe; il eût été difficile d'en faire usage, si on ne l'eût pas séparée d'un billet d'envoi qui était dans le même seau. Ce billet, daté des premiers jours de septembre ou d'octobre 1790, était à peu près conçu en ces termes : « Je vous envoie la note dont je vous ai » parlé avant-hier; je vous préviens que je la » tiens d'une personne dont la tête est exaltée; » ainsi vous en croirez ce que vous voudrez ». Le lieu où elle a été trouvée, prouve que j'en avais porté le même jugement que la Convention nationale.

Les membres du comité de surveillance de la commune qui firent l'examen de tous les papiers contenus dans le seau, et qui y employèrent près de neuf heures, suivant le rapport

de la personne qui y assistait pour moi, y trouvèrent aussi une liste du comité autrichien, composée d'environ trente noms, tous fabriqués, et ils s'empressèrent de saisir cette pièce, qu'ils regardèrent d'abord comme une découverte très-importante : heureusement la clef de ces noms se trouvait écrite en seconde colonne sur la même page, et on y lisait ceux de MM. Syeyes, Condorcet, Brissot, Robespierre, etc. etc. Mais si la clef eût été écrite sur une feuille différente, et qu'on eût pu la séparer de la liste, aussi aisément qu'on a séparé la note sur l'ordre de chevalerie de la reine, du billet d'envoi, on aurait pu alors employer cette liste comme une grande preuve de l'existence du comité autrichien.

Tels sont les faits que j'ai cru devoir faire connaître à l'Assemblée, et dont l'exactitude sera constatée par les preuves que je cite, et qu'elle pourra faire vérifier, ou par les témoins que j'indique, et qui pourront être entendus. J'en aurais eu un bien plus grand nombre à présenter, si les catastrophes du mois de septembre n'avaient pas mis en fuite ou fait périr les personnes qui auraient pu en attester la vérité, ou en rapporter des preuves écrites.

Signé, DE BERTRAND.

Fin du Tome second.

T A B L E

D E S M A T I È R E S

CONTENUES DANS CE VOLUME.

	Pages
<i>A</i> VERTISSEMENT de l'Editeur . . .	iij
CHAP. XXI. Suite d'Opinion du Ci- toyen ROUZET , Député de Haute- Garonne , concernant le Jugement de Louis XVI, ...	I
CHAP. XXII. Opinion de Michel- Edme PETIT , ...	II
CHAP. XXIII. Opinion de P. C. F. DAUNOU , ...	25
CHAP. XXIV. Discours sur l'affaire de Louis XVI , prononcé à la So- ciété des ci-devant Jacobins , . . .	41
CHAP. XXV. Opinion de P R U D- H O M M E , ...	49
CHAP. XXVI. Réflexions de NEC- KER , sur le Procès de Louis XVI ,	68
CHAP. XXVII. Opinion du Citoyen RISTON , ...	122
CHAP. XXVIII. Opinion d'un Juris- consulte Patriote , ...	137

CHAP. XXIX. <i>Nouvelle Opinion de</i> <i>P. J. D. G. FAURE, ...</i>	145
CHAP. XXX. <i>Opinion de CONDOR-</i> <i>CET, ...</i>	156
CHAP. XXXI. <i>Réflexions impartia-</i> <i>les d'un Républicain sur le Juge-</i> <i>ment du ci-devant roi, ...</i>	192
CHAP. XXXII. <i>Lettre contenant l'o-</i> <i>pinion d'une Société patriotique</i> <i>de Londres, sur le procès de</i> <i>Louis XVI, ...</i>	199
CHAP. XXXIII. <i>Lettre d'un Patriote</i> <i>de Londres, ...</i>	209
CHAP. XXXIV. <i>Opinion de Pierre-</i> <i>Florent LOUVET, ...</i>	220
CHAP. XXXV. <i>Réflexions du Ci-</i> <i>toyen LAVICOMTERIE, ...</i>	232
CHAP. XXXVI. <i>Opinion de Jean-</i> <i>Bon SAINT-ANDRÉ, ...</i>	237
CHAP. XXXVII. <i>Opinion du Citoyen</i> <i>DUFRICHE-VALAZÉ, ...</i>	255
CHAP. XXXVIII. <i>Opinion de MA-</i> <i>RAT, ...</i>	266
CHAP. XXXIX. <i>Un Citoyen français</i> <i>à la Convention nationale sur le</i> <i>procès du ci-devant roi, ...</i>	281
CHAP. XL. <i>Lettre de M. BERTRAND</i> <i>DE MOLEVILLE, ...</i>	299

22 5669530

Digitized by Google



κ

